

**Un référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie sera organisé en 1989**  
annonce le secrétaire d'État aux DOM-TOM

LIRE PAGE 40



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir ; Tunisie, 380 m ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 16 sch ; Belgique, 28 F ; Canada, 1,10 \$ ; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 Kr ; Espagne, 160 pes ; E.-U., 95 c ; Grèce, 50 p ; Irlande, 65 sh ; Italie, 80 p ; Japon, 1 200 ¥ ; Liban, 375 F ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 F ; Norvège, 8,00 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl ; Portugal, 85 esc ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr ; Suisse, 1,40 L ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 12  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONIPAR 65572 F  
C.C.P. 4267 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Les nouveaux pouvoirs du général Jaruzelski

Le général Jaruzelski a décliné le goût du pouvoir et l'art de l'organiser à sa manière. Solidement installé à la tête de la Pologne, investi depuis mardi 22 novembre d'une fonction de président d'un comité de défense du pays, il conserve ses responsabilités antérieures, à l'exception de celle de ministre de la défense.

Le régime qui se façonne par touches successives depuis que le général Jaruzelski est devenu, au printemps 1981, chef du gouvernement repose sur les imbrications étroites du parti et de l'armée, et sur un postulat : le pays est en danger, soumis aux assauts des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur.

La création du comité de défense (KOK) s'inscrit dans cette logique. Le rapporteur du projet a expliqué à la Diète qu'il était urgent de constituer un tel organisme, « compte tenu des difficultés problèmes internes qui s'accumulent en Pologne et de la menace de guerre dans le monde ». Comme pour donner plus d'écho à ces accents martiaux, le Conseil d'État (président de la Diète) a voulu le même jour nommer le général Jaruzelski « commandant en chef des forces armées en temps de guerre ».

Le mal qui dans l'immédiat menace le plus sûrement la Pologne est d'ordre économique. Cette année, en dépit d'une légère hausse du revenu national, la part de la production destinée au marché a diminué. C'est ainsi que la production de vêtements représente le tiers de celle de 1976. Le pouvoir voudrait concentrer les investissements : ils s'éparpillent. L'industrie du bâtiment n'atteint pas ses objectifs, l'inflation est de l'ordre de 25 %.

Et voici que le gouvernement Jaruzelski se prépare à serrer davantage encore la ceinture. Les prix des produits alimentaires vont augmenter de 10 à 50 % au début de 1984. A la dernière session du comité central, le rapporteur du bureau politique a dû constater la baisse constante du niveau de vie de nombreux groupes sociaux et admettre que cette crise économique « influe sur la situation globale socio-politique et sur les problèmes de la normalisation ».

Le pouvoir reconnaît donc que le mécontentement est général. Il craint que les appels des opposants ne trouvent un écho favorable. Pour tenter d'empêcher une nouvelle explosion, il conforte la position des militaires dans le régime et limoge des dirigeants responsables de l'économie. Mais comment expliquer, deux ans après la proclamation de l'état de guerre, cette dégradation constante ?

An comité central, des délégués ont mis en cause la réforme économique élaborée en 1981 avec le concours des experts de Solidarité et entrée officiellement en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1982. Dès cette époque, les syndicalistes relevaient les contradictions entre les principes d'une réforme qui prône en même temps l'autogestion des entreprises et le renforcement de la planification centrale.

Malheureusement, les Polonais ne sont pas à la veille de se débarrasser des contradictions. Le général Jaruzelski ne trouvera pas la recette miracle en renforçant encore ses pouvoirs, lui qui est chargé de maintenir le communisme dans une société assoiffée de démocratie et même de faire semblant de croire que ce régime apporte en puissance l'abondance, la liberté et l'indépendance. Il est vraiment difficile, pour reprendre le mot du philosophe contestataire Kolakowski, de se livrer au négoce des « boules de neige frites ».

(Lire également page 5.)

## Le C.N.P.F. refuse tout rattrapage des salaires

### L'épreuve de force s'engage entre le patronat et les syndicats

A première vue tous les ingrédients sont réunis pour une épreuve de force entre le patronat et les syndicats sur les salaires et le pouvoir d'achat. De la C.F.D.T. à la C.F.T.C. en passant par la C.G.T. et F.O., toutes les organisations syndicales demandent, même si elles le font en des termes différents, un rattrapage des salaires sur les prix pour assurer en 1983, comme en 1984, au moins le maintien du pouvoir d'achat moyen. Rien n'indique, sur tout depuis les résultats des élections à la Sécurité sociale, que les syndicats continueraient dans les entreprises de « se tenir à carreau » dans ce domaine, selon l'expression imagée de M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F.

Dans ces conditions, la recommandation salariale que M. Yvon Gattaz, vice-président du C.N.P.F., vient d'adresser aux fédérations professionnelles sur la politique salariale risque d'être ressentie par les confédérations syndicales comme une véritable provocation.

Pour l'année 1983, M. Gattaz réitère les « consignes de fermeté » qu'il avait adressées le 20 mai 1983 : l'évolution des salaires en niveau ne devra pas dépasser 8 %, alors même que le glissement des prix sera supérieur à 9 %. « Ce taux est un maximum qui ne peut être atteint que la

où les conditions économiques le permettent », précise la circulaire de deux feuillets et demi, en ajoutant qu'il doit prendre en compte « tous les éléments de la rémunération ». Le principe est clair, il faut « écarter toute forme directe ou indirecte d'échelle mobile ».

Une telle position est rigoureusement conforme à la loi de finances du 30 décembre 1958 modifiée par l'ordonnance du 4 février 1959 qui a interdit formellement des indexations automatiques et a posteriori des salaires sur les prix sauf si elles sont fondées sur « les prix des biens, produits ou services ayant une relation directe avec l'objet de l'une des parties ». L'illégalité de l'indexation avait été rappelée par M. Mauroy à la sortie du blocage des salaires.

Pour le C.N.P.F., cela signifie très clairement qu'aucun rattrapage ne devra intervenir pour 1983, les branches professionnelles — peu nombreuses — qui ont conclu des accords salariaux pour cette année n'ayant pour la plupart pas prévu de « clauses de sauvegarde », contrairement à ce qui existe dans la fonction publique.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 35.)

## Le projet de loi sur la presse veut limiter les concentrations

### La logique du pluralisme

Le conseil des ministres adopte, ce mercredi 23 novembre, le projet de loi sur l'organisation de la presse française, qui réforme l'ordonnance du 26 août 1944.

Nous avons, dans ce journal, quelques idées sur le métier que nous exerçons et sur la fonction que nous remplissons. Le Monde est né, en 1944, d'une volonté et d'une exigence auxquelles il a tenté de rester fidèle dans son contenu quotidien et dans ses structures. Les préoccupations de ceux qui, pendant la dernière guerre, révélaient d'une presse nouvelle ne nous sont pas devenues étrangères. Nous ne sommes pas les seuls dans ce cas, et nous ne prétendons pas à l'exemplarité.

Par rapport aux pratiques en vigueur sous la III<sup>e</sup> République, le journalisme s'est considérablement moralisé. L'obstination de ceux qui, tel le fondateur de ce journal, ont œuvré dans ce sens n'a pas été vaine. Relayée par les nouvelles générations de journalistes, prise en compte par l'enseignement de la profession, une déontologie du traitement de l'information s'est dessinée. Elle ne s'impose pas à tous, ni tout le temps, mais elle existe, et, si individualistes qu'ils soient, les journalistes dignes de ce nom savent qu'ils

se retrouvent sur quelques règles communes.

C'est un progrès certain, mais qui ne répond pas à toutes les aspirations qu'avait fait naître, à l'occasion de circonstances exceptionnelles — la libération du pays au terme de la période d'occupation, — la résurgence d'une presse nationale et régionale renouvelée dans sa quasi-totalité. Les structures originales mises alors en œuvre n'ont pas suivi, ou, plutôt, elles ont cédé sous la pression des lois du marché et à cause d'une législation délibérément inachevée et non appliquée. Retenons-en que si la politique a péché par défaut, l'économie a joué son rôle, qui n'est pas secondaire.

A quelques exceptions près, les journaux sont retournés aux formes d'appropriation les plus traditionnelles, et il s'est produit en France ce qui s'est produit ailleurs : pour répondre aux nécessités de la rentabilité et du profit, pour maîtriser les coûts de fabrication, pour mieux capter les ressources publicitaires, pour affronter la concurrence de l'audiovisuel, la presse écrite d'information générale a sacrifié son éparpillement et sa diversité sur l'autel de la concentration.

A. L.

(Lire la suite page 23.)

### Un enfant de 1944

De deux choses l'une. Ou bien l'information est une marchandise comme une autre et les lois du capitalisme le plus sauvage peuvent lui être appliquées, comme ailleurs, mieux qu'ailleurs, avec leur cortège de fusions, de concentrations, d'accords plus ou moins secrets... Ou bien on considère avec les législateurs de 1944 que la presse d'information générale et politique remplit, un peu comme l'école, une mission d'intérêt public. Et, alors, ces lois doivent être encadrées, et le pluralisme favorisé. S'il existe un domaine où la lutte « anti-trust » doit être menée, n'est-ce pas celui-là ?

Ceux qui se sont saisis du projet gouvernemental pour en faire une nouvelle querelle devraient au moins peser leurs mots. S'ils réclament toute réglementation du secteur — puisent l'ordonnance du 26 août 1944 est quotidiennement bafouée, sans risque, — ils doivent aller au bout de leur démarche : que l'on supprime toute aide publique aux journaux. Chacun sait pourtant, et les patrons de presse les premiers, que la presse quotidienne et hebdomadaire ne vit — ne survit parfois — que par un régime d'exception : tarifs postaux et téléphoniques préférentiels, exonérations fiscales... (1).

La liberté d'entreprendre ? En quoi le projet l'empêche-t-il ? La liberté de constituer des groupes de presse ? Elle est reconnue, alors que l'ordonnance était beaucoup plus restrictive. La volonté gouvernementale apparaît nettement dans ce texte mesuré et de portée limitée : porter un coup d'arrêt à une évolution contraire au pluralisme, empêcher un groupe de presse — celui de M. Robert Hersant — d'étendre indéfiniment son emprise dans le secteur de l'information écrite. Et d'autres, éventuellement, dans l'avenir. Et même faire abandonner au « Citizen Kane » français une partie de ses positions. Le Conseil d'État a encore atténué les dispositions initiales : si le conseil des ministres et le Parlement acceptent ces amendements, un même groupe pourra, dans certaines limites, éditer des quotidiens à Paris et en province (le Monde du 22 novembre).

Alors l'essentiel est de savoir, au-delà de la polémique sur le terme de « statut », si cette loi — ou ce qu'il en reste — servira le pluralisme et l'intérêt des lecteurs.

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 2.)

(1) En 1984, les aides directes se monteront pour l'ensemble de la presse à 176 519 486 francs ; les aides indirectes à plus de 5 milliards de francs.

## BOLIVIE

Un entretien avec le président Siles Zuazo

LIRE PAGE 4

## JAPON

Le chef du P.C. chinois en visite à Tokyo

LIRE PAGE 5

Le Japon de M. Nakasone

NOTRE SUPPLÉMENT PAGES 27 A 34

## L'U.R.S.S. se retire des négociations de Genève sur les euromissiles

Après le vote du Bundestag, mardi, approuvant le déploiement des missiles américains en R.F.A., l'Union soviétique s'est retirée des pourparlers de Genève. M. Kvitinski, le négociateur soviétique, a quitté, après vingt-cinq minutes, la salle des pourpar-

lers et a annoncé à la presse que la négociation était interrompue. Aucune date n'a été fixée pour une nouvelle séance (lire page 40). Les pourparlers sur les forces nucléaires intermédiaires (F.N.I.) s'étaient ouverts en novembre 1981.

### La décision allemande et la politique française

N'exagérons rien. Il n'y a eu aucun tournant historique. La majorité parlementaire, pleinement légitimée par des élections récentes, après une campagne au cours de laquelle le problème des Pershing avait été nettement posé, est restée fidèle aux engagements pris au nom de la majorité précédente.

Le parti social-démocrate a beaucoup changé en matière de défense, mais nettement moins que le Labour Party, lorsque celui-ci était passé dans l'opposition : moins aussi, ou en tout cas moins vite qu'on pouvait le craindre voici quelques semaines. Et il n'est pas vrai que la politique de

par ALFRED GROSSER

la République fédérale ait toujours été placée jusqu'ici sous le signe du consensus : quels tumultes dans les années 50 sur le réarmement et l'Europe ! Quels affrontements dans les années 70 sur l'Ostpolitik !

Mais il faut dire en même temps que la coalition gouvernementale a fait preuve de beaucoup de courage pour maintenir le cap face à une social-démocratie à la recherche de nouveaux soutiens et face à la nouvelle peur allemande. Face aussi et d'abord à la politique française, qui a fourni un argument de choix aux Alle-

mands d'inspiration fort diverse hostiles à l'installation des Pershing.

Que disons-nous à nos partenaires ? « Au nom de la solidarité occidentale, vous devez, vous Allemands, accepter sur votre sol des fusées que vous ne contrôlez pas. Ces fusées sont installées par les États-Unis pour notre sécurité commune. Cela dit, notre force nucléaire à nous n'est destinée qu'à nous défendre nous-mêmes. Soyez prêts, avec les Américains, à mourir pour nous. Nous ne mourrons pas pour vous ».

(Lire la suite page 4.)

## EXPOSITIONS A PARIS, A LONDRES, A BOLOGNE...

### Raphaël pour tous les temps

Dans une époque comme la nôtre, qui n'est pas — ou ne se croit pas — tellement heureuse, les grandes manifestations comme celles du demi-millénaire de Raphaël d'Urbino ont pour résultat, sinon pour fonction, de créer une zone calme, d'agrément, de curiosité, peut-être même de contemplation, dont il serait malvenu de se plaindre. Mais, au fond, ces civilisations raphaéliques, portées, on l'espère, d'un certain bonheur, ne sont-elles pas avec l'actualité trouble du vingtième siècle finissant dans la même relation : que l'œuvre du héros, qu'on nous invite à célébrer, avec sa propre époque ? Une réponse à ce qu'il y avait de désordonné et de cruel dans son temps, et donc un propos valable aussi pour nous ?

On a un peu trop tendance à imaginer la Renaissance comme une autre « belle époque » joyeuse et prospère dont l'enfant d'Urbino aurait été l'interprète charmant. Idée naïve. Les figures de Raphaël n'ont pas le

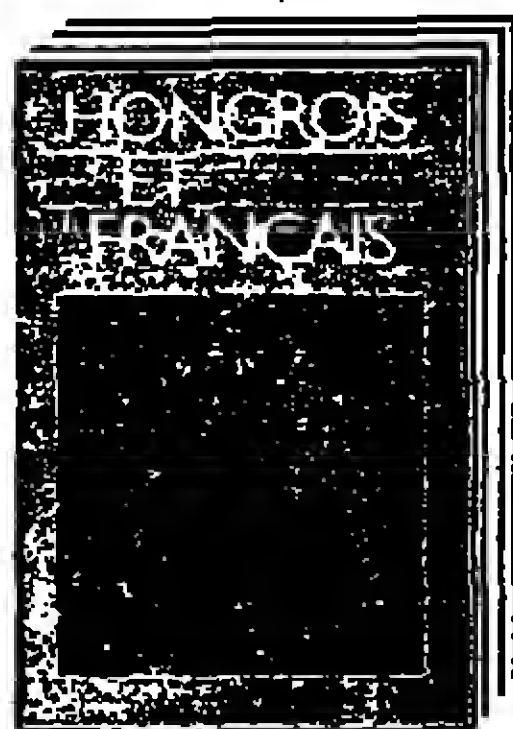
sourire comme celles de Léonard : c'est la beauté grave. Il suffit de rouvrir Michelot ou, si l'on a un peu plus d'exigence, Commynes, Guichardin. Cette brève existence de trente-sept ans a connu les cavalcades françaises, à travers la péninsule, les entreprises incroyables de César Borgia, les dynasties princières qui s'affrontent et brochant sur le tout, la crise de l'Eglise rendue évidente par les cris de Savonarole (brûlé au printemps de 1498) et bientôt les accusations d'un moine augustin allemand, que Léon X, le pape Médicis, aura juste le temps d'excommunier avant de mourir, en décembre 1521, dix-huit mois après Raphaël. Si l'on ne restitue pas en imagination cet environnement tumultueux de l'activité de Raphaël, on méconnaît sa portée et, justement, cette volonté de « sublimer » et, par là, de dominer la folie des passions. En ne retenant que la suavité et la grâce, on a tiré Raphaël

hors de son temps. Et depuis longtemps.

Dans l'immense déploiement ou plutôt dans la parfaite dispersion des expositions (de Paris à Londres en passant par Bologne) et des commentaires, il y aura donc deux approches à considérer. Soit replacer ces travaux, peintures et dessins dans leurs circonstances souvent difficiles et complexes. Soit, inversement, suivre la dérive poétique qui s'est faite jour très tôt, explorer la « légende » du dieu charmant au court passage terrestre, et son culte remarquable abol depuis peu. L'exposition intelligente et complexe de Bologne, autour de l'Extase de sainte Catherine, illustre exactement et généralement ces deux mouvements que nous retrouvons avec beaucoup plus d'ampleur à Paris.

A. C.

(Lire page 13 l'article d'ANDRÉ CHASTEL dans « Le Monde des arts et des spectacles ».)



## Hongrois et Français

De Louis XIV à la Révolution française  
Béla Köpeczi, historien  
Ministre de la culture et de l'éducation

12,5 x 18,5 - 452 p. / relié  
16 pl. d'illustrations  
ISBN 2-222-03371-3 - 100 F.

Une intense curiosité réciproque lie la France et la Hongrie au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles tant dans les domaines politique et diplomatique idéologique.

(co-édition avec Corvina Kiado, Budapest)

Editions du CNRS

295 rue St-Jacques, 75005 Paris Tél. 326.56.11

Handwritten signature and date: 27/11/83







PROCHE-ORIENT

LA SITUATION A TRIPOLI

La France a demandé une réunion urgente du Conseil de sécurité

La France a demandé, le mardi 22 novembre, une réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies pour examiner la situation au Nord-Liban, et va déposer une résolution réclamant un cessez-le-feu immédiat à Tripoli et dans les environs. Le Conseil de sécurité devrait tenir des consultations ce mercredi en fin de matinée et se prononcer immédiatement après sur ce projet, qui est déjà parvenu à la fois par la Jordanie et l'Algérie.

Dans les milieux diplomatiques de l'ONU, on estime que la séance du Conseil sera brève et que la résolution sera adoptée à l'unanimité, l'U.R.S.S. ayant, à plusieurs reprises ces derniers jours, manifesté sa préoccupation devant les événements de Tripoli et appelé les dirigeants de l'O.L.P. à régler leurs différends pacifiquement et à refaire leur unité. Les Etats-Unis ne devraient pas non plus faire obstacle à une résolution qui ne mentionne pas notamment l'O.L.P.

Le projet de texte reprend la déclaration faite par le président du Conseil de sécurité, M. Victor Gauci (Malte), le 11 novembre dernier. Il déplore les pertes considérables en vies humaines causées par les événements du Nord-Liban et demande aux parties intéressées d'accepter immédiatement un cessez-le-feu et d'observer scrupuleusement l'arrêt des affrontements. Il invite par ailleurs les parties intéressées à régler leurs différends exclusivement par des moyens pacifiques et de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force. Il prie enfin le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, de suivre la situation au Nord-Liban et de faire rapport au Conseil de sécurité qui demeure saisi de la question.

**Trêve « de facto »**  
Plusieurs autres démarches diplomatiques sont engagées en direction de la Syrie et des dissidents par des pays arabes et des pays non alignés. La plus importante de ces démarches est celle entreprise par l'Arabie Saoudite, qui a envoyé mardi à Damas son ministre des affaires étrangères, le prince Saoud el Fayal. Ce voyage coïncide d'ailleurs avec la première dénonciation officielle, par l'Arabie Saoudite, des dissidents de l'O.L.P. Dans une interview publiée par l'agence de presse officielle koweïtienne, le prince héritier Abdallah Ben Abdel Aziz, a en effet qualifié les chefs des dissidents de « vils traitres » qui visent à « réaliser les objectifs d'Israël » et tentent de « ternir l'identité du peuple palestinien ».

D'autre part, une délégation de l'O.L.P. avec à sa tête le chef du département politique du comité exécutif, M. Farouk Kaddoumi, est arrivée mardi à Moscou pour une « courte visite ». On rappelle à ce propos que M. Andreï Gromyko, chef de la diplomatie soviétique, avait récemment saisi l'occasion d'entretiens avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam, pour tenter de dissuader Damas d'encourager les tendances scissionnistes au sein du mouvement palestinien.

La guerre du Golfe

UN BATEAU GREC COULÉ PAR UN MISSILE EXOCET IRAKIEN

Un cargo grec de 12 550 tonnes, l'Anigoni, a été coulé lundi 21 novembre par un missile Exocet devant le port iranien de Bouchir, dans le Golfe, a affirmé mardi à Londres le service de renseignements des Assureurs maritimes Lloyds. Le navire a été atteint par un missile Exocet alors qu'il quittait le port de Bouchir et a coulé devant la bouée numéro 8.

C'est la première fois que le service de renseignements des Lloyds annonce qu'un navire marchand a été coulé dans le Golfe par un missile Exocet. Cependant, le quotidien Lloyds List (le journal des Lloyds) avait fait état le 4 novembre d'un tir près de Bandar-Khomeiny contre un autre cargo grec, l'Ara, et estime qu'il pouvait s'agir d'un Exocet tiré à partir d'un engin volant irakien.

(Selon des informations recueillies de bonne source à Paris, l'Irak aurait déjà utilisé dans sa guerre contre l'Iran une trentaine de missiles Exocet identiques à celui qui a coulé l'Anigoni. Mais les objectifs visés sont la plupart des bâtiments de faible tonnage, voire de simples vedettes, ce qui est considéré à Paris comme étant du « gaspillage ». Il semble que les Irakiens aient de s'en prendre aux installations de l'île de Kharg et aux pétroliers de gros tonnage à la suite d'une vague catégorique des pays arabes pétroliers du Golfe, qui pressent au sérieux les menaces irakiennes de représailles.)

Sur le terrain, la trêve de facto existant depuis lundi dans la capitale du Nord-Liban, est respectée. Mais nul n'a d'illusions et la plupart des Tripolitains partent ou s'apprêtent à partir. Les tirs d'artillerie sont tout à fait exceptionnels, mais les habitants de la ville estiment que « la trêve va durer encore deux ou trois jours », et qu'ensuite « il va y avoir une grande bataille ». Les chefs militaires palestiniens fidèles à Yasser Arafat sont également de cet avis. Abou Jihab, responsable militaire loyaliste, a affirmé mardi matin que « les Syriens massaient des troupes » et se préparaient à attaquer dans le secteur du port. Le front qui s'est établi entre dissidents et loyalistes aux portes de Tripoli semble cependant stable.

Ainsi que l'a reconnu Abou Jihab lui-même, les dissidents se trouvent à environ un kilomètre et demi du quartier général de Yasser Arafat situé à Zahieh, à l'entrée nord de la ville. Le camp palestinien de Baddaoui est totalement entre les mains des troupes syriennes. La plupart des pièces de D.C.A. mobile et les chars armés de mitrailleuses ont été transférés des abords du camp de Baddaoui vers la ville elle-même, et tout autour du quartier général de Yasser Arafat, des groupes mixtes de combattants palestiniens et de militaires islamiques montent la garde dans des entrées d'immeubles.

Entre-temps, les dirigeants libanais continuent à demander le retrait des combattants palestiniens de Tripoli. A Alger où se trouve actuellement, M. Walid Joumblatt s'est prononcé pour le départ immédiat de Tripoli de M. Yasser Arafat et des dirigeants palestiniens dissidents pour qu'ils « règlent leurs problèmes au sein des instances élues de l'O.L.P. ». De même, le président de l'Assemblée nationale libanaise, M. Kamel el Assad, a demandé le retrait des combattants palestiniens afin d'éviter la destruction de la ville. « La cause palestinienne », a-t-il dit, « ne peut être liquidée si les combattants palestiniens continuent à s'entre-tuer » et la ville de Tripoli « pourrait être détruite » du fait de la poursuite des combats. (A.F.P., Reuters, U.P.I., A.P.)

DANS LA BEKAA LIBANAISE

Face-à-face israélo-syrien

De notre envoyé spécial

Yanta (sud-est de la Bekaa libanaise). — Deux cents mètres à peine séparent les deux pitons ennemis. Dans un décor sauvage qui eut envové le Buzzard du Désert des Tartares, les soldats israéliens et syriens se font face, calmes, déterminés, mais prêts au pire. Ils s'interpellent au-dessus du ravin, s'éloient à la jumelle et s'envoient parfois, en guise de plaisanterie, à partager un café.

Niché à 1 600 mètres d'altitude, l'avant-poste israélien « Yasmine » est le plus proche des lignes syriennes sur le front du Nord-Est. Damas n'est qu'à 23 kilomètres à vol d'oiseau. Yasmine relève de l'autorité d'une brigade blindée stationnée dans la vallée et se trouve, comme elle, « placée en permanence en capacité d'intervention opérationnelle ». Autrement dit, prêt au combat immédiat. Mais depuis de longs mois, le secteur est calme. Alors, les sentinelles de Yasmine, entre deux guets, tuent le temps devant la vidéo.

En contrebas, le village de Yanta se trouve sous contrôle syrien. Il abrite quelques centaines de réfugiés, des combattants palestiniens fidèles à Yasser Arafat, qui, depuis quelque temps, ont rejoint le Nord-Liban. « Ils sont très occupés à bas », observe un officier, l'air entendu.

Le colonel Itzhak, qui commande tout le secteur, se félicite de la tranquillité du front, et du déclin des « activités terroristes ». Le calme ambiant contraste, il est vrai, avec l'agitation politique qui règne ces temps-ci à Jérusalem à propos de la Syrie. Le colonel attribue l'impasse actuelle des Palestiniens à la vigilance accrue de ses soldats. « Des hommes de Georges Habbachi (F.D.L.P.) ont cherché, dit-il, dans le passé, à traverser la ligne de cessez-le-feu, à nous attaquer au bazooka ou à l'arme légère, ou à poser des mines. Depuis quatre mois, toutes les tentatives d'infiltration ont échoué. Nous avons

intercepté quatre groupes de terroristes et les avons tués ou capturés. »

Ces Palestiniens habitaient la région avant l'intervention de l'armée israélienne en juin 1982. Ils ont bénéficié à leur retour, reconnaît le colonel, d'une certaine « collaboration » parmi la population civile, en majorité musulmane sunnite et druze. « Nous avons trouvé récemment des munitions et des explosifs dans une maison non loin d'ici ». L'armée n'a guère modifié sa logistique depuis l'an dernier. Elle s'est contentée de renforcer les moyens du génie, d'ouvrir ou d'élargir les routes, d'agrandir des entrepôts.

Une trentaine de chars M. 60 montent la garde devant le quartier général. D'autres arrivent par la route escarpée qui relie Metouf, sur la frontière israélienne, à la Bekaa. Le lourd convoi traverse les bourgades de l'extrême Sud-Liban, fief incontesté du commandant Saad Haddad, dont les miliciens contrôlent les principales bifurcations.

Autour de tous les camps militaires israéliens, les bulldozers ont accompli d'importantes travaux de terrassement. Les mesures de sécurité décidées après l'attentat de Tyr paraissent soigneusement respectées. Des talus ciment et protègent les camps, tandis que des blindés obstruent les entrées, dissuadant d'éventuels véhicules kamikazes.

Au fond de la vallée comme sur les nids d'aigles, on pense surtout à l'hiver tout proche qui s'annonce aussi froid que le précédent ; la neige éternelle sur les flancs du mont Hamon. Indifférents aux présences guerrières, les paysans poussent l'arsaire dans leurs champs en terrasse. Dans le grand-nouveau village de Bachayeh, une petite ville de la montagne, les drapeaux frappés du caducée rappellent que le Liban célébrerait, mardi 22 novembre, l'anniversaire de son indépendance. A portée de jumelle des deux armées d'occupation.

J.-P. LANGELLIER.

Soudan

La détérioration de la situation au Sud a envenimé les relations avec l'Éthiopie

Le président Nemeiry du Soudan a achevé, le mardi 22 novembre, une visite officielle de deux jours à Washington par des entretiens avec le vice-président américain, M. George Bush, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, et le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger. Lundi, le président soudanais avait été logiquement reçu par M. Reagan, qui a réaffirmé à cette occasion sa détermination à aider les pays africains « menacés par l'agression libyenne ». Un haut responsable américain a cependant estimé qu'il ne fallait pas exagérer les risques de conflit entre le Soudan et l'Éthiopie, qui ont conduit Khartoum à annoncer dimanche la mise en état d'alerte de ses forces armées.

En fait, la situation aux frontières entre les deux pays semble normale et l'Éthiopie a fait savoir que, contrairement aux affirmations de Khartoum (le Monde du 22 novembre), elle n'avait ordonné aucun mouvement de troupes et qu'en essayant de mettre en cause l'U.R.S.S., Cuba et la Libye, le gouvernement soudanais avait pour objectif d'impressionner l'administration américaine et de lui faire croire que le Soudan fait face à un danger extérieur.

Ce n'est pas la première fois que le président Nemeiry brandit l'épouvantail d'une menace de l'extérieur pour amener Washington à accroître l'importante aide économique (200 millions de dollars) et assistance militaire (50 millions) qu'il fournit annuellement à Khartoum. Ce qui est nouveau, c'est que cette fois, ce n'est plus la Libye qui est considérée comme le danger principal menaçant le Soudan, mais l'Éthiopie, avec laquelle le régime de Khartoum entretient, il y a encore quelques mois, des relations normales.

Cependant, la détérioration de la situation au Sud-Soudan, où prévaut depuis le début de 1983 une sorte de guerre civile larvée, a eu raison du *modus vivendi* qui s'était établi depuis plusieurs années au sujet du contrôle de la longue frontière commune de plus de 2 000 kilomètres qui sépare les deux pays.

Jusqu'à tout récemment encore, la question érythréenne était demeurée la seule pomme de discorde entre les deux capitales, avec les quelques cent mille réfugiés d'Éthiopie installés au Soudan. Depuis, un nouveau problème s'est créé avec les vingt-cinq mille Sud-Soudanais qui, en l'espace de quelques mois, se sont réfugiés en Éthiopie pour fuir les rigueurs de la répression conduite par les forces gouvernementales contre les maquisards de l'Anyanya-II.

La décision du président Nemeiry de diviser en juin dernier le Sud-Soudan en trois régions autonomes, contrairement à l'accord d'Addis-Abeba de 1972 qui stipulait clairement que le Sud constituerait une entité autonome unie, a d'ailleurs renforcé l'activité des rebelles, qui reprochent au pouvoir central d'avoir divisé le Sud pour mieux assurer son autorité dans les provinces

méridionales. En conséquence, l'instabilité et l'agitation se sont accrues, entraînant plusieurs opérations de nettoyage de l'armée du Nord dans les régions de Bar-Ei-Ghazal et du haut Nil, particulièrement touchées par la rébellion. D'autres heurts ont été signalés entre les maquisards de l'Anyanya-II et les forces gouvernementales dans le secteur du mont Boma, qui jouxte la frontière éthiopienne.

« Discréditer la rébellion »

Khartoum accuse les autorités éthiopiennes d'aider les rebelles du Sud en leur accordant de nombreuses facilités sur son territoire. 70 % des réfugiés sud-soudanais sont âgés de dix-sept à trente ans, et il est certain qu'un grand nombre d'entre eux ont été recrutés par les mouvements sud-soudanais installés en Éthiopie et ont grossi les rangs de l'Anyanya-II, de même que les réfugiés érythréens au Soudan sont utilisés contre le régime d'Addis-Abeba.

Depuis le début d'octobre, la décision du président Nemeiry d'appliquer la loi islamique à l'ensemble du pays a renforcé davantage le mécontentement dans le Sud, peuplé en majorité de Noirs animistes ou chrétiens, alimentant ainsi la rébellion qui, si l'on en croit les autorités de Khartoum, vient de gagner la région de Malakal, proche du canal de Jonglei, qui, jusqu'à présent, était demeurée à l'abri de l'agitation sudiste.

Incapables de faire face aux problèmes économiques, politiques et religieux qui sont à l'origine de la rébellion du Sud, les autorités soudanaises s'efforcent de la discréditer en la présentant comme un mouvement directement inspiré et dirigé à partir de l'étranger. C'est ainsi que le ministre de l'Information soudanais a affirmé, la semaine dernière, que les rebelles qui avaient enlevé les sept Français travaillant sur les chantiers du canal de Jonglei étaient dirigés par le lieutenant-colonel John Garang, un « communiste notoire ».

Or, ce dernier est connu pour ses convictions nationalistes. Il était, jusqu'en 1970, le commandant de la garnison de Bor. Il s'était, par la suite, rendu aux États-Unis, où il avait obtenu un doctorat d'université. De retour au pays, il jouissait tout récemment encore de la confiance du président Nemeiry, puisque ce dernier l'avait chargé, en mai dernier, de convaincre les soldats de la garnison de Bor et Pibor, mutins contre le pouvoir central, de se soumettre aux autorités légales. Le lieutenant-colonel John Garang avait, cependant, choisi de rallier la rébellion, en compagnie de plusieurs officiers de l'armée du Sud. Il est actuellement considéré comme l'un des principaux dirigeants de l'Anyanya-II.

JEAN GUEYRAS.

Syrie

SECON SON CONSEILLER DE PRESSE

Le président Assad « est en très bonne santé »

Le président syrien, le général Hafez el Assad, a reçu le mardi 22 novembre plusieurs responsables politiques et militaires syriens avec lesquels il a examiné « les derniers développements de la situation au Proche-Orient », a indiqué l'agence syrienne d'information Sana.

L'agence ne précise pas le lieu de cette audience. Pour sa part, le Assad Kamal Elias, chef de la presse de président Assad, a indiqué mardi que le chef de l'Etat, qui avait été opéré de l'appendicite le dimanche 13 novembre, était « en très bonne santé », mais il n'a pas précisé quand il était sorti de l'hôpital.

Parmi les responsables reçus mardi, selon Sana, par M. Assad figurent le premier ministre Abdelatif el Kassam, le commandant en chef adjoint des forces armées et ministre de la défense, le général Mustapha Tlass, le secrétaire général adjoint du parti Baas (au pouvoir en Syrie), M. Abdallah el-Ahmar, ainsi que le chef d'Etat-major, le général Hikmet el-Chahabi. Depuis son hospitalisation, le chef de l'Etat syrien avait reçu à deux reprises, toujours selon Sana, M. Abdelhalim Khaddam, vice-président du conseil et ministre des affaires étrangères.

M. Weinberger :

Damas a « autorisé » l'attentat de Beyrouth

D'autre part, M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la défense, a déclaré, le mardi 22 novembre, que le gouvernement syrien avait « autorisé » l'attentat d'un commando-suicide contre les « marines » à l'aéroport de Beyrouth le 23 octobre. Cette accusation est la plus explicite jamais proférée par Washington contre la Syrie dans l'attentat qui fit deux cent trente-neuf morts parmi les « marines ».

Au cours d'une conférence de presse, M. Weinberger a précisé : « Nous avons une idée assez précise du lieu d'où ils [les auteurs de l'attentat] venaient et, comme je l'ai

dit (...), ils étaient en fait Israéliens (et ont agi) à l'instigation, à la connaissance et avec l'autorisation du gouvernement syrien. » M. Weinberger a cependant refusé de répondre à un journaliste qui lui demandait si l'attentat pouvait être considéré comme un « acte de guerre » de la part de Damas. (A.F.P., Reuters.)

Israël

UN PRÊTRE MELKITE EST DÉTENU DEPUIS LE 4 NOVEMBRE

Le Père Fouzi Khoury, curé melkite de Fassouta, village du nord de la Galilée proche de la frontière libanaise, a été arrêté le 4 novembre à l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv au moment où il prenait l'avion pour Paris. Le prêtre, arabe de nationalité israélienne, âgé de trente-six ans, est détenu depuis cette date. L'évêque melkite, Maximos Saloun, a adressé lundi 21 novembre des télégrammes au premier ministre, au ministre de la défense et au ministre de l'intérieur israéliens, attirant leur attention sur l'état de santé du Père Khoury et soulignant qu'après dix-huit jours de détention aucun chef d'accusation n'avait pu encore être retenu contre lui. Le 20 novembre, la détention du prêtre a été prolongée pour une période de quinze jours.

Le Père Khoury est diplômé de l'Institut catholique de Paris. (A.F.P.)

(L'Église melkite ou grecque-catholique, une à Rome, compte environ un demi-million de fidèles arabes de rite byzantin — d'où leur nom de « grecs » — dans les différents pays du Proche-Orient. Leur patriarche est Maximos V Halki. En 1974, Mgr Hilarion Capucci, vicaire patriarcal melkite de Jérusalem, avait été condamné à deux ans de prison en Israël pour trafic d'armes. Il fut libéré en 1977.)

A TRAVERS LE MONDE

Birmanie

• **OUVERTURE DU PROCÈS DES AUTEURS DE L'ATTENTAT CONTRE LE PRÉSIDENT SUD-CORÉEN.** — Le procès des deux membres de l'armée nord-coréenne arrêtés à la suite de l'attentat visant, le 9 octobre, le président sud-coréen Chun Doo Hwan à Rangoun s'est ouvert ce mardi 22 novembre dans la capitale birmane, a-t-on appris de bonne source.

Les deux hommes avaient été arrêtés peu après l'attentat contre le chef de l'Etat sud-coréen qui avait fait vingt et un morts, dont quatre ministres sud-coréens.

Brésil

• **PILLAGE DE SUPER-MARCHÉS A RIO ET A SAO-PAULO.** — Des chômeurs affamés, dont certains étaient armés de pistolets, ont pillé, le mardi 22 novembre, onze super-marchés de la périphérie de Sao Paulo. Une trentaine de personnes ont également été arrêtées à Rio, un super-marché, après avoir assommé le vigile. Les pillages de supermarchés se sont multipliés ces derniers mois au Brésil. D'abord circonscrits au nord-est, ils se sont étendus aux capitales d'Etat, à Fortaleza, et, dans le Sud, à Rio-de-Janeiro et Sao Paulo. (A.F.P.)

Nigéria

• **LE NOUVEAU GOUVERNEMENT.** — Le président Shehu Shagari a achevé le lundi 21 novembre la composition de son gouvernement en attribuant les six derniers portefeuilles, notamment celui des affaires étrangères qui a été confié à M. Elcaraz Chukwemeka Anyaoku (le Monde du 20 octobre). M. Anyaoku, âgé de cinquante ans, est l'ancien secrétaire adjoint du Commonwealth.

Parmi les autres nominations figurent notamment celles de MM. Ali Baba, ancien ministre de l'intérieur, responsable en jan-

vier dernier de l'expulsion du Nigéria de deux millions d'étrangers, qui est nommé au poste de l'emploi et du travail ; Ralph Uwechue, directeur du magazine Africa, ministre de la santé ; Mohammed Alhadi Mohammed au commerce ; Joseph Sowho, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; et Bennet Birabi, ministre de la jeunesse. — (A.F.P., Reuters.)

Swaziland

• **DEUX MILITANTS DE L'A.N.C. TUÉS.** — Deux représentants du Congrès national africain (A.N.C.) ont été tués, mardi 22 novembre, à leur domicile, à Manzini, dans le centre du Swaziland, a indiqué l'agence sud-africaine Sapa. Ces deux hommes, MM. Zakhele Sandile Nyanza et Keith McFadden, auraient été exécutés par un commando venu d'Afrique du Sud.

**LEON POLIAKOV**  
**De Moscou à Beyrouth**  
**Essai sur la désinformation**  
"Léon Poliakov, et c'est ce qui fait la profondeur de son analyse, montre que toute désinformation factuelle suppose, pour réussir, une désinformation idéologique préalable."  
JEAN-FRANÇOIS REVEL/LE POINT  
**CALMANN-LÉVY**







## EUROPE

### Pologne

**Le remaniement ministériel a touché les départements de la défense et de l'économie**  
De notre envoyé spécial

Varsovie. — Nommé par la Diète président du nouveau Comité de défense du pays, le général Jaruzelski a pu se défaire de ses fonctions de ministre de la défense qu'il occupait depuis quinze ans. Comme prévu, son successeur et son adjoint au sein du KOK est le général Florian Siwicki, cinquante-trois ans, né dans la partie de la Pologne annexée par l'U.R.S.S. en 1939. Diplômé de l'école d'officiers de Riazan en 1943, diplômé de l'Académie de l'état-major soviétique en 1956, il fut commandant en chef des troupes d'intervention polonaises en Tchecoslovaquie en 1968. Il est membre suppléant du bureau politique depuis 1981.

Le général Jaruzelski a d'autre part défini devant la Diète les charges du nouveau vice-premier ministre, M. Zygmunt Messner : elles comprendront « des devoirs de direction et de coordination, ainsi que des pouvoirs que je lui cède ». Agé de cinquante-quatre ans, professeur à l'École supérieure d'économie de Katowice, M. Messner a fait une carrière très rapide depuis deux ans. Membre du comité central depuis 1981, il a accédé peu après au bureau politique et est devenu le premier secrétaire du parti pour la Haute-Silésie. Sa promotion n'est peut-être pas étrangère au fait que la Haute-Silésie est aussi la région où la « normalisation » est la plus apparente, les structures claudes au cours du récent plénum du comité central et de la réunion de la Diète. Des reproches très vifs ont été adressés aux responsables de la planification, et le vice-premier ministre complet, M. Janusz Obodowski, a dû céder son poste, sans qu'on sache pour autant le gouvernement s'occupe désormais des relations économiques extérieures en particulier avec le Comecon, en

### La loi d'amnistie

La Diète a, d'autre part, prolongé comme prévu la validité de la loi d'amnistie jusqu'au 31 décembre : cela signifie que les « clandestins » auront jusqu'à cette date la possibilité de se rendre sans encourir, en principe, de peine pour leurs « activités criminelles ». Le rapporteur de la loi a indiqué à cette occasion que soixante-dix-sept personnes au total se trouvaient actuellement détenues pour des motifs politiques (condamnées ou inculpées). Ce chiffre étonne, car il est plus de deux fois inférieur aux dernières indications données il y a quelques semaines par le porte-parole du gouvernement.

Entre-temps, de nouvelles arrestations ont été annoncées (treize à Wrocław à une date indéterminée). Certains de ces prisonniers politiques sont en très mauvais état de santé, affirme le dernier numéro du journal clandestin *Information de Solidarité*. Il s'agit, en particulier, de MM. Andrzej Ropchowski et Andrzej Gwiazda, tous deux anciens dirigeants légaux de Solidarité, et de M. Jacek Kuron, principal animateur du KOR qui est actuellement hospitalisé pour une opération des reins. Ces hommes sont détenus depuis près de deux ans, d'abord comme internés, puis comme inculpés, dans des conditions de surveillance et d'isolement beaucoup plus sévères que celles des condamnés.

JAN KRAUZE.

### Suède

**Les autorités interceptent du matériel militaire provenant d'Afrique du Sud et destiné à l'U.R.S.S.**

Les autorités suédoises ont promu, mardi 22 novembre, un décret interdisant l'entrée ou le transit sur leur territoire de matériel militaire provenant d'Afrique du Sud. « La Suède neutre ne peut être impliquée dans un trafic illégal de matériel stratégique au moment où l'Afrique du Sud est devenue une plaque tournante pour ce genre d'opérations », a déclaré M. Mats Hellstrom, ministre du commerce extérieur.

Cette mesure concerne directement les quatre conteneurs renfermant du matériel électronique ultra-moderne d'origine américaine et qui sont en souffrance depuis la semaine dernière à Helsingborg dans le sud-ouest de la Suède (le Monde du 22 novembre). Ces conteneurs font partie d'une cargaison initialement envoyée en Afrique du Sud sous l'égide d'exportation américaine, puis

acheminée vers la Suède via Hambourg. A la demande des autorités américaines, une partie des marchandises avait été saisie à Hambourg, l'autre partie étant déjà embarquée vers Helsingborg. Selon la douane américaine, il s'agit d'ordinateurs Vax-11-782, construits par Digital Equipment Corporation, qui peuvent être utilisés pour le guidage de certains missiles et que l'on entendait faire passer illégalement en U.R.S.S.

Le ministre du commerce extérieur a laissé entendre que le matériel ne serait pas renvoyé en Afrique du Sud. Il conviendrait aussi, a-t-il ajouté, de vérifier si les Etats-Unis n'ont pas enfreint l'embargo de l'ONU en le laissant partir pour l'Afrique du Sud. C'est-à-dire que la Suède pourrait également décider de ne pas renvoyer ce matériel vers son pays d'origine. — (A.F.P.)

### Portugal

**M. MARIO SOARES OBTIENT LA DÉMISSION DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE**

Lisbonne (A.F.P.). — Le président de la République, le général Ramalho Eanes, a démis le général Garcia dos Santos de ses fonctions de chef d'état-major de l'armée de terre, conformément au souhait du premier ministre, M. Mario Soares, a-t-on appris mardi 22 novembre de source officielle. Selon le porte-parole du palais présidentiel de Belem, la décision a été prise « avec l'accord » du général Dos Santos.

Cette démission avait été demandée à la fin du mois de juillet par M. Soares, ce qui avait provoqué des remous dans certains milieux militaires portugais. Le général Dos Santos, âgé de quarante-sept ans, ami personnel du chef de l'Etat, était le dernier officier ayant participé directement à la révolution du 25 avril 1974, et a décliné encore un poste important dans l'armée.

Sa démission intervient à la suite du compromis établi lundi entre le général Eanes et M. Soares, aux termes duquel il était convenu que le président devait entériner sous quinze jours le renvoi d'un chef militaire demandé par le premier ministre, et réciproquement.

### Union soviétique

**M. IOURI CHIKHANOVITCH A NOUVEAU ARRÊTÉ**

M. Iouri Chikhanovitch, logicien et traducteur en russe de la *Théorie des ensembles* de N. Bourbaki, a été à nouveau arrêté à Moscou.

En 1974, il avait déjà été interpellé puis interné en hôpital psychiatrique après une parodie de procès. De nombreux mathématiciens étrangers intervinrent en sa faveur et il fut libéré en juillet.

Depuis lors, et en dépit de nombreuses brimades, il avait continué à militer pour les droits de l'homme et se refusait à émigrer.

Le comité des mathématiciens (1) qui avait été fondé en 1974 pour prendre la défense de Filouchitch et de Chikhanovitch vient de décider de redevenir le Comité des mathématiciens pour la libération de Iouri Chikhanovitch.

(1) Comité des mathématiciens (c/o M. Broué, professeur à l'université de Paris-VII, U.E.R. de mathématiques, 2, place Jussieu, 75252 Paris Cedex 05).

**RÉSIDENTS - CLUBS 3<sup>e</sup> AGE**  
Spécialiste Côte d'Azur  
Cabinet INDEXA  
52 av. Jean-Médard 06000 NICE  
Tél. (03) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

### Japon

**La visite officielle de M. Hu Yaobang, chef du P.C. chinois témoigne avec éclat de l'excellence des relations sino-japonaises**  
De notre correspondant

Pékin. — M. Hu Yaobang, le secrétaire général du parti communiste chinois, s'est envolé ce mercredi 23 novembre pour Tokyo, où il devait être reçu avec solennité par M. Nakasone, chef du gouvernement. C'est le premier voyage du dirigeant chinois dans un pays non communiste.

Au début des années 60, M. Hu, qui n'était à l'époque que le principal responsable de l'Organisation de la jeunesse communiste chinoise, avait déjà voulu se rendre au Japon. Il figurait alors dans une délégation qui souhaitait assister à un rassemblement pour la paix organisé à Hiroshima. En l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays, Tokyo n'accorda pas les visas nécessaires et il n'y eut pas de Chinois à Hiroshima.

L'histoire marchant parfois à une allure de sénateur, M. Hu Yaobang aura dû attendre une vingtaine d'années avant de franchir les quelques centaines de kilomètres qui séparent Pékin de Tokyo. Mais c'est en tout bien tout honneur — et quels honneurs ! — qu'il sera pendant une semaine l'hôte du gouvernement japonais.

Une visite à bien des égards exceptionnelle : il n'est tout de même pas fréquent que l'empereur Hiro-Hito reprenne dans son palais d'Edo le chef d'un parti communiste étranger. Lequel, de surcroît, n'occupe aucune fonction dans le gouvernement de son pays et court toujours après une renommée internationale. Il est vrai que ce communiste-là est Chinois.

Par son caractère inhabituel, cette visite témoigne avec éclat, onze ans après la reconnaissance de la République populaire par le Japon, de l'excellence des relations qui se sont établies entre deux pays conscients de leur appartenance à une même civilisation, porteuse, sous des formes et à des degrés divers, de valeurs morales communes.

A cet égard, quel plus fort symbole pouvait-on trouver que d'inviter M. Hu Yaobang à assister, à Naga-

saki, à la réouverture solennelle d'un temple de Confucius récemment restauré avec l'aide de spécialistes chinois ?

Entre la Chine et le Japon, le mouvement des échanges, amorcé lentement, sur un fond de méfiance que justifiaient les drames de l'occupation japonaise puis la glaciation politique d'après 1949, est devenu, ces dernières années, un flot continu impressionnant.

Tant sur le plan privé qu'officiel, les contacts de tous ordres se diversifient, se multiplient. Il n'y avait pas moins de six ministères japonais, en septembre dernier à Pékin, pour participer à la troisième série de consultations gouvernementales entre les deux pays. Et l'on songe activement à l'avenir : ce mois-ci a été organisé à Tokyo un colloque pour examiner les meilleures voies afin de développer les rapports entre les deux pays au vingt et unième siècle.

La tension internationale actuelle favorise un rapprochement des deux diplomates. Face à la montée des périls dans le Pacifique du nord-ouest, où s'affrontent, ici comme dans d'autres régions du monde, les deux super-puissances, la Chine et le Japon, voués aux rôles secondaires, ressentent de plus en plus la nécessité d'exprimer une certaine solidarité asiatique. Si la Chine se tient officiellement à l'écart du débat sur les euro-missiles, elle a, en revanche, un intérêt évident à limiter le renforcement militaire soviétique en Extrême-Orient. Les commentaires chinois, les plus récents n'ont pas manqué de rappeler la clause antihégémonique du traité de paix et d'amitié sino-japonais de 1978.

Or, malgré l'ouverture des conversations sur la normalisation des relations avec Pékin, Moscou continue, imperturbablement, d'aligner toujours davantage de SS-20 face à la Chine et au Japon. Il y en aurait plus de cent vingt aujourd'hui

contre cent huit cet été. L'un des objectifs des entretiens de M. Hu Yaobang avec M. Nakasone devrait donc être d'aboutir à l'expression d'un désir commun en faveur d'une réduction drastique du nombre de ces fusées.

Face à la menace soviétique, Pékin comprend, d'autre part, l'effort accru que Tokyo paraît décidé à faire dans le domaine de la défense. A condition, toutefois, qu'un tel effort reste dans certaines limites, afin de ne pas représenter un danger pour un pays voisin ami comme la Chine. A priori, ce sujet n'offre pas cependant matière à grande controverse.

### Le problème coréen

La conversation risque d'être un peu plus difficile à propos du problème coréen. En d'autres temps, ce dossier aurait pu faire l'objet d'utiles échanges de vues, étant données, d'une part, les bonnes relations qui existent entre Tokyo et Séoul et, d'autre part, l'étroite coopération qui unit Pékin et Pyongyang. La Chine et le Japon ont intérêt à une diminution des tensions dans la péninsule. Autant dire que l'attentat de Rangoun et ses conséquences diplomatiques n'ont pu que contrarier les deux pays. Pékin a donné un signe de cette mauvaise humeur en publiant, à côté du démenti nord-coréen, le communiqué de la Birmanie mettant notamment en cause Pyongyang dans l'attentat du 9 octobre contre les dirigeants de Séoul.

Pour Pékin, ces événements interviennent à un moment d'autant plus fâcheux que, précisément à propos de la Corée, on laisse entendre que M. Deng Xiaoping, lors de la visite de M. Weinberger en Chine à la fin de septembre, a suggéré l'idée de consultations entre son pays et les Etats-Unis, voire avec le Japon. L'attentat de Rangoun a, bien évidemment, torpillé une telle initiative.

MANUEL LUCBERT.

### Afghanistan

**Un général a été tué dans un hélicoptère abattu par la résistance**

Islamabad (A.P., A.F.P., U.P.I.). — Onze ou douze personnes ont été tuées, le 15 novembre, près de Kaboul, lorsque l'hélicoptère à bord duquel elles se trouvaient a été abattu par la résistance. Apprend-on de sources diplomatiques occidentales. L'appareil, un M-8, escorté par quatre autres hélicoptères armés, se trouvait à Mousai, à 15 kilomètres au sud de Kaboul, d'où il venait de décoller lorsqu'il a été touché.

Parmi les victimes figurent le général Mohammed Abdul Azim, commandant de la 8<sup>e</sup> division basée à Kargah, au nord-ouest de Kaboul, ainsi que trois conseillers soviétiques. Le pilote de l'un des hélicoptères d'escorte, blessé au cours de l'attaque, est décédé après avoir posé son appareil. Des sources de la résistance avaient déjà affirmé la semaine dernière qu'un hélicoptère transportant des officiels avait été abattu par les maquisards.

## AFRIQUE

### Libéria

**Expulsion de l'ambassadeur d'U.R.S.S. et du chargé d'affaires du Ghana**

Monrovia (A.F.P., A.P., Reuter).

Le ministre adjoint des affaires étrangères du Libéria, le général Rudolf Koloko, a annoncé, mardi 22 novembre, que l'ambassadeur d'Union soviétique, M. Anatoly Oulanov, et le chargé d'affaires du Ghana, M. Peter Sackey, avaient été priés de quitter le Libéria dans un délai de quarante-huit heures. Le général Koloko a précisé que « leurs activités étaient incompatibles avec leur statut diplomatique », sans donner de précision sur leur nature. Ces expulsions sont sans doute liées au complot destiné à renverser le régime dont a fait état, le lundi 21 novembre, le sergent-chef Samuel Doe, président de la République. (le Monde du 23 novembre.) Le chef de l'Etat avait accusé, sans la nommer, une mission étrangère

d'avoir soutenu la tentative d'insurrection.

Douze conjurés ont été arrêtés, a annoncé, à la radio, le président libérien : cinq colonels et deux généraux des forces armées libériennes, deux directeurs de sociétés publiques et trois civils. L'ancien ministre du travail, membre du conseil militaire de rédemption populaire, le général Moses Duopu, le ministre adjoint à l'Agriculture, le général Kalonko Luo, le directeur de la compagnie d'électricité du Libéria, M. Harry Yuan, figurent parmi les personnes arrêtées, a indiqué le chef de l'Etat. Ce dernier aurait été informé par un officier de l'armée de terre, le capitaine Johnny Herring, du coup d'Etat en préparation.

**Jeudi, trêve de la connerie.**



Conversation d'affaires ? Vous souvenez-vous des détails ?

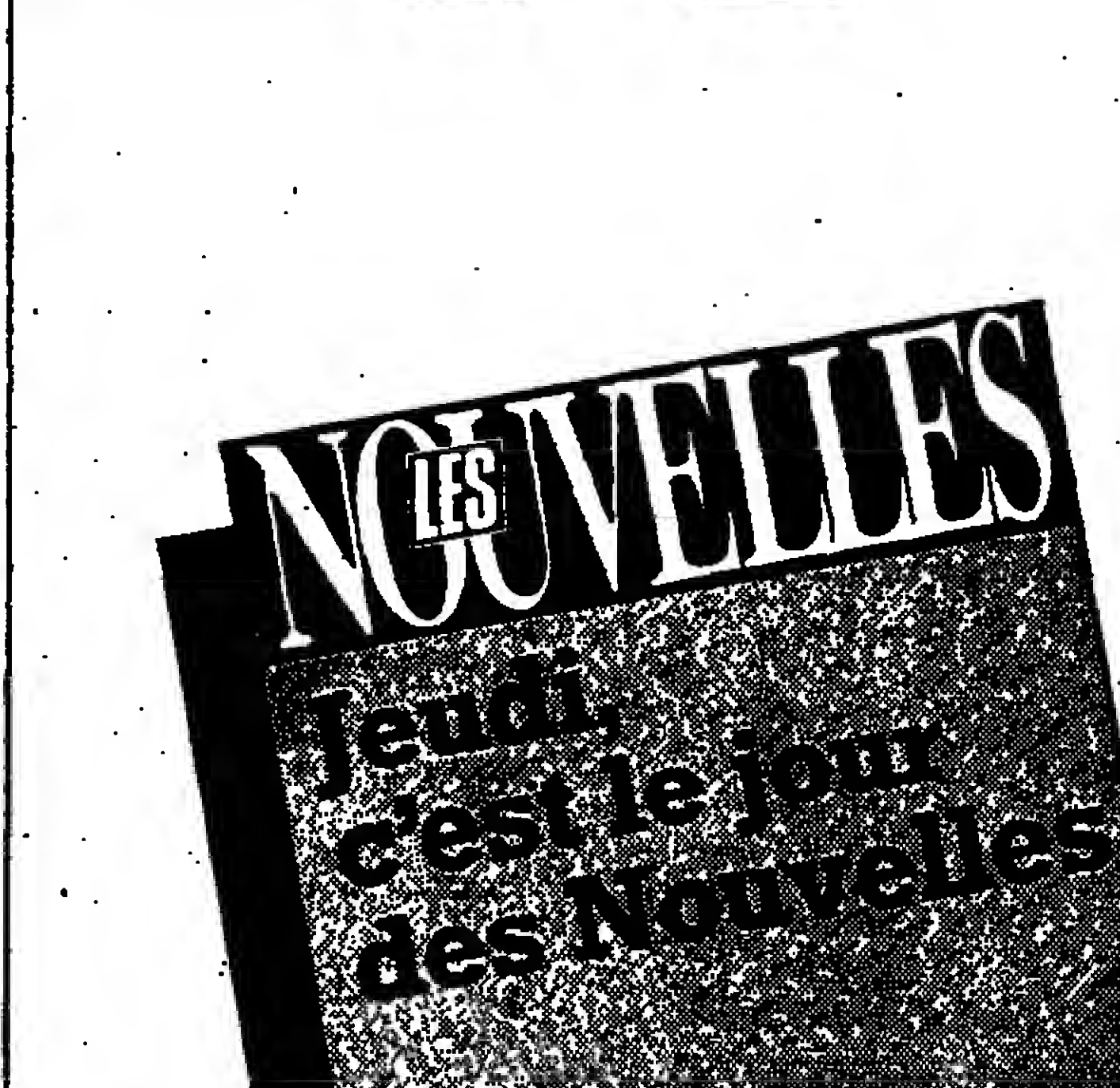
CCS peut vous fournir des preuves de chaque conversation professionnelle ou privée grâce à :

- des porte-documents enregistrateurs de longue durée et longue portée
- magnétophones miniatures
- magnétophones d'une durée de 24 heures

Engagement verbal ? Avez-vous des preuves ?

Communication  
Contrôle Sécurité Ltd  
26 Place Vendôme 75001  
Paris Tél. 297-5600 Telex 215324 F

**Jeudi, le Goncourt hebdomadaire.**





# Une partie des députés socialistes s'inquiètent des positions de l'Elysée sur la réforme de l'enseignement supérieur

Au printemps dernier, les opposants au projet de loi de M. Alain Savary sur l'enseignement supérieur défilèrent dans les rues et se situèrent plutôt à droite de l'échiquier politique. Cet automne, ils se réclament plutôt de la gauche et publient des pétitions. Hier, pendant la première lecture à l'Assemblée nationale, le gouvernement avait dû faire face à la guérilla de l'opposition, qui avait mené une bataille d'amendements contre l'hémicycle du Palais-Bourbon n'en avait pas vu depuis la guerre.

Aujourd'hui, alors que la deuxième lecture se prépare, c'est une partie de la majorité parlementaire qui renchérit devant les demandes d'atténuation du texte principal, qu'elle voit poindre du côté de l'Elysée.

Chez les plus chauds partisans du texte du ministre de l'éducation nationale, l'ambiance est telle qu'une crise grave entre l'exécutif et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale n'est pas à exclure. Il se pourrait même que le gouvernement soit contraint d'engager sa responsabilité sur ses amendements. Chacun attend avec impatience les décisions que pourrait prendre le président de la République lui-même, saisi per-

sonnellement du dossier, mais ceux qui, au printemps, avaient mené un dur combat pour justifier le texte tel qu'il était sorti des travaux de l'Assemblée ne voudraient pas avoir à se déjuger à l'automne.

Ceux-là n'oublient pas que c'est à la demande de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, et sur la pression du SNE-Sup et du SGEN, qu'ils avaient accepté d'atténuer les possibilités de sélection que comportait le projet initial du gouvernement. De nombreux députés socialistes, comme M. Jean-Claude Cassaing (Corrèze), rapporteur du texte, M. Jean-Pierre Sueur (Loiret), M. Jacques Santrot (Vienne), M. Philippe Bassinet (Hauts-de-Seine), avaient dû se livrer à un tour de France des universités pour justifier le compromis auquel ils étaient parvenus.

Aujourd'hui, deux événements leur font craindre que le président de la République n'envisage de faire une marche arrière sensible, sous la pression des professeurs d'Université et, particulièrement, de M. Laurent Schwartz.

Au Sénat d'abord, le gouvernement avait déposé deux amendements, modifiant le mode d'élection

des conseils scientifiques des universités insérés par l'article 28 du projet de loi : la désignation des représentants des enseignants ne se ferait plus par un collège unique, mais en distinguant les professeurs titulaires, les maîtres assistants et les assistants ; en outre, les premiers devraient occuper au moins la moitié des sièges, les assistants non docteurs y ayant, finalement, une représentation inférieure à celle des étudiants (le Monde du 11 novembre). Ces amendements avaient été jugés insuffisants par la majorité sénatoriale.

A l'Assemblée, ensuite, le 15 novembre, M. Pierre Joxe avait invité M. Laurent Schwartz et M. Pierre Merlin à s'expliquer devant le groupe socialiste. L'un et l'autre avaient vivement critiqué le projet de M. Savary. Or c'était la première fois que des personnalités étaient, ainsi, invitées à s'exprimer lors d'une session plénière du groupe. Une telle innovation sur un sujet aussi sensible n'a pas été appréciée de tout le monde, c'est le moins que l'on puisse en dire.

Depuis lors, à la demande de M. Joxe, la réunion de la commission mixte paritaire, qui doit tenir de mettre d'accord sénateurs et députés sur un texte commun, a été reportée de huit jours, la date prévue étant maintenant le 1<sup>er</sup> décembre. Les plus chauds partisans du texte craignent que ce délai ne finisse à profit pour tenter de trouver une solution de compromis entre les deux Assemblées, solution qui, étant donnée les votes émis par le Sénat, ne pourrait guère aller dans leur sens.

En fait, il s'agit, dans un premier temps, de s'assurer de la solidité des positions de M. Léon Eckhoutte (P.S., Haute-Garonne), qui, en tant que président de la commission sénatoriale des affaires culturelles, doit présider cette commission mixte paritaire, positions qui n'ont pas toujours été appréciées des autres socialistes. Surtout, ce retard va permettre au groupe de l'Assemblée nationale de mettre clairement au point sa position lors de sa prochaine réunion, le mardi 29 novembre, donc avant celle de la commission mixte.

L'objectif est clair : les animateurs du groupe exigent que tous les amendements susceptibles d'être déposés, y compris par le gouvernement, le soient avant mardi prochain, pour que tout soit réglé ce jour-là. « Nous voulons que l'on nous présente dans sa entier le salami que l'on veut nous voir avaler, et non pas tranche par tranche », les députés socialistes ne veulent pas défendre une position au sein de la commission mixte et devoir la modifier par la suite. Quelles concessions sont-ils prêts à admettre ? Ils savent qu'ils ne pourront pas revenir sur le mode d'élection au conseil scientifique que le gouvernement a proposé au Sénat. Pour beaucoup, c'est déjà plus que suffisant, et ils déclament haut et fort qu'ils ne veulent pas revenir sur les dispositions concernant la sélection. Certains représentants du P.S. à la commission mixte envisagent même de se démettre de cette tâche si les « couleuvres » sont trop dures à avaler. Ils ont reçu, mardi, le soutien de la C.G.T., qui s'oppose à des « pressions tendant à dénaturer le projet ».

Mais, leur dira-t-on, rien n'est encore sûr. A l'Elysée, plusieurs tonalités différentes se font entendre. Certes, les « mandarins » continuent à faire le siège du président de la République, mais, comme le dit M. Cassaing : « Il vaut mieux quarante professeurs s'offrir une page de publicité dans le Monde que cinq mille étudiants dans la rue ». Surtout, M. Mitterrand n'a pas encore fait connaître sa position. En tout état de cause, M. Savary aura aussi son mot à dire : l'enseignement supérieur, les écoles privées ce sont deux dossiers bien lourds pour un seul homme, même s'il s'agit de la plaidier, diplomatique et fermée. Pour le second, il est obligé de naviguer au plus près des réels. Va-t-il être contraint, pour le premier, de tenir compte des sautes de vent ?

THIERRY BRÉMER.

Le Monde  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
spécialement destinée à ses lecteurs  
résidant à l'étranger  
Exemplaires spécimens sur demande

## LE PROJET DE LOI DE FINANCES AU SÉNAT

### L'opposition refuse à l'État 12 milliards de francs de ressources nouvelles

Avant que le Sénat ne commence l'examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 1984, mardi après-midi 22 novembre, M. Jacques Delors a répondu aux orateurs qui, la veille, à l'occasion de la discussion générale (le Monde du 22 octobre), avaient, selon l'expression du ministre de l'économie, des finances et du budget, usé, pour dépeindre la situation économique, de « la palette complète, du noir le plus noir au rose le plus rose ».

Parlant, de nouveau, de l'inflation, M. Delors a regretté que ce soit l'indice qui fasse l'actualité. « Bien sûr, s'il l'est, il faudra que le premier ministre descende nu les Champs-Élysées pour faire parler de lui ! ». Si l'inflation atteint 9,2 % ou 9,3 %, a expliqué le ministre, c'est en raison de la hausse des prix des services, de celle du dollar et de celle des prix agricoles. Sur ce point, il a dénoncé la « défense indécente » par certains sénateurs, des catégories agricoles.

Prenant acte d'un consensus général sur le fait que les prélèvements obligatoires ont atteint la limite du supportable, M. Delors a prédit des « choix cruels » pour que la France continue de concilier la décentralisation, le financement des dépenses sociales et la préparation de l'avenir. Quant à la réforme fiscale, il se demande qu'en veut vraiment. « Les élus en parlent tant qu'ils n'ont pas à la voter », a dit le ministre, avant d'affirmer que si la représentation nationale lui refusait la réforme fiscale, il « prendrait à témoin l'opinion publique de ce que les élus de la nation ont deux discours : un discours national et un autre auprès de leurs électeurs ».

La Haute Assemblée a entamé, ensuite, la discussion des articles et adopté le premier d'entre eux, qui autorise le gouvernement à percevoir l'impôt.

Un premier débat s'est engagé sur un amendement de la commission des finances stipulant que « le montant cumulé des impôts dont est redevable un contribuable, au titre d'une même année (...), ne peut excéder 80 % de son revenu net imposable au titre de la même année ». M. Edouard Bonnefous (Gauche dém., Yvelines), président de la commission des finances, a reconnu que l'article 40 de la Constitution, qui interdit au Parlement de réduire les recettes ou d'augmenter les

charges de l'Etat, est applicable à cet amendement, qu'il a retiré.

Sur la taxe sur le revenu. - A l'article 2, qui fixe le barème de l'impôt sur le revenu et les mesures d'accompagnement, le débat s'est cristallisé sur « la majoration progressive conjoncturelle » de cet impôt, la commission des finances proposant de repousser la disposition introduite à l'Assemblée nationale (le Monde du 22 octobre) et permettant de tempérer les effets dits de « seuil » auxquels le texte initial du gouvernement aboutissait. Le manque à gagner résultant de cet assouplissement devait être compensé par une augmentation de 8 % de l'impôt sur les grandes fortunes. M. Maurice Blin (Un. cent., Ardennes) a rappelé que la commission des finances, dont il est le rapporteur général, est hostile à l'I.G.F. et ne peut donc donner son aval à une proposition de relèvement de cet impôt.

La majorité sénatoriale a préféré se rallier à un amendement de suppression de la surtaxe sur le revenu, défendu par M. Pierre Merli (Gauche dém., Pyrénées-Atlantiques) et approuvé par 208 voix contre 186 (P.C., P.S. et M.R.G.).

Résidence principale. - Le Sénat a adopté un amendement défendu par M. Jacques Moutet (Gauche dém., Pyrénées-Atlantiques) et tendant à y introduire dix ans la durée pendant laquelle les contribuables peuvent bénéficier de la réduction d'impôt liée à l'acquisition de la résidence principale.

Provision pour investissement. - Comme l'avait fait l'U.D.F. à l'Assemblée nationale (le Monde des 23 et 24 octobre), la majorité sénatoriale a contesté la réduction prévue de la provision pour investissement, liée au montant de la réserve spéciale de participation, que les sociétés peuvent constituer en franchise d'impôt (article 8). Les sénateurs de l'opposition redoutaient, pour les entreprises, l'augmentation de charges qu'entraînerait le texte du gouvernement. Bien que certains membres de la majorité sénatoriale aient proposé la suppression pure et simple de l'article, le Sénat s'est, finalement, rangé à l'avis de la commission des finances, qui proposait une solution intermédiaire, transformant en « avantage de trésorerie » l'avantage déductif, que constituait, jusqu'à présent, la provision pour investissement, et unifiant les

pourcentages de la réserve de participation, pris en compte pour la détermination du montant de cette provision.

Selon M. Blin, en n'adoptant pas la solution maximaliste qu'aurait présentée la suppression de l'article, le Sénat peut espérer être entendu, en deuxième lecture, par l'Assemblée nationale, sur un point représentant un « atout-clé » pour les entreprises et dont la modification engage « l'avenir du pays tout entier ». M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, a alors fait observer aux sénateurs de l'opposition que leur vote portait à 12 milliards de francs le total des ressources nouvelles que la Haute Assemblée refusait à l'Etat.

Fonds propres des entreprises. - M. Emmanuelli a admis, avec les sénateurs, que certaines clauses du dispositif prévu par le gouvernement risquent de limiter la portée des mesures inscrites à l'article 10 et qui visent à « renforcer les fonds propres des entreprises ». M. Emmanuelli a donc accepté deux amendements de la commission tendant à rendre ces dispositions plus incitatives.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

A. Ch. et J.-L. A.

Le pari de M. Delors. - Une coupe malencontreuse a fait disparaître du compte rendu de la discussion budgétaire au Sénat, dans nos éditions du 23 novembre, les propos de M. Jacques Delors, résumés dans l'intérieur : « M. Delors : j'ai perdu mon pari ». Le ministre de l'économie, des finances et du budget avait déclaré, au sujet du niveau de l'inflation : « A aucun dessein, et cela ne me dérange pas : Delors a perdu son pari ». Mais je suis là pour ça ! On peut changer les personnes, mais je pense qu'il faut, de toute façon, fixer des objectifs. Il ne s'agit pas d'un pari, car l'économie n'est pas un jeu. En fixant un objectif, nous voulons contribuer à modifier les comportements (...).

## La « régulation budgétaire » et les droits du Parlement

La régulation budgétaire, comprise comme la répartition sur l'année de l'engagement des crédits votés à l'automne par le Parlement, est un instrument classique de gestion des finances publiques. Cette régulation, en tant que telle, ne prête guère à contestation, mais, en 1982 et en 1983, le gouvernement lui a donné une portée plus large, qui provoque quelques « états d'âme » chez les ministres et les députés de la majorité.

En 1983 comme en 1982, en effet, les services du budget ont annulé, en cours d'année, par simples arrêtés, plusieurs milliards de francs de crédits votés, mais « gelés » dans le cadre d'un fonds de régulation budgétaire (F.R.B.).

### Une « coïncidence absolue »

En dehors des avantages politiques évidents que comporte la création d'une opération, qui se concrétise par la seule publication d'un arrêté au Journal officiel, la marge de manœuvre que laisse au pouvoir la possibilité d'annuler, par voie réglementaire des crédits budgétaires peut être la garantie d'une certaine souplesse. En 1982, la régulation a permis, précise-t-on Rue de Rivoli, une « coïncidence absolue », et remarquable, entre les chiffres de la loi de finances et ceux de son exécution.

Juridiquement, ces annulations se fondent, d'une part, sur une règle générale, qui veut que le Parlement ne vote que des autorisations de dépenses ; d'autre part, sur l'article 13 de l'ordonnance du 2 janvier 1959, portant loi organique relative aux lois de finances, selon laquelle « tout crédit qui devient sans objet en cours d'année peut être annulé par arrêté du ministre des finances, après accord du ministre intéressé ».

Le F.R.B. succède au fonds d'action conjoncturelle (FAC), utilisé par l'ancienne majorité. Fondé sur le même principe, le FAC présentait, par rapport au F.R.B., quelques différences notables. Inscrit dans un article de la loi de finances, ce qui n'est pas le cas pour le F.R.B., le FAC regroupait des crédits supplémentaires (sauf en 1969), susceptibles de s'ajouter aux crédits

votés, pour chaque ministère, par les parlementaires. En cas de maintien du blocage des crédits du FAC, les crédits des départements ministériels ne subissaient pas d'annulation, comme c'est le cas avec le F.R.B.

Enfin, le FAC portait sur des sommes beaucoup moins importantes. En 1977, le FAC totalisait 2,5 milliards de francs d'autorisations de programme. Le projet de loi de finances pour 1981 prévoit un FAC de 6,5 milliards de francs. En 1982, à titre de comparaison, 14,4 milliards de francs de crédits de paiement, votés par le Parlement, ont été annulés, en trois vagues d'arrêtés.

Pour 1983, le gouvernement avait annoncé un F.R.B. de 20 milliards de francs environ. Quelque 6 milliards de francs ont, jusqu'à maintenant, été annulés. Quelque 5 milliards de francs, en revanche, ont été débouclés. D'autres annulations interviendront dans le cadre du collectif budgétaire prévu pour la fin de l'année (le Monde du 23 novembre). Aucun fonds de régulation budgétaire n'est, à l'heure actuelle, annoncé pour 1984.

Lorsqu'on l'interroge sur cette méthode, la Rue de Rivoli répond que les députés et les sénateurs votent, avant tout, un équilibre du budget. L'exécutif, responsable au jour le jour de l'exécution de ce budget, ne sort pas de ses attributions lorsqu'il veille au respect de cet équilibre, quitte à sacrifier quelques actions sectorielles sans toucher aux grandes priorités du budget.

Les députés communistes n'approuvent pas cette pratique, mais ils préfèrent se battre sur les « questions de fond ». Les députés socialistes admettent le principe avec plus ou moins de réticence, au nom de la cohérence dans leur soutien à la politique de rigueur du gouvernement, mais MM. Christian Goux et Jean-Paul Planchou, respectivement président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et responsable du groupe socialiste pour le budget dans cette même commission, auraient souhaité plus d'informations et de concertation.

Une régulation « aveugle », place, en effet, dans une situation interna-

ble les députés de la majorité, qui avaient défendu la cohérence des choix budgétaires d'un département ministériel. En matière budgétaire, les priorités se jouent « à la marge ». La recherche, prioritaire dans la loi de finances pour 1983, l'était sans doute moins après l'annulation de 11,6 % des autorisations de programme votées (le Monde du 16 novembre).

Par lassitude, ou par souci de préserver la possibilité d'utiliser, le jour venu, une trousse à outils précieuse, les députés de l'opposition laissent M. Edmond Alphandery mener, un peu seul, un assaut mécano. Le député (U.D.F., Maine-et-Loire) retrouve, pour critiquer la pratique budgétaire de la gauche, les mots qu'employait, en 1980, M. Jean Auroux, actuel secrétaire d'Etat à l'énergie, alors député, pour attaquer le fonds d'action conjoncturelle de M. Raymond Barre : « Vous nous proposez un budget accordé, affirmait M. Auroux, avec des dotations qui restent conditionnelles et hors de tout contrôle parlementaire ». M. Auroux voyait là un « singulier mépris du Parlement » (1).

### Un « jeu d'enfant »

Aujourd'hui, M. Alphandery renvoie la balle à la gauche, qu'il accuse d'utiliser la voie réglementaire et, notamment, la régulation budgétaire, pour « modifier massivement » le contenu du budget. Dans ces conditions, affirme le député du Maine-et-Loire, tenir le déficit annoncé est un « jeu d'enfant », dénué de toute signification, et la discussion budgétaire devient une « parodie » de contrôle parlementaire.

L'indignation de M. Alphandery n'empêchera probablement pas le ministère des finances de recourir, à nouveau, à la régulation budgétaire en 1984, la tentation étant de jouer, comme en 1982 et en 1983, malgré les risques pour l'économie, sur les dépenses en capital, plus faciles à « réguler » que les dépenses de fonctionnement, qui s'accroissent de 3 %.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Cité par l'Exposition (datée 23 septembre-6 octobre 1983).

## LA RÉFORME DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE

### Le monopole de candidature des syndicats représentatifs est rétabli

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 22 novembre, le projet de loi réformant les caisses de mutualité sociale agricole, par 328 voix (P.S. et P.C.) contre 146 voix (R.P.R. et U.D.F.). Lors de l'examen de ce texte au Sénat, l'opposition avait voté pour la majorité contre (le Monde du 22 octobre). Chacun est bien d'accord sur la nécessité de réformer ces caisses, en y renforçant la représentation des salariés, mais pas sur la façon de procéder.

Le gouvernement et les députés qui le soutiennent ne peuvent accepter que soit mise en cause, dans le monde agricole, la règle générale du monopole des organisations syndicales représentatives sur la présentation des listes de candidats aux élections professionnelles. C'est cette règle qu'avaient transgressée les sénateurs. La majorité de l'Assemblée nationale est revenue sur cette disposition, malgré les remarques de M. Maurice Dousset (U.D.F., Eure-et-Loir) soulignant que les salariés agricoles sont peu syndiqués et précisant que son groupe est « opposé au monopole syndical dans tous les cas de figure ». Selon M. Jean de Beaufort (P.S., Finistère), rapporteur de la commission des affaires culturelles, le refus du monopole avait pour effet de priver

les salariés agricoles « du droit de s'organiser en associations représentatives pour défendre leurs intérêts ».

Le Sénat ayant accueilli la représentation des organisations familiales dans les conseils d'administration, celle des salariés s'en trouvait réduite à moins du tiers des sièges. L'Assemblée, comme le souhaitait le gouvernement, est revenue au projet initial. Elle a ajouté, malgré les réserves de M. Michel Rocard, une disposition prévoyant que deux représentants du personnel des caisses, désignés par les comités d'entreprise, siègeront au conseil d'administration « avec voix consultative », cela par analogie avec le régime général de la Sécurité sociale. Le ministre de l'Agriculture a vainement invité les députés à respecter l'« équilibre difficile et assez précaire » de ce texte, issu de négociations avec les organisations agricoles.

L'Assemblée a voté aussi des amendements donnant le droit de vote aux étrangers et leur permettant d'être éligibles aux conseils d'administration des caisses de la mutualité sociale agricole.

Th. B.

## LES ATTENTATS EN G

### Une arrestation et De nos envoyés sp

Décidément, les amis sont nombreux depuis novembre (le Monde du 22 octobre). C'est en effet, à la suite du Mouvement pour l'indépendance, la justice et la démocratie, qu'une semaine après l'arrestation de M. P.G.I., le mouvement pour l'indépendance, la justice et la démocratie, a été créé. Ce mouvement, qui se propose de lutter contre les attentats de la

gauche, a été suivi d'un grand nombre d'adhésions. L'arrestation de M. P.G.I. a donc conduit à la création d'un mouvement qui se propose de lutter contre les attentats de la gauche.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.

Le P.C., comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale, a proposé un article additionnel, limitant le montant des intérêts perçus au titre de l'emprunt Giscard. Les sénateurs communistes ont refusé d'accéder à la demande de M. Emmanuelli, qui leur suggérait de retirer cet amendement, repoussé par le Sénat.



# LES ATTENTATS EN GUADELOUPE

## Une arrestation et un impair

De nos envoyés spéciaux

Pointe-à-Pitre. — Décidément, M. Luc Reinette et ses amis sont bien ceux que vise la police depuis les attentats du 14 novembre (le Monde du 22 novembre). C'est en effet dans l'équipe de Radio-Unité, la station du chef de file du Mouvement pour une Guadeloupe indépendante, que la première arrestation a été opérée moins d'une semaine après le début de l'enquête. Et c'est parmi les militants du M.P.G.I., propriétaire de la station, que de nouvelles têtes, dit-on, devraient bientôt tomber.

La dizaine d'inspecteurs de la police judiciaire arrivés en renfort la semaine dernière sont allés vite en besogne. Ils ont fait inculper une jeune femme qui a eu entre ses mains la voiture piégée qui a explosé à la préfecture de Basse-Terre. Autrement dit, ils ont sans doute éliminé le plus grave des attentats de la série.

Mais ce succès a été suivi d'un faux pas. A peine l'arrestation de M<sup>lle</sup> Lella Cassubie était-elle connue que le parquet de Basse-Terre ordonnait une perquisition dans les locaux de l'autre station indépendantiste, Radio-Tambour. A 6 h du matin, mardi 22 novembre, plusieurs dizaines de policiers en tenue de combat ont investi le quinzisième étage de la tour où la station a ses studios. Les recherches ont duré trois heures. Elles se sont soldées par un fiasco. « Quel impair ! », disaient-ils à 70 km de là, chez les policiers de Basse-Terre qui surveillent depuis des années les milieux indépendantistes. On devait vite s'en apercevoir. Aussitôt dans la matinée, plusieurs centaines d'auditeurs de la station ont défilé dans les rues de Pointe-à-Pitre en criant : « Radio-Tambour ne s'arrêtera pas ! ». Ou bien : « Un seul chemin, l'indépendance ».

Le parquet de Pointe-à-Pitre avait été informé que Radio-Tambour cachait des armes dans ses studios. Cette fautive information, dit-on à Basse-Terre, a sans doute été donnée sciemment pour provoquer la réaction qui s'est produite et jeter la confusion à propos d'une action qui vise à découvrir des poseurs de bombes, mais qui a été assimilée, finalement, à une opération de répression politique.

Les connaisseurs font, en effet, des distinctions très nettes entre les mouvements qui animent les deux stations indépendantistes : l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (U.P.L.G.), qui s'exprime à Radio-Tambour, ne désapprouve pas la violence certes (elle a même eu tendance ces derniers jours à l'exalter), mais elle ne la pratique guère. A aucun moment on ne l'a soupçonnée d'être à l'origine des derniers attentats. La perquisition musclée de mardi matin était donc une erreur. C'était aussi une maladresse : l'U.P.L.G. a une base militante nombreuse, prompte à la riposte. On s'en était aperçu en août 1982 quand plusieurs centaines de personnes avaient fait le siège de la gendarmerie de Port-Louis pour libérer un militant arrêté au cours d'une enquête sur des attentats. On l'a vérifié une fois de plus mardi.

Des tracts ont, en effet, circulé : « Les forces colonialistes casquées et armées jusqu'aux dents... ». Plus tard, les animateurs de la station disaient aux journalistes : « Nos seules bombes ce sont nos micros ». Les caméras de R.F.O. (Radio-France Outre-mer) ont montré les locaux perquisitionnés à trois cent mille Guadeloupéens. Chacun a pu voir sur son écran une affiche montrant des hommes plantant le drapeau de

l'indépendance avec ce slogan : « On sèl pèp on sèl chimen » (« un seul peuple, un seul chemin »). Toute la journée les deux radios indépendantistes ont vilipendé la « brutalité » de « l'agression colonialiste » en mettant à leurs imprécations ce leitmotiv : « Le pays c'est à nous, c'est pas à eux ».

En revanche, depuis le début, la police soupçonne le M.P.G.I. d'être un paravent de l'ARC (Alliance révolutionnaire caraïbe), auteur des attentats commis depuis six mois. Elle fonde sa conviction sur le fait que les engins de l'ARC sont fabriqués de la même façon que l'étaient ceux du Groupe de libération armée, dont M. Reinette était le leader, comme il l'est aujourd'hui du M.P.G.I. et de Radio-Unité.

Une imprudence — de taille — avait conduit, il y a deux ans, à l'arrestation de M. Rainette. On avait trouvé son nom (sous une couche de peinture) sur la malle qui avait servi à enfermer une journaliste séquestrée. C'est une autre imprudence, aussi énorme, qui a abouti à l'arrestation de M<sup>lle</sup> Lella Cassubie. On a retrouvé dans les débris de la voiture piégée la facture d'une réparation qui a permis de remonter au garage, puis à M<sup>lle</sup> Cassubie, jeune Guadeloupéenne de vingt-deux ans, née de l'immigration parisienne. La jeune femme avait conduit au garage le véhicule qui a été repris ensuite par deux autres militants indépendantistes, également identifiés.

M<sup>lle</sup> Cassubie est employée à l'agence de Pointe-à-Pitre de Nouvelles Frontières. Elle milite au M.P.G.I. depuis sa création, en mai 1982. Elle compte parmi la dizaine d'animateurs et d'animatrices bénévoles de Radio-Unité. Elle a été écrouée sous l'inculpation de « complicité de destruction volontaire de bien d'autrui par des substances explosives, en bande organisée ».

CHARLES VANHECKE et ERIC RENÉ

# A PROPOS DES INTERVENTIONS AU LIBAN

## L'opposition durcit sa condamnation de la politique extérieure de M. Mitterrand

L'opposition a décidé de rappeler qu'il n'y a, de sa part, aucune approbation de la politique étrangère du président de la République. MM. Claude Labbé et Jean-Claude Gaudin, respectivement président des groupes R.P.R. et U.D.F. de l'Assemblée nationale, après les réunions séparées de leurs groupes, l'ont affirmé mardi 22 novembre, en termes presque identiques.

L'un et l'autre veulent faire cesser toute ambiguïté quant aux interprétations auxquelles peuvent donner lieu les déclarations de personnalité de l'opposition laissant croire à l'existence d'un consensus politique en ce domaine. Ils veulent entraver toute tentative de récupération de la part de la majorité, en étant à cet égard la possibilité de prétendre qu'au moins en matière diplomatique et militaire, l'action du chef de l'Etat est appréciée, même par ses adversaires politiques. Ils veulent enfin préciser leur doctrine de façon claire et désavouer ainsi certains de leurs adhérents qui ont manifesté certaines approbations de manière trop visible à leur goût.

Ainsi on n'a guère apprécié, au R.P.R., que M. Michel Debré félicite avec chaleur le président de la République pour sa dernière prestation télévisée et qu'il y relève même un certain comportement gaulliste. Cette appréciation n'est d'ailleurs pas partagée par les autres anciens premiers ministres qui sont MM. Coore de Murville, Messmer ou Chirac qui furent eux aussi des collaborateurs de de Gaulle. Si l'U.D.F. on n'a pas eu à constater parfois « dérapages », on n'en est pas moins formel dans le refus du consensus.

On admet fort bien, dans chacune des deux principales formations de l'opposition, que « le gouvernement prend un certain nombre de décisions qui vont dans l'intérêt de la France », comme le dit M. Labbé. Comment en serait-il autrement d'ailleurs après les approbations réitérées de responsables U.D.F. et aussi de M. Jacques Chirac envers

la position prise par M. Mitterrand concernant la négociation de Genève sur le désarmement, le refus de comptabiliser la force nucléaire française avec celles de l'Alliance atlantique et l'approbation de l'implantation des euromissiles sur le Vieux Continent ?

Mais on souligne que ces convergences n'ont pas valeur de consensus global. M. Claude Labbé l'affirme ainsi : « Nous ne voulons pas nous engager dans une voie dangereuse en acceptant une politique extérieure irresponsable, inexplicable et inexplicable pour la majorité des Français et dont personne ne peut nous démontrer la cohérence ». Il ajoute : « Sans devenir pour autant une opposition systématique, nous refusons de nous engager dans des entreprises pour lesquelles nous formulons les plus extrêmes réserves ». Et M. Jean-Claude Gaudin d'expliquer à son tour : « Il ne peut pas exister de consensus lorsque l'on est en face d'une politique aussi contradictoire que celle qui veut s'opposer aux communistes de Moscou tout en s'accordant avec les communistes de Paris ».

### Réaction tardive

Ce raidissement de l'opposition, et la façon quelque peu solennelle avec laquelle il a été mis en valeur, mardi, a été surtout provoqué par les plus récents événements du Liban et le raid de l'aviation française à Baalbek. Au R.P.R. comme à l'U.D.F., on reproche au gouvernement d'avoir réagi avec trop de retard à l'attaque du contingent français de Beyrouth. M. Chirac, dès les premières attaques contre les parachutistes, demandait une riposte en proclamant : « La France n'avertit pas deux fois » (le Monde du 20 septembre).

On fait aussi grief à M. Mitterrand d'avoir déclenché la riposte des Super-Étendard au lendemain même de la prestation télévisée où il avait annoncé : « Le crime ne restera pas impuni ». M. Jean-Claude Gaudin compare donc le chef de l'Etat à un Hamlet hantant les éthers de télévision à la recherche de la confiance perdue : et il y voit une « opération de politique politicienne destinée à faire oublier les difficultés intérieures de la France ». M. Labbé s'étonne lui aussi de la « concomitance des deux faits » et se demande si « la politique extérieure et la politique de défense de la France dépendent d'une émission télévisée », affirmant que, au Tchad comme au Liban, « les opérations se produisent avec retard ou à contre temps ».

Le président du groupe U.D.F. redoute que le gouvernement ne confonde les notions de « représailles » et d'« escalade », et le pré-

● M. Raymond Marcellin, député U.D.F.-P.R., a été réélu, lundi 21 novembre, président du conseil régional de Bretagne. L'ancien ministre a obtenu quarante-trois voix contre vingt à M. Didier Chonot, député socialiste des Côtes-du-Nord, et trois à M. Serge Hubert, conseiller municipal communiste de Rennes.

● M. Roger Chénard (P.R.), maire du dix-huitième arrondissement de Paris, a été réélu président du conseil départemental de l'U.D.F. de Paris. M. Yves Galland (rad.) est délégué départemental, M. Georges Meunier (C.D.S.) président délégué, MM. Didier Bariani (rad.), Xavier de La Fournière (P.R.) et Gérard Guelton (U.D.F.) sont vice-présidents.

## M. GALLO : M. Barre n'a pas à donner de leçon de modestie

M. Ma. Gallo, porte-parole du gouvernement, a répondu mardi 22 novembre aux commentaires qui ont suivi les déclarations de M. Mitterrand. Sans citer nommément l'interview de M. Marchais au Monde du 22 novembre, le secrétaire d'Etat a déclaré : « Si l'on est d'accord sur tout, comme certains le disent, avec le président de la République, on est évidemment d'accord avec les points essentiels. Par exemple, s'il n'y a pas démantèlement des SS-20, il faut installer les Pershing. La force française de dissuasion ne doit pas être prise en compte à Genève. Et on est bien sûr d'accord avec les responsabilités personnelles et déterminantes du président de la République, chef des armées, à la Constitution et aux caractéristiques de l'arme nucléaire ».

M. Gallo a reproché à l'opposition « de s'élever dans des commentaires marginaux et de ne pas répondre point par point sur les différents dossiers ». A M. Raymond Barre, qui avait porté de l'« insupportable du moi » chez M. Mitterrand, M. Gallo a répliqué : « Quand on a accepté de se laisser qualifier sans protester de premier économiste de France, on n'a de leçon de modestie à donner à personne. Ce n'est pas ce type de déclarations de forums électoraux qui permet de se situer sur le terrain des hommes d'Etat ».

ANDRÉ PASSERON

## Sottise absolue et sottise relative

Ouf ! M. Pierre Mauroy n'est pas un sot. On avait cru que M. Raymond Barre, un ancien de la grande famille des premiers ministres de la V<sup>e</sup> République, le croyait. Ne lui avait-on pas prêté, à propos du projet de loi sur la presse, la sentence suivante : « M. Mauroy est un sot. Il n'avait pas besoin de loi sur la presse » (le Monde du 23 novembre) ?

M. Barre a, le lendemain, corrigé, dément, souligné que jamais, au grand jamais, il n'avait dit une chose semblable. « M. Barre a mérité son langage ». Il avait dit : « M. Mauroy est sot

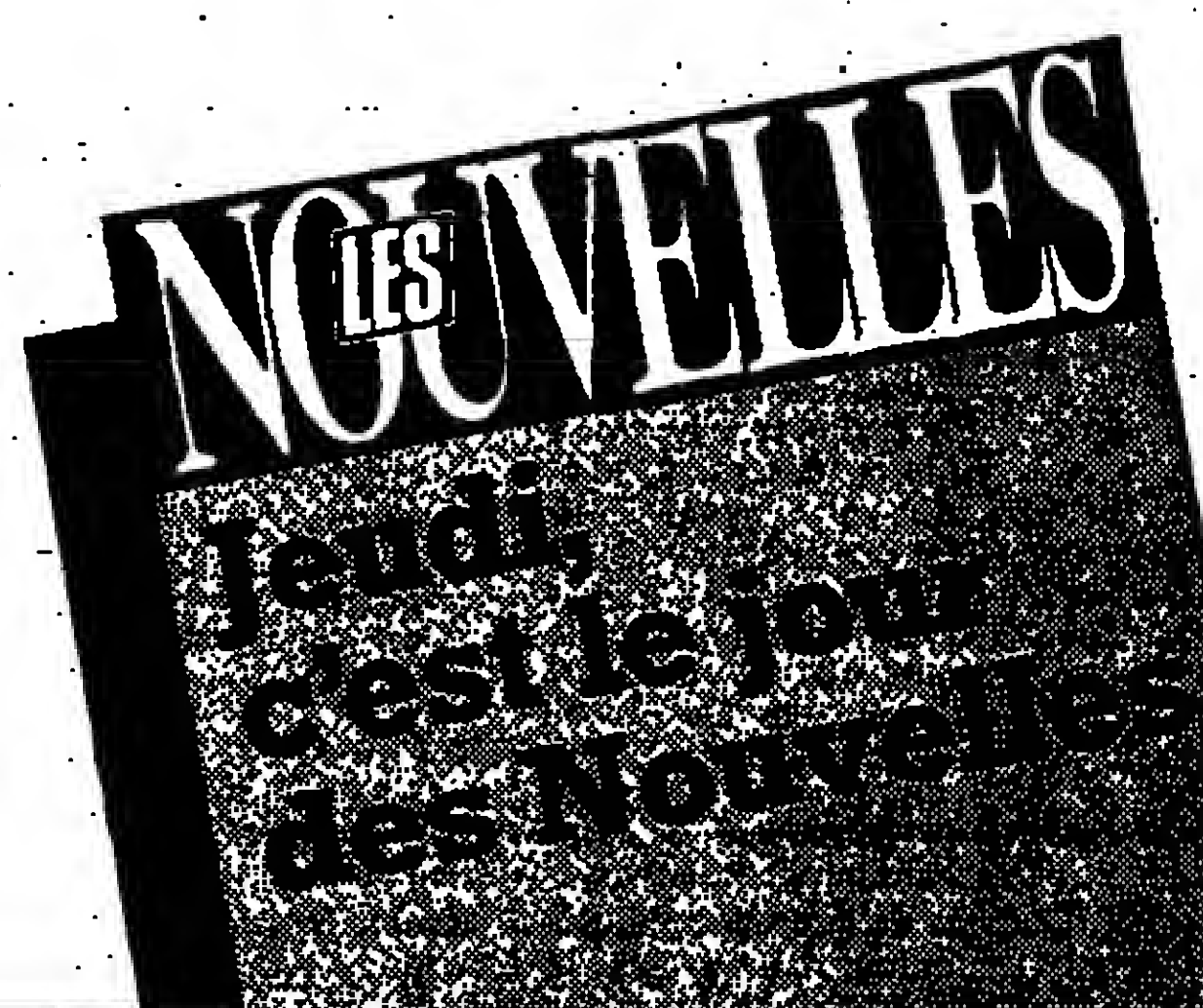
de faire une loi sur la presse. » Nuance : la « sottise » de M. Mauroy ne serait que relative.

Pourtant, comme en témoigne (au moins) un enregistrement effectué par une radio locale d'Arbonne, Radio-Ménages, présente sur les lieux du drame, M. Mauroy est, selon M. Barre, « complètement sot de faire une loi sur la presse ».

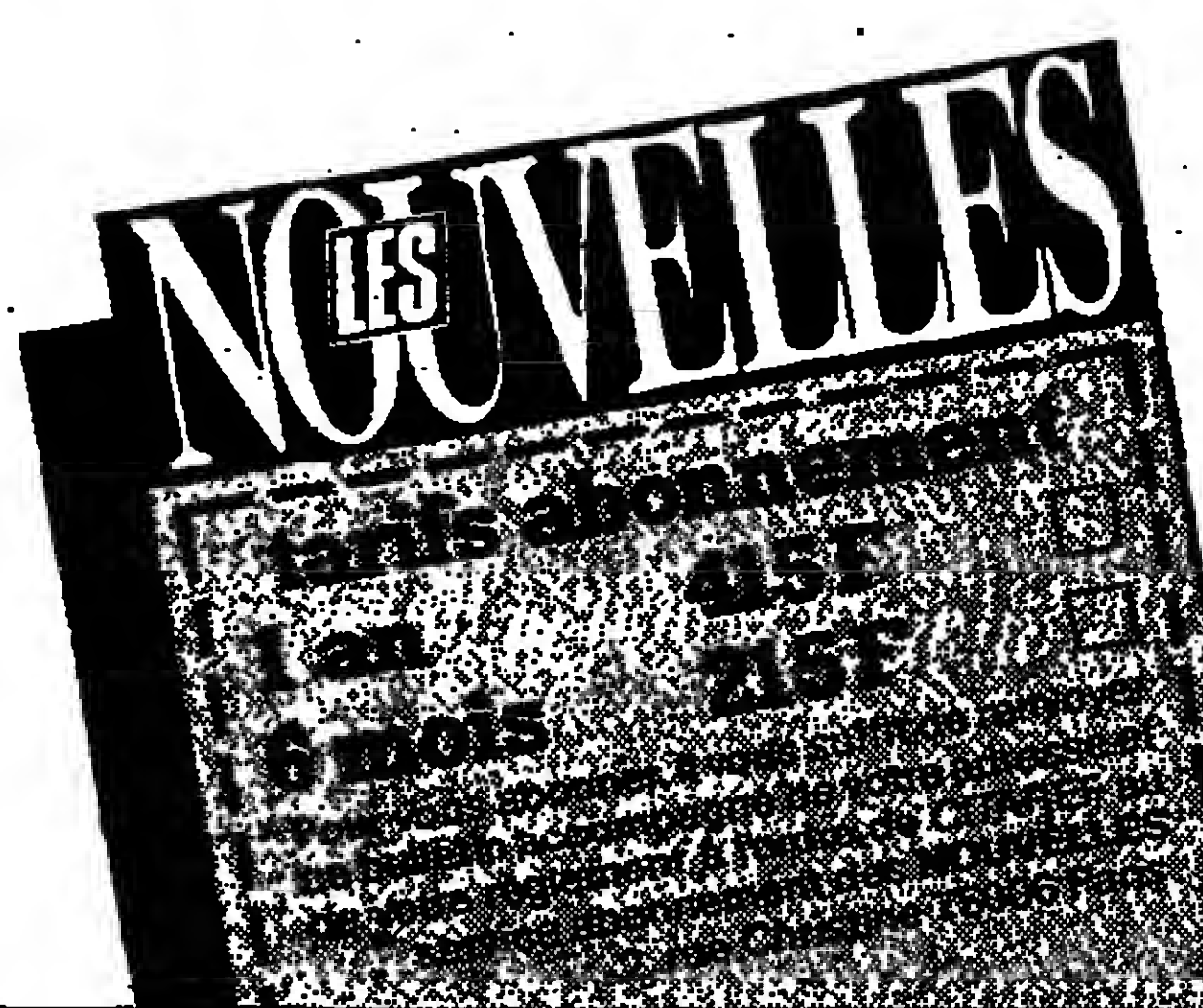
Sottise relative, mais plus « complète » que ne l'avoue M. Barre. Nuance !

M. K.

Jeudi, le magazine à emporter dans votre abri !



Jeudi, explosion de la bombe à Neurones !



**POUVOIR ET LIBERTÉS DANS PLURIEL**

**Du pouvoir**  
Bertrand de Jouvenel

**Sociologie de l'Etat**  
Bertrand Badie  
Pierre Birnbaum

**Le régime du social**  
Raymond Boudon

**Essai sur les libertés**  
Raymond Aron

**Cette lancinante douleur de la liberté**  
Vladimir Boukovsky

**Pluriel**  
HACHETTE

FINANCES AU SÉNAT  
Etat 12 milliards de francs  
des nouvelles

et les droits du Parlement



## Les premiers chiffres de la délinquance ne sont « ni bons ni catastrophiques »

## Lionel Cardon affirme être accusé injustement de l'assassinat des époux Aran

• Il existe aussi des élèves et des professeurs heureux à Turgot, et j'en suppose que ce bonheur est réel, car il ne se crie pas sur les toits et s'il le faisait, il s'exprimerait, sans aucun doute, en des propos plus mesurés que ceux cités.

**LANGUAGE CENTRE**  
20 passage Dauphine  
75006 Paris - Tél. 325-4137

**LANGUAGE CENTRE**  
20 passage Dauphine  
75006 Paris - Tél. 325-4137



## INFORMATIQUE ET ENSEIGNEMENT

### 100 000 micro-ordinateurs pour les écoliers

Le colloque « l'informatique et l'enseignement », organisé les 21 et 22 novembre, par le ministère de l'éducation nationale au Centre d'études sur les technologies avancées (CESTA), à Paris, a connu un record d'affluence, rarement atteint par une manifestation officielle. A tel point que les organisateurs n'ont pu recenser le nombre exact des participants qui, faute de pouvoir entrer dans les salles de débat archi-

combles, s'étaient résignés à « camper » dans les couloirs devant les écrans du circuit de télévision intérieur.

Mais cette « extraordinaire herminette », selon l'expression d'un participant, n'a pas apporté de réponse nouvelle aux préoccupations exprimées par les enseignants.

Il était clair, dans l'esprit du public comme dans celui des intervenants, que l'enseignement assisté par ordinateur (E.A.O.) doit « détruire les barrières entre ceux qui savent et ceux qui apprennent, entre ceux qui ont envie d'apprendre et ceux qu'on a dégoûtés d'apprendre ». Cet objectif, développé par M. Charles Garriaguet, président de l'Agence de l'informatique, suppose de faire appel à des équipes interdisciplinaires et de décloisonner toutes les disciplines, et pas seulement celles qui sont naturellement « voisines » de l'informatique.

Tout le monde aujourd'hui est concerné par cet « outil » qui se crée, cet « auxiliaire de pensée », qu'est l'informatique. M. François Mitterrand, qui a concilié les travaux « bien relevés » d'une nouvelle culture nait sous nos yeux, et que l'ensemble « du système éducatif » devrait être revu - en profondeur.

Pour la première fois, a-t-il ajouté, nous avons la possibilité de faire entrer dans l'éducation de base, dans notre capital culturel, un progrès du savoir aux conséquences universelles.

Le ministère de l'éducation nationale a commencé à mobiliser les enseignants en leur offrant une formation. Chaque année, cinq cents d'entre eux reçoivent une formation d'un an, à charge pour eux de former ensuite leurs collègues, utilisant

leurs propres micro-ordinateurs, voire de créer des logiciels pédagogiques. Au rythme de vingt mille enseignants formés par an, M. Alain Savary compte atteindre les objectifs du IX<sup>e</sup> Plan en 1988 : cent mille micro-ordinateurs dans les établissements scolaires, et cent mille enseignants formés.

« Il n'y a pas pour nous, dans l'enseignement, d'opposition entre préparation professionnelle et culture », a précisé le ministre, expliquant que l'enjeu n'était pas seulement économique mais social. La « culture de base » sera donc introduite au bénéfice de tous, dès l'école primaire. L'informatique doit d'ailleurs participer à la « démocratisation du système éducatif ».

#### Un nouvel outil de sélection ?

A l'école, le risque est que l'ordinateur ne devienne, par une course à l'abstraction, un nouvel outil de sélection. Alors même que l'achat de micro-ordinateurs par certaines familles renforcera les inégalités. « S'il s'agit d'une forme de pensée différente, a synthétisé M. Paul Guimard, ceux qui n'y auront pas accès seront des parias. On risque de créer de nouveaux tiers-monde de la pensée ».

Bien utilisé, cet outil peut en revanche contribuer à les atténuer. Ce

qui implique de la part des pouvoirs publics un effort financier continu, tant par l'achat de matériels, de logiciels, que pour la formation des maîtres. C'est la question qu'ont posée tout au long des débats les inséparables. « Il nous faut, s'est écrié l'un d'eux, des sous, de l'argent, des crédits ». Le colloque aura surtout, en définitive, permis la rencontre entre les besoins - voire les malaises - des acteurs du système éducatif et une volonté politique. « Le gouvernement », a en effet affirmé le président de la République, a clairement marqué ses choix. Il dégage les moyens techniques et financiers nécessaires, étant bien entendu que la réussite sera l'affaire de tous et de chacun.

Priorité donc aux investissements en faveur de l'informatique et à la mobilisation de l'appareil de formation. Des risques existent certes, mais vouloir les éviter serait une erreur au moment où la France accuse déjà un retard par rapport à des pays comme les Etats-Unis, et Japon et dans une moindre mesure la Grande-Bretagne. Dans ce domaine, « nous n'avons pas le droit », a conclu le président de la République, de laisser notre pays choisir une démarche trop prudente.

CATHERINE ARDITTI  
et JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

## L'école privée à l'étranger

### Grande-Bretagne : la liberté d'abord

De notre correspondant

Londres. — « Il n'y a pas vraiment de guerre scolaire en Grande-Bretagne. » Comme tous les éducateurs français qui ont expérimenté le système scolaire britannique, M<sup>me</sup> Serrière-Sissone, qui, avant d'être professeur au lycée français de Londres, a enseigné pendant plusieurs années dans un établissement anglais, fait sans hésiter cette constatation, en ajoutant : « A tous points de vue, en matière d'enseignement, il est presque impossible de faire des comparaisons entre la France et la Grande-Bretagne. »

La différence tient, tout d'abord, à une extrême décentralisation qui est, depuis toujours, l'une des caractéristiques de l'ensemble de l'administration britannique : 80 % des dépenses publiques en matière d'éducation sont assurées par les collectivités locales. C'est à cet échelon, celui des villes ou des comtés, que se trouvent les véritables « ministères », les Local Education Authorities (L.E.A.). Ils sont maîtres de la gestion et de la définition de la pédagogie et des programmes scolaires, encore que ces prérogatives soient très largement partagées avec les directeurs - Headmasters - de chaque établissement, dont le pouvoir est considérable.

Même dans le secteur public, l'indépendance la plus grande possible est la règle. Chaque école ou presque a son propre programme. L'unique matière imposée à l'échelon national est l'enseignement religieux.

Si l'on ne parle pas, en Grande-Bretagne, de guerre scolaire, comme on le fait en France, c'est que, non seulement il n'y a pas d'aussi grave conflit entre l'école privée et publique, mais encore pas de distorsion comparable en-

tre l'école laïque et confessionnelle. Les Anglais préfèrent d'ailleurs, pour désigner le secteur public, employer le terme « école subventionnée » (maintained) par des fonds publics, car au sein du système dit « d'Etat » figurent nombre d'écoles privées (voluntary school) tout aussi gratuites, à la différence des Etats-Unis, où la séparation est tranchée. Près d'un tiers des quelque trente mille établissements scolaires subventionnés que comptent l'Angleterre et le pays de Galles (l'Ecosse et l'Irlande du Nord sont autonomes) sont des écoles confessionnelles, anglicanes ou catholiques en majorité.

Les écoles qui ne reçoivent aucune subvention publique (independent) sont très nombreuses, (moins de trois cents), contrairement à ce que l'on pourrait croire, en raison de leur notoriété et de l'immense influence qu'elles exercent encore sur tout le système d'éducation du pays. Beaucoup de Britanniques sont, eux-mêmes, surpris d'apprendre que leurs élèves (enseignements primaires et secondaires) ne représentent que 6 % du total de l'effectif national. Leur prestige, surtout pour neuf d'entre elles - communément appelées les *secret nine* (parmi lesquelles Eton, Westminster et Winchester) - est à la mesure de la cherté de leurs tarifs. A Londres, ceux-ci varient annuellement de 2 400 à 10 000 F par trimestre, et encore ne s'agit-il que du prix d'un externat, alors que la majorité des public schools sont des pensionnats. Ce sont les écoles secondaires de l'élite, où il faut inscrire l'enfant dès la naissance pour qu'il ait une chance d'être accepté.

Les élèves y reçoivent non seulement un enseignement, mais encore toute une éducation où les sports, les arts et les hobbies tiennent une grande place. De leur conception de la formation, de leur esprit qui a façonné des générations de la classe dirigeante, tous les autres établissements se sont plus ou moins inspirés. Leur usage de la sélection rigoureuse a été très largement répandu dans tout le système scolaire britannique, jusqu'à ce que les gouvernements travaillistes de l'après-guerre y fassent exception dans les écoles d'Etat en créant les *comprehensive schools* destinées à rétablir l'égalité des chances, en mélangeant les élèves de niveau, d'aptitude et d'origine sociale différents.

Appréciant hautement la « qualité » des écoles indépendantes, le gouvernement de Mme Thatcher a créé un nombre limité de bourses d'Etat permettant à des enfants de milieu modeste, mais brillants, d'y accéder. C'est sur ce genre de mesure que porte la querelle scolaire en Angleterre entre travaillistes et conservateurs. Ces derniers, depuis leur retour au pouvoir, freinent le développement des *comprehensive schools*, dont le « mélange » ne plaît pas à beaucoup de parents, alors que les travaillistes promettent de les relancer, de même qu'ils veulent mettre fin aux bourses accordées pour les écoles indépendantes. Dans les derniers programmes électoraux des deux partis, le chapitre de l'éducation n'était pas tant s'en faut, des plus importants. C'est révélateur : il existe en Grande-Bretagne une querelle, à la rigueur, mais pas de « guerre scolaire ».

FRANCIS CORNU.

### Les étudiants élisent leurs délégués aux œuvres universitaires

Les syndicats étudiants multiplient leurs protestations contre le fonctionnement des œuvres universitaires et, notamment, la hausse du prix du ticket de restaurant, à quelques jours des élections des représentants des étudiants au conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

Les responsables de l'UNEF-Indépendante et démocratique (animée par des trotskistes et des socialistes) s'indignent de l'organisation précipitée du scrutin, dont un arrêté publié au *Journal officiel* du 17 novembre, fixe la date au 7 décembre. Affirmant avoir réuni près de cent mille signatures contre la hausse des restaurants universitaires et pour la réforme des œuvres, l'UNEF-I.D. a décidé de ne pas présenter de candidats aux élections au CNOUS. Inquiets de la dégradation de la situation, du *lent effondrement des œuvres, acquis déterminant pour les étudiants*, le syndicat estime que le ministre de l'éducation nationale n'a pas respecté ses promesses de transformer le fonctionnement des œuvres universitaires annoncées pour février 1983.

Pour sa part, l'UNEF-Solidarité étudiante (où militent des étudiants communistes) présente une liste

pour le scrutin du CNOUS, afin de ne pas laisser de « chaire vide ». Favorable au « développement des œuvres » et préoccupé par la réduction des restaurants universitaires, l'UNEF-S.E. a lancé un mot d'ordre de boycottage de ces établissements, suivi, mardi 22 novembre, par plus de trente mille étudiants selon le syndicat.

D'autres organisations ont décidé d'être présentes à l'élection du 7 décembre. Le Collectif des étudiants libéraux de France (CELF), animé par des jeunes giscardiens, présentera une liste « contre le casse-CNOUS socialiste » et sera représenté aussi dans une liste « CNOUS 84 pour le redressement des œuvres » aux côtés d'étudiants « indépendants ». Enfin, l'Union nationale interuniversitaire (UNI, antimarxiste) participera également au scrutin.

Aux dernières élections, les dix représentants étudiants au conseil d'administration du CNOUS s'étaient partagés entre l'UNEF-S.E. (4 sièges et 53 voix), l'UNEF-I.D. (4 sièges et 77 voix), une liste « CROUS 81 » proche du CELF (1 siège et 13 voix) et une liste indépendante (1 siège et 16 voix). L'UNI avait recueilli 8 voix mais aucun siège.

## CORRESPONDANCE

### Turgot se défend

Dans un article paru le 27 octobre et consacré aux élèves du cours Edgar-Pue, à Paris (9<sup>e</sup>), une élève mettait en cause le lycée Turgot, Paris (9<sup>e</sup>) où elle n'avait pas trouvé l'accueil et l'attention espérés. Le proviseur de ce lycée nous a adressé une lettre dans laquelle il écrit notamment :

« Si, en tant qu'éducateur, je ne puis que me réjouir de voir cette jeune fille trouver dans un autre établissement ce qu'elle n'a pas connu chez nous, pour des raisons qui ne sont pas sans doute exclusivement celles qu'elle apporte dans un style, hélas ! courant de nos jours, je trouve par contre particulièrement déplaisant de voir le lycée Turgot désigné sans ménagement et sans nuance, dans un article où l'enseignement public n'a pas le bon rôle. Nous avons le droit, professeurs et administrateurs du lycée Turgot, de nous étonner de tels propos, manifestement outranciers, apparaissant avec la mention exacte du lycée où cette jeune Valérie aurait vécu une expérience malheureuse... »

Il existe aussi des élèves et des professeurs heureux à Turgot, et je suppose que ce bonheur est réel, car il ne se crée pas sur les toits et s'il le faisait, il s'exprimerait, sans aucun doute, en des propos plus mesurés que ceux choisis par votre jeune correspondante. »

## ÉCHECS

### Les demi-finales du Tournoi des prétendants

#### AJOURNEMENT DE LA PREMIÈRE PARTIE SMYSLOV-RIBLI

« Je suis mieux, mais cela ne sera peut-être pas suffisant pour gagner. » C'est ainsi que Vassili Smyslov a analysé sa position dans la première partie de sa demi-finale du Tournoi des prétendants, au championnat du monde d'échecs, qui l'oppose à Zoltan Ribli, à Londres.

Jouant avec les blancs, l'ancien champion du monde, a constamment eu l'avantage du temps sur son adversaire hongrois. Ribli, qui a refusé deux fois une proposition de nulle, ne disposait que d'une minute pour jouer ses cinq derniers coups et arriver à l'ajournement (1). La partie devait reprendre ce mercredi dans la matinée, tandis que la deuxième partie entre Kasparov et Kortchnof devait débiter ce même jour à 16 heures.

Position à l'ajournement : Smyslov (blancs) : Kg1, Td7 et f6, Cc6, Pf3, g2, h4. Ribli (noirs) : Rg8, Ta8 et g6, Fg2, Pf5, g6, h7.

(1) Chaque joueur dispose de deux heures et demi pour jouer ses quarante premiers coups. Après quoi, s'il le désire, un joueur peut mettre son quarante et unième coup sous enveloppe, la partie étant ajournée. A la reprise, les joueurs disposent alors d'une heure chacun pour jouer seize coups, la partie pouvant de nouveau être ajournée et se poursuivre au même rythme.

# LES NOUVELLES

Liberté Presse Retrouvée

## 20 ANS: LES NOUVEAUX CONFORMISTES

TU N'AS PAS LE LOOK, PAPA

### Jeudi, c'est le jour des Nouvelles



# SOCIÉTÉ

## EN BREF

### Moins d'accidents sur les autoroutes

En dix ans, le taux d'accidents sur les autoroutes a, si l'on en croit l'Association pour la sécurité sur les autoroutes (Assesecar), diminué de 60 % à trafic égal et serait quatre fois plus faible que celui qui est observé sur les routes nationales. L'infrastructure propre aux autoroutes a contribué à la diminution du nombre des accidents et des tués, mais, selon l'Assesecar, cela tient également aux campagnes de sensibilisation faites sur le thème de la sécurité. L'usage et l'entretien des pneumatiques du fait d'un mauvais gonflage restent encore des causes majeures d'accident.

### Fusillade de la rue des Petites-Écuries : une arrestation

L'auteur de la fusillade au cours de laquelle quatre jeunes femmes ont été blessées, le vendredi 18 novembre vers 20 heures, rue des Petites-Écuries, à Paris, 10<sup>e</sup> (le Monde daté 20-21 novembre), a été arrêté lors d'un contrôle policier opéré à bord du train Paris-Port-Bou, le lundi 21 novembre vers 21 heures. Il s'agit de Messout Aygun, un ressortissant turc âgé de dix-neuf ans, qui s'apprêtait à franchir la frontière franco-espagnole. Se réclamant du P.C.P. et parti communiste kurde, Messout Aygun aurait reconnu les faits, déclarant qu'il avait agi « par conviction politique ». Cependant, on indique de source policière qu'il était déjà connu comme racketteur opérant dans les milieux turcs de Paris.

D'autre part, M. Erol Kaya, vingt ans, lui aussi sujet turc, qui était au volant de la voiture d'où Messout Aygun était descendu pour faire feu, a été inculpé, le 22 novembre, de « conduite sans permis », mais laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

## SPORTS

**FOOTBALL.** En match - retardé - comptant pour la dix-neuvième journée du championnat de France de première division, Paris-Saint-Germain a battu Rouen par 2 buts à 0, mardi 22 novembre, au Parc des Princes.

### Deux officiers condamnés après la mort d'un engagé

La chambre spécialisée des affaires militaires du tribunal de grande instance de Rennes a condamné, mardi 22 novembre, à trois mois de prison avec sursis les lieutenants de vaisseau José Pinguet et Bruno Vacca. Des poursuites avaient été engagées contre eux après la noyade accidentelle, le 16 décembre 1981, dans les eaux en crue du Blavet à Hennebont (Morbihan), d'un jeune engagé, le quartier-maître Daniel Le Borgne, dix-neuf ans. La traversée de la rivière, à la nage et de nuit, constituait la dernière partie d'un exercice commando comprenant une marche forcée de trente kilomètres (le Monde du 14 décembre 1982).

Au lieutenant de vaisseau Pinguet, qui fit preuve d'un grand courage pour tenter de sauver le jeune engagé pris dans les tourbillons, le tribunal a reproché notamment une insuffisance de reconnaissance des lieux de l'exercice. Le lieutenant Vacca a été déclaré coupable « d'avoir refusé de prendre en considération la gravité du péril et la nécessité d'une aide d'intervenants extérieurs, munis d'un matériel qui faisait défaut au commando ».

### Six millions de dollars de dommages et intérêts

La firme pharmaceutique américaine Eli Lilly vient d'être condamnée par le jury fédéral à verser 6 millions de dollars de dommages et intérêts à un plaignant dont la mère était morte après avoir pris un médicament anti-inflammatoire (le hécoxapropène) fabriqué par les laboratoires de cette société.

Le plaignant a fait valoir devant le tribunal fédéral de Columbus (Georgie), que la firme Eli Lilly, qui vendait ce médicament sous le nom d'Orflex, avait omis d'indiquer, avant son approbation aux États-Unis en mars 1982, qu'il avait causé la mort de plusieurs personnes dans d'autres pays.

Ce remède peut affecter le fonctionnement du foie et des reins. Avant son interdiction dans le monde entier en août 1982, le fabricant avait dû avertir les personnes âgées, les plus sensibles aux effets secondaires du médicament, de ne l'utiliser qu'à faible dose (le Monde du 6 août 1982). La firme fera appel.

### Cinq nouveau-nés tués par leurs parents

Des agriculteurs de Saint-Bonnet-la-Rivière (Corrèze), M. et M<sup>me</sup> Leymarie, ont reconnu, mardi 22 novembre, avoir tué cinq de leurs enfants nouveau-nés, dont les ossements ont été découverts dans la cour de leur ferme par les gendarmes. Ils ont été inculpés d'infanticide et d'écroués.

Le couple a deux autres enfants, âgés de dix et douze ans.

### Les priorités de Matra

L'armement et les composants électroniques seront de nouveau la « priorité absolue » des activités de la société Matra. Cela devrait permettre, a déclaré son président-directeur général, M. Jean-Luc Lagardère, à l'occasion de la signature d'un contrat de plan avec le ministère de la défense, « d'assurer le transfert du militaire vers le civil mais en évitant la dispersion des efforts, qui pourrait paralyser le groupe ou conduire à des demi-succès seulement ».

Ce contrat de plan qui porte sur la période 1983-1984 prévoit un concours financier des pouvoirs publics sous forme de prêts participatifs (300 millions de francs en 1983, 150 millions en 1984), auxquels s'ajoute le déblocage de 686 millions de francs provenant de l'augmentation de capital intervenue en 1982, et qui a permis à l'État de devenir majoritaire dans le groupe.

M. Lagardère a annoncé que son groupe était sur le point de renouveler ses accords de coopération avec les firmes américaines de composants Intel et Harris.

« Nouvelles menaces de mort contre un dirigeant de la Ligue des droits de l'homme. » - Le délai est passé et M. Buka, président de la section de l'Aube de la Ligue des droits de l'homme, peut compter ses jours, a déclaré, le mardi 22 novembre dans l'après-midi, à la rédaction du journal l'Est-Éclair, un correspondant anonyme. Dans la nuit du 3 au 4 novembre, M. Jacques Buka avait été blessé de sept coups de rasoir (le Monde des 6-7 novembre et 10 novembre). Les auteurs de l'agression avaient donné un délai de quinze jours à M. Buka pour qu'il démissionne de ses fonctions à la Ligue des droits de l'homme. Celui-ci s'y est refusé. (Corresp.)

## POUR S'OPPOSER AUX PROJETS DE RÉFORME

### Les médecins hospitaliers organisent une grève nationale les 24 et 25 novembre

Internes et chefs de clinique reprennent, mercredi 23 novembre et jeudi 24, la grève qu'ils n'avaient fait que « suspendre » au printemps dernier.

Ils estiment que l'essentiel des promesses que leur avait faites alors M. Pierre Mauroy n'ont pas été tenues et qu'il s'agit là d'un mouvement d'« avertissement ».

De leur côté, les vingt-deux organisations membres de l'intersyndicale des médecins hospitaliers appellent à une grève nationale les 24 et 25 novembre.

bre, pour s'opposer à des projets de réforme qui, disent-ils, « menacent à terme l'existence même de l'hôpital public ».

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a affirmé que « la concertation devait aller jusqu'à son terme ». La réunion du conseil supérieur des hôpitaux, au cours de laquelle devaient être examinés les projets de statut des médecins hospitaliers, a été reportée à une date non précisée.

### L'angoisse des psychiatres

Dans l'agitation qui reprend dans les milieux hospitaliers, la protestation des psychiatres a une tonalité particulière. La prochaine entrée en vigueur de la réforme des études médicales prévue pour 1984 va, estiment-ils, réduire de façon radicale le nombre des futurs psychiatres, donc dégrader les effectifs médicaux dans les hôpitaux psychiatriques.

Jusqu'à présent, le recrutement des jeunes psychiatres était assuré de façon complexe : d'une part, par un internat spécifique, de création récente ; d'autre part, par un « certificat d'études spéciales » ; enfin, par l'internat des centres hospitalo-universitaires qui, traditionnellement, ouvrait la voie à toutes les disciplines, dont celle-là, mais ne formait qu'un très petit nombre de psychiatres.

La nouvelle loi supprime, pour la psychiatrie comme pour toutes les spécialités, cette multiplicité de voies d'accès au profit d'un internat unique au sein duquel les candidats choisissent diverses options (médecine, chirurgie, psychiatrie, santé publique).

Les actuels internes en psychiatrie, comme nombre de leurs aînés, en sont outrés. Ceux qui se destinent à cette spécialité

seront contraints, dans le nouveau régime, de passer au moins dix-huit mois en médecine et en chirurgie, puis un certain temps (encore indéterminé) dans les services ou départements de psychiatrie des C.H.U., ce qui réduira considérablement la durée des stages qu'ils effectueront dans les hôpitaux psychiatriques. Or, disent-ils, c'est dans ces établissements que se pratique la psychiatrie de « terrain », ouverte sur la cité (le « secteur »), et non dans les C.H.U., où ne sont reçus, pour de courtes périodes, que les malades « aigus ».

En outre, ajoutent-ils, l'effectif même des jeunes psychiatres sera réduit à la portion congrue, de neuf dixièmes, disent certains. Au secrétariat d'État à la santé, on indique que ces chiffres ne reposent sur aucune base réelle. Enfin, les jeunes psychiatres et leurs aînés estiment que ni la facture loi hospitalière ni les projets de statut des médecins hospitaliers ne tiennent compte de la spécificité de leur discipline, qui, de plus en plus, fait appel à des soins extra-hospitaliers.

En bref, ils craignent et disent avec force que les réformes actuelles risquent de ramener la psychiatrie à l'état archaïque où elle était reléguée depuis des décennies et de les contraindre de nouveau à pratiquer ce qu'ils rejettent à l'unanimité : le gardiennage.

### Le « sédiment » asilaire

Cette flambée d'agitation est révélatrice de la profondeur de la crise qui secoue les hôpitaux psychiatriques. Ceux-ci représentent à eux seuls, avec plus de cent mille lits, un tiers du potentiel hospitalier public. Ils ont connu depuis vingt ans de réelles transformations.

Mais il reste dans les hôpitaux psychiatriques des pans entiers de structures carcérales, des zones immenses d'abandon thérapeutique, de relégation de cette population que l'on dénomme pudiquement le « sédiment » asilaire : des malades qui sont là depuis trente ans, quarante ans, privés de tout appui extérieur, et que l'hôpital, presque autant que la maladie elle-même, a définitivement « chronisés ». C'est ce poids d'un passé toujours vivant que les psychiatres rejettent aujourd'hui.

CLAIRE BRISSET.

LA LIBRAIRIE JULLIARD vous invite le jeudi 24 novembre 1983 à partir de 17 heures à rencontrer **JEAN-DENIS BREDIN** qui signera son livre **L'AFFAIRE** paru aux ÉDITIONS JULLIARD

LIBRAIRIE JULLIARD : 229, BD SAINT-GERMAIN 75007 PARIS - TEL. 705-10-21

**l'Institut Supérieur de Gestion développe, pour un résultat opérationnel immédiat, ses stages intensifs de formation sur micro-ordinateur (durée : 1 à 5 jours), parallèlement aux stages dispensés à l'ISG, nos praticiens interviennent sur le lieu même de votre entreprise: le contact c'est Marie Houzé: (1) 553 8713 ou écrivez-nous!**

société nom adresse

45, RUE SPONTINI 75116 PARIS

**ISG**

INFORMATIQUE

**LE MONDE diplomatique**

NOVEMBRE 1983

**MAGHREB : LE TOURNANT ALGÉRIEN LES NOIRS AMÉRICAINS : UN CALME TROMPEUR**

EN VENTE 10,50 F

CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »

5, rue des Italiens, 75247 Paris Cedex 09

**FINANCE DES ENTREPRISES**

UNE ANALYSE INTERNATIONALE MENÉE PAR LES EXPERTS DU RÉSEAU MONDIAL DE PARTENAIRES D'HEC - 30 NOVEMBRE 1983 14 H - 18 H CAMPUS DE JOUY-EN-JOSAS

A L'OCCASION DU XÈME ANNIVERSAIRE DU PROGRAMME INTERNATIONAL DE MANAGEMENT (PIM)HEC CONSACRE UN COLLOQUE A L'ANALYSE INTERNATIONALE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES ENTREPRISES AVEC LA PARTICIPATION :

- D'EXPERTS : H. HAX(COLOGNE), J. FRANKS (LONDRES), E. ALTMAN ET I. WALTER (NEW YORK), R. ZISSWILLER (PARIS)
- DE FINANCIERS : Y. FLORNOY (COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE), G. FRANZI (MERRILL LYNCH BANK), K. LANZ (HOECHST), M. WATANABE (BANK OF TOKYO)
- DE CHEFS D'ENTREPRISES : A. CHEVALIER (MOÛT-CHENESSY), P. CHAMPETIER DE RIBES (CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS)

INSCRIPTIONS AUPRES DE MADAME GALAT COLLOQUE PIM

HEC, 1, RUE DE LA LIBÉRATION 78350 JOUY-EN-JOSAS

TELEPHONE 956.80.80 POSTE 398

TELEX 697942 F

ANNONCE FIN



**ARLEQUIN**

loterie nationale

vous gagnez dans l'ordre

vous gagnez dans le désordre

**TROIS**

LE SON

ALA

TELEVISION

سكرا من الأصل

un ai de



Vous avez trouvé un toit, une maison. Il ne vous restait qu'à la peindre. Et la plupart du temps, chez IKEA, les mots "décorer" existent pas. Vous avez besoin d'IKEA, il est déjà emballé. Les paquets sur nos chariots vous

Ils so



# Pour installer un appartement, il suffit de trouver un toit.



Vous avez trouvé un toit, Un appartement ou une maison. Il ne vous reste plus qu'à les meubler. Et la plupart du temps, vous êtes pressé. Chez IKEA, les mots "délai de livraison" n'existent pas. Vous avez besoin d'un lit? Chez IKEA, il est déjà emballé. Vous mettez vos paquets sur nos chariots vous les installez sur la

galerie de votre voiture. Le soir, vous dormez dedans. Et c'est comme ça pour tous les meubles IKEA. Chez IKEA, nous avons quelques principes. Vous offrir des prix qui n'augmentent pas ou même qui baissent. Vous donner un maximum de choix, vous offrir un catalogue gratuit.

Et tout ce que vous choisissez, vous pouvez l'emporter immédiatement. Ce sont des principes auxquels nous tenons, et que nous tenons. Alors, il ne vous reste plus qu'à venir découvrir nos autres principes qui ne sont faits que pour vous rendre service.

IKEA EVRY - AUTOROUTE DU SUD  
SORTIE AIRE DE LISSES TEL. (6) 497.66.66.  
Lun., Mar., Mer., Ven.: 11-20 h - Jeu.: 11-22 h  
Sam.: 9-20 h - Dim.: 11-19 h  
RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS



Ils sont fous ces Suédois

IKEA BOBIGNY - CENTRE COMMERCIAL  
BOBIGNY 2 - TEL. (1) 832.92.95  
(à 5 mn de la porte de Pantin)  
Lun., Mar., Mer.: 11-20 h - Jeu. et Ven.: 11-22 h  
Samedi: 9-20 h  
IKEA LYON - CENTRE COMMERCIAL  
DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN

PROJETS DE RÉFORME  
italiens organisent  
s 24 et 25 novembre

psychiatres

LIBRAIRIE DE LA VILLE  
membres de la commission  
à Paris  
N-DESSERRE  
LA HAYE  
KIMAT

périeur de Gestion développe  
autat opérationnel immédiat  
pes intensifs de formation  
rdinateur (cours) 5 à 5 jours  
vi aux séminaires dispensés à l'été  
rations internationales  
même de votre entreprise  
est mardi (01) 553 8710  
ou écrivez-nous!

ESPIONNAGE PARIS  
13  
INFORMATION

Le Monde  
diplomatique  
MAGNIFIQUE  
RNANT ALGERIE  
IRS AMÉRICAINS  
IME TRAMPEUR

les, y  
se que  
culté  
stobre  
dôme  
natu-  
raires  
après  
série  
pion  
reçu  
n en-  
ficier  
spuis  
et à  
ment  
des  
vies,  
e et  
rules  
oues  
tant  
le «  
azé  
dans  
sou-  
née,  
étra-  
lga-  
les  
xose  
rri-  
ans,  
om-  
rect  
es,  
line  
un  
rite  
das  
ser-  
so-  
zes  
zui

115  
ux  
re-  
u-  
ca-  
il-  
mi  
et  
r  
s,  
s-  
si  
s



# INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON

### UN SALON

#### Artistes et décorateurs

Du 25 novembre au 11 décembre, le Grand Palais va abriter le Salon des artistes décorateurs. Sous le titre « Habiter d'est vivre », cette manifestation biennale se veut le reflet du style des années 80.

Pour la première fois, le SAD va occuper toute la nef du Grand Palais ainsi que les galeries du premier étage qui la ceinturent, tant pour les conférences et débats que pour les expositions pendant les dix-sept jours du Salon (1). Une cinquantaine d'architectes d'intérieur et décorateurs vont présenter, en grand nombre, des propositions très différentes des pièces où vivre actuellement : originales, voire insolites, elles mettront en scène des matériaux et des produits nouveaux.

Cette année, deux zones sont dévolues à des espaces habitables complémentaires : les mansardes et les serres. A partir d'un volume identique de pièce mansardée, cette dernière a été donnée à dix concepteurs (designers, peintres, sculpteurs, coloristes) pour imaginer une utilisation des combles hors du commun. Par ailleurs, des aménagements de serres très variés (de l'espace de jeux à la suite de bains) ont été conçus par des créateurs associés à dix industriels, en utilisant divers matériaux. Cette exposition est implantée dans une ambiance de jardin.

Le mobilier est, avec la décoration, l'un des grands pôles d'attraction du SAD. C'est le comité VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement) qui a été chargé de présenter un panorama du mobilier contemporain français. Sur un double espace (au rez-de-chaussée et dans les galeries supérieures) est exposée une sélection de meubles, en majorité diffusés en petite, moyenne et grande séries et d'autres, pièces uniques ou prototypes, préfigurant le style de demain. Outre les actions

menées par VIA - et par le Mobilier national, qui présente des meubles originaux de Lalanne, Jülich, Penabaz, Pierre Paulin et Serge Mosser, - des industriels comme Formica suscitent la création. A la suite du concours lancé pour l'utilisation de son nouveau stratifié, une trentaine de sièges, tables et éléments ont été sélectionnés et sont exposés au SAD.

Le mobilier contemporain a déjà un passé et une rétrospective des années 1940 à 1980 va permettre de juger l'évolution du style de notre époque. Même démarche avec les trois monographies du mobilier français (publiées par VIA en collaboration avec les éditions du Regard) qui couvrent la période allant de 1945 à nos jours et sont présentées dans cette rétrospective. Autre ouvrage de documentation et de références, le catalogue du SAD (Habiter d'est vivre, éditions Alternatives) est un gros livre qui détaille tout le Salon et contient un annuaire des professionnels concernés (130 F au SAD et 150 F en librairie, après l'exposition).

Grande innovation, cette année, avec des animations - ventes dans le cadre du Salon. Les 2, 3 et 4 décembre, « Art objet 83 » proposera des centaines de créations d'exception dans une large gamme de prix. Le 5 décembre, en soirée, aura lieu la première vente aux enchères de mobilier et objets contemporains. Les 6 et 7 décembre, enfin, dans une zone spéciale du SAD, des magasins de meubles, luminaires et tissus proposeront des articles à prix de solides.

JANY AUJAME.

★ Du 25 novembre au 11 décembre au Grand Palais. Tous les jours, de 10 heures à 20 heures, les mercredi et vendredi jusqu'à 22 heures. Entrée: 30 F.

(1) Parmi les nombreux thèmes prévus : la lumière, la couleur, le design en France, l'habitat de l'an 2000.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23.11.1983 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 23 novembre à 0 heure et le jeudi 24 novembre à 0 heure.

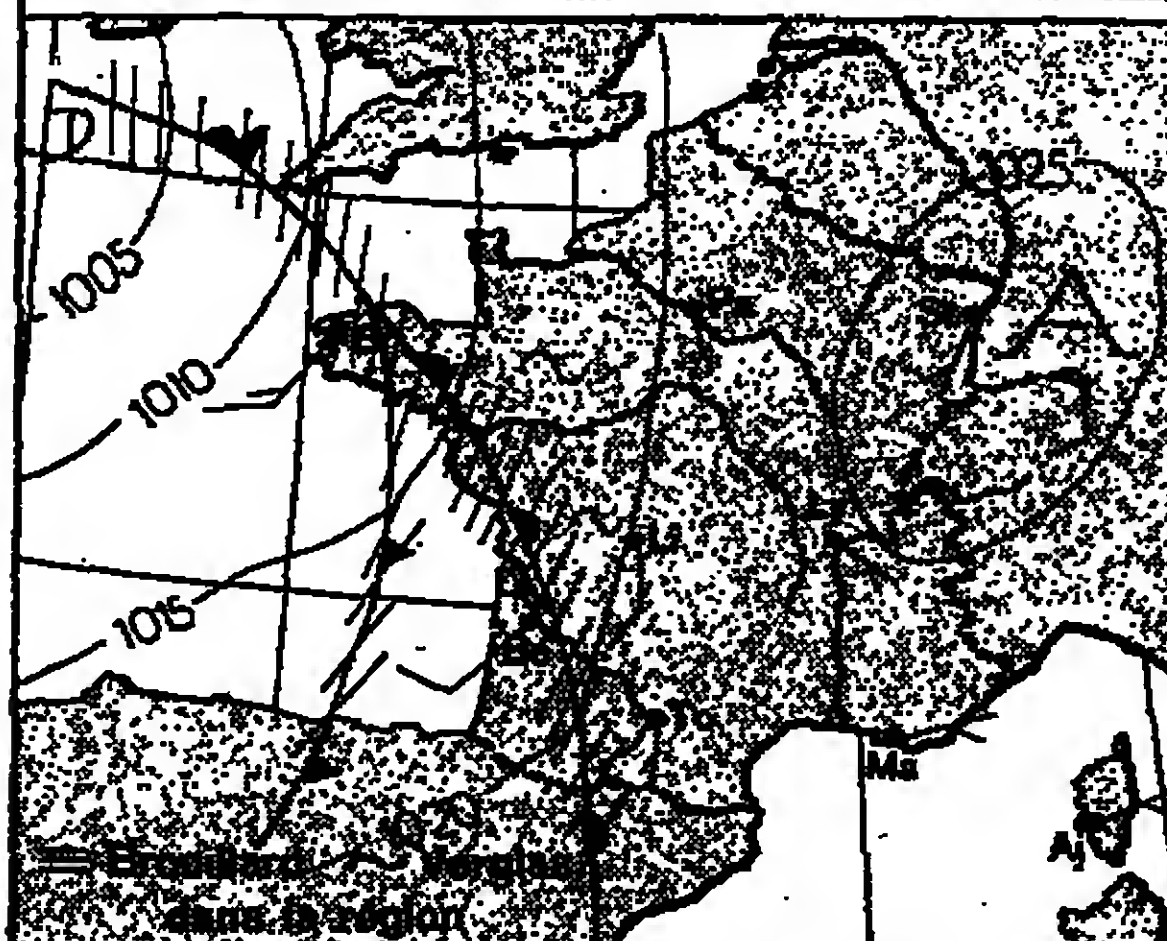
Les hautes pressions d'Europe vont s'affaiblir par l'ouest à l'approche d'une perturbation océanique accompagnée d'air doux.

Jeudi matin : le temps sera froid avec de fortes gelées (-6 à -8 degrés) de l'Alsace au Lyonnais; la zone de temps doux (8 à 11 degrés), couvrant le plus-vieux (principalement entre la Loire et la Garonne) aura déjà atteint les régions s'étendant de la Bretagne et de la Normandie aux pays de Loire et à l'Aquitaine; elle pourra être précisée de pluies vergineuses dans l'intérieur. Sur les autres régions, le temps sera toujours froid et peu nuageux (-3 à +1 degrés), excepté près de la Méditerranée où les nuages bas seront fréquents et les températures plus élevées (5 à 7 degrés). Au cours de la journée, le temps doux et couvert s'étendra vers l'est et n'engrainera en soirée que les régions de l'est et du Sud-est où les éclaircies prédomineront; les plus fortes précipitations seront voisines de 8 à 14 degrés du nord au sud, 5 degrés dans l'est.

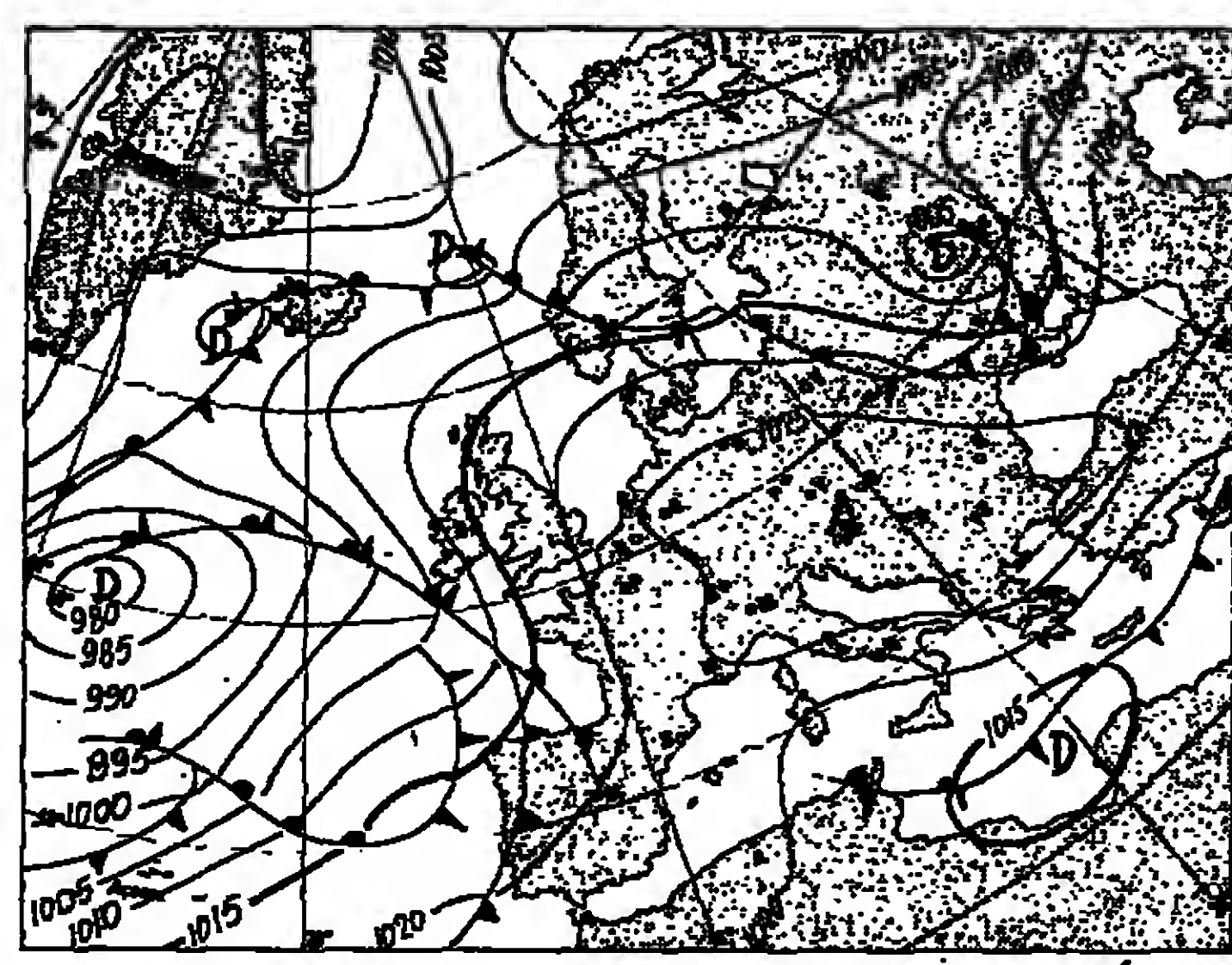
Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer : à Paris, le 23 novembre à 7 heures : 1024,5 millibars, soit 768,4 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 novembre; le second, le minimum de la nuit du 22 au 23 novembre) : Alsace, 19 et 9; Biarritz, 14 et 11; Bordeaux, 10 et 1;

PRÉVISIONS POUR LE 24.11.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 24 NOVEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



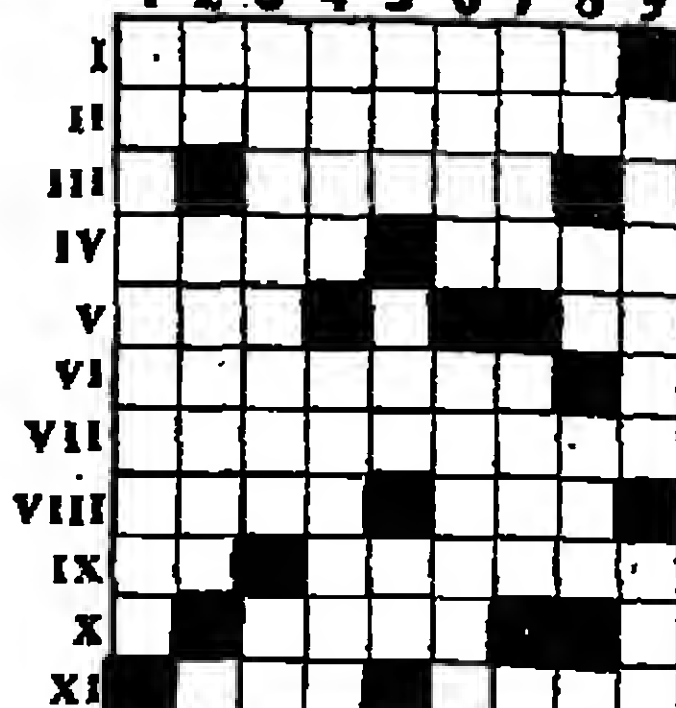
Bordeaux, 6 et -4; Brest, 7 et -2; Caen, 7 et -3; Cherbourg, 8 et -1; Clermont-Ferrand, 3 et -7; Dijon, 5 et -7; Grenoble, 7 et 2; Lille, 7 et -3; Lyon, 1 et -4; Marseille-Méditerranée, 12 et 9; Nancy, 2 et -6; Nantes, 7 et -1; Nice-Côte d'Azur, 16 et 5; Paris-Le Bourget, 6 et -6; Pau, 14 et 7; Perpignan, 12 et 7; Rennes, 8 et -4; Strasbourg, 3 et -4; Tours, 6 et -3; Toulouse, 14 et 3; Poitiers-Poitou, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 15; Amsterdam, 7 et 1; Athènes, 20 et 10; Berlin, 3 et 2; Bonn,

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3587



HORIZONTALEMENT

I. Ne doivent pas être mis au pilon. - II. Pour les perdre, il faut vraiment y mettre de la bonne volonté. - III. Connait bien le coran. - IV. Un maître de l'expressionnisme flamand. Souverain musulman. - V. Une quantité probablement suffisante. Abréviation. - VI. On l'ouvre pour faire la lumière. - VII. Nom qu'on peut donner à celui qui vient de descendre. - VIII. Une mer qui porte le nom d'un roi. Canton. - IX. Orientation. Proximité à un choix. - X. Petit quand il n'y a pas le feu. - XI. On peut dire d'elle qu'elle est non avenue. Un danger pour le vaurien.

VERTICALEMENT

1. Sans aucun rapport. - 2. Fleuve côtier. Endroit où se rassemblent les gens qui veulent monter. - 3. Digne d'un roi. Se dit généralement dans l'intimité. - 4. Prouve qu'on a été trop brutal. Un canal naturel. - 5. Il y a un froid dès qu'il s'en va. Comme le cœur, quand on sait à quoi s'en tenir. Grecque. - 6. Poète persan qui fonda l'ordre des derviches tourneurs. Peut se prendre à la cuiller. - 7. Une bonne pâte. Pays de poète. - 8. Fin de crise. Ne semble jamais pressé. Un étranger. - 9. Essayer de toucher des fonds. Mot qu'on peut utiliser quand ce n'est pas vrai.

Solution du problème n° 3586

Horizontalement  
I. Nasillarde. - II. Avaries. - III. Salon. Pot. - IV. Irène. Ace. - V. Le. Irradié. - VI. Us. Vrac. - VII. As. Traîne. - VIII. Veille. - IX. Dru. - X. Eu. Meneur. - XI. Tol. Esse.

Verticalement  
1. Nasillarde. - 2. Avarie. Rut. - 3. Sale. Vu. - 4. Ironiste. Ml. - 5. Ligne. Rive. - 6. Le. Aval. Ne. - 7. Expédient. - 8. Océan. Us. - 9. Raie. Ca. Pré. GUY BROUTY.

## EN BREF

### COLLOQUES

**NUANCES.** - Le Conseil national du bruit organise, les 29 et 30 novembre à Paris, un colloque sur le bruit au travail. Sont concernés : les chefs d'entreprise, les représentants syndicaux, les responsables de comités d'hygiène et de sécurité et les médecins ou inspecteurs du travail.

★ Centre d'information et de documentation sur le bruit, 4, rue Beffroy, 92240 Neuilly-sur-Seine, tél. 722-38-91.

### EXPOSITIONS

**GÉOLOGIE EN ÎLE-DE-FRANCE.** - Plusieurs établissements publics et privés ont contribué à la réalisation de cette exposition dont le maître d'œuvre est le département des sciences de la terre et la mission d'information scientifique et technique de l'université Paris-Sud. Ce qui explique la diversité des thèmes présentés : les matériaux de l'écorce terrestre, la chronologie en géologie, la géologie et les sols, géothermie, géologie et construction. Des projections cinématographiques sur la géologie et ses applications ont lieu pendant

la durée de l'exposition. Tous les jours jusqu'au 8 février, de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Entrée gratuite.

★ Maison de la Nature, 9, quai de la Seine, 92100 Boulogne. Tél. 603-33-66.

### COLLECTIONS-PASSION

Cette exposition reflète l'univers secret du collectionneur : ses goûts, ses manies, ses vices, l'objet de sa fascination. Cette exposition rassemble 40 collections particulières. L'abénisme, les plumes et objets d'écriture, les bibelots, le diable et la sorcellerie, les boucles d'oreille. Mais aussi le surréalisme, les briques, les yeux peints, dessinés, gravés, les téléphones, les bustes de Marianne et le statue de la Liberté.

Jusqu'au 4 décembre au Forum des Halles, niveau 1, de 12 h 30 à 19 h, tous les jours sauf le lundi. 15 F l'entrée pour les curieux.

### PARIS EN VISITES

VENDREDI 25 NOVEMBRE

• Cathédrale russe. 15 heures, 12, rue Daru, M<sup>e</sup> Hulot.  
• Crypte archéologique Notre-Dame. 15 heures, parvis, entrée côté préfecture, M<sup>e</sup> Legrégois.  
• «Raphaël». 16 h 30, Grand Palais, M<sup>e</sup> Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).  
• Atelier d'un tourneur d'ébène. 14 h 30, métro Arts et Métiers (Cocoonnais d'ici et d'ailleurs).  
• Cité d'artistes, la Roche. 14 h 30, métro Convention (Paris pittoresque et insolite).  
• Turner. 15 h 30, Grand Palais (Visages de Paris).

### CONFÉRENCES

20 h 15, 11 bis, rue Keppeler, «Le Troisième Ciel» (Loge une des théophies) (entrée gratuite).

## SCIENCES HUMAINES

### LA MORT D'IGNACE MEYERSON

#### Le fondateur de la psychologie historique

Le psychologue Ignace Meyerson est mort à Paris le vendredi 18 novembre. Il était né à Varsovie le 27 février 1888.

Avec Ignace Meyerson disparaît un des derniers représentants de cette grande lignée d'universitaires qui, dans la première moitié du siècle, ont engagé la recherche française dans la voie d'une science de l'homme et de la société. Le rôle qu'il a joué pour que s'établisse un constant dialogue entre les disciplines nouvelles - psychologie, sociologie, histoire, linguistique, esthétique... - l'importance de son œuvre personnelle en tant que fondateur de la psychologie historique, font de Meyerson une figure à la fois exceptionnelle et exemplaire.

Tout en lui était particulier : sa personne, son style de vie, sa démarche intellectuelle engagée dans son métier de professeur et de chercheur. Ceux qui l'ont approché, qu'il a formés, s'accordent à lui reconnaître, dans la singularité de ses traits, valeur de modèle. Il incarne ce type d'homme et de savoir qui a marqué toute une époque et dont l'espèce semble aujourd'hui en voie d'extinction.

A un caractère entier, sans compromis, il associait une intelligence toute en nuances, aussi prudente que pénétrante dans les analyses concrètes qu'elle était rigoureuse et ferme sur la méthode et les principes. L'extraordinaire étendue de son savoir dans les secteurs les plus variés, ses curiosités multiples, sa passion pour la peinture, ne l'ont pas détourné de ce qui a été sa véritable vocation : établir les bases d'une psychologie qui étudierait dans l'homme ce qui est proprement humain, en se donnant pour objet d'enquête l'ensemble de ce que l'homme a créé et produit, dans tous les domaines, au long de son histoire : outils et techniques, langues, religions, institutions sociales, système des sciences, série des arts.

Pour Meyerson, l'homme est dans ce qu'il a construit, à travers les âges, construit, conservé, transmis : les œuvres qu'il a édifiées et qui, répétées par les historiens, constituent les grandes classes de faits de civilisation. Parce qu'ils sont variés et variables, ces faits se présentent toujours avec une date et un lieu. Ils sont pris dans une histoire. Impossible dès lors de continuer à poser, derrière les transformations des comportements, une psychologie qui se fonde sur une histoire. La tâche du psychologue est d'en reconstituer le cours.

Il prépare en même temps les matériaux pour le livre où il va fixer les principes de la nouvelle discipline, en justifier les fondements, tracer le cadre des enquêtes futures et illustrer son projet en prenant pour exemple l'histoire de la personne. Le livre ne paraîtra qu'en 1948. Auparavant, chassé de l'université en 1940 par les lois raciales de Vichy, Meyerson fait front sur tous les plans : comme avant, comme résistant. Il crée la Société toulousaine de psychologie comparative, centre de vie intellectuelle en zone libre et assure la direction du journal clandestin de l'Armée secrète du Sud-Ouest.

A l'Ecole des hautes études en sciences sociales où il est nommé en 1951, il tiendra ses séminaires jusqu'à son dernier souffle. Une semaine avant sa mort, à Paris, son thème était consacré à sa personne et à la psychologie historique qu'il a créée.

**JEAN-PIERRE VERNANT.**  
★ J. Meyerson est l'auteur de la traduction de *Sciences des rêves*, de Freud, paru en 1926 et republié en 1967 sous le titre *L'interprétation des rêves* aux Presses Universitaires de France.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75471 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 75471-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 980 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
661 F 1194 F 1727 F 2268 F

ÉTRANGER  
(par mandat)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 887 F 1140 F  
II - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1105 F 1430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé :  
du « Monde »  
5, r. des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437  
ISSN : 0395 - 1037

TWA Promenades Israéliennes.

# Israel en avion, en voiture et en hôtel: 8 jours 2850F.\*

Départ quotidien. Prix sur la base de 4 personnes dans un hôtel 3 étoiles au bord de la mer.

Supplément transport suivant date de départ.

Vous plaire nous plaît.



مكتبة من الأصل

AUX GALERIES NATIONALES DU GRAND PALAIS:  
Raphaël dans les collections françaises : tableaux, dessins, gravures, sculptures, 273 numéros. Catalogue sous la direction de S. Béguin, suivi d'études des tableaux au laboratoire. Présentations des peintures par S. Béguin, des dessins par F. Viatre, C. Monbet, G. Goulet et H. Oursel. Préface par A. Chastel (jusqu'au 13 février 1984).  
Raphaël et l'art français : tableaux, dessins, gravures, émaux, céramique.



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

A PARIS, LONDRES, BOLOGNE...

### Raphaël de tous les temps

#### La fuite d'une image

Le musée du Louvre a mené activement et même courageusement sa partie en concevant deux expositions jumelées et en les insérant dans les espaces contournés du Grand Palais avec plus ou moins de bonheur. Une bonne idée a été d'habiller les escaliers et les murs de tapisseries célèbres d'après les cartons du maître ; mais un peu de recul pour voir la glorieuse tenture des *Actes* n'aurait pas fait de mal.

Au groupement des œuvres de Raphaël répond comme un long commentaire l'écho de l'œuvre dans notre pays. Le lien entre les deux présentations est naturellement fourni par des tableaux comme le *Saint Michel*, un grand geste simple de mise à mort, et le *Saint Famille*, qu'on se réjouit de voir restaurée, donnée à François I<sup>er</sup>, qui se trouva ainsi être le premier collectionneur de Raphaël à l'étranger. Il s'y ajouta au siècle suivant le prodigieux, l'incalculable portrait gris au doux regard de *Costiglione*, qui devait être *référé*, même abusivement : c'est la *« Joconde »* de Raphaël. Grâce aux achats systématiques de Louis XIV, le fonds des dessins est capital : soigneusement triés, combinés avec ceux du musée de Lille, ils sont disposés dans deux boîtes circulaires, dont l'étrangement isole ces feuilles délicates, des portraits commodes permettant de voir les graphismes toujours révélateurs recto-verso.

Il aurait été prodigieux de pouvoir combiner les dessins du Louvre avec ceux que le British Museum a alignés de façon plus simple et monotone sous un jour très tamisé. On a réuni dans les deux cas toutes les collections du pays. Or nombre de feuilles conservées à l'Ashmolean d'Oxford proviennent du trésor recueilli vers 1800 par le Lillois Wicar, qui, dépouillé par des escrocs, avait toutefois conservé ses portefeuilles, qu'il légua à sa ville. L'imagination va donc faire la navette. Pour le *Couronnement de la Vierge*, que l'artiste peint à vingt ans, les études pénétrantes de regards se trouvent l'une au British, l'autre à Lille. De même,



Madone Tetrastemma.

pour notre *Belle Jardinière* bleue et rouge de 1507, la première « idée » qu'on voit ici, puisqu'elle appartient au Louvre, est suivie d'une étude plus serrée qui est à Chantilly, et le carton final, à la pierre noire, se voit à Londres. C'est encore le cas avec les compositions d'un grand souffle des *Stances* du Vatican et de la Farnésine : des Vénus esquissées et des figures souples sont à placer vis-à-vis. On découvre ainsi combien ces travaux avaient demandé à Raphaël de recherches, d'essais et de mises au point, donc de multiples dessins qui n'ont pas été perdus pour tout le monde. Ce mode de travail n'était pas nouveau en soi, mais son ampleur, son rythme d'invention, et l'attention administrative des élèves... en ont fait un événement.

Comme le duc d'Anjou, hier, l'Institut de France, son héritier, ne prête jamais ses trésors, et un voyage à Chantilly conviendrait pour insérer dans le jeu une dizaine de pièces et la *Madone dite de Lorette*, si bien restaurée naguère.

A Londres comme à Paris, la présentation est surtout attentive à l'ordre chronologique et aux débats d'attribution, que les Britanniques rapportent d'ailleurs plus soigneusement. Mais si l'on veille à ne pas

lâcher la proie pour l'ombre, le plaisir pour l'érudition, il y a une gratification exceptionnelle à voir s'enchaîner dans une recherche continue de la mélodie (c'est comme Mozart, disait le vieil Ingres) les contours des figures et leurs relations entre elles : gestes, regards, la plume traçant des ovales ou la sanguine apportant soudain des accents plus lumineux. Et les formes tournent, pivotent, gravitent dans un espace pur avec une légèreté sérieuse que n'auront jamais les disciples et qui a hanté les praticiens, de Poussin à Picasso.

Dans des feuilles sur papier rose provenant sans doute d'un même caprice, on a l'impression qu'il s'agit d'exercices « pour voir » : la volubilité du trait y est extrême et l'utilisation du motif n'est pas encore prévue. Il reste que ce travail si spontané est finalement très rigoureux. Dans la composition finale, tout est ajusté comme une machinerie subtile. On peut le vérifier à chaque pas. Les expositions sont faites pour cela, ou devraient l'être. L'organisation, un peu gauche peut-être et trop serrée du Grand Palais, permet du moins un certain va-et-vient du dessin au tableau.

Dans une présentation agréablement cohérente, calme et à certains égards très neuve, les dessins des épiques sont rangés au Cabinet des dessins du pavillon de Flore. Il ne s'agit plus de Raphaël, seulement de ceux qui gravitaient autour de lui ou travaillaient avec lui et, après le drame inattendu d'avril 1520, ont poursuivi pour leur compte.

Julius Romain vient en tête, bien entendu, et domine avec plus de quarante dessins forts et inventifs, même dans la lourdeur : le délicieux *Perino del Vaga*, plus maniéré que Raphaël dans les médaillons à la sanguine, brillant narrateur dans les études pour les salles du château Saint-Ange et capable de fournir avec verve un projet de façade peinte à la plume et au lavis. Tout cela est-il dû à l'exemple de Raphaël ? A coup sûr.

De même Polidoro de Caravage, un autre « créateur » du maître (comme disaient les Italiens), n'a jamais si bien révélé ses ressources de mouvement et de légèreté-voluptueuse : à preuve la petite sanguine destinée à une lunette décorative - de *Sanctus* aux mains de deux jolies dames qui le tendent. En amont, les anciens ou les contemporains restés étrangers au cercle raphaëlien : parmi eux, le curieux Genga. Dans les vitrines, les pièces qui balancent au gré des attributions du maître à tel élève ou, plus prudemment, à l'atelier. Il faut en imagination retourner au Grand Palais ou au British Museum pour s'y retrouver. Si le gracieux Raphaël était à ce que raconte Vasari, accompagné dans tous ses mouvements d'une cour, comme un prince, c'est qu'on guettait ses trouvailles, on attendait la permission de consulter le « carnet rose », on allait recevoir un croquis directeur, pour les travaux des Loges ou pour la Farnésine. Une famille, une chapelle, comme on n'en avait jamais vu.

Il y a plus surprenant. Le clair-obscur tragique du *Christ au tombeau* de Polidoro a retenu, par exemple, l'attention de Rembrandt. Les robustes groupes de cavaliers

ou de géants traités à l'encre et au lavis par Jules Romain ont directement inspiré Lebrun. A chaque instant, on se demande ce que Rubens, Poussin, et avant eux les Carrache, ont tiré de ces multiples « inventions » du cercle de Rome. Dans les dessins des intermédiaires où Raphaël reste curieusement présent, la peinture de deux siècles à venir semble se lever. D'où l'idée, astucieuse, de regarder ce qu'il en fut pour Raphaël et la France. On est gâté : un vaste travail d'exploration, d'annotations, d'analyses, à travers tous les registres : copies scolaires, émaux, images pieuses, scènes d'histoire où Ingres rejoint Bergeret... a fait défiler sous les yeux des centaines d'ouvrages qui sont le plus souvent des documents, des témoignages, des références. L'accrochage avait dans ce danger capharnaüm du goût et de la mode sur quatre siècles un rôle décisif. Bien articulé sur deux étages, cela rebondit et se développe finalement sans ennui avec les points forts attendus : Poussin, Mignard, Ingres, en ménageant beaucoup de surprises. Le visiteur sceptique pourra découvrir comment s'est formé un certain « terrorisme » du style propre au monde académique. Delacroix, tout jeune, n'y échappe pas dans la *Vierge des Moissons*.



Sainte Catherine.

(1819), et l'incroyable Bongerareau montre ce qu'il en est. Matière copieuse la *« Joconde »*. On se libère, comme Miro et Picasso, par des fantaisies indécentes. Attention toutefois : l'avalanche documentaire risque de laisser sur l'impression fautive que les artistes français, les faïenciers et les tapissiers n'ont jamais pensé qu'à l'amant de la Fornarina.

De fait, il ne faudrait pas aller trop vite. Avant cette amusante et un peu longue traversée des générations, on devrait méditer dans la rotonde des gravures anciennes. Un peu gauchement présenté, peut-être, ce précieux fonds James de Rothschild comporte les pièces les plus fameuses de Marco Antonio, le graveur attiré de Raphaël, quelques pièces, plutôt rares, de Marco Sante, etc., et les remarquables « chiascuri » en couleurs d'Ugo da Carpi qui ont tant fait pour répandre un peu partout les silhouettes et les scènes raphaëliques.

ANDRÉ CHASTEL

(Lire la suite page 14.)

PEINTRE blessé par l'histoire, peintre à la lourde postérité plastique, car son commentaire, effluant ou contestable, est peut-être mieux passé à travers le dessin, la peinture ou la gravure qu'à travers l'écriture, Raphaël est aussi l'artiste le plus difficile à célébrer, malgré la distance de cinq siècles. On perçoit si bien son importance, qu'elle tend à en masquer l'œuvre, mais on comprend si mal sa place dans la panthéon italien qu'il reste absurde de le décrire, scindé en deux personnages qui s'affrontent.

Anges et démon de la peinture, pour les « préraphaélites » du dix-neuvième siècle, qui consentent à l'adorer jusqu'au départ pour Rome en 1506 et le vomissent ensuite, il reste aujourd'hui sujet d'indifférence et objet de fascination. Notre époque d'images, qui a bien résolu son *Cédepe* avec un Michel-Ange tumultueux, ou accepté l'autorité de Vinci, continue de se ronger les ongles devant l'image de Raphaël, ce père souverain de la peinture, trop aimé et trop vite perdu, à l'âge de trente-sept ans.

Comment lui rendre hommage, comment le restituer au public dans son intégrité ? Sans les fresques de Rome, sans les tableaux nécessairement (surtout cette année), rivés à Florence, la quadruple exposition éditée entre le Grand Palais, le Louvre et Chantilly, à quoi il faut ajouter Lille et Bayonne, a choisi de laisser Raphaël dans les limbes, tout auréolé de sciences et d'art d'érudition. Le peintre n'y gagne pas en netteté.

Pour l'œuvre, il aurait fallu rendre davantage présent cette part essentielle qui reste en Italie, en rétablir plus clairement l'évolution et la continuité. Pour l'homme, il n'est pas certain que suffise cette dernière section de l'exposition « Raphaël et l'air français » consacrée à « l'inné » et à la vie du peintre, si réussie et amusante qu'elle soit d'autre part.

D'autant que l'image proprement dite du peintre en prend un sacré coup. Le *Portrait d'un jeune garçon blond*, qu'on estime représenter Raphaël et qu'on estimait dû à l'artiste, s'avère n'être définitivement pas un autoportrait, n'être certainement pas du Corrége. Un Raphaël de moins dans les collections françaises (ce n'est qu'une des nombreuses attributions précises à l'occasion de l'exposition). Ce jeune homme-là était d'ailleurs un peu trop blond et d'allure paresseuse pour faire un Raphaël horrible.

La mésaventure de l'autoportrait des Offices de Florence est moins dérangeante pour notre personnalité : si l'on doute désormais qu'il soit du maître d'Urbino, il en reste en tout cas le portrait, dont Ingres nous donne au Grand Palais l'excellente copie.

Un Raphaël au visage terriblement ovale, éperdument lisse, sans le moindre aspérité à laquelle s'accrocher, dont il faut chercher les mystères dans les yeux grands et ronds, le nez interminable, les lèvres silencieuses et sensuelles. L'autoportrait « avec un ami » nous le restitue, indéniablement de sa main, et sans doute à la veille de sa mort en 1520, le 6 avril, jour de son anniversaire.

FREDERIC EDELMANN.



La Vierge avec Saint Jérôme et Saint François.

#### LES EXPOSITIONS

##### AUX GALERIES DU GRAND PALAIS :

Raphaël dans les collections françaises : tableaux, dessins, gravures, tapisseries, 273 numéros. Catalogue sous la direction de S. Béguin, suivi d'études des tableaux au laboratoire. Présentation des peintures par S. Béguin, des dessins par F. Vittoz, C. Moschetti, G. Goulet et H. Oursel. Préface par A. Chastel (jusqu'au 13 février 1984).

Raphaël et l'art français : tableaux, dessins, gravures, émaux, céramiques,

tapisseries, 400 numéros. Catalogue sous la direction de J.-P. Cuzin, avec le concours de deux spécialistes. Préface par J. Thuillier (jusqu'au 13 février 1984).

##### AU CABINET DES DESSINS, PAVILLON DE FLORE :

Autour de Raphaël, dessins et peintures du musée du Louvre, 144 numéros. Catalogue par R. Bacon (dessins), et S. Béguin (peintures) (jusqu'au 13 février 1984).

##### AU MUSÉE CONDÉ, CHANTILLY :

Hommage à Raphaël, dessins et peintures, 32 numéros, notices par A. Lefèvre et E. de Biogues, présentation par G. Bazin (jusqu'au 13 février 1984).

##### AU BRITISH MUSEUM, LONDRES :

Drawings by Raphael, dessins dans les collections anglaises, 200 numéros. Introduction et catalogue par J.-

A. Gere et Nicholas Turner (jusqu'en janvier 1984).

##### A L'ALBERTINA, VIENNE :

Raphaël le der Albertina, 77 numéros. Introduction et catalogue par Erwin Misch (terminée le 13 novembre 1983).

##### A LA PINACOTHEQUE NATIONALE, BOLOGNE :

L'Estasi di Santa Cecilia, études, présentation par A. Emiliani, avec de nombreux concours (tout l'hiver).

#### BIBLIOGRAPHIE

Trois ouvrages sur Raphaël viennent d'être publiés en France : le gros volume de Jean-Pierre Cuzin, à la Bibliothèque des arts, et, chez Flammarion, *Qui était Raphaël*, de Nello Ponsano, et *Tout Raphaël*, de Pier Luigi Decchi.

La nouveauté est le travail de Jean-Pierre Cuzin, conservateur au département des peintures du Louvre et l'un des organisateurs de l'hommage à Raphaël. Il reprend avec une abondante illustration en couleur tout l'œuvre du peintre à la lumière de l'héritage du catholicisme. Les deux autres publica-

tions donnent le point de vue italien sur le mythe de Raphaël à travers les trois grands centres où il s'épanouit, à Urbino, à Florence et à Rome.

\* *Raphaël, vie et œuvre*, par Jean-Pierre Cuzin, 264 pages et 240 illustrations, la plupart en couleur. A la Bibliothèque des arts.

\* *Qui était Raphaël*, par Nello Ponsano (traduction). Chez Flammarion, 154 pages illustrées.

\* *Tout Raphaël*, par Pier Luigi Decchi. Préface d'Henri Zerner, 128 pages illustrées, Flammarion.

2850F.

s plant



## PORTRAITS DU THEATRE

## JEAN BOIS

## Atout cœur

On va jouer aux portraits : cette proposition, dans la vie de tous les jours, ne requiert ni papier ni stylo, et aucun gadget dispendieux. C'est un jeu simple, à deux ou à plusieurs, qui occupe très bien les enfants à partir de quatre ans, et a le grand avantage, pour les adultes, de pouvoir s'en mêler sans ennui.

Une variante sophistiquée s'appelle le portrait chinois. Cela reste un jeu. Quand les écrivains, les peintres, les hommes de théâtre, les photographes s'en mêlent, naturellement c'est tout un art. Artistes du portrait, portraits d'artistes, rencontres.

Quel besoin a-t-on d'aller chercher les auteurs quand seule l'œuvre compte ? C'est affaire de conviction. Une conviction s'établit entre le spectateur et l'auteur, ou l'acteur, d'une œuvre qu'il a l'impression d'importer de savoir quelle sorte de conviction (et s'il veut bien la faire partager) l'artiste entretient avec ce qu'il

crée. Plus simplement : ces pièces, ces films, ces tableaux et ces photographies, ces images que l'on tient pour essentielles, ont une signature connue ou à connaître : qui représente-t-elle, pour qu'on la retienne mieux ?

Dans la vie, Jean Bois est quelqu'un de simple, qui adore se renseigner sur ce que deviennent les gens, mais sans se contenter d'un « comment ça va ? ». Aucun détail vestimentaire ou psychologique ne lui échappe. Il épingle ce qui va de travers, ce qui va droit, et c'est agaçant, car il est simple et chaleureux : il aide beaucoup. Il comprend tout.

Dans une conversation avec lui, les gestes et les flottements n'ont pas le temps de former cloaque, il les pulvérise. On n'en parle plus. Il est très drôle aussi quand il relève en les prolongeant ces malentendus énervés qui naissent dans les cafés, à propos d'un grog ou d'un demi, d'une faim, d'un soir.

## Les impasses de la mort

Actuellement, Jean Bois met en scène et interprète deux pièces : *L'Émoi d'amour* (1), et, inédite, *La Femme indolente*. Voici douze ans qu'il a abandonné son numéro en solo, visage blanc et lèvres noires, qui l'a propulsé, vers vingt ans, à l'avant-scène de la célébrité. Depuis, Dominique Constantin est l'ange de tous ses spectacles. Elle est belle comme Greta Garbo, photographiée par Clarence Sinclair Bull pour la M.G.M.

Pour Dominique Constantin, la très subtile Elisabeth Mabry, Claude Drobinsky, et à présent Africa Tahrir et Michel Lopez, Jean Bois écrit. Avec eux, il fonce, moflère, moflère.

On retrouve la troupe chaque année pour de nouvelles aventures. Parés de tissus sublimés ou d'extravagantes tenues pauvres, couverts de vrai faux luxe ou dépourvus comme des âmes, ils se peignent sur le visage des masques insensés. Costumes, perruques, maquillage : cela n'a pas de secret pour eux. Dans le déguisement, ils sont très précis, pour animer dans un rigoureux délire la galerie de portraits la plus humaine qui soit.

Jean Bois nous serre le cœur, ne lâche plus. Il traite des misères plus ou moins notoires, de la haine, du racisme courant, du despotisme moral, de la souffrance des faibles. Il nous secoue dans les bas-fonds du verbe,

détecte avec minutie les impasses de la mort, où qu'elles soient. *La Femme indolente* est le théâtre monstrueux des relations mère-fille, de l'infirmité des bien-portants devant la maladie des autres. *L'Émoi d'amour* (1) est un jeu cruel de vengeance, un rituel d'humiliation.

Voilà qui devrait être sinistre, nous éloigner à jamais. Or quelque chose toujours transfigure l'œuvre de Jean Bois, et déclenche notre jubilation : le rire, parce que les mots de Jean Bois sont si surprenants, et l'émotion devant ce qui se joue sur scène, entre ces existences phytiques et romanesques, magnifiées par des comédiens généreux qui ont décidé de désigner nos angoisses, sans indulgence, pour leur torturer le cou.

Acteur, Jean Bois s'efface un peu dans ses pièces. Mais chaque fois il a un monologue, c'est une tradition. En père narcissique, en dom Juan pathétique, en simple amoureux, en voisin pot-de-cul, il a une force poétique et dramatique qui redonne au goût du théâtre, le goût du jeu, du public le plus réfractaire aux dérapages du quotidien.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(1) Michel Cournot en a rendu compte dans le *Monde* du 29 mars. *L'Émoi d'amour* et *La Femme indolente*, en alternance au Théâtre 13, rue Daviel, à Paris.

## MARIE JOUHANDEAU

## Une mère écrit à son fils

« Viens vite, que nous passions nous embrasser bien fort, comme un jour de bonheur, tu le savais, devant ta porte, à nous étouffer. »

« Tu comptes les jours, moi aussi. Aujourd'hui, j'ai mis des draps à ton lit. »

« Tu sais bien que sans toi je n'ai jamais connu un plaisir. »

« Dans trente-trois jours, tu seras avec moi... Je t'embrasse bien fort, comme je t'aime, dans trente-trois jours je te mangerai. »

« Adieu, mon grand cierge allumé. »

C'EST une femme qui écrit à un homme, à « son » homme. Ils sont séparés. Elle lui écrit tous les jours, sauf quand il est là. Jusqu'à sa mort. « Je vais à la poste porter ma lettre, lui dit-elle une fois. Tu ne peux pas te faire une idée de mon ennui si je ne t'ai pas écrit. »

Le jour où il la quitte, en 1908, il a vingt ans, elle quarante-cinq. Elle est sa mère. Elle est née Marie Blanchet. Or, plutôt elle est née Alexandrine, mais un matin elle et sa « sœur » sœur, Marie ont décidé d'échanger, une fois pour toutes, leurs prénoms. Marie Blanchet, donc, est la fille de la boulangère de la rue de l'Ancienne-Prison, à Guéret, dans la Creuse.

La petite fille voit défiler, et écoute, beaucoup de monde dans la boulangerie, car les gens n'entrent pas pour acheter du pain seulement : l'hiver, les pauvres passent prendre des bûches de four, pour se chauffer, et toute l'année on apporte à cuire les rôtis, les tartes faites à la maison.

Et voici qu'un garçon boucher, beau comme le jour, entre en coup de vent dans la boulangerie, la main en sang. Il s'appelle Paul Jouhandeau. Marie lui fait un pensement. Elle est belle, elle a un visage plutôt eurasien. Quelques mois plus tard, ils s'épousent. Marie va devenir la femme du boucher, rue de la Mairie. Elle tient les comptes, et les jours de foire, quand Paul, son mari, va « toucher », les bêtes, c'est elle qui sert les côtelettes. Elle se blessera elle aussi, elle se tranchera l'index avec un hachoir : il y a souvent des accidents, dans les boucheries.

Marie et Paul vont donner naissance à deux enfants, qui meurent

petits : le troisième vivra, un garçon, baptisé Marcel. Il a une marque au visage, que tous remarquent aussitôt : une cicatrice à la lèvre. Ce Marcel, Marie l'aime de tout son être.

C'est lorsqu'il part pour Paris, où il deviendra le grand écrivain Marcel Jouhandeau, qu'elle commence à lui écrire chaque jour. « Lorsque tu me manques, tout d'un coup il me manque tout », ou

tu te mariais, et qu'au dernier moment, à la mairie, tu ne voulais plus. Tu venais me dire à l'oreille : elle est trop laide. Je prétendais que la beauté ne se mange pas en salade, que mieux vaut rire avec une laide que pleurer avec une jolie. Enfin, quand l'escalandre allait se produire, je me suis réveillée. »

Il est permis de penser que Marie Jouhandeau, qui de sa boulangerie à sa boucherie, et avec les travaux de tous les jours d'une femme, n'avait pas fait d'études et n'avait pas lu les auteurs, est un écrivain qui surclasse son fils, dans la mesure où elle use d'une grammaire plus simple, plus libre, où elle a des inventions d'images, plus fortes, plus brusques, et où elle exprime une philosophie plus universelle.

Il y a sans cesse chez Marie Jouhandeau des notations brèves, en passant, des petites choses de rien du tout, où le don de la parole monte au ciel :

« Nous avons un rosier si beau, qu'il en est abîmé. »

On voit, qui décrit avec presque rien une impression physique précise que nous avons tous ressentie : « Ici la neige veut bien tomber, mais elle ne peut pas. »

Mais forcément la voix de Marie Jouhandeau devient plus haute lorsqu'elle touche aux choses de la vie, comme dans les derniers mots de cette phrase :

« Ces jeunes personnes se sont imaginé que la vie est une partie de plaisir, et elles n'en démontent pas ; elles divorcent, comme si ce n'était pas pour être plus malheureuses. J'aime mieux mon temps. On savait souffrir ; et c'est cela, ce n'est pas autre chose, le bonheur. »

Au Théâtre national de Marseille, Marcel Maréchal présente ce mois de novembre les *Lettres d'une mère à son fils* de Marie Jouhandeau. Il les jouera ensuite à Lyon, puis à Paris. Il dit les lettres en alternance avec Madeleine Renaud, dont nous entendons la voix. C'est comme si Marcel Jouhandeau tantôt relisait des lettres de sa maman, tantôt se les rappelait, croyait les réentendre.

Le choix des lettres a été fait par François Bourgeat, et cela a été mis en scène par un homme de théâtre d'une rare finesse, Jean-Pierre Granel, qui se trouve, si l'on ose

dire, à son affaire, puisqu'il est le fils de Madeleine Renaud, qui est, comme Marie Jouhandeau, une femme de génie, c'est-à-dire une mère plutôt un peu la.

Le public, le cœur suspendu, écoutant Marcel Maréchal, atteint la parole vivante de Marie Jouhandeau dans une émotion presque plus proche qu'à la lecture pure et simple, parce que Marcel Maréchal est du petit nombre de ces grands acteurs habitués, instinctifs, mystérieux, qui, dans une communion familière du public, et oubliant presque la pièce, réinventent chaque soir des instants d'une vie plus candide, plus méditative, plus « la-bourante », que ce que chaque spectateur a vécu dans sa journée.

La petite boulangère de Guéret, devenue bouchère par mariage, et grand écrivain par amour de son fils, retrouvant la vie par les voix de Madeleine Renaud et de Marcel Maréchal, devient ainsi la merveilleuse lée d'un grand soir de théâtre, cette flamme de conscience de tant d'inconnus réunis.

Écoutons la d'une dernière fois :

« Tous les matins, à 6 heures, je ratisse, et le soir, à 10 heures, je finis de ratisser. Je voudrais que tu aies de beaux chemins, pour pouvoir passer. »

Ajoutons que les *Lettres d'une mère à son fils* de Marie Jouhandeau sont éditées, en un gros volume, chez Gallimard. Votre librairie ne l'aura pas, il a surtout des bêtises, mais secouez-le un peu pour qu'il les fasse venir, c'est l'affaire de quelques petits jours.

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre national de Marseille, jusqu'au 24 novembre, puis Théâtre de l'Onest lyonnais, du 25 au 28, puis au Théâtre du Rond-Point, à Paris, début décembre.



Marie



Marcel

## VINCENT B.

## Le muet brocanteur

VINCENT B.

Nom énigmatique pour un personnage au regard inquiet, sans pareil d'ici pour l'adolescent Vincent B. sourit peu, il a le regne, l'humour et le charme des Anglo-Saxons. Et pourtant, il est né à Laval, dans la Mayenne, il y a vingt-huit ans. Aujourd'hui, il est auteur, comédien, danseur, et présente aux Blancs-Manteaux *Last Lunch*, dernier service, un spectacle muet où ses métamorphoses sont abracadabrantes. Un numéro précis, comme l'est son auteur lorsqu'il raconte sa vie avec la rigueur chronologique d'un historien.

Il a passé sa jeunesse à Chalon-sur-Saône, et son premier spectacle — c'était une chorégraphie d'après *Messe pour le temps présent* de Maurice Béjart — lui évite d'être renvoyé de l'école. Il quitte donc le lycée la tête haute, mais sans son baccalauréat, pour suivre des cours d'arts plastiques. C'est alors qu'il rencontre deux étrangers personnels : un vieillard prestigieux et un magicien brocanteur avec lequel il monte un numéro de clowns qu'ils joueront dans les rues et les fêtes foraines de la région bourguignonne.

Points de suspension dans une carrière qui se dessine peu à peu. Brefs passages dans des maisons de la culture, divers métiers, navrante tentative dans une communauté d'artistes du Morvan. Vincent B. progresse à petits pas. Ses gestes sont mesurés, il n'a rien d'un Marcel qui parle avec les mains. Mais il sait où il va, seul et sachant tout

faire sans jamais avoir appris.

En 1978, il arrive à Avignon avec un spectacle de mime — clown, mannequin, prestidigitateur, automate et homme-sandwich dans la journée pour sa propre publicité. Car il ne faut rien négliger. Aux Blancs-Manteaux, de petits objets qui n'ont l'air de rien tiennent une place considérable. Vincent B. pense à tout et profite de

chaque expérience. Cabarets à Paris, rencontre avec Pinok et Matho, deux femmes mimes, création d'une association qui regroupe des artistes jouant seuls, confrontation d'expériences et deux spectacles : *La Bande décadente* et *Ha ! quand on aime un mannequin*, qui raconte les tribulations d'un individu amoureux d'une femme qu'il ne connaît qu'en rêve. Le baladin d'Avignon n'est plus un amateur. Et, comme il est doué, sans jamais avoir fait de danse, il est engagé par Maurice Béjart pour *Casta Diva*.

Vincent B. ne parle jamais de « vocation » ni de « passion ». Il s'étonne, préférant le sourire au fou rire. Son talent est hétéroclite, haïr même est surprenant comme sont insolites les divers personnages qu'il interprète. *La Navigatrice* était l'histoire d'un marin, de sa naissance à sa mort. *Last Lunch* dernier service est une feuille de musique sur laquelle dansent Buster Keaton, Langdon, Lloyd, Groucho Marx et les Monty Python.

CAROLINE DE BARONCELLI.

\* Blancs-Manteaux, à 21 h 30.



## RAPHAËL DE TOUS LES TEMPS

(Suite de la page 13.)

D'une certaine manière, ce qu'on appelle la « gravure de reproduction » a été inventé par Raphaël. Sous sa direction, peut-être : auquel cas il faut ajouter à toutes les facettes de son génie celui de la publicité. Plus vraisemblablement avec son accord, grâce à un « manager » spécialisé, Baviera, qui a pris en main l'officine, avec un succès sans précédent.

Opération capitale. L'âge classique et les modernes — qui n'ont pas fait le pèlerinage de Rome — ont connu Raphaël à travers les estampes et les dessins. Ce qui a été lourd de conséquences pour les débats critiques et les jugements des historiens. Pour plaquer un mot célèbre, Raphaël est le plus connu des artistes qu'on ne regarde pas. Mythe, si l'on veut. Après cinq cents ans, on a l'occasion d'en observer les

données, en rêvant sur l'exposition idéale, prodigieuse, où tout l'œuvre dessiné aurait été réuni ; les pièces de l'Albertina — dont la présentation à Rome vient de prendre fin — auraient rejoint leur place : les silhouettes des *Muses* et des poètes dans le dossier du Pantheon, la *Mère éplorée* à la sanguine dans la suite préparatoire de la Chambre de l'Incendie, etc.

Un dessin capital de l'Albertina — deux nus virils, trapus, le même

modèle, sous deux angles, à la sanguine — a été l'objet d'une littérature intensive. En 1515, un dessin a été envoyé en hommage à Albert Dürer, qui a inséré lui-même l'origine de cette feuille. On a longtemps pensé qu'il s'agissait d'un dessin un peu appuyé de Jules Romain : il était remarquable qu'un modèle non autographe ait été offert au collègue allemand en échange de ses estampes. Le « style » comptait plus que l'originalité personnelle. Aujourd'hui, l'appréciation est inversée : on croit le dessin original justement à cause de sa forte plasticité ; mais l'indication reste bonne. L'art de Raphaël a possédé très tôt et pour toutes les nations une sorte de « généralité ». On aurait pu ajouter aux manifestations de 1983 deux chapitres parallèles, qui n'y sont pas traités : la « Bible » de Raphaël, conjuguée précisément avec la vague internationale de Dürer, a commandé l'imagerie chrétienne pour trois siècles, tandis que les symboles et les formes de l'amour procédant du même foyer raphaëlesque et romain s'imposaient à l'art profane.

Vasari, le premier « hagiographe » de Raphaël, préoccupé de rendre compte de la fascination subie par toute sa génération (il avait dix ans à la mort de Raphaël), commence sa longue biographie par une déclaration bien étonnante. Beau coup d'artistes du passé et du présent sont « étranges et sauvages », plutôt enclins, dit-il, au vice et aux passions qu'à la vertu. Raphaël, pour la première fois, a montré qu'on peut dans le monde des arts être pur, génial, désintéressé, intègre. C'est peut-être l'idée à retenir : un être voluptueux et loyal présent au rendez-vous.

GIORGIO VASARI, *La Vie des meilleurs peintres sculpteurs et architectes* : Raphaël (tome 5), éditions commentées sous la direction d'André Chastel, éditions Berger-Levrault, 352 pages, 145 F.

## La mort du peintre

A sa mort, on le mit dans la salle où il avait travaillé en disposant près de sa tête la *Transfiguration* qu'il avait terminée pour le cardinal de Médicis ; contempler cette œuvre qui paraissait vivante à côté de son corps inanimé faisait éclater l'âme de douleur ; le tableau, placé ensuite par le cardinal sur le maître-autel de San Pietro a Montorio, fut toujours, pour son exceptionnelle beauté, tenu en grande estime. On donna à la dépouille de Raphaël la sépulture honorable qu'un si noble esprit méritait. Il n'y eut pas un artiste qui ne pleurât avec chagrin et ne voulût l'accompagner à sa dernière demeure. Cette mort frappa énormément la cour du pape : d'abord, Raphaël y avait exercé l'office de chapelain, et ensuite il était très cher au pape, qui le pleura amèrement. O heureuse, chère, heureuse âme ! tous se plaisaient à parler de toi, à célébrer ce que tu fis, à admirer chacun des dessins que tu as laissés ! Quand ce noble artiste mourut, la peinture pouvait bien mourir elle aussi, et quand il ferma les yeux, elle sembla demeurer évanouie. Aujourd'hui, c'est à nous qui sommes restés après lui d'imiter son bon, son excellent exemple. Comme le mérite son génie et comme l'exige notre reconnaissance, nous devons conserver dans notre cœur son très beau souvenir et en

porter sans cesse témoignage pour honorer hautement sa mémoire. Grâce à lui, nous voyons l'art, la couleur et l'invention poussés à un degré de perfection inespéré. Quant à le dépasser, personne ne l'a jamais envisagé ! De plus, il ne cessa, pendant sa vie, de nous montrer la conduite à tenir avec les hommes de tous niveaux, supérieur, moyen ou humble.

Parmi ses qualités si rares, il en eut une très grande qui m'étonne : le ciel lui donna la force de pouvoir montrer un comportement tout à fait inhabituel chez les peintres. Les artistes, je ne parle pas seulement des simples, mais de ceux qui s'estiment les plus grands (et il y en a beaucoup...), collaborèrent avec Raphaël dans une parfaite entente : les mauvais sentiments s'évanouissaient à sa vue et toute pensée, vile ou basse, leur sortait de l'esprit. Cet accord n'exista jamais qu'avec lui. Les artistes étaient, en effet, subjugués par sa courtoisie et son talent, mais plus encore par sa bonté naturelle, si pleine de gentillesse et de charité que les animaux même l'affectionnaient (...)

Les passagers aux bleues seraient-ils senter furtivement

Non. La nouveauté bleue est destinée en formule économique à leur intention. Swiss Class par Swiss. A leur intention, c'est possible, de séparés.

La carte bleue premiers, en toute passagers Swiss. Une boisson le en cours de rou d'un bon, dans t

هكذا من الأصل



# Swissair vous présente sa carte bleue.

000

**swissair**  
**Boarding Pass**  
**Carte d'accès à bord**  
**Einsteigekarte**

Please present at each intermediate stop  
A présenter à chaque escale  
Bitte bei jeder Zwischenlandung vorweisen

Flight Vol Flug	Destination	Your seat Votre siège Ihr Sitz
Boarding Embarquer Einsteigen	Gate Sortie Ausgang	Seat Siège Sitz
Flight Vol Flug	Date Datum	Class Classe Klasse

Les passagers auxquels Swissair délivre la carte bleue seraient-ils pénalisés? Doivent-ils la présenter furtivement au guichet?

Non. La nouvelle carte d'embarquement bleue est destinée aux passagers qui voyagent en formule économique plein tarif et bénéficient pleinement des avantages proposés en Swiss Class par Swissair.

A leur intention ont été agencés, partout où c'est possible, des guichets d'enregistrement séparés.

La carte bleue leur permet d'embarquer les premiers, en toute tranquillité, avant les autres passagers Swiss Class.

Une boisson leur est offerte gracieusement en cours de route, sur simple présentation d'un bon, dans tous les restaurants aéroport-

naires, ceci aussi bien lors des vols long-courriers qu'entre deux vols européens effectués via la Suisse, à l'escale de Genève ou Zurich.

Les passagers qui, ne voyageant pas à tarif réduit, choisissent la formule économique proposée en Swiss Class, bénéficient d'un autre avantage: ils peuvent retenir d'emblée leur place préférée. Dès la réservation. Sans compter que la formule est d'une totale flexibilité: le billet étant valable un an, ils peuvent interrompre, reporter ou annuler leur vol à volonté - tout billet inutilisé est intégralement remboursé.

La carte bleue et les privilèges qui s'y rattachent sont désormais envisageables sur tous les aéroports suisses, ainsi que dans un nom-

bre sans cesse croissant d'aéroports fréquentés par Swissair dans le monde entier. Quant aux sceptiques qui n'y voient que du bleu, un jour viendra - beaucoup plus tôt qu'ils ne le prévoient - où la carte bleue sera devenue monnaie courante dans les 99 destinations desservies par Swissair.

Swissair ou votre agence de voyages LATA peut vous fournir toutes les précisions désirables et mettre HORIS à contribution - un système de réservation électronique - pour vous retenir aussi d'emblée une chambre d'hôtel.

**swissair** 

les, y

ne que  
néde-  
culté  
sobre  
dôme  
natu-  
raires  
après  
sorte,  
pion  
reçu

n en-  
licat  
spuis  
et à

ment  
des  
vies,  
e et  
rues  
puce  
tant  
le -  
azé  
ians

sou-  
née,  
tra-  
ign-  
les  
voss  
mri-  
ans,  
om-  
sect

es,

line  
un  
ste  
las  
ser-  
so-  
ses  
zuz

us  
ux  
m-  
u-  
es  
il-

ni  
et  
r,  
s-  
s  
si  
a

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...



THÉÂTRES

DU PORTRAIT



Pierre Bonnard (1944)

# HENRI CARTIER-BRESSON

## La patience de l'homme invisible

DES portraits de Henri Cartier-Bresson, on pourrait dire qu'ils n'ont pas de système (mais ce mot vient du grec *stéma*, qui veut dire *assemblage, composition*, il faut aussitôt le retirer, car alors le système est le propre de ses photos). Si l'on regarde les photos de trois grands faiseurs de portraits, Auguste Sander, Bill Brandt puis Diane Arbus, ils ont tous les trois un système, un cadre ou un fond, un centrement, une frontalité qu'ils triment, qu'ils imposent d'un sujet à l'autre (sans prendre l'exemple d'Avedon, qui, lui, radicalise le système, dont le système est presque le sujet de la photo).

Sander fait une sorte de portrait naturaliste, entomologiste (peu de différence, finalement, entre un portrait pris par Sander et un portrait pris par un anthropologue anonyme : c'est la quantité, l'observation ici, qui constitue l'œuvre). Les portraits d'Arbus sont d'abord des portraits d'anonymes qui au lieu de définir la norme d'une nation, le profil schématisé, en définissent l'anormalité, la difformité, les mutants, les géants, les jumeaux, les mongoliens et les hermaphrodites sont épinglés sous le flash. Les portraits de Brandt, dont Cartier-Bresson est proche par le sujet (des personnalités, peintres ou écrivains), sont des portraits

dramatiques, fantastiques, le personnage s'inclut presque comme un fantôme de sa propre légende dans une fraction de son œuvre ou de son habitation, qui prend alors une configuration muséologique.

La propriété des portraits de Cartier-Bresson varie du réalisme au psychologisme, de la révélation d'un visage au rapport à l'œuvre. Dire qu'ils n'ont pas de système reviendrait à dire que leur système est dans l'absence de système, dans l'adaptation, la malléabilité : Cartier-Bresson se fie aux têtes qu'il photographie, et il n'imagine pas le portrait à l'avance, ne le fabrique pas, ne le met pas en place, ne cherche pas à savoir comment le faire rentrer dans un discours sur le portrait, il attend qu'il vienne, et s'il ne vient pas il s'en va, le portrait ne sort pas. Il ne fait pas poser, il se promène avec le modèle, parle avec lui, ou alors, plus distant, il semble dire : faites comme si je n'étais pas là, il tourne autour.

Il attend plus qu'un bon éclairage de la physiognomie : que quelque chose se trahisse, qu'un geste, qu'une position du corps ou des mains, qu'un rapport physique à l'œuvre ou cours apportent une information supplémentaire à la seule physiognomie, à la révélation du visage. La ressemblance va presque de soi, il lui faut, un contexte, tandis que dans le dessin, que Cartier-Bresson pratique maintenant, il se concentre juste sur la tête, il peut bloquer dans la tête des informations qui lui viennent

en dehors, il peut surajouter dans les traits plusieurs couches d'informations : dans la photographie, il demande à l'espace ou à l'entourage cet ajout, car finalement la tête est assez obtuse, elle livre rarement son secret du premier coup.

Certains des photos de personnalités prises par Cartier-Bresson figurent recadrées dans les dictionnaires : quand on cherche un nom et un village dans un livre de cette sorte, on ne s'attend qu'à trouver une tête, une vignette : tiens, celui-là je ne l'imaginais pas comme ça, ou, au contraire, il est tel que je l'imaginais (mais maintenant la télévision et les journaux divulguent et fixent l'image des personnalités : la galerie d'actualité du musée de l'art moderne a des photos de ce genre devant les yeux du public) ; et il était vêtu comme ça : tiens, Lénine avait l'air d'un petit clochard, et Pierre et Marie Curie avaient l'air de pauvres gens, de braves chrétiens dévoués et timorés, bien difficile d'imaginer la sensualité qui pouvait passer entre ces deux corps renfrognés. Mais ça on le lit, sur la photo de Cartier-Bresson, à la position des mains, pareillement recroquevillées, complètes, et à la position rigide des corps habillés de noir ; à l'air droit, bonnet, pieux et un peu fatigué. Une vie sacrifiée.

Deux portraits de Giacometti (61) et de Genet (64) sont longtemps restés inédits. Les portraits de Genet sont rares en quantité, comme ceux de Beckett, car ces deux écrivains se montrent peu, n'ont pas de vie publique, et les avoir devant son objectif est déjà une sorte de prouesse. On ne trouve pas grand-chose dans le portrait de Genet, pas d'information supplémentaire que l'œil, la ride, l'épaisseur du nez, la demi minceur de la bouche, un air d'innocence en suspens. On ne trouve rien dans le fond qui soit préhensible, ou qui se relie à la tête : il est partiellement flou (le flou, cette chose presque toujours bannie des photos de Cartier-Bresson, jusque dans le mouvement), la perspective banale d'une terrasse de café.

De même, dans le portrait de Giacometti, une fois le visage défini, on ne trouve qu'une information de nature sensuelle, un rapport entre le grain de la veste de laine, des cheveux drus, de la peau bûchée, du papier journal et du bois vieux et écaillé de la porte. La matière est poussée à bout dans la précision, comme la peau.

Alors, qu'est-ce qui fait que le portrait est un portrait, et non un *snap-shot* ? Une torsion des mains

ou l'extravagance misérable de la mise pour Pierre Bonnard. Un rapport entre la luxuriance végétale des feuilles de palme et l'érotisme diffus du torse adolescent de Truman Capote sous le tee-shirt blanc. Un rapport de proximité et de distance à la fois entre Colette, au regard intense, et sa dame de compagnie, stupéfiement distraite, relâchées toutes les deux par un même tissu à pois qui fait la capeline de l'écrivain, son foulard, et la robe tout entière de sa domestique. Un geste, une direction du regard. Rarement ce regard est frontal, contrairement à celui des sujets pris par Sander, Brandt ou Arbus.

Comme au cinéma, le sujet ne regarde pas l'objectif, comme si Cartier-Bresson voulait gommer sa présence, et finalement son rapport au sujet, comme s'il trouvait illusoire ce rapport, sinon sous cette forme de préhension qu'est la photographie. Ses portraits ont une prétention : l'invisibilité. Ce que livre le portrait de Stieglitz, outre l'impression d'intimité donnée par les oreillers blancs, c'est la fatigue, l'abandon. Cartier-Bresson a attendu le moment où cet homme à lunettes retirait ses lunettes et sortait un mouchoir de sa poche pour les nettoyer. Le sujet de la photo (sa prouesse), c'est le regard de Stieglitz sans écran de verre. Cartier-Bresson met son sujet en état de solitude.

Cartier-Bresson affectionne aussi le profil en portrait, et le profil devient sa « distinction » : Faulkner et son roquet qui s'élève, Max Ernst et Dorothea Tanning qui marchent côte à côte, tête baissée, dans le jardin embrumé. Un de ses rares portraits qui mettent en jeu un regard franc, directif (sans méfiance bougonneuse, comme celui d'Erna Pound), c'est le portrait de Camus pris en 1944. Une fois appréhendés le mégot de cigarette éteint et le col relevé du manteau un peu râpé, il ne reste plus, se détachant sur un fond flou, que la proximité troublante d'un visage, envers et contre tout, contre la mort par exemple.

HERVÉ GUIBERT.

## « Nus devant le viseur »

« Il ne faut pas avoir de système, dit Henri Cartier-Bresson, c'est la réalité qui vous pousse. Diane Arbus a fait son portrait à elle, de sa névrose, de sa maladie ; elle a mené ce trouble, cette angosse à la limite de sa mort. Sander pose ses sujets, les catalogues, il ne s'introduit jamais, il regarde, ça c'est remarquable, il ne veut pas prouver quelque chose, il tire le rideau devant eux, il a l'air de dire au spectateur et au sujet de la photo : « Tenez, je vous présente... »

« Il faut être aux ordres du sujet, de ce qu'il voit, ne pas venir prouver. J'ai voulu photographier Leonardo da Vinci, il était contre un mur, avec une lumière qui n'était pas intéressante. Je n'ai pas osé

lui dire : « Voulez-vous vous mettre là ? » Aucune photo n'est sortie.

« C'est bien quand les gens vous font attendre. On a le temps de repérer. Sans dire un mot, il faut deviner. On connaît l'œuvre et devant le visage, on corrige l'idée toute faite. A la libération, j'avais photographié Simone de Beauvoir devant la librairie rue de l'Odéon. Quinze ans plus tard, on me demande de refaire son portrait. J'arrive, elle me dit : « Vous avez fait un beau portrait de moi, il y a quinze ans... Vous avez besoin de combien de temps ? » — « Un peu plus qu'un dentiste, un peu moins qu'un psychanalyste. » Je n'aurais jamais dû lui dire ça. Il ne faut pas insister : Je suis resté une heure et demie, accroupi, en face d'Erna

Pound, et on n'a pas dit un mot. Rechercher l'appareil quand on est au bout du film, ça rompt quelque chose.

« Avec Veléry, j'ai pris trois photos : à chaque fois, il tournait la tête, il disait : « Vous avez ce que vous voulez ? » Bonnard, je suis resté huit jours avec lui, il me disait : « Pourquoi avez-vous appuyé maintenant ? Ce que j'ai dit est dans mon œuvre. » Il avait raison. La première fois que j'ai photographié Braque, à la fin de la guerre, il ne me regardait pas, on bavardait mais il regardait toujours derrière moi. J'ai fini par me retourner : « C'est le tableau sur lequel je travaille actuellement », m'a-t-il dit...

« On voit les gens tout nus dans le viseur. Un peu comme les gens qui passent à la télé, on les voit tout nus, c'est le seul intérêt de la télé. J'aime voir l'animal dans son habitat, mais il n'y a pas de règle. Le regard à l'appareil peut être gênant ou merveilleux. Il ne faut pas qu'on se dise : « Monsieur le photographe était là. » Il faut prendre le type quand il est à l'intérieur de lui-même. Le portrait, c'est passer l'appareil entre la chemise et la peau, sans faire de mal.

« Les gens qu'on demande de prendre en photo, et qui vous donnent comme excuse : « Je suis pressé ou je suis occupé », je ne comprends pas ce que ça veut dire. « La mort n'a jamais demandé qu'on lui fixe de rendez-vous », je ne sais plus qui a dit ça. C'est beau... »

**GALERIE D'ART SAINT-JEAN**  
5, rue Saint-Jean - 88000 PERPIGNAN  
CÉRAMIQUES - SCULPTURES  
LAMPES - TABLES LAQUÉES  
Remise 10 % sur commande  
(08) 34-88-93

**MUSÉE RODIN**  
77, rue de Valenciennes (7<sup>e</sup>), M<sup>e</sup> Veranne  
DESSINS  
de  
RODIN  
Dante et Virgile aux enfers  
T.L.J. (sauf mardi) 10 h - 17 h 15  
23 NOVEMBRE - 27 FÉVRIER

**SEIGLE**  
5 octobre - 3 décembre  
Galerie  
JEAN-PIERRE JOUBERT  
38, av. Matignon 75006 PARIS - 562-07-15

**GALERIE DINA VIERNY**  
36, RUE JACOB. 75006 PARIS - 260-23-18  
**RIMBERT**  
peintures  
jusqu'au 25 janvier 1984

**Galerie Maeght Lelong**  
13 et 14 rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup> / 24 novembre 1983 - 13 janvier 1984  
**Riopelle / Ben Nicholson**

**GALERIE COARD**  
12, rue Jacques-Collot, PARIS VI<sup>e</sup>  
326-99-73  
**BLOND**  
25 novembre-31 décembre

**JEANNE BUCHER**  
53, rue de Seine, VI<sup>e</sup> - 326-02-32  
**AMADO**

**MAIRIE ANNEXE DU VI<sup>e</sup>**  
79, rue Bonaparte - M<sup>e</sup> St-Sulpice  
Jules SANDRAU (1811-1883)  
18 novembre - 11 décembre  
Tous les jours 11 h 30 / 19 h. Sauf lundi  
Visite-conférence tous les vendredis à 15 h.  
ENTRÉE LIBRE

**LE NOUVEL ESSOR**  
40, rue des Saints-Pères, Paris 7<sup>e</sup>  
MICHEL CIRY  
Estampes récentes  
jusqu'au 23 décembre 1983.

Choisissez l'originalité  
Offrez les bijoux de la  
**MONNAIE DE PARIS**  
  
« coquille à la vague »  
monnaie 23 or ou argent et 41 mm.  
de Pauline de LA JARIGE  
Exposition et vente :  
11, quai de Canal, 75004 PARIS

**FELIX VERCEL**  
présente  
**BOUYSSOU**  
"guingettes"  
16 novembre - 7 décembre  
9 AVENUE MATIGNON  
PARIS 8<sup>e</sup> - 256.25.19

**RENOU & POYET**  
Tél. 359-35-95 - 164, Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8<sup>e</sup>)  
**HENRI GUILLOT**  
Aquarelles et dessins  
22 novembre - 24 décembre

Réunion des musées nationaux  
4 expositions au Grand Palais  
**L'ART DES CYCLADES**  
DANS LA COLLECTION N.P. GOULANDRIS  
**J.M.W. TURNER**  
**RAPHAEL**  
DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES  
**RAPHAEL**  
ET L'ART FRANÇAIS  
ouvert de 10 h à 20 h,  
le mercredi  
jusqu'à 22 h  
fermeture le mardi,  
moins d'affluence  
après 17 h

**GALERIE DARIAL**  
22, rue de Beaune, PARIS 7<sup>e</sup> - Tél. : 261-20-63  
**DENISE LIOTÉ**  
exposition prolongée jusqu'au 10 décembre 1983  
du mardi au samedi de 14 h 30 à 19 h 30

**MONNAIES DU MONDE ENTIER**  
Dirigé par Martin J. Price, conservateur adjoint du département des monnaies et médailles du British Museum, cet ouvrage, véritable encyclopédie, couvre toutes les époques, du VII<sup>e</sup> siècle avant J.-C. à nos jours, de l'Europe à la Chine. Plus de 1500 monnaies (pièces et billets) s'y trouvent figurées.  
Cet ouvrage de référence a reçu le prix de l'Association internationale des numismates professionnels.  
Indispensable aux numismates professionnels et amateurs, ainsi qu'à tous les amateurs d'art et d'histoire.  
Edition française sous la direction de Jean Belaubre, chargé de recherches historiques à la Monnaie de Paris.  
320 pages, 2000 illustrations en couleurs et en noir.  
Prix : 260 F.  
**Bordas**

**PONDAO CALOUSTE GULBENKIAN**  
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS  
**D.A. DE SEQUEIRA**  
dessins, 1821  
jusqu'au 10 décembre  
de 14 h à 18 h  
11, avenue d'Iéna Paris 16<sup>e</sup>

**au Centre**  
  
COLLECTION L'ART DE L'EUROPE

هكذا من الرצל



## DU PORTRAIT

## JEAN-CHARLES BLAIS

## Les pieds dans la peinture

AVINGT-SEPT ans tout juste, Jean-Charles Blais est peintre professionnel à part entière, c'est-à-dire qu'il vit de sa peinture, n'a pas besoin d'être enseignant ou quelque chose comme ça pour s'assurer l'ordinaire. Inconnu il y a deux ans, il a déjà un bout de carrière internationale et le prix de sa peinture grimpe : de l'ordre aujourd'hui de 40 000 francs pour les grands formats. Ridicule bien sûr, comparé à la cote d'un Schnabel (1), la coqueluche américaine, qui n'est pourtant pas tellement plus âgé que lui : à peine plus de la trentaine, et dont les tableaux récents, exposés actuellement à Paris, sont en principe vendus à 50 000 dollars l'unité, soit en francs un zéro de plus, pour cinq ans de plus. Mais on peut penser que pour Blais, ça va monter sous peu, rapport aux expositions qu'il aura au printemps prochain presque en même temps, l'une dans une galerie de Bâle, une autre à la Kunsthalle de Fribourg et une troisième à New-York, chez Leo Castelli, sans compter les manifestations de groupes.

Ces expositions simultanées n'affolent pas Blais outre mesure. Il doit simplement y travailler sérieusement. N'ayant pas, comme la plupart des artistes en vogue aujourd'hui, de réserve - il vend tout ce qu'il fait - il lui faut faire une vingtaine de peintures dans l'hiver : six tableaux importants pour une exposition, cela suffit, dit-il.

Jean-Charles Blais appartient à cette génération d'artistes qui considèrent le succès comme quelque chose de normal. Bien qu'au départ, frais émoulu de l'école des beaux-arts de Rennes dont il a suivi sagement le cycle de cinq années, de 1974 à 1979, il n'a pas du tout envisagé cela. Blais est entré en peinture avec l'idée de démarrer à trente ans et de pouvoir travailler dans des conditions correctes à quarante, comme ceux des années 70.

## Le temps de la récupération

Il ne redoute pas les suites, les risques de retombées. C'est moins paillard de faire une carrière comme ça que de ne pas en faire, comme ceux de la génération précédente qui n'ont jamais réussi à exposer, jamais eu l'occasion même de se griller.

Blais, fort calmement, envisage la possibilité de voir l'intérêt pour son

travail baisser : il est sûr de lui, de la cohérence de ce qu'il fait, de son évolution, c'est cela qui compte. Il parle beaucoup de « surdétermination », de logique interne, intuitive, lorsqu'il évoque les phases de sa peinture depuis les beaux-arts, et no-

à Montparnasse. C'était le moment de la démolition de la rue de l'Ouest. Il a alors accumulé les cartons d'emballage, les déchets, comme ce seuil à charbon peint qu'il a dans son atelier, les vieilles affiches décollées des murs, à l'envers desquelles il

travaille en jeans trop courts et petit sweater de coton. Il y a un de ces tapis d'affiches au format irrégulier, en attente d'image, plein d'empreintes de pas. Déjà on aperçoit un dessin, comme une *synopsis*, le contour rond d'un corps, d'une figure prenant possession de l'espace de ce bon gros vieux papier au vécru lourd, urbain et médiatisé.

Sur les murs des peintures sont achevées. Une est en cours. L'homme y occupe toute la place, toujours trop petite pour le contenu. La tête est ailleurs, sous le manteau épais, ou au fin fond de la lucarne aménagée dans dix ou vingt épaisseurs de papier. On bien on a la jambe, que la jambe, et le pied. Les pieds énormes et chaussés de mèches godasses marron. L'homme de Blais est en situation instable, difficile, à risque, dans une perpétuelle mouvance. Pour le sauve-qui-peut vers le rêve, l'ailleurs, on a besoin aussi de ses pieds.

## L'angoissant c'est l'immobilité

Blais en apparence est un peu le contraire de son personnage peint. Il n'est pas épais. Il ressemble un peu à Tintin, peut-être pour les points ronds que font ses yeux dans le visage. Un Tintin aux oreilles décollées. Et pour cette fausse fragilité, en fait. Intelligent, cultivé, réfléchi et tranquillement sûr de lui, il avance en peinture sans forcer sur aucune note. Il ne ressemble pas à ses jeunes confrères de la figuration libre, au verbe haut, et qui se sont d'ailleurs pas particulièrement ses amis. Il porte comme ses personnages de grosses chaussures marron, qui adhèrent bien au sol, et qui lui permettent sûrement de bien se mouvoir dans sa peinture, qui doit lui ressembler quelque part. L'angoissant, dit Blais, c'est l'immobilité, le stable. La situation la plus inconfortable est celle où on ne prend pas de risque. Où l'on plénit. À part ça, Blais n'en dit pas long sur la solitude de l'homme qui habite sa peinture.

GENEVIÈVE BREERETTE.

\* Blais expose actuellement des petits formats, avec Combas et Middel-dorf, galerie Yvon Lambert, ainsi qu'à la fondation du château de Jan, à Cases de Pons (Pyénées orientales).

(1) Galerie Daniel Templon.



Trop grand (1983)

tamment sa « pratique de la récupération » : « récupération culturelle » d'abord, avec successivement une période impressionniste, une période américaine années 50, une petite période art conceptuel, une autre, figuration façon années 60 en France, une autre encore, façon art pauvre, et surtout un début de carrière de copiste des peintures russes des années 10.

Cette récupération de modèles picturaux a été lâchée au profit de la récupération de matériaux, lorsqu'il s'est retrouvé, par hasard, à Paris. Il partageait avec un copain un atelier

peint ses gros personnages au corps trop grand pour la tête. Les affiches déjà usées, piétinées, lacérées, il les plénit encore, les use un peu plus, les travaille au sol avant de faire surgir ses figures. Cela lui fournit du volume, des plans, une matière, de l'indéterminé : cela donne du corps au travail, une permanence.

Dans son nouvel atelier, un ancien garage récupéré pour une période de huit mois, deux ans, il n'en sait rien, qui sent encore l'huile de vidange, où il n'a pas encore eu le temps d'installer le chauffage et où, malgré les trous sous la porte coulissante, il

## SÉLECTION

## CINÉMA

« Boat People »  
d'Ann Hui

Un jeune journaliste dans le Vietnam « libéré », un spectateur qui devient protagoniste. A travers la fiction (pourrie de récits authentiques), un témoignage sur les origines d'une tragique odyssée.

« Princesse »  
de Pal Erdoss

Une version hongroise de *A nos amours*. L'héroïne, ouvrière de seize ans, se bat pour l'amour, pour l'espoir, et lute sur son destin. Une interprétation magnifique, et un regard documenté.

ET AUSSI : *Y a tellement de pays où aller*, de Jean Bigiaoui (et notamment Sarcelles, quand on quitte Tunis). *A nos amours*, de Maurice Pialat (corps à cœur). *Un faucon pour deux*, de John Landis (un Noir, un Blanc et le capital). *Les cœurs capifs*, de Michael Radford (un amour en Écosse). *Rue Cases-nègres*, d'Euzhan Palcy (une vieille dame très digne). *La Tragédie de Carmen*, de Peter Brook (tiroc gagnant).

## THÉÂTRE

« Les Trois Mousquetaires »  
au Théâtre de Paris

Ils ont triomphé à Marseille, à Créteil, en Amérique latine, et les voilà à Paris, jeunes, fougues, d'Artagnan, Athos, Portos, Aramis, tous pour un, un pour tous et toute la légende, à partir du 1<sup>er</sup> décembre.

ET AUSSI : *Cyrano de Bergerac*, à Mogador (panache, émotion, tambour et cœur battant). *Les Blouses*, à la Bastille (les irréductibles nouvelles aventures de la famille Deschiens). *Sarah*, à l'Œuvre (la grande Delphine en alternance avec *L'Extravagant Mister Wilde*, Raymond Cécile). *Savannah Bay*, au Rond-Point (Duras pour Madeleine Renaud, en alternance avec *Les affaires sont les affaires*, pour Pierre Dux).

## MUSIQUE

Marguerite Long  
Harnoncourt, Haendel

En dehors de la création du *Saint-François d'Assise*, de Messiaen, à l'Opéra de Paris le 17 novembre, l'actualité musicale sera riche ces jours-ci. Les finales du concours de piano Long-Thibaud déchaîneront les passions (Changepébré les 26 et 27, à 14 h 30 et 20 h 30; concours des lauréats, le 29). Paris recouvrira enfin, avec quelque vingt ans de retard, le Concertus Musiens de Vienne, avec Nikolaus Harnoncourt, dans Bach, Haendel et Rameau (Pleyel, le 25), tandis qu'*Orlando de Haendel* apparaîtra pour la première fois sur une scène française, à Orléans, deux cent cinquante ans après sa création (Maison de la culture, les 25 et 26).

Programmes toujours intéressants au Festival d'art sacré : *Liturgie de Jean Chrysostome*, de Rachmaninov (Saint-Etienne-du-Mont, le 24); Mozart et Pergolèse (Saint-Germain-l'Auxerrois, le 25); Bach, Buxtehude, par Marie-Claire Alain (Saint-Jacques du Haut-Pas, le 26). *Le livre vermeil de Montserrat*, chants de pèlerinage du XIV<sup>e</sup> siècle Saint-Séverin, le 29, tandis que les Bouffons du Nord se consacrent au théâtre musical : *Journal intime*, drame musical de Luc Ferrari (du 23 au 26), et *Le Transibérien*, opéra ferroviaire de B. Cendrars, A. Duhamel et L. Melki (du 29 novembre au 10 décembre).

ET AUSSI : N. Zabaleta (Caveau, le 25); Haydn, Schmittke, Schubert, par le Quatuor Eder (Caveau, le 26 à 17 h); L. Perrot, luth et théâtre (salle Cortot, le 27 à 17 h 30); Journées de musique contemporaine (Institut néerlandais, 121, rue de

Lille, du 27 au 30); Webern au Festival d'automne (Nanterre, les 28 et 30).

## DANSE

## Festival d'automne

Un essai de mythologie contemporaine où la musique de Jeffrey Lohn, l'environnement de Charles Atlas, la chorégraphie de Karole Armitage, se réclament d'une « sensibilité classique » (*Paradise*, au Théâtre de Paris, jusqu'au 30 novembre).

Le plaisir de relations entre personnes choisies, dans des situations choisies, au théâtre du regard signé François Verret (*Une éclipse totale de soleil*, au Centre Georges-Pompidou, du 24 au 28 novembre).

Rendez-vous  
de Sceaux

Spectacles et débats à propos de la composition chorégraphique : Retour aux sources, avec E. Schwartz et L. de Luz (le 25 à 19 h 30). Soirée de créations, avec J. Rivoire, K. Saporta, M.-C. Georgehin (le 26 à 20 h 30). L'écriture chorégraphique, avec D. Larrien (le 16 h), et J. Patarrozi (le 27 à 17 h 30).

ET AUSSI : *Astérix*, au théâtre Dejazet (chorégraphie japonaise). Edouard Lock and Co, au Centre américain (la modernité dance canadienne). *Les Pas perdus*, à Lyon (création de la compagnie Dominique Petit à la Maison de la danse). Jean-Christophe Maillot, au grand théâtre de Tours (un transfiguré du ballet de Hambourg).

## VARIÉTÉS-ROCK

Sophisticated Ladies  
au T.M.P.

Après deux années à l'affiche de Broadway, voici la revue en forme d'hommage consacrée à Duke Ellington. Trente-deux thèmes qui couvrent l'ensemble de sa carrière depuis *Musica a woman*, *The Mooche*, jusqu'à *Solitude*, *Mood indigo* et *Perdido*.

Véronique Sanson  
à l'Olympia

Son univers émotionnel, ses mélodies qui balancent, son « beat » et sa limpidité, sa manière de donner en partage des élans de vie, des rencontres, des suites de moments, de sensations.

ET AUSSI : Henri Tachan à Bobino; Nazare Pereira au Forum des Halles; Jacques Higelin au Casino de Paris.

## EXPOSITIONS

L'art celtique  
en Gaule  
au musée  
du Luxembourg

L'art-celtique en Gaule : cinq cents objets, armes, bijoux, sculptures en bois généralement trouvés dans les tombes et conservés dans nos musées. Ils retracent l'art des civilisations qui se sont succédé en Gaule du V<sup>e</sup> siècle à la conquête romaine. Une tentative nouvelle de donner une vue globale sur les productions symboliques des Celtes, qui, ayant une tradition orale, n'ont laissé que de très rares inscriptions.

Les Balthus  
d'Henriette Gomès

Henriette Gomès, qui tient une petite galerie, 6, rue du Cirque à Paris, fut, avec Pierre Matisse à New-York, l'un des plus fidèles supporters de Balthus. Elle expose à partir du 23 novembre dix-neuf tableaux, dont certains auraient fait bonne figure à la rétrospective du Centre Pompidou, comme *Golden afternoon*, peint au château de Chassis, l'esquisse pour le *Parage du commerce Saint-André*, et bien d'autres toiles qui traversent tout l'œuvre de Balthus depuis ses débuts.

FUNDACAO CALOUSTE GULBENKIAN  
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS  
D.A. de SEQUEIRA  
dessins, 1821  
jusqu'au 10 décembre  
de 14 h à 18 h  
51, avenue d'Iéna Paris 16<sup>e</sup>

MAISON DU DANEMARK 142, Champs-Élysées-Métro Étoile  
**CARL TH. DREYER**  
cinéma danois  
Exposition de documents inédits avec projection vidéo d'extraits de films  
Tous les jours de 12 à 18 heures - Dim. et fêtes de 15 à 18 heures  
JUSQU'AU 7 DÉCEMBRE - Entrée libre

**Balthus**  
au Centre Pompidou  
et chez Skira.

Texte de Jean Leymarie.  
52 illustrations en couleurs,  
15 reproductions de dessins  
et un itinéraire illustré  
par 165 œuvres évoquant les  
grands thèmes traités par  
l'artiste. 95 F

Collection La Peinture,  
des livres d'art pour le  
prix d'un roman.

**SKIRA**  
Flammarion

**THEATRE DE LA VILLE**  
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE

20 h 30  
places 46 F et 72 F  
jusqu'au 17 décembre  
matinée samedi 26 à 14 h 30  
création en France

**L'art  
de la comédie**  
de  
**Eduardo de Filippo**  
mise en scène  
**Jean Mercure**

... une œuvre importante du  
répertoire contemporain. C'est  
mis en scène par Jean Mercure,  
avec une diabolique ingéné-  
riosité et joué comme ce fut  
écrit, dans la jubilation de la  
perfection.

Jean Vigneron LA CROIX  
Le décor de Radu et Miruna  
Boruzescu, très beau, concourt  
au plaisir que donne cette so-  
rée sans prétention.

Michel Comot LE MONDE

18 h 30  
une heure sans entracte 33 F  
du mardi 29 novembre  
au dimanche 4 décembre  
coproduction Festival d'Automne

**lucinda childs  
dance company**  
3 chorégraphes de  
**Lucinda Childs**  
dont une création mondiale  
et une création à Paris

location.  
2, place du châtelet  
274.22.77

274.22.77



**SALLE GAVEAU - Vendredi 25 novembre, 20 h 30, (WERNER)**  
**ZABALETA**  
HARPE  
BEETHOVEN - BACH - KRUMPHOLTZ - HINDEMITH  
HOVHANNES - BACARISSE

**Compagnie Berto-Ribes**  
**BATAILLES**  
Ribes/Topor  
Jean-Pierre Sacri - Philippe Khorsand  
Tania Marshall  
LOCATION 742.67.27 - FNAC - AGENCES

**Centre Georges Pompidou**  
24-25-26-28 novembre 20 h 30  
27 novembre 16 h  
**UNE ÉCLIPSE TOTALE DE SOLEIL**  
dramaturgie François Verret  
Grande Salle - location 274.42.19

**les Fédérés - Scénario Ensemble**  
**VATER LAND**  
Le pays de nos pères  
Wenzel - Bloch

**A PARTIR DU 24 NOVEMBRE**  
**Compagnie Théâtre Puzzle**  
**CET ANIMAL ÉTRANGE**  
Arouf / Tchekhov  
Marie Christine Barault  
Patrick Chesnais  
mise en scène Jean Bouchaud  
LOCATION 742.67.27 - FNAC - AGENCES

**Centre Georges Pompidou**  
**VIDEODANSE 2**  
220 CASSETTES  
TELEVISIONS ÉTRANGÈRES / L.N.A.  
diffusion permanente  
grand foyer du 10 novembre au 5 décembre 1983

**Dans le cadre du FESTIVAL DE L'ÎLE-DE-FRANCE**  
**et du CYCLE MUSICAL DE L'ARCHAÏQUE (S.-et-M.)**  
le samedi 26 novembre à 21 heures  
Concert par l'ensemble vocal LES ARTS FLORISSANTS  
Direction William Christie  
Musique religieuse d'Henry Purcell  
Eglise Saint-Mathurin de Larchant (77)  
(église chauffée)  
Renseignements : Association culturelle 428-28-43  
Prix des places : 50 F

**THEATRE DE L'UNION** 246.20.83  
14 rue de Trévise Paris 9<sup>e</sup>  
à 20 h 30 du 18 octobre au 3 décembre  
JOURS PAIRS  
**LE CHANT GÉNÉRAL**  
Neruda  
246.20.83  
14 rue de Trévise Paris 9<sup>e</sup>  
à 20 h 30 du 18 octobre au 3 décembre  
JOURS IMPAIRS  
**THEATRE DE L'UNION** 246.20.83

**Une fenêtre ouverte sur :**  
les théâtres,  
les festivals, les concerts,  
les jardins, la danse,  
les monuments,  
les expositions, les églises,  
les musées, les fontaines...  
**maison d'information**  
MAIRIE DE PARIS  
1, rue Pierre Lescot, 75001 - tél. 233.75.54  
ouvert tous les jours (sauf dimanche) de 10 à 20 h.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (271-12-33). Informations téléphoniques : 271-11-12.  
Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.  
Antenne gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée de musée (trousses étagères) ; lundi et jeudi, 17 h, galerie contemporaine.  
BALHUIS, Jusqu'au 23 janvier.  
RICHARD SERRA, Jusqu'au 2 janvier.  
« Class-Clara 1983 », Jardin des Tuileries, entrée place de la Concorde. Jusqu'au 2 janvier.  
FRANÇOIS ROUAN, Jusqu'au 2 janvier.  
CALDER, Stables, Forum. Jusqu'au 2 janvier.  
PHILIPPE DE CROIX, Photographies. Jusqu'au 4 décembre.  
DESSINS TECHNIQUES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE, Jusqu'au 23 janvier.  
LUCAS SAMARAS, Salle contemporaine et animation. Jusqu'au 27 novembre.  
MECANIQUES A BOULES, de Pierre Andrieu. Atelier des enfants. Sauf dim. et mardi, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 janvier.  
LES PETITES SOEURS D'ALICE, Bibliothèque des enfants. Plaza. Jusqu'au 5 décembre.

**ARCHITECTURE ET INDUSTRIE**  
Plan et coupe d'un mariage de raison. Jusqu'au 23 janvier.

**R.P.I.**  
VISAGES D'ALICE. Jusqu'au 28 novembre.  
VOUS AVEZ DIT RURAL ? Jusqu'au 9 janvier 1984.

Musées

**AU PAYS DE BAAL ET D'ASTARTE**, Petit Palais, avenue Winston Churchill (12-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**AUTOURE DE RAPHAËL**, dessins et gravures. Du 25 novembre au 13 février. Musée du Louvre, aile de la sculpture. Entrée par la Cour Carrée. Sauf dim. et mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**L'ART DES CYCLES**, dans la collection de la ville de Paris, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**RAFAËL ET L'ART FRANÇAIS**, RAPHAËL DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES, Grand Palais (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**J.M.W. TURNER, 1775-1851**, Grand Palais, entrée avenue de la Grande Armée. Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**SALON DES ARTISTES DÉCORATEURS**, Hôtel de la Ville, Grand Palais porte H (339-66-10). Du 24 novembre au 11 décembre.  
**ROYAUME J.-H. LARTIGUE**, Foyer de la ville de Paris, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**LES MYTHES DE NOS PÈPES**, La mythologie des enfants, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**L'EXPO DES EXPOSITIONS**, Exposition internationale, Louvre 1981-Paris 1983. Musée du Louvre, 107, rue de la Harpe (262-32-14). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**TADANORI YOKOJO**, Jusqu'au 16 janvier. SPECTACLE EN SCÈNE. Affiches de la collection Paul Lissac. Jusqu'au 11 décembre. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf mardi, de 10 h à 18 h.  
**L'ART CELTIQUE EN GAULE**, Collections des musées de province. Musée du Louvre, 107, rue de la Harpe (262-32-14). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**SAINT-SÉBASTIEN**, Rituels et figures. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma Gandhi, bois de Boulogne (747-60-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Du 26 novembre au 16 avril.  
**DANTE ET VIRGILE AUX ENFERS**, Dessins de gravures françaises. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**PARIS 1979-1982**, Photographies de Jean Monod. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (273-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**STENDHAL ET L'EUROPE**, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu. Entrée : 8 F. Jusqu'au 29 janvier.  
**FIX-MASSEAU**, Affiches 1928-1983. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus).  
**VILÉM KILZ**, Photographies. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 janvier.  
**LA RECHERCHE DE FRANZ KAFKA**, Musée d'art juif, 42, rue des Saules. Sauf ven. et sam., de 15 h à 18 h. Jusqu'au 18 décembre.  
**COLBERT, 1619-1683**, Hôtel de la Monnaie, 11, rue de la Monnaie. Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 30 novembre.  
**MAURICE BLANCHARD (1903-1969)**, Le portrait de la ville. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**POUPÉE JOUET, POUPEE REPIET**, Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-60). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 janvier.  
**L'ŒUF ET LA PLUME**, Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.

Galerie

**MAITRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES**, Galerie D. Malgouyres, 26, avenue Matignon (266-60-33). Jusqu'au 17 décembre.  
**SCULPTEURS DE L'ÉCOLE DE PARIS**, de 1906 à 1975. Galerie F. Boulhais, 20, rue Bonaparte (326-56-36). Jusqu'au 17 décembre.  
**ANTONIOUCI, BOULLON, FONCHAIN**, Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 10 décembre.  
**AUTOURE DU NOIR**, Pierres, peintures, poèmes. Galerie M. Cachoux, 16 et 29, rue Grand Canal (334-52-15). Jusqu'au 31 décembre.  
**RAOUL URBAC**, Photographies des années 30. - JAN VOSS, Galerie A. Maignan, 46, rue du Bac (222-42-59). Jusqu'au 14 janvier.  
**NATURES MORTES DE CE SIÈCLE**, Artérial, 9, avenue Matignon (236-39-90). Jusqu'au 31 décembre.  
**OLIVIER BRICE - YVON PREVEL**, 14, rue Donat (326-11-42). Jusqu'au 14 janvier.  
**PETITS FORMATS** : Claud, Garros, Koolhaas, etc. Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (339-50-75). Jusqu'au 14 janvier.  
**L'ANIMAL DANS L'ART JAPONAIS**, XVP-XIX<sup>e</sup> siècles. Galerie J. Olier, 26, place des Vosges (887-38-57). Jusqu'au 8 janvier.  
**TEL PEINTRE, QUELS MAÎTRES ?** Galerie ABCD, 30, rue de Labrousse (363-25-42). Jusqu'au 28 janvier.  
**HERVE BOURDIN/JEAN-LEONARD STOSCHKE**, Sculptures. Le Haut-pavé, 3, quai de Montbello (334-58-79). Jusqu'au 17 décembre.  
**BEN NICHOLSON**, Œuvres sur papier. - BIOPOLLE, Peintures récentes. Galerie Maignan, 46, rue du Bac (222-42-59). Jusqu'au 13 janvier.  
**ARRACHES ET PLI SÉLON PLI**, Galerie, 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 17 décembre.  
**LES GARDES DE SARRE JAPONAISES ANCIENNES**, Galerie R. Burny, 12, rue Le Regniet (334-67-36). Du 25 novembre au 19 décembre.  
**JEAN AMADO**, Sculptures récentes. Galerie J. Bucher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 19 décembre.  
**CHARLY BANANA**, Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 7 décembre.

Centres culturels

**CHICAGO**, 150 ans d'architecture 1833-1983 : Frank Lloyd et Fiske de la ville de Chicago. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (271-12-33). Informations téléphoniques : 271-11-12.  
Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.  
Antenne gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée de musée (trousses étagères) ; lundi et jeudi, 17 h, galerie contemporaine.  
BALHUIS, Jusqu'au 23 janvier.  
RICHARD SERRA, Jusqu'au 2 janvier.  
« Class-Clara 1983 », Jardin des Tuileries, entrée place de la Concorde. Jusqu'au 2 janvier.  
FRANÇOIS ROUAN, Jusqu'au 2 janvier.  
CALDER, Stables, Forum. Jusqu'au 2 janvier.  
PHILIPPE DE CROIX, Photographies. Jusqu'au 4 décembre.  
DESSINS TECHNIQUES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE, Jusqu'au 23 janvier.  
LUCAS SAMARAS, Salle contemporaine et animation. Jusqu'au 27 novembre.  
MECANIQUES A BOULES, de Pierre Andrieu. Atelier des enfants. Sauf dim. et mardi, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 janvier.  
LES PETITES SOEURS D'ALICE, Bibliothèque des enfants. Plaza. Jusqu'au 5 décembre.

**ARCHITECTURE ET INDUSTRIE**  
Plan et coupe d'un mariage de raison. Jusqu'au 23 janvier.

**R.P.I.**  
VISAGES D'ALICE. Jusqu'au 28 novembre.  
VOUS AVEZ DIT RURAL ? Jusqu'au 9 janvier 1984.

Musées

**AU PAYS DE BAAL ET D'ASTARTE**, Petit Palais, avenue Winston Churchill (12-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**AUTOURE DE RAPHAËL**, dessins et gravures. Du 25 novembre au 13 février. Musée du Louvre, aile de la sculpture. Entrée par la Cour Carrée. Sauf dim. et mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**L'ART DES CYCLES**, dans la collection de la ville de Paris, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**RAFAËL ET L'ART FRANÇAIS**, RAPHAËL DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES, Grand Palais (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**J.M.W. TURNER, 1775-1851**, Grand Palais, entrée avenue de la Grande Armée. Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**SALON DES ARTISTES DÉCORATEURS**, Hôtel de la Ville, Grand Palais porte H (339-66-10). Du 24 novembre au 11 décembre.  
**ROYAUME J.-H. LARTIGUE**, Foyer de la ville de Paris, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**LES MYTHES DE NOS PÈPES**, La mythologie des enfants, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**L'EXPO DES EXPOSITIONS**, Exposition internationale, Louvre 1981-Paris 1983. Musée du Louvre, 107, rue de la Harpe (262-32-14). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**TADANORI YOKOJO**, Jusqu'au 16 janvier. SPECTACLE EN SCÈNE. Affiches de la collection Paul Lissac. Jusqu'au 11 décembre. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf mardi, de 10 h à 18 h.  
**L'ART CELTIQUE EN GAULE**, Collections des musées de province. Musée du Louvre, 107, rue de la Harpe (262-32-14). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**SAINT-SÉBASTIEN**, Rituels et figures. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma Gandhi, bois de Boulogne (747-60-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Du 26 novembre au 16 avril.  
**DANTE ET VIRGILE AUX ENFERS**, Dessins de gravures françaises. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**PARIS 1979-1982**, Photographies de Jean Monod. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (273-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**STENDHAL ET L'EUROPE**, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu. Entrée : 8 F. Jusqu'au 29 janvier.  
**FIX-MASSEAU**, Affiches 1928-1983. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus).  
**VILÉM KILZ**, Photographies. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 janvier.  
**LA RECHERCHE DE FRANZ KAFKA**, Musée d'art juif, 42, rue des Saules. Sauf ven. et sam., de 15 h à 18 h. Jusqu'au 18 décembre.  
**COLBERT, 1619-1683**, Hôtel de la Monnaie, 11, rue de la Monnaie. Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 30 novembre.  
**MAURICE BLANCHARD (1903-1969)**, Le portrait de la ville. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**POUPÉE JOUET, POUPEE REPIET**, Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-60). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 janvier.  
**L'ŒUF ET LA PLUME**, Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.

Galerie

**MAITRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES**, Galerie D. Malgouyres, 26, avenue Matignon (266-60-33). Jusqu'au 17 décembre.  
**SCULPTEURS DE L'ÉCOLE DE PARIS**, de 1906 à 1975. Galerie F. Boulhais, 20, rue Bonaparte (326-56-36). Jusqu'au 17 décembre.  
**ANTONIOUCI, BOULLON, FONCHAIN**, Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 10 décembre.  
**AUTOURE DU NOIR**, Pierres, peintures, poèmes. Galerie M. Cachoux, 16 et 29, rue Grand Canal (334-52-15). Jusqu'au 31 décembre.  
**RAOUL URBAC**, Photographies des années 30. - JAN VOSS, Galerie A. Maignan, 46, rue du Bac (222-42-59). Jusqu'au 14 janvier.  
**NATURES MORTES DE CE SIÈCLE**, Artérial, 9, avenue Matignon (236-39-90). Jusqu'au 31 décembre.  
**OLIVIER BRICE - YVON PREVEL**, 14, rue Donat (326-11-42). Jusqu'au 14 janvier.  
**PETITS FORMATS** : Claud, Garros, Koolhaas, etc. Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (339-50-75). Jusqu'au 14 janvier.  
**L'ANIMAL DANS L'ART JAPONAIS**, XVP-XIX<sup>e</sup> siècles. Galerie J. Olier, 26, place des Vosges (887-38-57). Jusqu'au 8 janvier.  
**TEL PEINTRE, QUELS MAÎTRES ?** Galerie ABCD, 30, rue de Labrousse (363-25-42). Jusqu'au 28 janvier.  
**HERVE BOURDIN/JEAN-LEONARD STOSCHKE**, Sculptures. Le Haut-pavé, 3, quai de Montbello (334-58-79). Jusqu'au 17 décembre.  
**BEN NICHOLSON**, Œuvres sur papier. - BIOPOLLE, Peintures récentes. Galerie Maignan, 46, rue du Bac (222-42-59). Jusqu'au 13 janvier.  
**ARRACHES ET PLI SÉLON PLI**, Galerie, 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 17 décembre.  
**LES GARDES DE SARRE JAPONAISES ANCIENNES**, Galerie R. Burny, 12, rue Le Regniet (334-67-36). Du 25 novembre au 19 décembre.  
**JEAN AMADO**, Sculptures récentes. Galerie J. Bucher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 19 décembre.  
**CHARLY BANANA**, Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 7 décembre.

Centres culturels

**CHICAGO**, 150 ans d'architecture 1833-1983 : Frank Lloyd et Fiske de la ville de Chicago. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (271-12-33). Informations téléphoniques : 271-11-12.  
Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.  
Antenne gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée de musée (trousses étagères) ; lundi et jeudi, 17 h, galerie contemporaine.  
BALHUIS, Jusqu'au 23 janvier.  
RICHARD SERRA, Jusqu'au 2 janvier.  
« Class-Clara 1983 », Jardin des Tuileries, entrée place de la Concorde. Jusqu'au 2 janvier.  
FRANÇOIS ROUAN, Jusqu'au 2 janvier.  
CALDER, Stables, Forum. Jusqu'au 2 janvier.  
PHILIPPE DE CROIX, Photographies. Jusqu'au 4 décembre.  
DESSINS TECHNIQUES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE, Jusqu'au 23 janvier.  
LUCAS SAMARAS, Salle contemporaine et animation. Jusqu'au 27 novembre.  
MECANIQUES A BOULES, de Pierre Andrieu. Atelier des enfants. Sauf dim. et mardi, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 janvier.  
LES PETITES SOEURS D'ALICE, Bibliothèque des enfants. Plaza. Jusqu'au 5 décembre.

**ARCHITECTURE ET INDUSTRIE**  
Plan et coupe d'un mariage de raison. Jusqu'au 23 janvier.

**R.P.I.**  
VISAGES D'ALICE. Jusqu'au 28 novembre.  
VOUS AVEZ DIT RURAL ? Jusqu'au 9 janvier 1984.

Musées

**AU PAYS DE BAAL ET D'ASTARTE**, Petit Palais, avenue Winston Churchill (12-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**AUTOURE DE RAPHAËL**, dessins et gravures. Du 25 novembre au 13 février. Musée du Louvre, aile de la sculpture. Entrée par la Cour Carrée. Sauf dim. et mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**L'ART DES CYCLES**, dans la collection de la ville de Paris, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**RAFAËL ET L'ART FRANÇAIS**, RAPHAËL DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES, Grand Palais (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**J.M.W. TURNER, 1775-1851**, Grand Palais, entrée avenue de la Grande Armée. Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**SALON DES ARTISTES DÉCORATEURS**, Hôtel de la Ville, Grand Palais porte H (339-66-10). Du 24 novembre au 11 décembre.  
**ROYAUME J.-H. LARTIGUE**, Foyer de la ville de Paris, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**LES MYTHES DE NOS PÈPES**, La mythologie des enfants, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**L'EXPO DES EXPOSITIONS**, Exposition internationale, Louvre 1981-Paris 1983. Musée du Louvre, 107, rue de la Harpe (262-32-14). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**TADANORI YOKOJO**, Jusqu'au 16 janvier. SPECTACLE EN SCÈNE. Affiches de la collection Paul Lissac. Jusqu'au 11 décembre. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf mardi, de 10 h à 18 h.  
**L'ART CELTIQUE EN GAULE**, Collections des musées de province. Musée du Louvre, 107, rue de la Harpe (262-32-14). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**SAINT-SÉBASTIEN**, Rituels et figures. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma Gandhi, bois de Boulogne (747-60-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Du 26 novembre au 16 avril.  
**DANTE ET VIRGILE AUX ENFERS**, Dessins de gravures françaises. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**PARIS 1979-1982**, Photographies de Jean Monod. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (273-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**STENDHAL ET L'EUROPE**, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu. Entrée : 8 F. Jusqu'au 29 janvier.  
**FIX-MASSEAU**, Affiches 1928-1983. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus).  
**VILÉM KILZ**, Photographies. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 janvier.  
**LA RECHERCHE DE FRANZ KAFKA**, Musée d'art juif, 42, rue des Saules. Sauf ven. et sam., de 15 h à 18 h. Jusqu'au 18 décembre.  
**COLBERT, 1619-1683**, Hôtel de la Monnaie, 11, rue de la Monnaie. Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 30 novembre.  
**MAURICE BLANCHARD (1903-1969)**, Le portrait de la ville. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**POUPÉE JOUET, POUPEE REPIET**, Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-60). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 janvier.  
**L'ŒUF ET LA PLUME**, Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.

Galerie

**MAITRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES**, Galerie D. Malgouyres, 26, avenue Matignon (266-60-33). Jusqu'au 17 décembre.  
**SCULPTEURS DE L'ÉCOLE DE PARIS**, de 1906 à 1975. Galerie F. Boulhais, 20, rue Bonaparte (326-56-36). Jusqu'au 17 décembre.  
**ANTONIOUCI, BOULLON, FONCHAIN**, Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 10 décembre.  
**AUTOURE DU NOIR**, Pierres, peintures, poèmes. Galerie M. Cachoux, 16 et 29, rue Grand Canal (334-52-15). Jusqu'au 31 décembre.  
**RAOUL URBAC**, Photographies des années 30. - JAN VOSS, Galerie A. Maignan, 46, rue du Bac (222-42-59). Jusqu'au 14 janvier.  
**NATURES MORTES DE CE SIÈCLE**, Artérial, 9, avenue Matignon (236-39-90). Jusqu'au 31 décembre.  
**OLIVIER BRICE - YVON PREVEL**, 14, rue Donat (326-11-42). Jusqu'au 14 janvier.  
**PETITS FORMATS** : Claud, Garros, Koolhaas, etc. Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (339-50-75). Jusqu'au 14 janvier.  
**L'ANIMAL DANS L'ART JAPONAIS**, XVP-XIX<sup>e</sup> siècles. Galerie J. Olier, 26, place des Vosges (887-38-57). Jusqu'au 8 janvier.  
**TEL PEINTRE, QUELS MAÎTRES ?** Galerie ABCD, 30, rue de Labrousse (363-25-42). Jusqu'au 28 janvier.  
**HERVE BOURDIN/JEAN-LEONARD STOSCHKE**, Sculptures. Le Haut-pavé, 3, quai de Montbello (334-58-79). Jusqu'au 17 décembre.  
**BEN NICHOLSON**, Œuvres sur papier. - BIOPOLLE, Peintures récentes. Galerie Maignan, 46, rue du Bac (222-42-59). Jusqu'au 13 janvier.  
**ARRACHES ET PLI SÉLON PLI**, Galerie, 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 17 décembre.  
**LES GARDES DE SARRE JAPONAISES ANCIENNES**, Galerie R. Burny, 12, rue Le Regniet (334-67-36). Du 25 novembre au 19 décembre.  
**JEAN AMADO**, Sculptures récentes. Galerie J. Bucher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 19 décembre.  
**CHARLY BANANA**, Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 7 décembre.

Centres culturels

**CHICAGO**, 150 ans d'architecture 1833-1983 : Frank Lloyd et Fiske de la ville de Chicago. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (271-12-33). Informations téléphoniques : 271-11-12.  
Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.  
Antenne gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée de musée (trousses étagères) ; lundi et jeudi, 17 h, galerie contemporaine.  
BALHUIS, Jusqu'au 23 janvier.  
RICHARD SERRA, Jusqu'au 2 janvier.  
« Class-Clara 1983 », Jardin des Tuileries, entrée place de la Concorde. Jusqu'au 2 janvier.  
FRANÇOIS ROUAN, Jusqu'au 2 janvier.  
CALDER, Stables, Forum. Jusqu'au 2 janvier.  
PHILIPPE DE CROIX, Photographies. Jusqu'au 4 décembre.  
DESSINS TECHNIQUES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE, Jusqu'au 23 janvier.  
LUCAS SAMARAS, Salle contemporaine et animation. Jusqu'au 27 novembre.  
MECANIQUES A BOULES, de Pierre Andrieu. Atelier des enfants. Sauf dim. et mardi, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 janvier.  
LES PETITES SOEURS D'ALICE, Bibliothèque des enfants. Plaza. Jusqu'au 5 décembre.

**ARCHITECTURE ET INDUSTRIE**  
Plan et coupe d'un mariage de raison. Jusqu'au 23 janvier.

**R.P.I.**  
VISAGES D'ALICE. Jusqu'au 28 novembre.  
VOUS AVEZ DIT RURAL ? Jusqu'au 9 janvier 1984.

Musées

**AU PAYS DE BAAL ET D'ASTARTE**, Petit Palais, avenue Winston Churchill (12-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**AUTOURE DE RAPHAËL**, dessins et gravures. Du 25 novembre au 13 février. Musée du Louvre, aile de la sculpture. Entrée par la Cour Carrée. Sauf dim. et mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**L'ART DES CYCLES**, dans la collection de la ville de Paris, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**RAFAËL ET L'ART FRANÇAIS**, RAPHAËL DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES, Grand Palais (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**J.M.W. TURNER, 1775-1851**, Grand Palais, entrée avenue de la Grande Armée. Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F (gratuite le mercredi et le dimanche).  
**SALON DES ARTISTES DÉCORATEURS**, Hôtel de la Ville, Grand Palais porte H (339-66-10). Du 24 novembre au 11 décembre.  
**ROYAUME J.-H. LARTIGUE**, Foyer de la ville de Paris, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**LES MYTHES DE NOS PÈPES**, La mythologie des enfants, musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (13-42-53). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**L'EXPO DES EXPOSITIONS**, Exposition internationale, Louvre 1981-Paris 1983. Musée du Louvre, 107, rue de la Harpe (262-32-14). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.  
**TADANORI YOKOJO**, Jusqu'au 16 janvier. SPECTACLE EN SCÈNE. Affiches de la collection Paul Lissac. Jusqu'au 11 décembre. Musée de la Ville de















# LE MONDE DES ARTS

## CINEMA

**LE NOUVEAU AMOUR DE COCCINELLE** (A. V.) : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6\* (544-14-27) ; Royale, 8\* (265-82-66) ; Ermitage, 8\* (359-15-71) ; UGC Gobelins, 19\* (336-23-44) ; Minut, 14\* (359-52-43) ; UGC Convention, 15\* (828-20-64) ; Neopoll, 17\* (755-63-42).

**HAIR** (A. V.) : Boite à films, 17\* (622-44-21).

**LA VENGEANCE EST A MOI** (Jap. V.) : Rialto, 19\* (607-47-61).

**LE VOLEUR DE BICYCLETTE** (It. V.) : Olympia St-Germain, 6\* (222-87-23) ; Olympia Balzac, 8\* (561-10-60) ; Olympia Europe, 14\* (545-35-38).

**WOODSTOCK** (A. V.) : Péniche des Arts, 18\* (527-77-55).

**Les festivals**

**AMERICAN MEMORIES** (V.) : Action La Fayette, 9\* (878-40-50). Mer. : "Homme de la paille" ; jeu : "Daisy Clover" ; ven. : "Rencontres du IIIe type, édition spéciale" ; sam. : "Mambo, le paradis des musiciens" ; dim. : "Les Amants de la nuit" ; jeu. : "Le Prince et la Danseuse" ; mar. : "Maldonne pour un espion" ; Nuits de Chine (V.) : République-Château, 11\* (805-51-83). mer. : "14 h 20, ven. : 16 h 22 h : la Véritable Histoire de A.Q." ; mer. : 16 h 22 h : "Amis intimes" ; mer. : 18 h : "La Rose de Wou Ka" ; jeu. : 14 h 20 h, ven. : 14 h 16 h : "Le Fils de poutre-poutre" ; jeu. : 16 h 22 h : ven.

**FILM FANTASTIQUE ET DE SCIENCE-FICTION** : Rex, 2\* (236-83-93) ; mer. : 19 h 30 : "Hundra" (V.) ; 21 h : "Un mensonge pour Dracula" (V.) ; 22 h 30 : "L'Enterré vivant" (V.) ; jeu. : 19 h 30 : "Blood Bath at the House of Death" (V.) ; 21 h : "La Revanche de Pandemonium" (V.) ; 22 h 30 : "Le Spectre du professeur Hitchcock" (V.) ; ven. : 14 h 30, 19 h 30 : "The Killing Touch" (V.) ; 21 h : "Film surprise" ; 22 h 30 : "Mauvaises nouvelles" ; dim. : 19 h 30 : "Merlin and the Sword" (V.) ; 21 h : "Rodaan" (V.) ; 22 h 30 : "Burnt Offerings" (V.).

**FESTIVAL HITCHCOCK** (V.) : Action La Fayette, 9\* (878-40-50). mer. : jeu. : "Agent secret" ; ven. : sam. : "Sabotage" ; dim. : sam. : "La Maison du Dr Edwards".

**MIZOGUCHI/KUBOSAWA** (V.) : 14 Jallies-Farnass, 6\* (326-38-00). mer. : "Vivre" ; jeu. : "L'Impératrice Wang Kwei Fei" ; ven. : "Contes des chrysanthes tardifs" ; sam. : "Rabboni" ; dim. : sam. : "Les Contes de la lune vagabonde" ; jeu. : mar. : "Le Héros sacrifié".

**PANORAMA DU JEUNE CINEMA FRANCAIS** : Studio 43, 9\* (770-63-40). mer. : 20 h 30 : "Le Facteur Zazou. Histoire de vitamines. Le Mal en douceur. Hello, Baby".

**PROMOTION DU CINEMA** (V.) : Studio 28, 19\* (606-36-57). mer. : "Rachet" ; jeu. : "Une pierre dans la boue" ; ven. : "Vivre le social" ; sam. : "Le Général de l'armée morte" ; dim. : "Flashdance".

**14 JOURS POUR PLEURER** (V.) : Olympia, 14\* (545-35-38). mer. : "Pandora" ; jeu. : "Le Soleil se lève aussi" ; ven. : "Tant qu'il y aura des hommes" ; sam. : "Le Mirage de la vie" ; dim. : "Niagara" ; lun. : "Le Roman de Marguerite Gautier" ; mar. : "Le Fils dans le sang".

**Les séances spéciales**

**CARMEN JONES** (A. V.) : Sator-Lambert, 15\* (532-91-68). ven. : 17 h 15, lun. : 21 h.

**DERNIER CAPRICE** (Jap. V.) : Ciné-Boulevard, 3\* (271-52-36). lun. : 11 h 50.

**DIES IRAE** (V.) (Dan. V.) : Studio des Ursulines, 9\* (354-39-19). jeu. : sam. : lun. : 14 h.

**ORDER** (Dan. V.) : Studio des Ursulines, 9\* (354-39-19). mer. : ven. : dim. : 14 h.

**PANIQUE A NEEDLE PARK** (V.) (A. V.) : Olympia Luxembourg, 6\* (633-97-77). 12 h.

**PERFORMANCE** (V.) (Brit. V.) : Ciné-Boulevard, 3\* (271-52-36). sam. : dim. : 11 h 40.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à heures

# DINERS

## RIVE DROITE

### LE BISTRO ROMAIN

Le Bistrot de la Gare à l'italienne, nouvelles suggestions, menu 37,50 F, sautes fines, CARACCO et aloyaux sur le grill, nouvelle grande carte des desserts. Ou. 10 h à 1 h, 12, Champs-Élysées, 9, av. des Ternes, 108, bd du Montparnasse, 9, bd des Invalides.

**CAVEAU FRANÇOIS VILLON**  
64, rue de l'Arbre-Sec, 1<sup>er</sup> 236-10-92

Caves du XV<sup>e</sup>. Déj. Soup. 12 h. Soirée animée par troubadours. Coquilles Saint-Jacques frites à la vanille. Rôtie de bœuf. ESCALOPE DE SAUMON FRAIS A L'ORANGE. F/dim. lun. P.M.R. 150 F.

**LE JARDIN DU LOUVRE** 261-16-00  
2, pl. Palais-Royal, 1<sup>er</sup> F/dim., lundi

Déj. Diners. Soupers jusqu'à 0 h 30. Le Spectacle. La Politique, les CS&DS&S s'y retrouvent. CUISINE DE FÊTE et LÉGÈRE. VOITURIER.

**LE POTAGER DES HALLES**  
15, rue du Cyprie, 1<sup>er</sup> 296-83-30

Dans un décor 1930, bar américain, salon et bar au 1<sup>er</sup> étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale.

**INDRA** 359-36-72/359-46-40  
10, rue du Commandant-Rivière, 8<sup>e</sup>

GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGREE par le MINISTRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.

**LES SARLADAIS** F/sam. midi, dim.  
2, rue de Vienne, 8<sup>e</sup> 522-23-62

J. 22 h. CUISINE PERIGORDINE. Menu 150 F. 1/2 vin du pays + café + alcool de prune, avec foie gras, cassoulet aux confis. SA CARTE 150/160 F.

**LES TROIS MOUTONS** 225-26-95  
63, av. F.-Roosevelt, 6<sup>e</sup> T.L.J.

Ouvert après le spectacle. Grillades d'agneau et de bœuf. P.M.R. 185/215 F. s.c. SALLE CLIMATISEE. Menu 150 F. s.c.

**CHEZ DIEP** 256-23-96  
22, rue de Ponthieu, 8<sup>e</sup> Ouv. L.J.

Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamite. P.M.R. : 90 F.

**AUR DE RIQUERIE** 770-62-39  
12, rue du Fg-Montmartre, 9<sup>e</sup> T.L.J.

De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. Son BANC D'HUITRES.

**ÉTOILE DE L'UNDE** 770-72-83  
12, de Thérèse, 3<sup>e</sup> Fermé dim.

DÉJEUNERS, DINERS. Spécialités indiennes : BIRYANI, boulettes de crabes, crevettes au curry, etc. Fermé le dimanche.

**AU PETIT RICHEL** 770-48-48, 770-46-50  
25, rue Le Peletier, 3<sup>e</sup> Fermé dimanche

Son étonnant MENU à 100 F. S.c. Ses vins de Loire. Décor centenaire authentique. Salons de 6 à 30 personnes. Déj. Diners-Soupers de 19 h à 0 h 15. Parking Dracoch.

**PALAIS DU TROCADERO** 727-05-02  
7, avenue d'Eylau, 16<sup>e</sup> Tous les jours

Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraisons à domicile. Plans à emporter.

**LE GUILLAUME TELL** 622-28-72  
111, av. de Villiers, 17<sup>e</sup> F/sam. midi-dim.

BANC D'HUITRES. Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUILLABaisse et BOURRIDE. Cartes crédit. Parking assuré, 210, rue de Courcelles.

**L'ORÉE DU BOIS** 747-92-50  
Bois de Boulogne Tous les jours

Déj. d'aff. Menu 160 F. Diners-spectacle d'après, jeudi, vendredi, samedi, menu 230 F. Orch. Jean SALA, Carlo NELL. Salons pour réception 10 à 800 p. Parking assuré.

**EL PICADOR** 387-28-87  
80, bd des Batignolles, 17<sup>e</sup> F/lun.-mardi

Déjeuner, dîner, 12 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES : ruzuela, gambas, bacalao, calamars tinta. P.M.R. 120 F. 2 formules : 62 F. s.c. 75 F. s.c. avec spécialités. SALONS.

**LE SAINT-SIMON** 380-88-68  
116, bd Pereire, 17<sup>e</sup> F. sam. midi-dim.

Spécialités de poissons. MENU à 110 F. s.c. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. Parking, 210, rue de Courcelles.

## RIVE GAUCHE

**LA FERME DU PERIGORD**  
1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5<sup>e</sup>

DÉJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Commandes prises jusqu'à minuit. Tél. : 331-69-20. OUVERT TOUTS LES JOURS. Parking gratuit.

**L'ANNÉE** 354-16-28  
18, rue Laplace, 5<sup>e</sup> F/dim.

Fricassée d'escargots, Grilles, Cuisse de grenouilles, Chateaubriand, Magret de canard, Fromages chauds. Sa chemise, sa cave.

**DINER'S JAZZ** 634-57-03  
23, r. Montagne-Sic-Genesève, 5<sup>e</sup> F/handi

OUVERTURE. Menu 80 F. s.c. Contaminations 35-45 F. s.c. Cocktails. Choix hors-d'œuvre, grillades, salades. Le soir, jazz New-Orleans. VAUDEVILLE.

**LE MAHARAJAH** 325-12-84  
15, rue J.-Chaplain, 6<sup>e</sup> F/mardi.

Jusqu'à 23 h 30. CARREFOUR MONTPARNASSE/RASPAIL, venez déguster les spéc. de TANDOR. Epl. 72, bd St-Germain, 354-26-07. F/handi. Spéc. BIRIANI.

**TAN DINH** F/dimanche  
63, rue de Valenciennes, 7<sup>e</sup> 544-04-84

Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979, 600 Grands Crus, deux 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Bac-Montalambert.

**CHEZ FRANÇOISE** 551-47-20/705-49-03  
Aérogare des Invalides, 7<sup>e</sup>

Menu à 90 F. Grands crus de Bordeaux en cave. Dans une oasis de verdure. Ambiance musicale. Ouvert dim. au déj. F/dim. soir et lunch. Parking privé, entrée face au 2, rue Faber.

## HORS PARIS

## RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 23 novembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

**EMBRAYO** : La création d'un personnage qui passe de l'enfance à l'âge de femme adulte en 4 semaines. Disponible dans tous les Vip Vidéo Clubs.

20 h 30 Sport : Football. Coupe de l'U.E.F.A. Lens-Anderlecht, en direct de Lens.

22 h 20 Ballet : Pygmalion. De Jean-Philippe Rameau. En célébration du tricentenaire de sa naissance. Avec l'ensemble vocal et instrumental « La chapelle royale », dir. Ph. Herreweghe, comédiens et danseurs du Théâtre du Nombre d'Or. Ce petit opéra-ballet en un acte, très caractéristique du « personnage » Rameau a été l'ouvrage le plus joué à la fin du dix-huitième siècle quoique mineur au regard des grandes tragédies lyriques. Un spectacle minutieusement réglé : moulinets des mains, costumes somptueux, décors étonnants rappelant Boucher ou Lancret, un peu chargé.

23 h 10 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Le poison de la chambre noire d'après L. Lovessy, réal. J. Wyndham-Davies. Un assistant photographe empoisonné, sa ravissante épouse confesse être l'auteur du crime. Échappera-t-elle à la potence ? Drame passionnel à l'époque victorienne.

21 h 15 Portraits : John Fitzgerald Kennedy. Réal. T. Horn. Une émission présentée par Ph. Labro à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de J.-F. Kennedy.

22 h 50 Histoires courtes. La Semaine du blanc, de P. Taulere.

23 h 5 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Agora : Racisme au quotidien. Émission de la communauté des télévisions francophones en triple.

Une soirée animée par Pierre Dumayet et réalisée par Jean-Marie Coldefy, en direct de Strasbourg et de Genève, et de Montréal par satellite interposé, autour du racisme. A partir de trois stations, un débat avec seize invités représentant trois pays francophones, la France, la Suisse et le Canada.

23 h 35 Journal.

23 h 55 Prélude à la nuit. Musique traditionnelle d'Amérique indienne. « Ayl-tuman », par L. Carpio, A. Wilka, L. Melendrez.

### FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Dessin animé : Contes des gris et des bois.

17 h 12 Péguy, rève et moultifères.

17 h 58 Des métiers et des bêtes (sculpteur et animaux).

18 h Mon ami Guigou.

18 h 17 Les Indiens d'Amérique du Nord (4 : le chemin des larmes).

18 h 30 Vie régionale.

18 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.

19 h Informations.

19 h 15 Info régionale.

19 h 35 Feuilleton : Rouletabille.

### FRANCE-CULTURE

19 h 30 Perspectives scientifiques : les différents aspects de l'évolution : l'avenir de l'humanité, avec le docteur P. Rouger.

20 h La belle œuvre : la IV<sup>e</sup> symphonie de Schumann, lieder, par D. Fischer-Dieskau ; concerto pour piano, par D. Lippai.

22 h 30, Nuits magiques.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Musique de chambre (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Sonate pour violon et piano, de Mozart ; Sonate en ré mineur n° 3, de Brahms ; sonate en la majeur, de Franck, avec P. Amoyal, violon, M. Rudy, piano.

22 h 30, Fréquence de nuit : feuilleton « Mélanies » : œuvres de Verdi, Bizet, Bellini ; 23 h 10, Portraits : Lili Boulanger.

Jeudi 24 novembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus.

12 h Le rendez-vous d'Amnik.

13 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 45 Objectif santé.

13 h 50 Quatrième en direct de Vincennes.

14 h Feuilleton : Le provocateur.

14 h 15 Le village dans les nuages.

14 h 40 Variétés.

15 h 55 7 h moins 5.

15 h Météorologie.

15 h 15 Émissions régionales.

15 h 35 Expression directe : Sénat et Assemblée nationale.

20 h Journal.

20 h 35 Téléfilm : Les Supporters. Réal. Sylvain Joubert. Chronique d'une amicale de supporters de football dans une ville industrielle du Nord. Un entraîneur alcoolique, des soûles de mélange entre les dirigeants, quand le club est à deux points de la relégation en troisième division.

22 h 20 Document : Mourir chez soi ou vivre ailleurs. De M. Honorio et B. Martino. Il y a, en France, 250 000 réfugiés politiques. Leur nombre augmente sans cesse. L'émission montre, à travers des témoignages variés, l'apport de ces réfugiés à la culture et à l'économie française. Parmi eux, de faux réfugiés. Comment les reconnaître ? Une commission a été créée pour étudier les cas litigieux. Un dossier un peu décousu, mais solide et chaleureux.

23 h 35 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOINE.

10 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : L'académie des neufs.

13 h 35 Les amours romantiques.

14 h 50 Aujourd'hui la vie.

14 h 55 Téléfilm : Les forces du mal, de P. Wendkos. Une ravissante modélisme victime des manipulations d'un homme qui aurait vendu son âme au Diable.

16 h 20 Un temps pour tout.

Les vedettes. Avec Michel Drucker, Léon Zitrone, Catherine Lagarde, Dorelles...

17 h 30 Paris fantasmagorique.

17 h 45 Récré A2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 10 D'accord par d'accord.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 45 Expression directe : Les syndicats : Forc Ouvrière et la C.G.T.

20 h Journal.

Bernard BROCHAND auteur du PUBLICITOR invité à APOSTOPHES DALLOZ en vente en librairie

20 h 35 Série : Martin Eden, d'après J. London, réal. D. Capotoni. Dernière épisode des aventures de Martin Eden, enfin devenu célèbre. Commence pour ce personnage le temps de déshistoires qui le mèneront au suicide.

21 h 30 Enquête publique : La place de l'homme dans l'univers.

De Copernic à Einstein, de la naissance à la mort. La création du monde, la vie, la mort, la conscience, en liaison avec le public.

22 h 45 Journal et Spécial Coupe d'Europe de football.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.

Programmes autonomes des douze régions.

19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.

20 h Les jeux.

20 h 35 Cinéma sans visa.

Émission de Jean-Lucouire et Jean-Claude Guillebaud.

20 h 40 Film australien : Héros ou salopards. Film australien de B. Beresford (1979), avec E. Woodward, J. Thompson, J. Waters, B. Brown, R. Mullinar, L. Fitz-Gerald (v.o. sous-titré).

En 1901, pendant la guerre du Transvaal, des officiers d'un commando australien sont traduits en cour martiale britannique, pour avoir massacré - sur ordre supérieur - des prisonniers boers. Reconstitution parfaite.

d'un procès authentique. Réflexion sur le comportement des soldats, la justice et la diplomatie en temps de guerre. Découverte d'un des meilleurs cinéastes australiens.

22 h 25 Télémagasin.

Avec Gérard Chailand, spécialiste de la guerre des Boers. Anne Gail, comédienne et journaliste ; le général Buis, écrivain et journaliste.

22 h 55 Journal.

23 h 20 Prélude à la nuit.

« Capriccio Espagnol » de Rimski-Korsakov, par l'Orchestre philharmonique des Pays de Loire, sous la direction de Marc Soustrot.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6, Dis, raconte-moi la mer.

17 h 21, Un regard d'artiste.

17 h 46, Naisance des cloches de Saint-Paul d'Agen.

18 h, Magazine du rock : Rocking chair.

18 h 30, Présence au théâtre (Le roi se meurt, d'E. Ionesco).

18 h 56, Dessin animé : Ulysse 31.

19 h, Informations.

19 h 15, Info régionale.

19 h 35, Feuilleton : Rouletabille.

### FRANCE-CULTURE

9 h 7, Matière de la littérature.

9 h 46, Les tests et la graphologie.

11 h 2, Musique : Allons à la Scala (la princesse Turandot, la Scala vivante) (et à 13 h 30 et 17 h 32).

12 h 5, Nous tous chacun.

12 h 45, Panorama.

14 h, Soixante ans de la vie : « Roman Roi », de R. Camus.

14 h 47, Les après-midi de France-Culture à Montpellier : à 13 h 20, Débat : les fibrocytes en col blanc ; à 16 h, l'homme en jeu : Julio Cortázar.

18 h 30, Feuilleton : le Centenaire.

18 h 35, Jazz à l'antenne.

19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'écologie et le peuplement, avec le professeur J.-P. Escaud.

20 h, Tunnel, dramatique de A. Rudian. Avec F. Marthour, C. Laborde, A. Leberre, J. Milie...

21 h 45, Profession : spectateur, Guy Dumur : la « Trinité » du théâtre de l'absurde.

22 h 30, Nuits magiques.

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques de matin : Moussorgsky, Mozart.

7 h 10, Concert : Mozart par le Nouvel Orchestre philharmonique.

7 h 42, Le journal de musique.

8 h 12, Mappazine.

8 h 22, L'oreille en écoute.

9 h 20, D'une oreille l'autre : œuvres de Schubert, Brahms, Bach, Webern, Stockhausen.

12 h, Le royaume de la musique.

13 h 35, Jazz : Jabbo Smith - bis.

13 h 50, Concours international de guitare.

14 h 30, Poissons d'or.

14 h 4, Musique légère.

14 h 30, Musiciens à l'œuvre : Miles Davis ; œuvres de Davis, Feldman, Porter, Hancock, Shorter, Monk.

17 h 5, Répères contemporains : Nicole Lachartre.

18 h, L'imprimé.

18 h 5, Soixante-Concert : Jazz, le centenaire du flûtiste Michel Edelin et le Quartette de Michel Rogues.

20 h, Jazz.

20 h 30, Concert (donné le 21 novembre 1983 au théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées à Paris) : Ali Akbar Khan, sarod, et Swapan Kumar-Chow-Dury, tabla.

22 h 30, Fréquence de nuit : Feuilleton « Mélanies » : œuvres de Schubert, Schoenberg, Puccini ; 23 h 10, portrait Meredith Monk.

### TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 23 NOVEMBRE

- M. Jean-Michel Baylet, président du Mouvement des radicaux de gauche, est repu à l'émission « Europe Plus », sur Europe 1, à 19 h 30.

- M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, est l'invité de « Fréquence Info », sur Fréquence Montmartre, 98,85 MHz



# COMMUNICATION

96 13

## LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

### La logique du pluralisme

(Suite de la première page.)

Elle a subi une évolution qui est celle de bien d'autres secteurs de l'activité économique.

Rien que de très normal, en somme, si l'on réduit l'information à ses seules dimensions industrielles et commerciales. Elles ne sont, certes pas, subalternes : un journal, écrit, parlé ou télévisé, suppose un support, des moyens, un public, des recettes, il faut acquiescer les uns, conquies les autres, dans un environnement concurrentiel. La réalité économique de la presse est celle de tous les produits industriels, sauf qu'elle est aussi un produit culturel et politique dans la mesure où elle contribue à définir le système d'organisation de la cité. Dans une société qui veut préserver la plus large expression démocratique et respecter le libre jeu économique, les moyens d'information sont traités entre deux exigences, deux logiques. C'est pour les concilier que les législations, dans les pays politiquement comparables, ont octroyé à la presse des régimes juridiques et économiques particuliers.

En France, ces régimes se fondent sur une trentaine de textes. En voici un de plus, proposé par le gouvernement non comme une réforme d'ensemble mais pour pallier une carence de la législation. Il s'agit d'assurer la transparence du capital des entreprises de presse et le pluralisme des organes d'information générale et politique.

Des organes d'information générale : à elle seule, cette qualification devrait conduire les entreprises concernées à dire, naturellement, ce qu'elles sont. Elles ne le font pas toujours et, là comme ailleurs, la propriété préfère la discrétion, voire le secret et le camouflage. Or si, par honnêteté envers le public, un journaliste est tenu de situer ses sources d'information, un journal devrait livrer celles de son financement. Les propriétaires doivent avoir, aussi, le courage de signer leur journal.

Le pluralisme est plus difficile à imposer en termes juridiques, car il se heurte à la réalité économique. Les auteurs du projet gouvernemental ont cherché une solution dans la limitation des concentrations de presse, au niveau national et au niveau régional. Ils n'innovent pas : dans plusieurs pays, des législations semblables existent et cette constatation relative une indignation que peu torde. Constatons aussi que le phénomène de concentration n'a été, pour autant, vraiment maîtrisé. Il correspond, parfois, à la réalité d'un marché. Il n'est pas toujours contraire au pluralisme et, dans certains cas, il ne fait que sanctionner des erreurs de gestion.

Deux autres maux menacent la diversité, c'est-à-dire la richesse de la presse. Le premier est l'insaturation, sur un territoire, dans un secteur, d'un monopole d'information. Le second consiste à privilégier le média aux dépens

du message, le contenant, aux dépens du contenu. Dans la presse écrite, par exemple, il revient à rechercher le meilleur profit dans la capacité d'imprimer, plus que dans celle d'informer. Et à faire des journaux sans journalistes.

Le projet de loi sur la presse ne concerne, en fait, que la presse écrite et, à l'intérieur de celle-ci, que la presse d'information générale et politique et, dans cette branche, il ne paraît viser qu'un seul groupe. Ce n'est pas son moindre défaut. En se politisant à l'extrême, la réforme de la législation propose une action politique excessive qu'elle ne mérite pas dans son principe. Elle n'a pas que des traverses.

La volonté de maintenir le pluralisme de la presse ne va pas, malgré de bonnes intentions, jusqu'au terme de sa logique. Elle ne remet en cause ni des monopoles établis ni les positions dominantes de l'Etat dans l'audiovisuel. Ce n'est pas la moins menaçante car elle s'appuie sur une stratégie de développement tout azimut qui concurrencera davantage sur le marché publicitaire les autres moyens d'information : ils n'en seront que plus appauvris. Si la réforme s'attache à préserver la singularité de chaque publication à travers son équipe rédactionnelle, elle n'explote pas plus avant cette voie privilégiée du pluralisme. Elle pourrait aller jusqu'à la reconnaissance des droits de la

réaction dans l'orientation du contenu du journal concurrentiel à ceux des propriétaires.

Toute déviation sur l'avenir de la presse et, à fortiori, toute action qui tend à maintenir l'existence et la diversité du support écrit comme moyen d'information et d'expression, ne peut éluder deux données fondamentales. La première, déjà évoquée, est économique. La volonté de préserver le pluralisme - c'est-à-dire la maintenance ou la création de publications originales - malgré les effets réducteurs des lois du marché, suppose un système d'aides compensatrices très finement adapté à cet objectif et politiquement inopposable.

La seconde donnée est culturelle et elle va au-delà du problème de la presse. La protection de l'écrit comme moyen de connaissance et de réflexion, comme instrument de discussion et de débat, doit commencer très tôt. Bien avant l'âge de la lecture des quotidiens. Face à la culture de l'image, qui se forme très tôt - et qu'il serait stupide de combattre - celle de l'écrit doit multiplier les germes de sa délicate contagion. Il faut l'y aider. Sinon, la presse d'information générale continuera, quoi qu'elle fasse, de perdre des lecteurs, et ceux qui veulent s'informer perdront le choix sans égal et la complexité intellectuelle que propose, au-delà des gros titres et ses petits caractères, un journal.

A. L.

## SUR LA F.M. PARISIENNE

### Radio-Express, Carol-F.M. et Boulevard du Rock passent dans l'illégalité

Regroupement de trois stations parisiennes (Boulevard du Rock, Carol-F.M. et Radio-Express), la radio A.B.C. - jusque-là affiliée avec Mega/Obligue - a annoncé mardi 22 novembre sa détermination à « se battre jusqu'au bout » pour obtenir de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle une fréquence propre. « Digne » des promesses non tenues, A.B.C. émet désormais illégalement sur l'ancienne fréquence de Carol, 94,8 Mhz.

Pour avoir droit de cité et pouvoir tenir bon sur la F.M. parisienne, déclarait-on mardi à A.B.C. dans les locaux de l'Express, c'est très simple : il faut être puissant, avoir de gros soutiens - politiques, financiers... - à moins d'être le relais d'Havas ou d'Europe 1. Si nous n'avons pas de derrière nous un groupe de presse, il y a longtemps que l'on nous aurait abattu.

Le ton est donné. Grave, les associés ayant conscience des risques d'abandonner la voie du légalisme jusqu'à adopter, résolu, les trois radios estimant avoir été « abusées » trop longtemps pour accepter encore de nouveaux compromis voués à un échec certain.

Histoire délicate en effet que celle du regroupement sur la fréquence 100,6 Mhz conçu par la Haute Autorité autour de quatre stations très vite alliées deux par deux. Cela se révélait en effet difficile, sinon compromis, lorsqu'un des « sages » prit l'initiative - selon A.B.C. - de faire une proposition : pourquoi ne pas concevoir un mariage entre le radio de l'Express qui quitterait la fréquence presse, et le tandem Carol-Boulevard du Rock ? L'idée séduisit les trois radios qui signèrent ainsi un accord, convaincu de se voir accorder ensemble une fréquence. C'était oublier un peu vite les deux autres radios (Mega/O et Obligue), qui,

prévenues de la manœuvre, obtinrent ensemble au dernier moment de figurer aussi sur la liste du regroupement publiée le 29 mai 1983 au Journal officiel. Mécontente - l'officialisation d'un « mariage » par la parution au Journal officiel n'a pas toujours offert magique pour gonfler un conflit - parties imposé du temps d'attente en deux parties égales... le regroupement allait exploser.

« Nous sommes victimes des manœuvres de la Haute Autorité, déclarait un responsable d'A.B.C. Ce mariage - le seul à Paris à tenter de réunir cinq radios, et donc cinq équipes - est impossible. Nous le savons tous et alors à quoi bon nous plus longtemps à cette antenne et gaspiller nos énergies ? Responsable de ce gâchis, la Haute Autorité doit nous attribuer une nouvelle fréquence. Ce ne serait pas la première fois que T.D.F. sortirait ainsi une fréquence de son mystérieux chapeau ! »

L'allusion était inévitable. En accordant récemment aux principales exigences de Radio-Solidarité, dotée d'une nouvelle fréquence malgré l'échec du regroupement (le Monde du 21 octobre et du 1<sup>er</sup> novembre), la Haute Autorité, devait savoir qu'elle ouvrait la voie à bien des contestations.

A. Co.

## LE GROUPE SOCIALISTE ENVISAGE DES AUDITIONS DES PROFESSIONNELS DE LA PRESSE

L'opposition n'est pas seule à vouloir donner de l'importance à la discussion du projet de loi sur la presse. Le groupe socialiste, a expliqué, le mardi 22 novembre, son porte-parole, M<sup>me</sup> Véronique Neizert, députée de la Seine-Saint-Denis, envisage d'innover en organisant, pour se préparer au débat, une série d'auditions des personnes intéressées, représentants des organisations de journalistes ou des patrons de presse. « Pourquoi pas M. Robert Hersant ? », a-t-elle précisé. Les auditions pourraient - ce qui serait une « première » - se tenir non pas à huis clos, mais en présence de journalistes.

Le groupe socialiste souhaite aussi évoquer l'ensemble du problème des aides de l'Etat à la presse et étudier ce qui se passe dans les pays voisins. En attendant, les socialistes de l'Assemblée devront trancher : deux commissions, celle des lois et celle des affaires culturelles, estiment qu'il leur revient de préparer la discussion du projet en séance publique, la création d'une commission spéciale étant, a priori, exclue.



(Dessin de PLANTU.)

La presse reçue par M. Filloud. - Reçu mardi 22 novembre par M. Georges Filloud, les représentants des organisations professionnelles d'éditeurs de journaux ont redit au secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication leur hostilité de fond au projet de loi sur la presse, « texte à l'élaboration duquel ils n'avaient été à aucun moment associés ». La délégation de l'Union nationale des journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T.), reçue ensuite, a qualifié de

« positif » le projet de loi inspiré de l'ordonnance de 1944 concernant le pluralisme et la transparence des capitaux investis dans la presse, et souligné l'intérêt de l'obligation faite d'une équipe rédactionnelle spécifique à chaque titre. A ce propos, la Fédération française des sociétés de journalistes a demandé que cette spécificité soit confortée par la reconnaissance de la « personnalité juridique » aux équipes rédactionnelles.

## LES PRIX LITTÉRAIRES

### Drôle de jeu

Dans le Monde du 23 novembre, une série de coquilles ont déformé le commentaire que nous faisions sur l'attribution du prix Goncourt.

Ainsi, nous écrivions que les deux nouveaux jurés du Goncourt, Edmond Charles-Roux et Daniel Boulanger, « ne s'inquiétaient nullement à la pensée que le contenu des délibérations du jury serait prochainement révélé par le journal la Meilleure, qui avait réussi à disposer des micros clandestins chez Drouot. [Ils] faisaient valoir que rien de scandaleux ni de gênant ne serait ainsi dévoilé. Ils s'indignaient seulement du précédent - jeu convenable, il est vrai ».

Bien sûr, il fallait lire « procédé », mais une plus fâcheuse erreur de consonnes fit imprimer « jeu » au lieu de « peu convenable », ce qui transformait nos propos en une approbation des écoutes clandestines, alors que nous les réprouvons.

Des corrections furent faites à temps, croyons-nous, pour faire cesser ce « jeu » stupide. L'ordonnateur ne serait-il sensible qu'au langage bas ? Toujours est-il qu'en dépit d'interventions répétées le texte fautive revint dans plusieurs éditions. A défaut de son charme du moins, avouons-nous découvrir une lubie mystérieuse de la technique.

Nous présentons nos excuses aux lecteurs qui auraient pu croire que notre journal fut soudainement devenu le Meilleur... du Monde.

B. A.

## AU CONSEIL D'ETAT

### Le premier ministre refuse le détachement de M. Cousin, sollicité par le groupe Hersant

M. Bertrand Cousin, maître des requêtes au Conseil d'Etat, n'a pas obtenu la « mise en disponibilité pour convenances personnelles » qu'il avait sollicitée afin de pouvoir prendre la direction de directeur adjoint à la Socpresse, société holding du groupe Hersant. Dans la lettre par laquelle M. Cousin s'est vu signifier cette décision, M. Pierre Mauroy, premier ministre, invoque les positions défavorables du vice-président du Conseil d'Etat, M. Pierre Nicolas et du garde des sceaux, M. Robert Badinter. La commission consultative du Conseil d'Etat aurait, elle, donné un avis favorable.

M. Bertrand Cousin a été, de décembre 1979 à août 1982, directeur du Service juridique et technique de l'information (S.J.T.I.) dépendant du premier ministre. En décembre 1981, lors d'une correspondance avec M. André Audinot, directeur général de la Socpresse et député de la Somme, M. Cousin avait rappelé les positions prises dans le passé par le S.J.T.I. à l'égard des dispositions les plus contraignantes de l'ordonnance d'août 1944 sur la presse restreinte, on le sait, inappliquées. Ce courrier, très favorable aux thèses de M. Hersant, avait été jugé inopportun par certains responsables gouvernementaux. Son auteur avait été par la suite réintégré au Conseil d'Etat et remplacé à la tête du S.J.T.I. par un autre membre du Conseil d'Etat, M. Jean-Pierre Hoss. Lors des dernières élections municipales, M. Cousin a été élu maire

adjoint de Brest sur une liste d'opposition conduite par le R.P.R.

La règle interdit à tout agent de l'Etat d'avoir un quelconque intérêt - pendant une durée de cinq ans à compter de la fin de ses fonctions publiques - dans une entreprise à l'égard de laquelle il a eu une action de contrôle, de surveillance ou de contractant pour la passation de marchés (articles 25 du décret 59-309 du Statut général des fonctionnaires et 175-1 du Code pénal).

Il ressortirait de l'échange de correspondances auquel a donné lieu la demande de M. Cousin, qu'il juge préférable en haut lieu, d'une manière générale, qu'un haut fonctionnaire n'entre pas dans une entreprise privée « à la faveur de relations » nouées avec elle durant l'exercice d'une responsabilité publique.

On indique aussi que le vice-président du Conseil d'Etat, loin d'avoir voulu « faire jurisprudence », aurait pris « une décision d'opportunité sur un cas d'espèce sans aucune volonté de principe, sinon celle de vouloir mettre à l'abri un membre du conseil de toute suspicion de collusion avec des intérêts privés, en l'occurrence ceux de M. Robert Hersant. C'est un problème de déontologie, ajoute-t-on. La mise en disponibilité de tout autre membre du conseil pour le même poste n'aurait pas été refusée ».

E. R.

4<sup>e</sup> Mars 1983  
**LE MONDE**  
NOVEMBRE 1983  
**FAUT-IL SUPPRIMER LE BAC ?**  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10,50 F

**40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »**  
« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « le Monde Dimanche ».  
93 pages. 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75421 Paris Cedex 09

**SNCF**  
**EMPRUNT NOVEMBRE 1983**  
**2 MILLIARDS DE FRANCS**  
**OBLIGATIONS DE 5.000 F**

Deux formules au choix :

<p>Montant : 1 milliard de francs</p> <p>Prix d'émission : 99,60 % soit 4980 F par titre</p> <p>Intérêt annuel : 14,10 %</p> <p>Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance : 14,18 %</p> <p>Amortissement en 4 tranches égales de 1990 à 1993 - soit par remboursement au pair - soit par rachat</p> <p>Amortissement anticipé : La S.N.C.F. se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats.</p> <p>Date de jouissance et de règlement : 5 décembre 1983</p> <p>Durée : 10 ans</p> <p>Les obligations seront cotées à la BOURSE DE PARIS.</p>	<p>Montant : 1 milliard de francs</p> <p>Prix d'émission : 99,96 % soit 4998 F par titre</p> <p>Intérêt annuel : Préfixé annuellement et égal au taux de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés (INSEE) ou, à défaut, au taux de rendement indicatif des obligations cotées de même catégorie (CDC) du mois d'OCTOBRE précédant la date de révision.</p> <p>Minimum : 8,50 % 1<sup>er</sup> coupon le 5 décembre 1984 : 14,10 %.</p> <p>Amortissement au pair le 5 décembre 1993</p>
---	--

**SOUSCRIVEZ**

dans les banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel.

Une note d'information (visa de la C.O.B. n° 83-312 du 15 novembre 1983) peut être obtenue sans frais auprès de la S.N.C.F., guichet-titres - 8, rue de Londres 75009 Paris et des Etablissements chargés du placement.

B.A.L.O. du 21 novembre 1983



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	58,00	66,42
AUTOMOBILES	58,00	66,42
AGENDA	58,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70



**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre Mer)

### CEGOS-COOPERATION

recherche  
pour ses missions auprès de gouvernements et d'entreprises publiques de pays en développement

### CONSULTANTS

- Diplômés de Grandes Ecoles, ou justifiant d'un niveau équivalent.
- « Juniors » ayant au moins cinq ans d'expérience professionnelle.
- Ou « seniors ».

#### DANS LES DOMAINES SUIVANTS :

- Structures et organisation générale, management public. Au plus haut niveau de la hiérarchie, nous étudions et mettons en place des réformes dans les administrations centrales et dans la gestion des personnels de l'Etat. Référence SOG/MA.
- Organisation et systèmes financiers publics. Les missions, consistant à étudier et mettre en place des systèmes complets de gestion des Finances publiques, à réaliser des analyses financières et budgétaires, exigent des experts une double compétence d'organismes et d'analystes financiers. Référence OFP/MA.
- Organisation et informatique. Les réformes que nous concevons et appliquons englobent la refonte d'applications informatiques, ou la mise en œuvre de projets nouveaux. Notre rôle est de concevoir les systèmes d'information, définir l'organisation générale et le cahier des charges, suivre la réalisation et prononcer la recette. (a) Nos experts sont des informaticiens ayant le goût de l'organisation et la volonté d'élargir leur champ d'intervention. (b) Un organisateur pratiquant la micro-informatique, apte à réaliser des opérations intégrées, sera aussi le bienvenu. Référence OI/MA.
- Conception et mise en œuvre d'ensembles pédagogiques de niveau élevé. Pour la formation de hauts fonctionnaires (domaines : Management public, Economie, Finances, gestion d'entreprises publiques). Nos experts sont des professionnels des techniques à enseigner. Ils ont le goût et l'expérience de la pédagogie des adultes. Référence FOR/MA.
- Entreprises publiques. Nos missions consistent à :
  - Doter les autorités de tutelle d'outils d'information sur le secteur parapublic, procéder à des analyses générales ou sectorielles, macro ou micro-économiques, définir et contrôler niveaux d'endettement et politiques d'investissement, etc. Nos experts sont des économistes ayant une bonne connaissance des rouages de l'Etat et de l'Entreprise. Référence EP 1/MA.
  - Mener, à l'intérieur des entreprises, des diagnostics ; élaborer des plans de redressement ; réorganiser les fonctions, notamment administrative et financière. Nos experts sont des hommes d'entreprise. Référence EP 2/MA.
- Macro-économie et statistique. Nous intervenons (a) pour concevoir et réaliser des systèmes permanents d'analyse et d'information économique, proposer des politiques générales ou ponctuelles, définir et appliquer des méthodes de programmation et de contrôle des investissements ; (b) pour définir et mettre en œuvre des plans d'information statistique au niveau de l'Etat. Nos experts sont (a) des macro-économistes ayant une connaissance concrète des projets et programmes d'investissement et (b) des ingénieurs ENSAE - ou équivalent - ayant une formation économique, le goût de l'organisation, et un bon niveau informatique. Référence MS/MA.
- Analyse juridique-financière de contrats de prêts, d'avals, de conventions de financement d'investissements. L'expert a une solide formation juridique. Il justifie d'une bonne expérience des contrats et financements internationaux. Référence AJ/MA.

#### NOUS RECHERCHONS EGALEMENT

- Un expert de très haut niveau, capable d'animer une équipe pluridisciplinaire tout en exerçant lui-même une activité de conseiller en Finances publiques. Référence EX/MA.
- Pour ces postes, une expérience dans l'administration publique, la connaissance des pays en développement, la pratique de la micro-informatique, la maîtrise d'une langue étrangère, sont des atouts supplémentaires. Ils sont à pourvoir en Afrique francophone, en 1984. Salaires et avantages liés à l'expatriation.

**Sélé CEGOS**

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, en précisant la référence du poste qui vous intéresse, à M. Jean-Marc Bertrand, Directeur, sous couvert de Sélé-Cegos, Tour-Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE Cedex, qui traitera votre candidature en toute discrétion. Ne pas téléphoner.

### LE PARLEMENT EUROPEEN

#### traducteurs de langue française

pour son secrétariat général à Luxembourg.

Principales conditions d'admission : ☐ formation universitaire adéquate sanctionnée par un diplôme ou expérience professionnelle dans le domaine de la traduction d'au moins cinq ans garantissant le même niveau ; ☐ parfaite maîtrise de la langue française et connaissance approfondie du GREC MODERNE et d'une autre langue officielle de la Communauté européenne (danois, allemand, anglais, italien, néerlandais) ; connaissance souhaitable d'une troisième et d'une quatrième langue officielle de la Communauté européenne ; ☐ être ressortissant d'un des Etats membres de la Communauté européenne ; ☐ 40 ans maximum (être né après le 19 décembre 1942).

Le numéro du Journal Officiel mentionnant les conditions d'admission à ce concours, la nature des épreuves ainsi que les conditions d'engagement et de rémunération, peut être obtenu en rappelant la référence FE/89/LA :

- ☐ soit au Bureau d'Information du Parlement européen, 288, Boulevard St-Germain, 75007 Paris ;
- ☐ soit directement au Service du Recrutement du Parlement européen, B.P. 1601, Luxembourg.

Les candidatures rédigées sur les formulaires contenus dans le Journal Officiel doivent être adressées au Service du Recrutement, Parlement européen, B.P. 1601, LUXEMBOURG (G.D.), pour le 19 décembre 1983.

### emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

#### cours et leçons

ETUDIANT sérieux diplômé donnerait cours anglais (6<sup>e</sup> à 9<sup>e</sup>). Px mod. Tél. 202-49-49.

#### capitaux propositions commerciales

UN FINANCEMENT ? IMMOBILIER COMMERCIAL PERSONNEL EFFTRA (1) 261-91-07.

#### propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme.

Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (C 16) B.P. 402-06 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L 10) B.P. 291-05 PARIS.

#### travail à domicile

J. Femme compatible cherche travail à domicile. Tél. le soir : 780-47-87 de 19 h à 20 h 30.

#### traduction demande

Traductrice indépendante, 13 ans d'exp. expert machine-outil, dipl. E.S.I.T., all. fr., angl. Tél. 735-19-71.

### OFFRES D'EMPLOIS

#### THOMSON-BRANDT

Branche Brandt Armements

recrute dès à présent pour sa

#### DIRECTION DES ETUDES ET DU DEVELOPPEMENT

#### INGENIEURS DIPLOMES (EES)

ENSTA - ECP - ECL - INSA - CESTI - ENSAE - ENSAM - ENSMA - ESPCI

Débuteurs ou première expérience d'application pour conception, essais, industrialisation dans des nouveaux programmes d'armements.

Diverses possibilités d'évolution de carrière.

Lieu de travail :

SAINT-DENIS (93).

Ecrire à M<sup>me</sup> VENEAU, Chef du Personnel, 32, boulevard Orsini, 93204 SAINT-DENIS.

#### ETS PUBLIC PARIS recherche

UN ASSISTANT DUT gestion ou DEUG Sciences Eco. Expérience 2 ans minimum. Notions informatiques pour analyses pilotes comptables.

#### UN CHEF DE SECTION

Licence ou maîtrise gestion ou sciences Eco. Expérience 5 à 8 ans. Contrats prévisionnels budgétaires.

Adm. CV n° 11338 à P. LICHOU S.A. BP 220 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

#### COMPTABLE

3 parts de janvier 1984. Expérience exigée. Une connaissance de l'Administration française et du système de la S.A. sera un avantage. Le poste devra être bilingue Français/Anglais.

Tout détail supplémentaire, s'adresser à l'Ambassade de Nouvelle-Zélande, 7 rue de Valenciennes, 75116 Paris.

#### Organisme important recrute FUTURS CADRES COMMERCIAUX

- Dynamiques et ambitieux - out de contact haut niveau - très bonne présentation - sans des responsabilités

Tél. 500-24-03. Poste 41.

#### ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

#### emplois régionaux

L'Office H.L.M. de Loriet recherche

chargés de clientèle pour l'installation de maisons individuelles dans le cadre de la Z.A.C. de Loriet.

Adresser candidature à D.P.C. - H.L.M. 4, boulevard Lefebvre, B.P. 403 59322 LORIENT.

Les candidats retenus seront convoqués pour entretien et concours type restreint.

La Commune de Beaussac (Gard), 13.015 habitants recense par voie communale.

Un technicien hautement spécialisé, 1<sup>er</sup> dévoué de Rédacteur (indiqué brut 287).

Pour son opération programmée d'amélioration de l'habitat et les opérations d'accompagnement différenciées.

Le candidat, qui sera intégré à une équipe existante de 3 personnes, devra effectuer les enquêtes sociales dans le cadre ancien et monter le dossier de la commune de Beaussac de la P.A.M. ou du P.A.P. n° 15.

Il doit donc posséder un sens aigu de l'organisation et du contact social car il sera l'intermédiaire privilégié des propriétaires bailleurs ou occupants, des entrepreneurs et des maîtres d'œuvre dans le cadre de la commune.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum-vitae détaillé, devront être envoyées à l'adresse suivante :

Monsieur le Maire Secrétaire Général Hôtel-de-Ville 30300 BEAUSAC.

Ecrire sous le n° 043.241 M. RÉGIE-PRESS 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

### OFFRES D'EMPLOIS

Groupe International de Consultants (500 personnes, 40 pays d'intervention, C.A. : 200 millions, bénéfice net 1982 : 3,8 millions) recherche pour son siège à Paris-Montparnasse son

#### Chef services comptables

Rattaché au Directeur financier, il animera une équipe de 12 personnes. Responsable de la comptabilité générale en francs et en devises, il participera à l'évolution de l'outil informatique.

L'anglais et la connaissance de l'exportation seront des atouts. Le poste est à pourvoir rapidement.

Si vous êtes réellement motivé, titulaire d'un DECS (ou équivalent) et si vous avez 10 ans d'expérience, dont 5 ans d'encadrement, écrivez-nous avec C.V., prétentions, photo, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3823 à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

### DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE supérieur 57 ans, ESC, directeur de succursale et filiale de commercialisation d'un important groupe industriel français, possédant haute exp. sociale et large connaissance en marketing, pratiquant couramment l'arabe, l'anglais, l'espagnol, serait disponible pour effectuer missions ponctuelles ou direction d'antenne (A.F.M., MOYEN-ORIENT, AMERIQUE LATINE).

Ecrire sous le n° 043.200 M. RÉGIE-PRESS 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

HOMME D'EXPERIENCE pour assurer pour important groupement de préférence à caractère social collectif, comité d'entreprise, coopérative, la responsabilité des transactions pour produits de consommation : assurances ; problèmes mobiliers et immobiliers ; loyers.

Monsieur AGOPE, 223, rue de Valenciennes, 93009 Paris.

J.F. 36 ans, maîtrise Droit privé, pratique du Droit social durant 2 ans 1/2 après DESUP Droit social recherche d'urgence, poste de juriste rigides parls, ou province. Ecr. s/n° 2428 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Chef de cult. n° d'agrégation 23, recherche emploi de prof. de l'enseignement de l'AGRICULTURE, ALIMENTAIRE, AMERIQUE, OUVRIER, DOM-TOM, connaissance anglaise, espagnole, portugaise de conduire.

Ecr. s/n° 2428 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 27 ans, DESS Gestion (IAE) + DESS psycho du travail. Exp. dev. en gestion personnel rech. situation en France, DOM-TOM ou Afrique nord. Monsieur AGOPE, 223, rue de Valenciennes, 93009 Paris.

CONDORCET cherche de l'Est, 1<sup>er</sup> 66-67, particulièrement intéressé par la cuisine équipée, elle s'occupe de la décoration, l'installation, chauffage, central, eau chaude, etc. Tél. 678-57-52.

MADE 1900 F. le m<sup>2</sup> 1<sup>er</sup> étage, 3 chbres cuis, w.c. très calme pos. Tél. 531-51-10.

2<sup>e</sup> arrdt CHATEAU-MONTAIGNE 123 m<sup>2</sup>, terrasse, 3<sup>e</sup> étage, 4 chbres, cuisine équipée, 2000 F. Tél. 296-59-59.

2<sup>e</sup> arrdt CHATEAU-MONTAIGNE 123 m<sup>2</sup>, terrasse, 3<sup>e</sup> étage, 4 chbres, cuisine équipée, 2000 F. Tél. 296-59-59.

2<sup>e</sup> arrdt CHATEAU-MONTAIGNE 123 m<sup>2</sup>, terrasse, 3<sup>e</sup> étage, 4 chbres, cuisine équipée, 2000 F. Tél. 296-59-59.

2<sup>e</sup> arrdt CHATEAU-MONTAIGNE 123 m<sup>2</sup>, terrasse, 3<sup>e</sup> étage, 4 chbres, cuisine équipée, 2000 F. Tél. 296-59-59.

2<sup>e</sup> arrdt CHATEAU-MONTAIGNE 123 m<sup>2</sup>, terrasse, 3<sup>e</sup> étage, 4 chbres, cuisine équipée, 2000 F. Tél. 296-59-59.

2<sup>e</sup> arrdt CHATEAU-MONTAIGNE 123 m<sup>2</sup>, terrasse, 3<sup>e</sup> étage, 4 chbres, cuisine équipée, 2000 F. Tél. 296-59-59.

2<sup>e</sup> arrdt CHATEAU-MONTAIGNE 123 m<sup>2</sup>, terrasse, 3<sup>e</sup> étage, 4 chbres, cuisine équipée, 2000 F. Tél. 296-59-59.

2<sup>e</sup> arrdt CHATEAU-MONTAIGNE 123 m<sup>2</sup>, terrasse, 3<sup>e</sup> étage, 4 chbres, cuisine équipée, 2000 F. Tél. 296-59-59.

2<sup>e</sup> arrdt CHATEAU-MONTAIGNE 123 m<sup>2</sup>, terrasse, 3<sup>e</sup> étage, 4 chbres, cuisine équipée, 2000 F. Tél. 296-59-59.

2<sup>e</sup> arrdt CHATEAU-MONTAIGNE 123 m<sup>2</sup>, terrasse, 3<sup>e</sup> étage, 4 chbres, cuisine équipée, 2000 F. Tél. 296-59-59.

مكتبة من الامم



# L'immobilier

appartements ventes

## 1<sup>er</sup> arrdt

**LOUVRE** prestation de qualité caractères 2 p. 497 000 F. COGEM 347-57-07.

## 2<sup>e</sup> arrdt

**SENTIER** Studios et 2 pces, caractère 11 ch. prix exceptionnel. Téléphone: 259-15-30.

## 4<sup>e</sup> arrdt

**COEUR MARAIS** dans GD HOTEL PARTIC. nombreuses surfaces à rénover. 238-83-82.

## 6<sup>e</sup> arrdt

**BOULEV. MORLAND** Bel imm. 11 pièces, pays, 3<sup>e</sup> étage très clair, 2 pces, cuis., w.c., bain, ch. 276 000 F. Sur place jeudi 17 à 19 h.

## 5<sup>e</sup> arrdt

**SUR LES QUAI** VUE SUPERBE Beau 3 pces, caractère, charme parfait état. 525 000 F. Visite jeudi de 13 à 16 h. 1, rue du Petit-Pont. PRONOTIC 555-14-14.

## PRÈS SEINE

« comme une maison particulière » Derniers étages, env. 200 m<sup>2</sup> superbe réception + 4 chambres, ch. double, cuisine, salle à manger, etc. CHARMANT PROVINCIAL. SERGE KAYSER 529-50-00.

## MAUBERT

2p, caractère, 11 ch. 3<sup>e</sup> ét. rue et cour, calme, ensoleillé, imm. rénovée. 520 000 F. 7-535-14-40.

## CENSIER

Belle ch. de serv., eau, balcon. 108 000 F. 325-97-16.

## M<sup>re</sup> PORT-ROYAL

Imm. rénovée. 400 m<sup>2</sup> 2 pces refaites neuf, équipée, depuis 285 000 F. RIVAL 504-32-00.

## PORT-ROYAL

dans rénovation totale BEAUX 2 PIECES entièrement équipés à neuf. Faibles charges. 321-88-55.

## CENSIER 2 P.

ch. double WC 8<sup>e</sup> sans asc. 38 m<sup>2</sup> Via. Jeudi de 12 h. à 15 h. 9, rue CLAUDE-BERNARD. Tél. 336-17-25.

## 6<sup>e</sup> arrdt

**80 ST-GERMAIN**, face Eglière imm. p. de 1<sup>er</sup> à 4<sup>e</sup> ét. 140 m<sup>2</sup> hall, grand salon, 2 chambres 2 bns, gde cuis. 296-58-88.

## 45, RUE MADAME

1<sup>er</sup> de ch., calme, studio, 40 m<sup>2</sup> env., gd confort, march. 18/18 h.

## N-D. DES CHAMPS 100 m<sup>2</sup>

double living + 2 chambres bel immeuble pierre de taille. G. GARBI 567-22-85.

## PRÈS ST-SULPICE

Dans hôtel part. 10<sup>e</sup> Duplex, 5 pces + terrasse + studio 3.000 F. Dorassay. 624-83-33.

## VAVIN duplex liv. + 2 chambres

vue imprenable, aménagées, luxueuses. Prox. 1.500 000 F. 783-93-56 548-54-99.

## VAVIN 80 m<sup>2</sup> 3 p. 354-42-70.

**ÉTAGE ÉLEVÉ, ASC.**

## 7<sup>e</sup> arrdt

**OUROU DES INVALIDES** splendide 9 pces, 380 m<sup>2</sup>, veranda, soleil, DIVISIBLES, piscine, 3.000.000 F. BUREAU PROF. « TAC » 525-55-30.

## 8<sup>e</sup> arrdt

**AVENUE MONTAIGNE** 125 m<sup>2</sup> + terrasse, 3<sup>e</sup> étage. Prox. 2.500 000 F. Barbara PRELINO 236-59-53.

## 9<sup>e</sup> arrdt

**PRÈS SQUARE MONTMOLIN** GD LIV. + CHAMBRE, cuis., bain. Refait, lux. 65 m<sup>2</sup>. 390 000 F. 325-55-51.

## RUE CONDORCET

bon imm. pierre de t., très dégagé 3 pces, particulièrement bien soigné, cuisine équipée, moquette, belle salle de bain, nombreux placards, chauffage central individuel au gaz. Prox. 450 000 F. Tél. 878-97-52.

## M<sup>re</sup> CADET 8.500 F.

la m<sup>re</sup> 1<sup>er</sup> de ch. s/cour dév. 3 chambres cuis. a.bains. 115 m<sup>2</sup> très calme coin, prof. état. 531-51-10.

## 10<sup>e</sup> arrdt

**GARE DE L'EST** Bel imm. d'angle, 1<sup>er</sup> étage ensoleillé, 3 pces, cuis., w.c. à rénover. EXCEPTIONNEL. 295.000 F. Tél. 206-15-30.

## 12<sup>e</sup> arrdt

**DAUMESNIL** de imm. ancien, studio, cuis., ch. 105.000 F. 345-88-53.

Raullly-Diderot immeuble brique, chauffage central, meublé, luxueux studio, tout confort, prix. 330.000 F. Tél. 296-28-91 de 10 à 13 h.

## 13<sup>e</sup> arrdt

**PTE ITALIE SKREMLIN** part 5 p., loges, bns, calme, soleil. 630.000 F. 536-58-92.

Cas indivis. récent beau STUDIO 30 m<sup>2</sup>. Faibles charges 230.000 F. 325-55-51.

**80 ARAGO** (PRÈS) de bel immeuble asc. neuf, beau 2 p. tout ch. 45 m<sup>2</sup> environ, à rénover. 300.000 F. Prox. 555-02-87.

## 14<sup>e</sup> arrdt

**MONTMARNASSE** neuf, 2 pces, 47 m<sup>2</sup> sur jardin 840.000 F. Tél. 225-32-25.

## M<sup>re</sup> PLAISANCE NEUF

livré janvier 84, vue dégagée plein sud, du 3 au 6<sup>e</sup> p., dont un duplex, terrasse à partir de 855.000 F. Tél. 225-32-25.

## PROX. DENFERT 5 P.

106 m<sup>2</sup>, caractère. 354-85-10

## 15<sup>e</sup> arrdt

**M<sup>re</sup> LOURMEL** Très bel apt 4 pces, cuisine équipée, parking, plein sud. 1.160.000 F. 532-81-93.

**VOLONTAIRES** revendant studio avec jard. privé 400.000 F. 783-93-56 - 548-54-99.

## 16<sup>e</sup> arrdt

**LA MUETTE** rue Singer, superbe dble séj. + 2 chbres, 2 bns, cuis., équipée. 3<sup>e</sup> ét. 532-81-93.

## FOCH DAUPHINE

apt 185 m<sup>2</sup>, réception en r. on. VUE SUPERBE. LUXUEUX, PLEIN SOLEIL. 261-51-50.

## M<sup>re</sup> BOISSIÈRE

Imm. de belle standing BEAUX 3 P., RENOVATION PAR ARCHITECTE. 850.000 F. RIVAL 504-32-00.

## 17<sup>e</sup> arrdt

**45 BIS AV. VILLIERS** M<sup>re</sup> MALEHERBES DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2, 4, 6 P. et STUDIO LUX. REHABILITATION. Vis. mar., jeudi, 13 h. 30/17 h.

## M<sup>re</sup> BROCHANT

Bon imm., séj. + chbre ch. terrasse. 320 000 F. à débiter. A.C.O.P.A. 251-10-60.

## 18<sup>e</sup> arrdt

**PROX. JUNOT** BEAUCOUP DE CHARMES ATELIER D'ARTISTE + 5 P. et ch. 150 m<sup>2</sup> environ, belle terrasse, jardin. 254-71-93.

## PLACE PIGALLE

3/4 p. ch. s/hue et cour, imm. bourgeoise p. de table. 420.000 F. Tél. 236-25-81 de 10 à 13 h.

## LAUMIERE

Beau 3-4 P., cuis., bain, a. d'env. 82 m<sup>2</sup>, belle, park, cave, etc. 41. VUE. 4.841 m<sup>2</sup> 528-72-97 m<sup>2</sup> m<sup>2</sup>.

## SQUARE CARPEAUX

Dans imm. Pierre de t. p. table, 3 pces + ch. 63 m<sup>2</sup> cour, dame 78 ans. 500-54-00.

## JULES-JOFFROY - RUE DU MONT-DENIS

STUDIO 30 m<sup>2</sup> tout neuf. Prox. 150 000 F. A.C.O.P.A. 251-10-60.

## MONTMARNASSE

studio, 3-4 p., 3 chbres, ch. 700.000 F. 264-18-26.

## 19<sup>e</sup> arrdt

**M<sup>re</sup> BOTTARIS BEL IMM.** 2 P. aménag. 1<sup>er</sup> ch. s/rue. 182.000 F. A.C.O.P.A. 251-10-60.

## 20<sup>e</sup> arrdt

PRÈS NATION Immeuble récent Grand 2 pièces tout confort balcon soleil 634-13-18.

## GAMBETTA

Gd 4 p. A.C.O.P.A. 251-10-60.

## PLACE GAMBETTA

3 pces, cuis., w.c., cab. de toilette. 425.000 F. 797-41-39.

## 78-Yvelines

Particulier vend PARLY-2 APPARTEMENT TYPE 2, deuxième et dernier étage. 2-3 pces, 72 m<sup>2</sup> loges vitres, 12 m<sup>2</sup> porte blindée, cave, park. extér. Prox. 450 000 F. 325-55-51.

## 92

**BOURG-LA-REINE** 200 m<sup>2</sup> R.E.R. neuf Résidence grand standing 4 et 5 pces duplex. Finitions en cours 4 pces 102 m<sup>2</sup> + box 1.130.000 F. - S.P.D.I. Téléphone : 360-14-80.

## NEUILLY/CHARCOT

De très bel imm. pierre de t. 3 p. 107 m<sup>2</sup> + jard. privé 120 m<sup>2</sup> face au bois. 500-54-00.

## NEUILLY A SAISIR

TRÈS URGENT ST-JAMES Liv. + 3 chbres, bain, park. Prix à débiter, prêt standing. 265-32-08. LAGRANGE.

## BOULOGNE 3 PCES

TT CFT PX A DÉBATTRE VERNEL 526-01-50.

## CHATILLON P.

Bel imm. 3 pces, balcon, jard. plein sud, 545.000 F. matin - 858-81-58.

## PUTEAUX

Résidence « LE FRANCE » au 17<sup>e</sup> de Vue s/ tout Paris APT 95 m<sup>2</sup> en 4 pièces + s. de douche, cuisine équipée + cave + park. tout confort. Prox. 820.000 F. (1) 523-92-22.

## 94

**Val-de-Marne** M<sup>re</sup> CHARENTON ECOLE dans petite résidence 3 p. cuis. tout ch. 45 m<sup>2</sup> environ, à rénover. 300.000 F. Prox. 555-02-87.

## appartements achats

Jean FEILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet 15<sup>e</sup> 566-00-76. Pcs comptant 15-7<sup>e</sup> arrds. APPARTEMENTS vendus surfaces et IMMOBILES.

## EMBASSY-SERVICE

8, av. Messana. 75006 PARIS reufs. pour clientèle étrangère et Diplômés APPARTS HOTELS PARTICULIERS et BUREAUX. ACHAT ou LOCATION. 552-16-40.

Recherche 1 à 3 pièces Paris, préférence Rive Gauche avec ou sans travaux. PALE COMPTANT chez notaire. 873-20-87 même le soir.

## URGENT

Hôtel particulier, divisible 2 appts superbes. Neuilly. Tél. le soir : 587-15-78.

## URGENT

Recherchons pour notre nombreux clientèle dans le 10<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et bon 17<sup>e</sup> un 4-5 pièces, deux 3 pièces, quatre 2 pièces, deux studios. Paiement comptant, devis notaire. SIMRA 355-08-40.

## URGENT

Recherchons pour notre nombreux clientèle dans le 10<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et bon 17<sup>e</sup> un 4-5 pièces, deux 3 pièces, quatre 2 pièces, deux studios. Paiement comptant, devis notaire. SIMRA 355-08-40.

## URGENT

Recherchons pour notre nombreux clientèle dans le 10<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et bon 17<sup>e</sup> un 4-5 pièces, deux 3 pièces, quatre 2 pièces, deux studios. Paiement comptant, devis notaire. SIMRA 355-08-40.

## appartements occupés

**INVESTISSEZ BIEN** DANS IMMOBILIERS APPTS OCCUPÉS LIBÉRABLES SELON LOI OULLIOT - Rente à long terme. 255-11-11.

## OCCUPE

Dans bel imm., récemment payé 2 pièces 31 m<sup>2</sup> et 37 m<sup>2</sup>, 3 pièces 55 m<sup>2</sup>, 4000 m<sup>2</sup>, 7.500 m<sup>2</sup> manuel. Sur place jeudi 17 à 19 h. 6, boulevard Morland.

## locations non meublées offres

## Paris

M<sup>re</sup> RÉPUBLIQUE. Bd Voltaire. 5 P., ch. 135 m<sup>2</sup>, 7.000 F. Téléphone 197-41-39.

## Province

**MARSEILLE EST** loue belle demeure provençale, gde récept. 5 chbres + parc. 4.000 m<sup>2</sup>. Prox. 150 000 F. 286-59-59 ou 380-49-30.

## locations non meublées demandes

## Paris

Rech. locations supérieures appartements. CADRE, 21, rue de la Harpe. 505-37-00 poste 12.

## Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villes, pav. tas, Loyer garanti. 10.000 F. 285-57-52.

## locations meublées demandes

## Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction. Beaux appts de standing 4 pièces et plus. 255-11-08.

## immeubles

FG ST-ANTOINE imm. 450 m<sup>2</sup>, 13 appts dont 5 Bns, 2 comm. Prox. 1.400.000 F. 329-40-00.

## viagers

Libre beau studio 11 ch. 5<sup>e</sup> ét. M<sup>re</sup> Lamarche-Castelnou. 14.000 F. + 1.550 F. Rm 81 ch. cuis. s. r. la Boiss. 286-19-48.

## RECH. APT OU PAVILLON

PARIS - VAL-DE-MARNE. Discret. assurée. 345-88-53.

## immobilier information

## ANCIENS NEUFS

DU STUDIO AU 6 PÈCES SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR. Appels ou visites. Centre d'information. FNAIM de Paris - 16-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100.

## hôtels particuliers

16<sup>e</sup> SUD Agréable maison 650 m<sup>2</sup> Garage. Matin 567-47-47.

## propriétés

### SOLOGNE

A VENDRE BONS TERR. DE CHASSE de superficie variable, avec ou sans fermes et bâtiments. Entre 1/2 et 200 ha. Agence HAVAS, B. 1519. 45000 ORLÉANS CEDEX.

### VERRES

résidentiel, séj. 65 m<sup>2</sup>, 5 chbres, ch. 220 m<sup>2</sup> habitables + 110 m<sup>2</sup> s/c, jard. avec piscine. 265-00-55.

### terrains

**78 CRESPICIRES** Très beau BOIS 8 ha : constructible une maison 400 m<sup>2</sup>, possibilité d'acheter en deux. Entre EUCICO, 161 300/28. 56, rue de Londres, 75008 Paris, qui transmettent.

### CORSE

vd terrain 3.500 m<sup>2</sup> veld. av. PC tr. h. rue séj. CALVI 50 F/m<sup>2</sup>. Tél. (90) 82-16-17.

Part. vd BEAUVALLON-GRAND. Terrain viabilisé, villa plain-pied, vue panoramique sur mer. Ag. s'abstient. M. De Boie. 88970 LE THORONET.

### VERRES

20<sup>e</sup> GARE DE LYON villa plain-pied, vue panoramique, 5 chbres, ch. 500 m<sup>2</sup>, gar. 725 000 F. URGENT 337-68-58.

### domaines

#### ACHETERAIS

ODE PROPRIÉTÉ DE CHASSE SOLOGNE, plein, complot, discret, assuré. Ecr. n° 201884 à Agence Havas, 97 1519, 45000 Orléans Cedex.

#### maisons de campagne

Particulier recherche maison de campagne 3 pièces principales. 6 chbres, 2 bns, 200.000 F. - Tél. : 736-16-74.

#### villas

**TOURNAI**, 210 km Paris, entrée localité, plaisante VILLA plain-pied, 8 p. ch. gar., 2.000 m<sup>2</sup> entouré, clos. Cab. CHATEL. 37150 Francueil.

Gard à 4 km Uzes vend villa 16 2.500 m<sup>2</sup> terrain closé avec 1.000 m<sup>2</sup> au choix. Téléphone 16-82-23-28.

#### STE MAXIME, vue panor.

GOLFE ST-TROPEZ, villa 6 chbres, jardin. 1.700.000 F. (90) 82-16-17.

#### VERRES

20<sup>e</sup> GARE DE LYON villa plain-pied, vue panoramique, 5 chbres, ch. 500 m<sup>2</sup>, gar. 725 000 F. URGENT 337-68



# CARNET

## Réceptions

— A l'occasion de la conférence de l'UNESCO, une réception a eu lieu le lundi 21 novembre 1983 au pavillon d'Armenonville. Elle était parrainée par les organisations internationales et régionales de journalistes accrédités auprès de l'UNESCO, à savoir la Confédération asiatique des journalistes (ASEAN), la Fédération arabe des journalistes (FAJ), la Fédération internationale des journalistes (FIJ), la Fédération latino-américaine des journalistes (FELAP), la Fédération latino-américaine des travailleurs de la presse (FELATRAP), l'Organisation internationale des journalistes (OIJ), l'Union catholique internationale de la presse (UCIP) et de l'Union des journalistes africains (UJA).

## Naissances

— André et Richard YUNG ainsi que Thomas, sont heureux de faire part de la venue à leur foyer de Sarah, le 19 novembre 1983.

## Mariages

— Mariame WALLARD-BARATIN et Michel LORENZI font part de leur mariage, le 19 novembre 1983. 22, rue de Strasbourg, 44000 Nantes.

## Décès

### ANDRÉ TRONCHÈRE

Nous apprenons le décès de notre ancien correspondant à Clermont-Ferrand.

### André TRONCHÈRE

(André Tronchère est né en 1915 à Durtol (Puy-de-Dôme). Licencié des lettres, précepteur du fils du général de Lattre pendant la guerre, il devient journaliste en 1945. Co-fondateur du journal « l'Éclair », lieu de la Résistance, il occupe successivement à partir de 1947 les postes de chef des services rédactionnels de la « Dépêche démocratique de Saint-Etienne », puis de responsable du bureau d'information du « Progrès » et de « la Tribune ». Il fut le correspondant du « Monde » dans la capitale suédoise pendant trente ans. André Tronchère fut aussi maire de Durtol de juin 1982 à mars 1983.)

— M et M<sup>me</sup> Minko Balkanski, Alain Balkanski, Yves Balkanski.

ont la douleur de faire part du décès de

### M<sup>me</sup> Dinka BALKANSKA,

leur mère, belle-mère, grand-mère, survenue en Bulgarie le 15 novembre 1983.

La famille se reçoit pas.

2, avenue de Camotins, 75016 Paris.

— M<sup>me</sup> Jean Blévoit, née Guigard, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jean-Michel Blévoit, ses enfants, Cécile Blévoit, sa petite-fille, ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-dix-neuvième année, de

### M. Jean BLÉVOIT,

ingénieur des arts et manufactures, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, professeur honoraire de l'Ecole centrale des arts et manufactures.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, Paris-15<sup>e</sup>, le jeudi 24 novembre 1983, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

familiale à Génissieux (Drôme) le même jour.

5, square Desaix, 75015 Paris.

— Les membres du personnel Et les directions des sociétés du groupe SOCOPEC ont la tristesse de faire part du décès de

### Jean BLÉVOIT,

ingénieur des arts et manufactures, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, professeur honoraire de l'Ecole centrale des arts et manufactures, ancien directeur général adjoint de la SOCOPEC.

— M<sup>me</sup> Georges Carpentier, son épouse, à Pau, James et Yvonne Carpentier, son fils et sa belle-fille, à Luxembourg, Anne et Walid Otari, sa petite-fille et son époux, à Doña, ont la douleur de faire part du décès de

### Georges CARPENTIER,

ancien combattant 1914-1918, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre et médaille militaire, survenu à Pau, le 17 novembre 1983, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M. Jean Couturier, inspecteur général de l'éducation nationale, a la douleur d'annoncer le retour au Père de son épouse,

### Jane COUTURIER-PAULIN,

chevalier des Palmes académiques, pieusement décédée après de longues souffrances.

La levée de corps aura lieu le vendredi 25 novembre, à 9 h 30, à l'hôpital de la Salpêtrière, 22, rue Brunaut, Paris-13<sup>e</sup>.

1, square du Vaucluse, 75017 Paris.

— M<sup>me</sup> Geneviève Cotet, M. et M<sup>me</sup> Jean Cotet, M<sup>me</sup> Catherine Durand, Les docteurs Jean-François et Anne Mallet, M. Henri Michel, Marie-Elizabeth, Caroline et Peter Cotes, Anne-Luce, Michel Gwosdz, Sébastien et Cécile Mallet, ses enfants, petits-enfants, et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

### M<sup>me</sup> Marthe GENTY,

survenue à Neuilly, le vendredi 18 novembre, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. 9, rue Angélique-Vézien, 92200 Neuilly, 119, rue de Rome, 75017 Paris.

— M<sup>me</sup> Pierre Guillebeau, Le professeur et M<sup>me</sup> Charles-Pierre Guillebeau, M. et M<sup>me</sup> Benoît L'Hermitte et leurs enfants, M<sup>me</sup> Andrée Penard et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

### M. Pierre GUILLEBEAU,

croix de guerre 1914-1918, survenu le 21 novembre 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Ronle, le vendredi 25 novembre 1983, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 8, rue Saint-Sauve, 75015 Paris.

— Lyon. Gerches. Vaucrenon.

M<sup>me</sup> Frédéric Mermet, M. Jean Mermet, M. et M<sup>me</sup> Roger Enzol et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

### M. Frédéric MERMET,

ingénieur civil des mines, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du mérite, croix de guerre 1939-1945.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 24 novembre 1983, à 10 heures, en l'église Sainte-Elisabeth, 124, rue Héris, Lyon-4<sup>e</sup>.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Ignace MEYERSON, professeur honoraire d'université, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, directeur du Journal de psychologie, survenu le 18 novembre 1983, à son domicile, dans sa quatre-vingt-seizième année.

De la part de Claire Bressan, ses proches, ses amis, ses disciples. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de Boulogne-sur-Seine. 9, rue Edouard-Detaille, 92100 Boulogne-sur-Seine.

Le président, Le bureau, Le conseil d'administration, Le conseil scientifique, Et le personnel de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, ont le regret de faire part du décès de

### Ignace MEYERSON,

directeur d'études. (Lire page 12.)

— Sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

### Colette PETTIER,

peintre-graveur, âgée de soixante-seize ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 25 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, Paris-17<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les Ateliers des 3 Soleils.

Et leurs nombreux amis sont dans la peine.

— Anne-Marie SCHNEIDER, chevalier de l'ordre du Mérite, est décédée le 20 novembre 1983, sans avoir cessé d'animer l'association qu'elle a fondée en 1956.

La cérémonie religieuse aura lieu à l'église de la Trinité, 111, avenue Jean-Mermoz, Lyon-9<sup>e</sup>, le 23 novembre, à 14 heures.

75, rue Eugène Pons, Lyon-4<sup>e</sup>.

## Remerciements

— Profondément touchés des témoignages de sympathie reçus à la suite du décès de

### professeur Michel KATZ,

les membres de sa famille remercient tous ceux qui se sont associés à leur chagrin.

## Anniversaires

— Pour le cinquantième anniversaire de la mort de

### Gérard FAURE,

son épouse demande une pensée à tous ceux qui gardent son souvenir.

— Ceux qui ont connu

### Jules LELLOUCHE

se souviennent de l'artiste sensible, de l'homme généreux, du peintre de la lumière, qui nous a quittés il y a vingt ans, le 23 novembre 1963.

— Pour le premier anniversaire du décès accidentel du

### docteur Alain MANIAC.

une pensée émue est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a cent ans naissait

### Albert TOURAINE,

qui devint médecin des hôpitaux de Paris et vice-président de l'Académie nationale de médecine.

Une pensée est demandée à tous ceux, élèves, amis, anciens malades, qui ont connu et aimé ce grand médecin, savant et humaniste.

## Services religieux

— L'ambassade du Brésil invite la colonie brésilienne en France à assister, le jeudi 24 novembre 1983, à 12 heures, à l'office religieux qui sera célébré à l'église Notre-Dame-de-la-Consolation, 23, rue Jean-Goujon, 75008 Paris, à l'occasion de la Journée nationale d'action de grâce.

## Avis de messes

— M<sup>me</sup> la maréchale Leclerc de Hauteclouque. Et les anciens de la 2<sup>e</sup> D.B., prient d'assister à la messe qui sera célébrée le dimanche 27 novembre 1983, à 9 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à la mémoire du

### général LECLERC

de HAUTECLOUQUE, maréchal de France,

et de ses onze compagnons :

capitaine de vaisseau FRICHEMENT,

colonel FOUCHET,

colonel du GARREAU,

colonel FIESCHL,

colonel CLÉMENTIN,

commandant MEYRAND,

sous-lieutenant MIRON de l'ESPINAY,

lieutenant DELUC,

adjudant GUILLOU,

sergent-chef LAMOITE.

## Communications diverses

— La vente de charité des Anciens de la 2<sup>e</sup> D.B. se déroulera au Parc des expositions, porte de Versailles, bâtiment 2 (entrée porte A), niveau 2, les : vendredi 25 novembre 1983, de 10 à 20 h 30 ; samedi 26 novembre 1983, de 10 à 20 h 30 ; dimanche 27 novembre 1983, de 11 à 20 heures.

## Soutenances de thèses

### DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-11, lundi 28 novembre, à 14 h 30, en l'église M. Chafik Said : « L'encadrement juridique de l'information dans le contexte africain ».

— Université Paris-IV (Sorbonne), vendredi 2 décembre, à 14 heures, amphithéâtre Est, M<sup>me</sup> Mireille Zanetti : « La philosophie de la mort chez Léon Tolstoï ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), samedi 3 décembre, à 15 heures, salle L-Liard (Sorbonne), M. Jean Bernhardt : « La constitution de la théorie de la science chez Thomas Hobbes ».

## Prières

— M<sup>me</sup> Julien Silveira, ses enfants, ses petits-enfants,

rappellent la disparition de

### Julien SILVEIRA,

et prient de se joindre à eux, pour les prières de fin d'année, qui auront lieu au centre communautaire du Vésinet, le 27 novembre 1983, à 18 heures.

## Avis de recherche

— On nous prie d'insérer l'avis suivant :

### ON RECHERCHE

Véronique MARRE,

vingt et un ans, en vacances en Angleterre dans le Lake District (Cumbria). Elle a été vue pour la dernière fois le 31 juillet : elle logeait en auberge de jeunesse.

Toute personne l'ayant rencontrée ou pouvant donner des renseignements est priée de téléphoner : (1) 350-27-02.

Signalément : 1,60 m, corpulence moyenne, cheveux bruns, longs, ondulés, yeux marron, teint mat bronzé, sac à dos de toile marron.

سكزا من الأرض



# Le Japon de M. Nakasone



**V**ICI tout juste un an que M. Yasuhiro Nakasone est à la tête du gouvernement japonais et qu'il s'affirme comme un homme d'État d'un type inédit à Tokyo. La vigueur de ses déclarations — d'autant plus remarquée qu'elle tranchait avec l'extrême prudence de son prédécesseur, M. Suzuki — l'a fait apparaître comme le promoteur d'un « nouveau Japon », à la fois doté d'un gouvernement central fort et prêt à assumer des responsabilités internationales à la mesure de sa puissance économique.

Après une année d'expérience, toutefois, de graves obstacles demeurent sur cette voie. A l'intérieur, le premier ministre doit lever l'hypothèque que représente pour sa propre autorité la puissance de l'homme qui l'a pratiquement placé au pouvoir, M. Tanaka, et qui a, depuis, fait l'objet d'une condamnation pour corruption. C'est l'enjeu des élections qui, sans avoir encore été officiellement annoncées, auront très probablement lieu avant la fin de cette année.

A l'extérieur, si le Japon s'est plus nettement que jamais déclaré solidaire du « camp occidental », les mesures concrètes adoptées jusqu'ici pour lui donner les moyens d'une politique de défense plus active restent encore modestes. Elles ne vont pas, d'ailleurs, sans rencontrer de notables résistances dans l'opinion japonaise et susciter quelques réserves au moins chez les voisins asiatiques du Japon.

Est-il possible, enfin, d'impliquer plus profondément le Japon dans la vie de la communauté internationale sans surmonter des obstacles de nature sociologique ? Le consensus nécessaire à l'acceptation d'un nouveau rôle suppose, dans les esprits, une vision nouvelle du monde extérieur. Sans doute également cette vision nouvelle doit-elle s'étendre à d'autres domaines — où le Japon de M. Nakasone diffère encore très peu de celui de ses prédécesseurs.

## Le choix de l'Occident

visaient pas à autre chose qu'à faire dresser par les forces de défense japonaises un véritable barrage devant la flotte soviétique du Pacifique.

C'est enfin dans cette perspective que — troisième initiative — le premier ministre envisageait un renforcement du potentiel militaire japonais, et par conséquent une augmentation du budget de la défense du pays, jusqu'alors inférieur à 1 % du produit national brut.

Tout ceci formait un dessin d'ensemble qui donna à M. Nakasone une réputation de va-t-en-guerre dont un certain nombre de pays s'inquiétaient ouvertement. L'U.R.S.S., bien sûr — dont le président du conseil des ministres, M. Tikhonov, fit observer que, si le « porte-avions » Japon était effectivement insubmersible, il n'en risquait pas moins d'être vitrifié en quelques minutes par le feu nucléaire, — mais aussi divers pays d'Asie, qui ont gardé un assez mauvais souvenir du militarisme japonais, et même la Chine, qui, en voie d'améliorer ses relations avec Moscou, ne souhaite pas qu'un climat de confrontation aiguë s'instaure dans la région.

Un an après l'arrivée au pouvoir de M. Nakasone, l'image du personnage s'est nuancée, elle paraît sensiblement moins inquiétante que ne le suggèrent les premiers commentaires, et un chemin relativement modeste a été parcouru sur la voie d'une militarisation du Japon, du moins sur le plan des actes concrets.

Avec beaucoup de prudence, le premier ministre paraît avoir tenu compte des graves réserves que suscitaient certains de ses projets à l'intérieur même de son parti — où il n'était nullement acquis qu'une réforme de la Constitution, afin d'en modifier ou d'en éliminer les clauses « pacifistes », obtiendrait un soutien unanime. Le contexte politique intérieur, en outre, se prête particulièrement mal à une augmentation du budget militaire, l'effort financier restant risquant d'indisposer nombre d'électeurs qui vont être prochainement appelés à renouveler le Parlement.

### Le respect du consensus

D'une manière plus générale, le chef du gouvernement japonais donne l'impression de s'être montré sensiblement plus respectueux du consensus national — attentivement ménagé par tous ses prédécesseurs — que certaines de ses déclarations avaient pu le laisser penser. Aussi bien les Américains, qui demandent avec insistance que le Japon partage plus équitablement avec eux le fardeau d'une défense considérée comme commune, dressent-ils aujourd'hui un constat très critique de ce qui a été accompli jusqu'à présent en ce sens. Et la visite du président Reagan à Tokyo, si elle a constitué un geste diplomatique de première importance, ne semble pas leur avoir apporté de satisfactions inédites à cet égard. La Corée du Sud, quant à elle, ne se voit pas réellement confortée, après l'attentat de Rangoun, dans un sentiment de militante solidarité avec un Japon dont les responsables ont fait savoir qu'il n'envisageait pas de rompre ses relations commerciales — il n'en a guère d'autres — avec le régime de Pyongyang.

Ce qui, incontestablement, demeure et caractérise le Japon de M. Nakasone, c'est un choix plus marqué, plus déclaré qu'auparavant pour un camp occidental auquel, sans doute, il appartient de longue date, mais en gardant ses distances à l'égard d'une alliance stratégique dont il n'est d'ailleurs pas membre. C'est cette orientation capitale dont témoignait, en mai dernier, la signature du premier ministre japonais au

### Sécurité et relations économiques

C'est également dans ce sens que vont les efforts du gouvernement de Tokyo pour être associé aux consultations de l'OTAN. Ces efforts se sont trouvés justifiés par les liens existant entre le débat sur les croissances à l'Ouest et le renforcement du dispositif militaire soviétique en Extrême-Orient. Mais, au-delà de ce dossier précis, ils témoignent d'une prise de conscience nouvelle du caractère global des problèmes de défense et de sécurité et de la nécessité pour le Japon de n'être pas seulement représenté par son allié américain dans les forums où ils sont débattus.

Encore une fois, cependant, cette forme d'engagement a des limites. Passées les lignes d'abandon du Japon à une dépendance militaire aux préoccupations de ses voisins régionaux, comme en témoignent les relations privilégiées qu'il a établies avec la Chine, et qu'illustre cette semaine la visite à Tokyo du secrétaire général du P.C. chinois, M. Hu Yaobang.

Mais, surtout, jusqu'à quel point les questions de défense peuvent-elles rester indépendantes des relations économiques, financières entre les nations ? Si solidarité il y a entre le Japon et l'Occident, celle-ci ne devrait-elle pas se manifester plus activement sur ce dernier terrain ? Or, à ce propos, M. Nakasone n'a que très peu innové par rapport à ceux qui l'ont précédé.

Pour ne rien dire des Européens — qui ne cessent de reprocher aux Japonais leur manque de compréhension à l'égard des difficultés qu'ils traversent, — le président Reagan vient encore lui-même d'en faire l'expérience lors de sa visite à Tokyo. Tous les porte-parole avaient annoncé que ses entretiens avec M. Nakasone ne porteraient que sur « les grands problèmes mondiaux » et les questions de sécurité. Le contentieux bilatéral — caractérisé par un déficit américain de 20 milliards de dollars dans les échanges entre les deux pays — a pourtant bel et bien occupé une part notable des conversations sans pour autant que de véritables solutions aient été esquissées, hormis un modeste projet, visant à « internationaliser » le rôle du yen, qui a d'ailleurs laissé sceptiques bon nombre de spécialistes.

N'importe quel dirigeant japonais sait parfaitement qu'il ne peut demander à son opinion publique et à ses ministères — toujours affligés de courtoisie — d'importer quel sacrifice à seule fin de rendre à vie un peu moins difficile aux milieux d'affaires, ni même aux travailleurs d'Amérique ou d'Europe. En outre, il ne manque pas d'experts à Tokyo pour attester que l'établissement d'un meilleur ordre économique mondial supposerait que d'autres pays que le Japon fassent également le ménage chez eux, à commencer par les Etats-Unis. C'est cependant sur cette capacité à inscrire son propre développement économique — comme sa sécurité — dans une vision globale, c'est-à-dire d'un monde solidaire, que sera mesuré par les partenaires l'avenir du Japon à de nouvelles responsabilités internationales.

ALAIN JACOB.



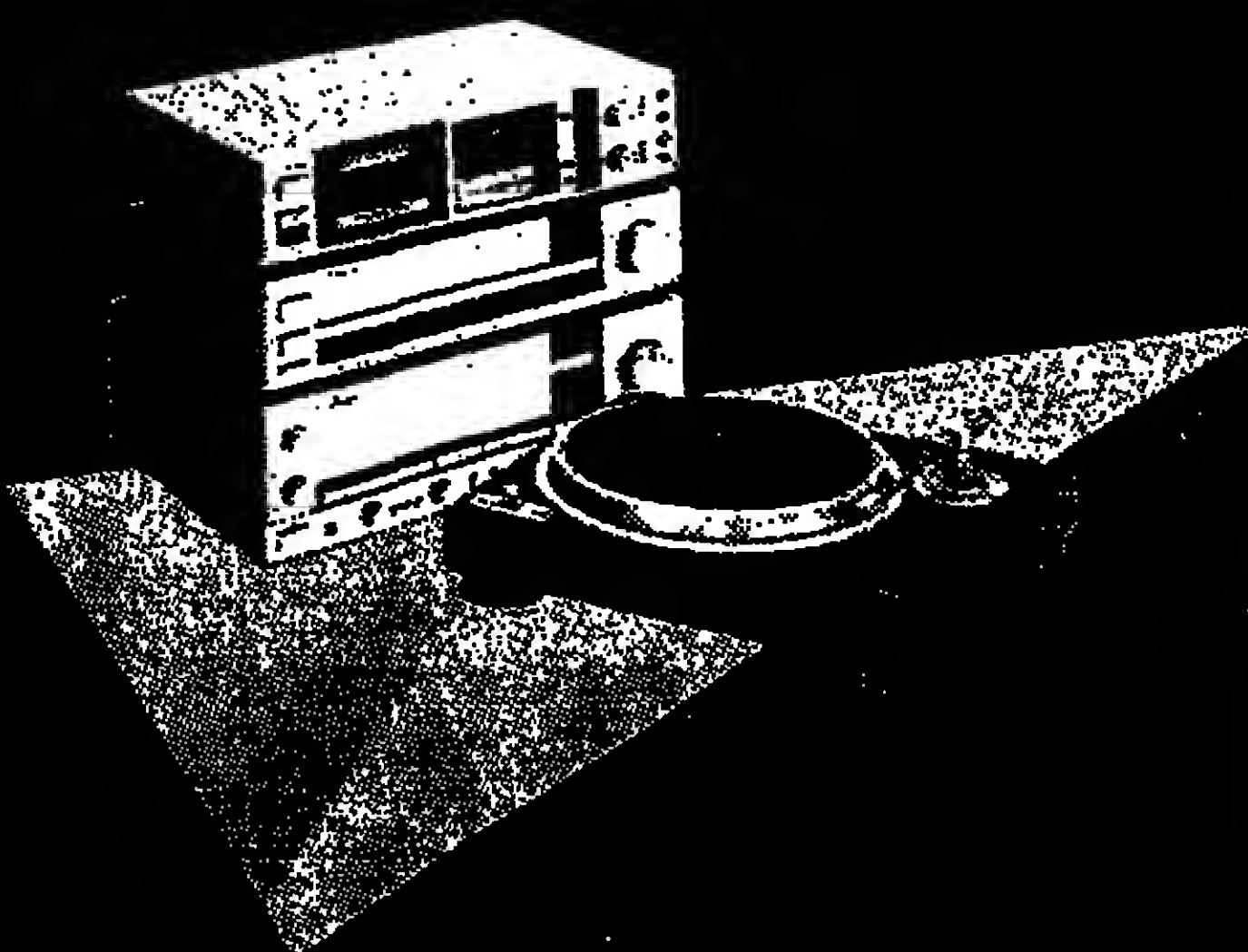
Le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, est un adepte du Zen, qu'il pratique au temple Zensohon à Tokyo.

(Dessin de Violette LE QUERRÉ.)

## KENWOOD

Hi-Fi - VIDEO - CAR Hi-Fi

3<sup>e</sup> constructeur mondial de matériels haute fidélité, KENWOOD s'est résolument orienté vers l'innovation technologique et d'avant-garde tant dans le domaine du son que dans le domaine de l'image. Hi-Fi d'appartement. Hi-Fi pour voiture. Vidéo : la marque KENWOOD est présente sur tous les fronts de l'électronique avancée.



TRIO-KENWOOD FRANCE S.A. - Hi-Fi - Vidéo - Car Hi-Fi  
5, boulevard Ney - 75018 PARIS - Tél. (1) 202.70.20 - Télex 212629.

TRIO-KENWOOD CORPORATION - Shingag, Shibuya Building - 1-4-2, 2-chome, Shibuya, Shibuya-ku, TOKYO 150 - JAPON



# Le Japon de M. Nakasone



## L'OMBRE DE M. TANAKA PÈSERA ENCORE SUR LES PROCHAINES ÉLECTIONS

public de trancher à l'occasion d'élections générales anticipées. Même le président de la Chambre n'imaginait pas d'autre moyen de sortir de l'impasse, quitte à recommencer, plus ou moins avec les mêmes, y compris M. Tanaka.

Il est vrai que tout cela — paralysie politique, gaspillage de temps, des milliers de millions de dollars, mais peu disposés à l'admettre et encore moins à se démettre, ainsi que le réclame l'opposition. Mais pourquoi s'étonner que la classe politique japonaise recule — en scandales et querelles ruineuses — de ce qu'elle a permis, sous le manteau de la démocratie, à M. Tanaka et à d'autres de semer le long des plates-bandes électorales et gouvernementales jusqu'à en faire un système parfaitement rodé : la politique de l'argent ?

Voilà des années que chacun sait, quoi qu'il en pense, que l'ancien premier ministre « est payé », comme on dit vulgairement, une majorité dans la majorité : non seulement au parti libéral démocrate (P.L.D.), au Parlement et dans ses commissions, mais aussi au gouvernement et dans l'administration. Les premiers ministres, du moins les trois derniers — y compris M. Nakasone, — lui doivent tant qu'ils ne peuvent rien lui refuser, ou presque. Qui les a fait « rois », sinon Tanaka ?

### Dilemme

On sait que l'homme ne se paie pas de mots ; il paie comptant et fait élire quasi automatiquement ceux qui sont prêts à marcher avec lui, peu ou prou. Mais il demande en retour un certain degré de loyauté envers sa personne et son clan, ce qui pose éventuellement un problème de choix à ceux qui ont des dettes envers lui et des intérêts ailleurs, le cœur d'un côté mais la raison électorale d'un autre. On l'aurait dit, l'opposition prenant fait et cause

pour la justice, M. Tanaka devient aussi embarrassant qu'indispensable.

On imagine alors le dilemme, et les contorsions de M. Nakasone, ces temps derniers, dans ses tentatives pour concilier au mieux un faisceau d'intérêts contradictoires et de positions divergentes : les siens et ceux de sa faction, ceux de M. Tanaka et de la sienne, ceux du parti, que le verdict a plus que jamais divisé — pour des questions d'opportunisme de clan, d'ailleurs, plutôt que d'éthique politique, — et cela tout en ménageant l'opposition — consensus et pragmatisme obligent — et, si possible, en évitant le recours aux élections.

La majorité de la presse et de l'opinion publique, ainsi que l'opposition (P.S., P.C., Komeito, etc.), ont très mal pris la déclaration — souvent qualifiée de « défi arrogant » — que M. Tanaka fit à l'issue du verdict (quatre ans de prison) prononcé contre lui et qui annonçait sa décision, parfaitement constitutionnelle, de jouer les prolongations en faisant appel.

D'abord, cela ne se fait pas. Certes, dans le Japon contemporain, les politiciens ne vivent plus ruineusement dans le sang leur honneur entaché. Mais il est de bon goût, dans ce genre de situation, de faire preuve de contrition et, au nom de l'intérêt général et de l'harmonie politique, de passer la main. Ensuite, les grands quotidiens se posent en gardiens attitrés des institutions et de la morale politique (ou de ce qui en subsiste) ; le public est lassé, et la gauche, en perte de vitesse depuis des années, n'a plus tellement de « causes populaires » à défendre. Enfin, au-delà de l'indélicatesse formelle, l'attitude de M. Tanaka implique qu'il entend rester celui qui tire les ficelles et fait la pluie (d'argent) et le beau temps sur la politique japonaise. Tout cela soulève bientôt la tempête.

Comment M. Nakasone et le parti libéral démocrate — organiquement liés à la faction Tanaka et très dépendants d'elle électoralement — n'auraient-ils pas été directement affectés par le verdict redouté de la justice — après sept années de déchéances et de faux-semblants — et par le refus du condamné de s'y plier ? Comment, en effet, alors que certains clans forment la nébuleuse d'intérêts qu'est le P.L.D. n'attendaient que cela — avec autant d'impatience que l'opposition — pour régler de vieux comptes avec M. Tanaka ? Alors aussi que plus

d'un tiers des députés de la majorité se prononcèrent, en privé, pour une démission volontaire — qui eût satisfait tout le monde, sans risques.

Mais, on s'en doutait, M. Tanaka n'a voulu faire ce plaisir ni à ses « amis » ni à ses ennemis. Pour tenter de débloquer la situation, en ménageant la chèvre et le chou et en donnant l'impression qu'il prenait ses distances à l'égard de son principal allié sans toutefois paraître le lâcher, M. Nakasone a soigneusement reconstruit M. Tanaka en tête à tête le 28 octobre. On ne sait pas très bien, tant les fuites calculées sont contradictoires de part et d'autre et tant la forme et l'allusion l'emportent généralement sur la substance dans les comptes rendus expurgés, si le premier ministre a osé demander à son puissant interlocuteur d'avoir l'amabilité de bien vouloir considérer l'éventualité d'une démission dans l'intérêt du parti, etc.

C'est en tout cas l'impression que l'on a cherché à donner. Comme si le chef du gouvernement et le parti conservateur espéraient soudain se blanchir, dans la perspective d'élections, des noirceurs et maléfices de M. Tanaka. Comme pour suggérer, au dernier moment et le temps d'une élection, que « eux aussi » ont réclamé sa démission.

### L'éthique et la politique

L'opposition, l'opinion, et même certaines factions de la majorité, pouvaient-elles se laisser prendre à ce *kobushi* politique alors que depuis des semaines les travaux de la Diète étaient précisément bloqués par le refus obstiné du P.L.D. d'accepter le dépôt d'une résolution demandant la démission de M. Tanaka ?

On en était là de cet exercice compliqué et délicat, où le premier ministre jouait l'illusionniste politique sur une avant-scène déagagée, mais le grand écart dans des coulisses minées, lorsque l'un des membres les plus éminents du gouvernement — où les amis de M. Tanaka détiennent au moins une minorité de blocage — mit les pieds dans plusieurs plats à la fois : celui de la solidité gouvernementale, celui de la justice et celui de la morale politique. Critiquant ceux qui demandaient la démission de M. Tanaka, et par la même occasion l'assassinement des mœurs politiques qu'ils jugeaient corrompues, M. Hatano déclarait que réclamer aux politiciens de se conformer à une éthique

n'a pas plus de sens que de demander du poisson chez le marchand de légumes. L'éthique pour eux, ajoutait-il, est forcément différente de celle des individus et de la société. M. Hatano, ancien responsable de la police, est aujourd'hui ministre de la justice.

C'est aussi un ami personnel de M. Tanaka. Sa prise de position et la liberté de ses propos en disent long sur l'influence de l'ancien premier ministre, sur l'éthique politique évidemment, et également sur l'intensité de la lutte et des manœuvres qui se poursuivent entre ceux qui le soutiennent, ouvertement ou sans avoir l'air d'y toucher, et ceux qui veulent à tout prix l'évincer.

Affronté au refus de démissionner de son principal allié, au boycottage prolongé des activités parlementaires par l'opposition, à une opinion publique de plus en plus défavorable et à la division de ses propres troupes, que pouvait bien faire M. Nakasone ? Tout le jeu de cet habile nationaliste semble avoir été, depuis des années, d'utiliser opportunément et systématiquement l'alliance avec plus fort que lui — quitte à la rompre une fois son but atteint — pour raffermir sa position et progresser lui-même. Sa politique extérieure de renforcement de l'alliance avec les États-Unis est à la même image : renforcer le Japon en utilisant la force, le savoir et le soutien américain. C'est d'ailleurs là la politique constante du Japon à l'égard de l'Occident depuis plus d'un siècle. Mais gagner à ce jeu avec M. Tanaka est une tout autre affaire...

Son flair et son opportunisme bien connus ont paru inciter le premier ministre à se démarquer plus ouvertement de M. Tanaka depuis le verdict du 12 octobre, sans aller toutefois jusqu'à risquer le suicide politique en le faisant trop explicitement. Même s'il n'est plus très populaire, M. Tanaka ne manque pas de partisans et peut encore servir.

### Gros jeu

Restait alors à trancher. Mais à trancher, et ce n'est pas la moindre ironie, le nouveau premier ministre semblait avoir au moins autant à perdre que son ancien « patron ». M. Tanaka, malgré toutes les tentatives faites pour se débarrasser de lui — ce qui ne suffirait évidemment pas à « moraliser » la politique mais constituerait néanmoins un pas dans le « bon sens », — est quasiment assuré d'être réélu dans son fief pro-

vincial de Niigata. Son clan, le plus puissant, devrait améliorer son score parlementaire. En effet, grâce à son contrôle de la machine électorale du P.L.D. grâce à ses moyens financiers et au système de patronage et de clientélisme politique mis au point par l'ancien premier ministre, il semble, paradoxalement, mieux immunisé que les autres factions du P.L.D. contre les retombées de la colère populaire.

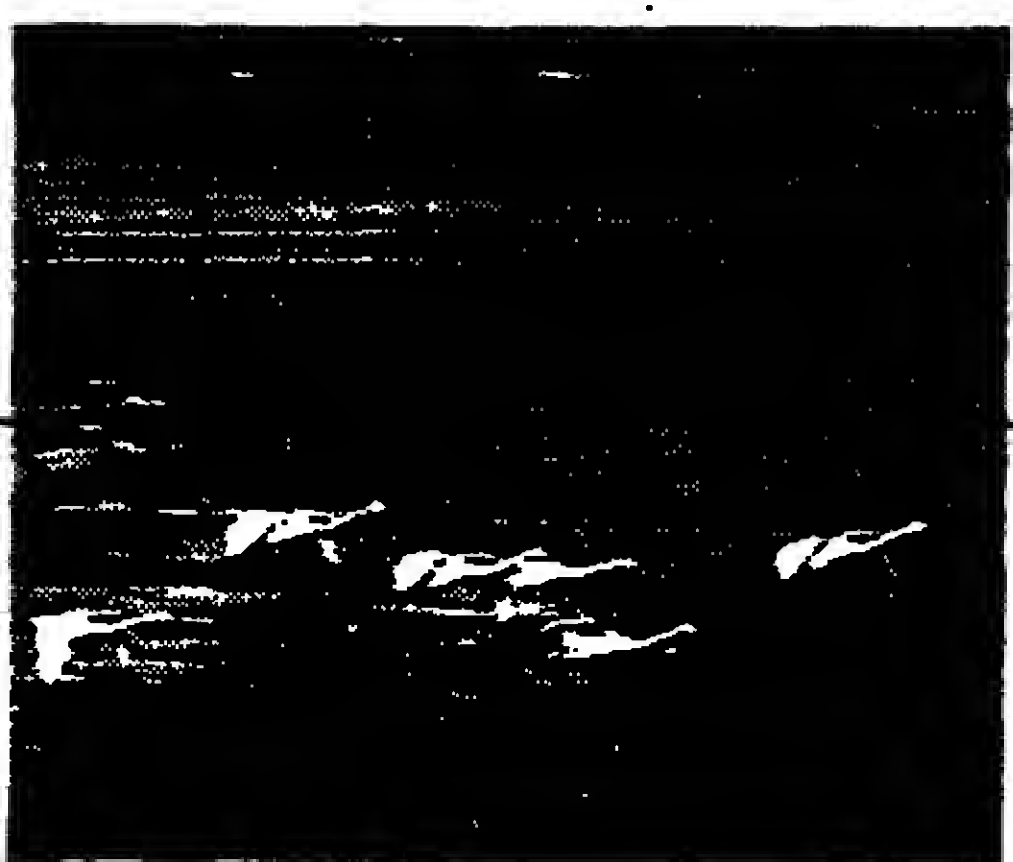
Fort de ceci et de cela, et disposant sur le plan judiciaire de quelques années de sursis, rien ne devrait donc empêcher M. Tanaka de reprendre ses fonctions d'éminence grise. A moins qu'un revers électoral d'envergure, clairement lié au verdict de l'affaire Lockheed, ne le conduise à se retirer, ou à se faire évincer par le P.L.D. que la perpétuation de sa domination est subordonnée à la disparition politique de M. Tanaka. Cela est néanmoins peu probable.

M. Nakasone et les autres factions du P.L.D. se trouvent ainsi en position fort délicate. Paradoxalement, placés de gré ou de force sur la « maison Tanaka » pour la protéger, ils n'ont pas pu empêcher la foudre judiciaire de frapper le patron. Il n'est pas si non plus l'affaiblir suffisamment pour prendre sa place. Ils risquent en outre de polariser demain, à leur plus grand détriment, les frustrations d'une partie de la population, pour toutes sortes de raisons : politiques, économiques, fiscales, militaires et stratégiques. La politique à la fois pro-américaine et nationaliste de M. Nakasone n'a pas l'heur de plaire à tout le monde, on s'en doute. Le premier ministre joue gros, qu'il fasse un faux pas, qu'il joue trop ou pas assez le jeu de M. Tanaka, ou qu'il perde des troupes dans la bataille, et il risque sa carrière.

Ce sont les risques du métier et, dit-on, la raison du pacte passé avec celui que beaucoup considèrent ici comme le diable. L'opposition, qui n'a pas, elle-même, grand chose de nouveau à proposer à un électoral de moins en moins politisé, cherche naturellement à profiter de cette confusion. Il serait toutefois étonnant, comme le diable, l'opposition, qui n'a pas, elle-même, grand chose de nouveau à proposer à un électoral de moins en moins politisé, cherche naturellement à profiter de cette confusion. Il serait toutefois étonnant, comme le diable, l'opposition, qui n'a pas, elle-même, grand chose de nouveau à proposer à un électoral de moins en moins politisé, cherche naturellement à profiter de cette confusion.

R.-P. PARINGAUX.

## Le succès du financement de ses projets à grande échelle font reconnaître sa capacité de leader



Avec une expérience qui remonte à plus de 80 ans, I.B.J. est considérée comme la plus importante banque des principales industries japonaises, qui bien évidemment se tournent vers elle pour le financement de leurs projets à grande échelle. Grâce à notre connaissance des marchés internationaux, notre capacité de mettre en relation les meilleurs partenaires possibles, notre faculté d'analyse des crédits, nous avons prouvé notre haute compétence en affaire.

A l'heure actuelle, I.B.J. innove en matière de financements pour les sociétés, apporte de nouvelles solutions pour les projets financés en yen et en monnaies internationales les plus importantes du monde. Pour vos financements de projets à grande échelle ou pour vos nombreuses préoccupations financières internationales, I.B.J., avec un solide actif de 74 milliards de dollars, peut vous conduire au succès.

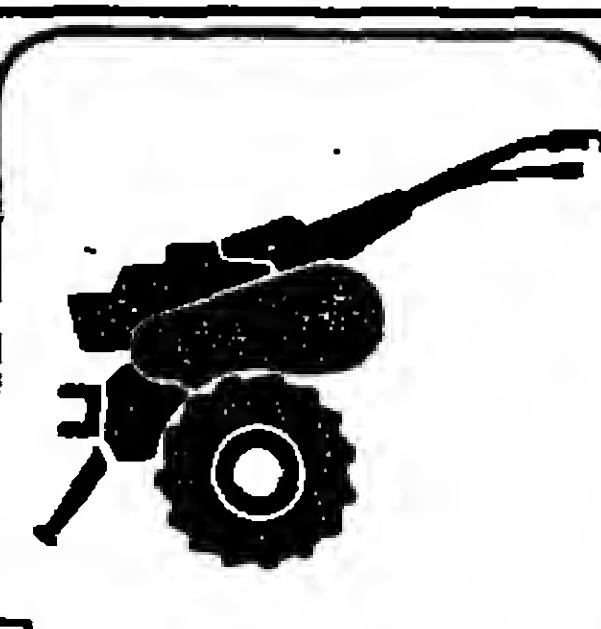
**IBJ**  
INDUSTRIAL BANK OF JAPAN

Siege Social : 3-3, Marunouchi 1-chome, Chiyoda-ku, Tokyo  
Bureau de Représentation de Paris : 7, Place Vendôme, 75001 Paris  
Tel. (03) 214-1111 Telex : J22225

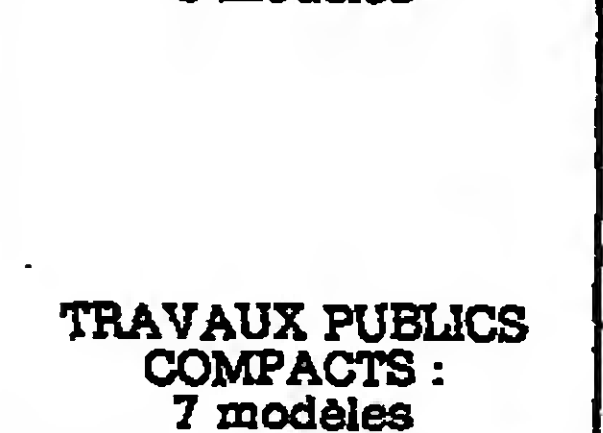
Votre Banque Pleine de Ressources



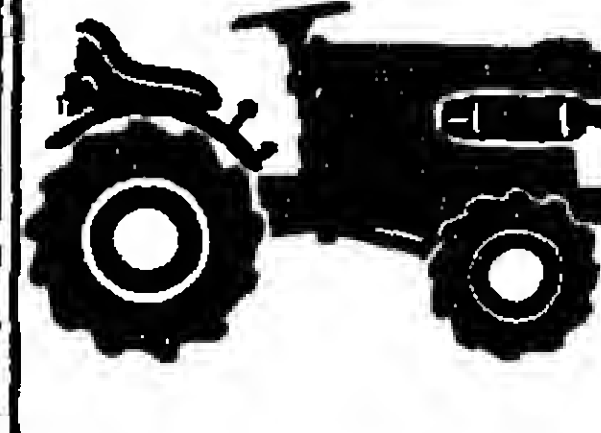
GENERATEURS : 6 modèles



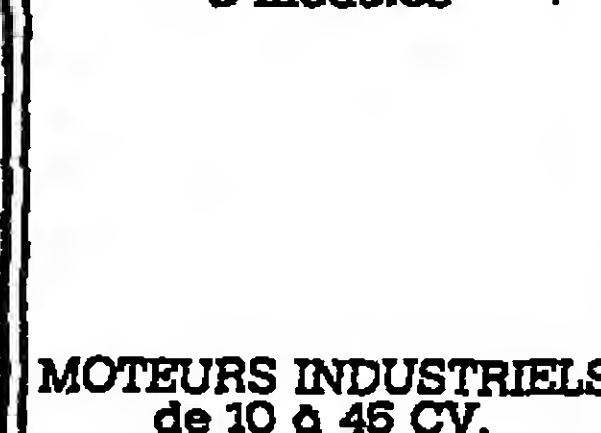
MOTOCULTEURS : 8 modèles



TRAVAUX PUBLICS COMPACTS : 7 modèles



TRACTEURS : 13 modèles



MOTEURS INDUSTRIELS : de 10 à 46 CV.

## KUBOTA TRACTOR EUROPE

France : 250 concessionnaires  
Réexportation à sa filiale en Allemagne

et à ses distributeurs en :  
Belgique, Autriche,  
Hollande, Italie,  
Suisse, et Espagne.



**KUBOTA**  
TRACTOR EUROPE

12, BOULEVARD DES MARTYRS DE CHATEAUBRIANT - Z.I.  
95100 ANSERTHEL. TEL. (3) 41.63.00 - TELEX : 605302 F.

## Le Ja

### LES BANQUES UN DES ATOUTS DE LA PRÉSENCE FRANÇAISE

Souvent ignorées dans les échanges économiques et commerciaux entre le Japon et le Japon, les banques jouent pourtant un rôle essentiel dans la présence française au Japon.

Quelques des dix dernières années, les principales banques françaises ont commencé à s'implanter à Tokyo. La Banque Indosuez y était, il est à présent des avant la guerre de la B.N.P. et la Société générale ont ouvert une première succursale en 1973. Elles furent suivies par la Banque Paribas, le Crédit commercial et enfin en 1982 par le C.I. Aujourd'hui sept banques françaises disposent d'une dizaine de succursales installées à Tokyo et dans une demi-douzaine de banques ont ouvert des bureaux de représentation.

Au total, les banques françaises ont environ six cents personnes au Japon, dont une quarantaine de cadres français, ce qui correspond à environ 12 % de notre communauté d'affaires dans le pays. On ne peut s'empêcher de relever que les principales banques françaises ont toutes pris le risque de s'implanter au Japon, parmi les cent premières entreprises françaises, dont dix n'ont pas encore ouvert de représentation dans le pays. Les banques françaises ont d'une manière ouverte la voie. Elles n'ont pas été les seules. Aujourd'hui quinze banques étrangères sont implantées au Japon. La présence la plus ancienne et la plus importante est celle des banques américaines qui, il y a une dizaine d'années, assuraient environ 70 %

## Roussel Uclaf

Des chercheurs qui travaillent

ROUSSEL-UCLA

NIPPON ROUSSEL

Développement médical de Spécialités pharmaceutiques

ROUSSEL MED

Distribution, Promotion de Spécialités pharmaceutiques

NIPPON UCL

Importation, Promotion de Produits chimiques industriels, agricoles et vétérinaires

Siege social au Japon : Kusan Building, 4-5, Nishinabashi, Muramachi, Tokyo 103, Japon

Adm. coord. : C.P.O. Box 1140 Tokyo

Tél. (03) 241-77-31

Telex : J 24 504 UCLAFNP

Téléphone : 248-01-30

مكتبة من الأصل



# Le Japon de M. Nakasone



## LES BANQUES UN DES ATOUTS DE LA PRÉSENCE FRANÇAISE

de l'activité des banques étrangères. Au fil des années les banques européennes ont réussi à grignoter ce quasi-monopole. Forces et de reconnaissance que, parmi ces banques, les banques françaises, grâce à leur dynamisme et à leur compétitivité, sont parvenues à améliorer régulièrement leurs positions. La B.N.P., le Crédit lyonnais, la Société générale et Indosuez figurent toutes parmi les dix premières banques étrangères de la place. Par rapport à l'ensemble des banques étrangères, les banques françaises représentent, au 31 mars 1983, 22 % du total des actifs au bilan, 14 % des prêts, 13 % des opérations de commerce international et moins de 5 % des dépôts. Globalement, elles occupent le second rang sur la place financière après le groupe des banques américaines, mais devant les banques britanniques et allemandes.

De nombreuses raisons expliquent cette extension de notre réseau bancaire. Les dirigeants de toutes les banques de taille mondiale considèrent en premier lieu qu'il n'est guère possible d'être absent du Japon, seconde puissance économique du monde occidental. Le nombre des banques étrangères installées à Tokyo est certes quatre ou cinq fois inférieur à celui des banques installées à Londres, mais toutes les grandes banques y sont. Cette volonté de présence est liée à la concurrence que se livrent les banques internationales autour du globe et à l'image de marque créée auprès de la clientèle par la constitution d'un réseau mondial, thème amplement exploité par les campagnes de publicité. La relative concentration des banques françaises constitue à cet égard un atout.

### Une évolution irréversible

Cette fonction publicitaire n'est cependant pas le seul motif d'une implantation coûteuse et difficile. Jusqu'à présent l'extrême prudence manifestée par les autorités monétaires japonaises à l'égard de leur devise avait constitué un frein à l'activité des banques étrangères, ne serait-ce que par la multiplicité des réglementations édictées pour contrôler des mouvements de capitaux. Aujourd'hui, les banquiers espèrent que les marchés bancaires et financiers japonais vont se développer, se libéraliser et s'internationaliser parallèlement à l'essor de l'économie japonaise et à son intégration de plus en plus étroite avec les grands pays développés. Cette évolution, déjà amorcée depuis quelques années, semble irréversible. Les banques européennes et américaines la souhaitent, car elle leur permettra de développer leurs opérations dans les domaines où elles s'estiment les plus expertes face à la concurrence japonaise. Tokyo peut prétendre

devenir un jour la troisième place financière internationale, jouant en Asie le rôle joué par Londres en Europe et par New-York aux États-Unis.

Dans l'immédiat, la part de marché détenue par les banques étrangères ne représente que 3,5 % des prêts consentis par le système bancaire et les résultats financiers restent médiocres, notamment si on les compare à ceux des banques japonaises. Ceci résulte de l'ensemble des pratiques, des limitations et des restrictions qui pèsent sur les opérations bancaires et notamment sur celles pour lesquelles les banques étrangères pourraient être les plus efficaces. Ceci s'explique également par la nature particulièrement fermée du marché japonais. Beaucoup plus qu'ailleurs, il existe au Japon des liens étroits et inamovibles entre les banques japonaises et leurs clients, étrangers des puissants groupes industriels et financiers de l'avant-guerre et manifestations d'une fidélité traditionnelle entre partenaires, souvent observée au Japon.

### Valoriser les points forts

Acceptant ces règles, les banques françaises s'efforcent de tirer parti de toutes les possibilités offertes par le marché. À l'instar des banques américaines, elles ont profité jusqu'en 1980 du monopole des crédits en devises aux sociétés japonaises. Mais l'entrée des banques japonaises sur ce marché a singulièrement amoindri la rentabilité de ces opérations.

Les opérations de prêts aux grands groupes japonais n'en restent pas moins la base de l'activité des banques françaises. Peu rentables bien que portant sur des montants importants, ces opérations permettant aux banques de nouer peu à peu des liens avec des groupes japonais et d'en obtenir ensuite des retombées, c'est-à-dire d'autres types d'opérations plus rentables, soit au Japon, soit ailleurs.

Tirant parti de leur bonne expérience des marchés financiers internationaux, les banques françaises mettent également l'accent sur le développement des opérations finan-

cières et boursières internationales. Il s'agit d'un secteur qui se développe rapidement depuis quelques années. Les entreprises japonaises à la recherche de nouvelles sources de financement ont fait une entrée remarquée sur les places étrangères. À l'inverse, l'excédent considérable de la balance des paiements du Japon offre de multiples possibilités de placement auprès des institutions financières japonaises. Toutes les banques françaises participent activement à ces opérations. Certaines d'entre elles parviennent d'ores et déjà à diriger des opérations pour le compte d'emprunteurs japonais.

Les banques françaises jouent enfin un rôle d'assistance et d'accompagnement au profit des sociétés françaises qui désirent s'implanter ou exporter au Japon. L'implantation actuelle des sociétés françaises au Japon n'assure toutefois, pour l'instant, qu'un apport marginal à l'activité des banques françaises, qui, sur ce plan, souffrent donc d'un handicap par rapport aux banques britanniques, allemandes et surtout américaines.

Dans chacun de ces domaines, les banques françaises s'efforcent de valoriser au mieux leurs points forts en s'appuyant sur la qualité de leur réseau international, notamment en Asie, où les positions occupées par certaines d'entre elles sont remarquables.

Dans ce contexte difficile, et face à une concurrence d'autant plus agressive que le marché de l'argent n'est pas aujourd'hui très porteur au Japon, compte tenu du désendettement des entreprises, les banques françaises prouvent qu'il est possible de se développer. Elles accumulent peu à peu une expérience et une connaissance précieuses du tissu industriel et des sociétés de commerce japonaises. Elles créent ainsi un environnement de plus en plus favorable au développement de nos activités économiques dans le pays. Souhaitons que nos entreprises sachent en profiter.

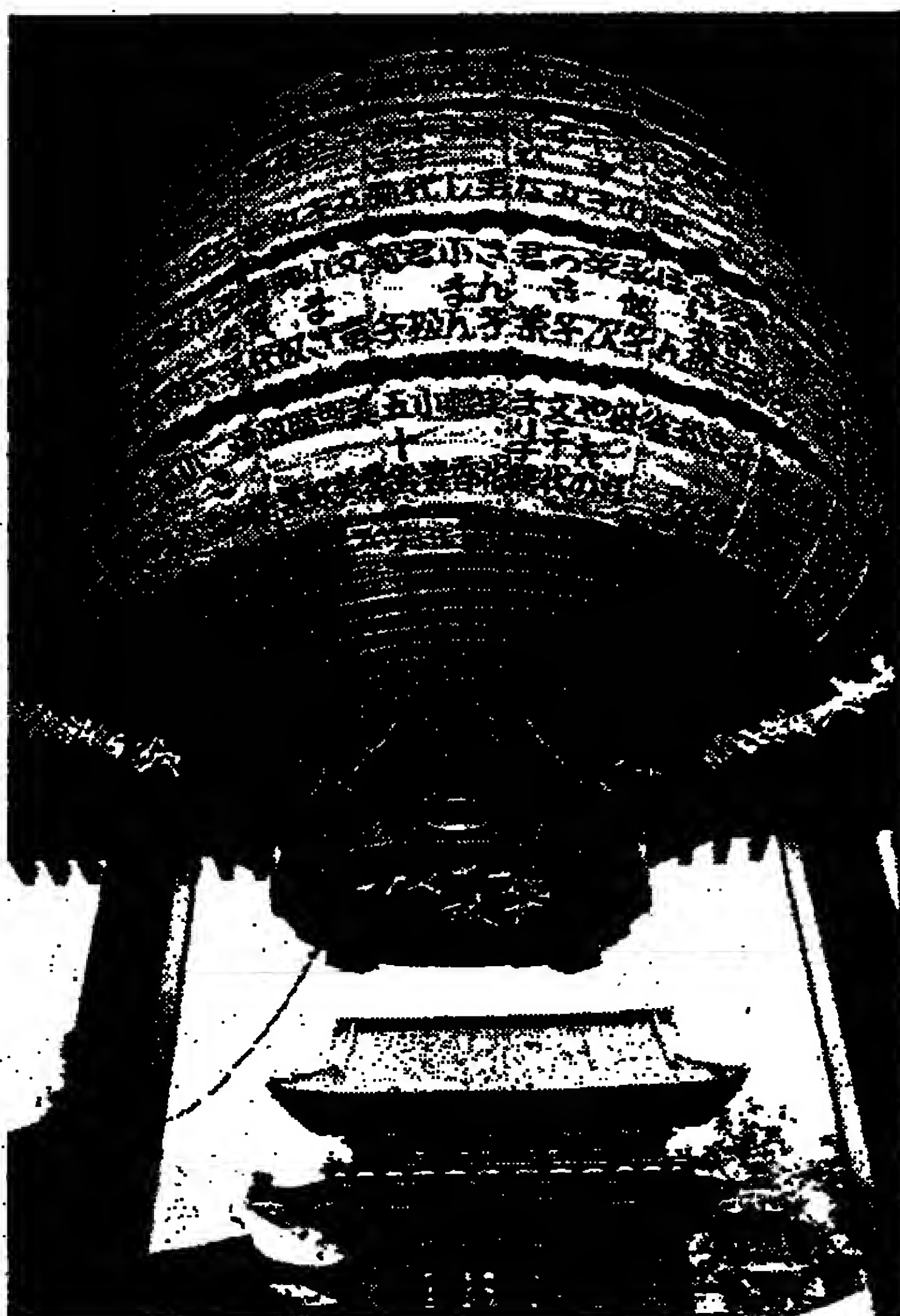
J. CHARLES.

## TELEVISION VIDEO HIFI RADIO-CASSETTES PETIT ELECTRO-MENAGER

95/101, rue Charles-Michels  
93200 SAINT-DENIS  
Tél. : 821.60.15  
Télex : 611 387

**HITACHI**  
*Je suis la vie.*

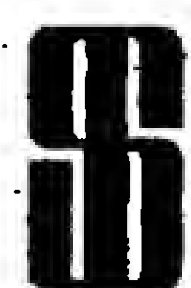
# TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITÉS AU JAPON.



La Banque Indosuez: un réseau international couvrant maintenant 60 pays.

Au Japon, la Banque Indosuez est installée depuis 35 ans. Ses succursales de Tokyo et Osaka s'intègrent dans les 18 pays d'Asie et d'Australasie où la Banque est implantée: Nouvelle-Zélande, Australie, Singapour, Chine, Hong Kong, Inde, Thaïlande, etc.

Crédits classiques, financement d'exportations, opérations de change, financements à long terme... la Banque Indosuez vous ouvre tout un monde d'opportunités.



**BANQUE INDOSUEZ**

Siège social: 96, boulevard Haussmann  
75008 Paris - Tél. 561.20.20

Tokyo: French Bank Building - Minato-Ku Akasaka - Chome 1-2 - Tokyo Tél. 5820271/79  
Osaka: Kintetsu Honmachi Building - 28-1 Honmachi 4 - Chome - Higashi-Ku - Osaka Tél. 2514491  
Responsable Général au Japon: Bernard Delage.

**Roussel Uclaf**  
Des chercheurs qui réussissent.

**ROUSSEL-UCLAF AU JAPON :**

**NIPPON ROUSSEL K.K.**

Développement médical et Fabrication de Spécialités pharmaceutiques

**ROUSSEL MEDICA K.K.**

Distribution, Promotion et Vente de Spécialités pharmaceutiques

**NIPPON UCLAF K.K.**

Importation, Promotion et vente de Produits chimiques à usage pharmaceutique, industriel, agricole et vétérinaire

Siège social au Japon :  
Kinsan building,  
4-5, Nihonbashi, Muromachi,  
Tokyo 103, Japon  
Adr. post. : C.P.O. Box 1140  
Tokyo  
Tél. (03) 241-77-31  
Télex : J 24 504 UCLAFNIP  
Télécopie : 245-01-30

Siège social en France :  
ROUSSEL UCLAF S.A.  
35, bd des Invalides,  
75007 Paris, France  
Adr. post. : B.P. 12007,  
75323 Paris  
Tél. 555-91-55  
Télex : 200675 F GRUFA B  
Télécopie : 551-96-05

CTOR EUROPE  
cessionnaires  
filiale en Allemagne  
ributeurs en:  
Autriche,  
Italie,  
et Espagne.

UBOTA  
CTOR EUROPE



# Le Japon de M. Nakasone

**UNE RÉGIONALISATION  
PEU PROFONDE,  
UN RÉGIONALISME  
MAL ASSURÉ**

tant, même si ces limites sont beaucoup plus vagues dans le paysage que sur la carte administrative (chaque département englobe un nombre exact de départements : de quatre à neuf selon leur étendue), ces régions correspondent bien, dans l'idée de tout Japonais, à autant de faisceaux d'images et de concepts autonomes.

Cela résulte d'abord d'une éducation : tous les manuels de géographie sont fondés sur ce partage, et les grands traités consacrent à chacun un ou plusieurs volumes d'importance sensiblement égale. Mais c'est aussi l'effet d'une « utilisation » constante par le pouvoir - qu'il s'agisse de données statistiques ou de plans d'aménagement - comme par le secteur privé : secteurs bancaires ou commerciaux, aires touristiques, cuisine, folklore.

Trois de ces régions (Hokkaidô, Shikoku, Kyushu) correspondent chacune à une île, ce qui leur confère une certaine unité. Les cinq autres se partagent l'île principale de Honshû. Mais, encore une fois, plus que leur diversité, c'est l'unité profonde de l'archipel qui s'impose au voyageur comme au spécialiste : l'été chaud et humide, quasi tropical ; l'hiver froid et sec sur le Pacifique ; les torrents courts et travaillants ; les hauteurs profondément ravonnées ; la forêt de conifères ou de feuillus toujours verts ; l'alternance brutale de courtes plaines et de montagnes s'imposant en tous lieux. Et, partout, l'homme a étendu le tapis uniforme de la rizière, construit des maisons identiques aux parois de planches et

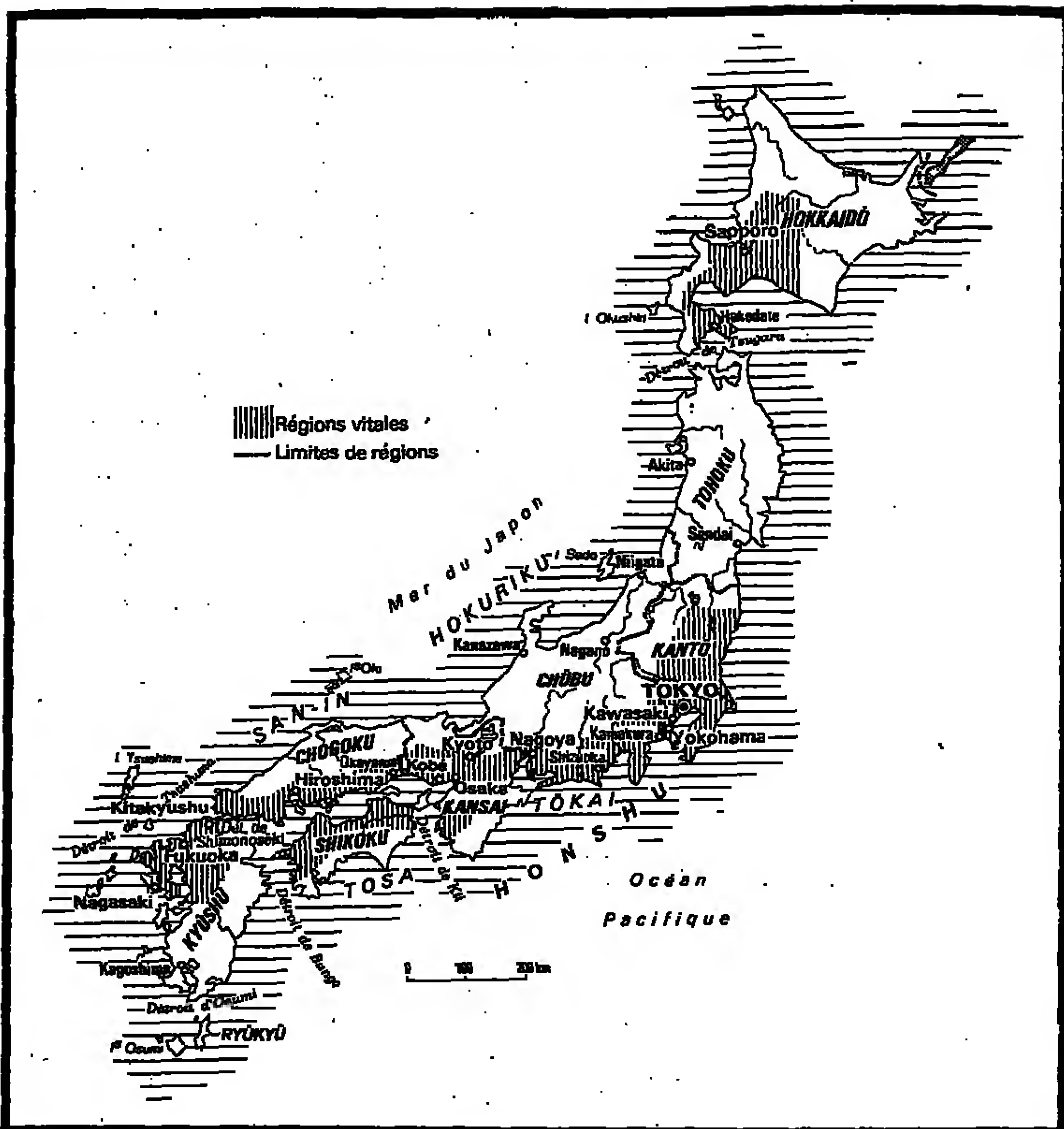
couvertes de chaume ou de tuiles. Rien ici qui oppose les grands bassins alpins ou auvergnats aux plaines illimitées du Nord ou le sec et chaud été méditerranéen aux humides douceurs atlantiques. Rien non plus du contraste qui nous semble régner de l'Aquitaine à la Provence ou à la Flandre, ni de la diversité qui distingue si fort la haute demeure alsacienne de sa voisine lorraine, le colombage normand du granit breton, la tuile languedocienne de l'ardoise angevine.

## L'œuvre de l'homme

Une si prenante unité, amorcée par la nature, est surtout l'œuvre de l'homme et de son histoire. La conquête progressive de l'archipel depuis le haut Moyen Âge y a étendu en tous lieux les habitudes et les normes d'une commune civilisation. La division en grands « fiefs » qui a structuré fermement le pays, surtout durant le dernier âge féodal (sous les Tokugawa : 1615-1868), correspond simplement au partage, au fur et à mesure de l'occupation des régions, d'un pays qui fut, d'un même mouvement, peuplé et acquis à une même civilisation. Contrairement aux nôtres, les « provinces » japonaises n'avaient guère connu, avant cette japonisation, d'évolution culturelle, technique ou économique personnelle. Alors que la Bretagne, la Toscane ou l'Aragon sont devenues française, italienne ou espagnole, après avoir été des « pays » adultes et, comme tels, rassemblés à grande coup d'épée ou de mariages royaux, le Tôhoku ou le Shikoku n'ont offert guère que des variantes d'une commune et solide réalité ethno-culturelle qu'on pourrait appeler la japonité. L'action séculaire et homogénéisante de l'une des civilisations les plus prégnantes qui soient a modelé toutes les parties de l'archipel, ne laissant aux particularismes provinciaux (dialectes, cuisine, artisanat, folklore...) qu'une fonction accessoire et qui, venue postérieurement, n'a fait que s'y superposer.

Cette acquisition de tout le pays à la civilisation nationale s'est faite toutefois selon certains itinéraires dont la trace se voit encore. Grosso modo, c'est du Sud-Ouest (Kyushu puis le Kansai), vers le Nord-Est (Chûbu, Kantô, Tôhoku, Hokkaidô) que la poussée principale s'est exercée. Quand, en 1185, Minamoto Yoritomo établit sa capitale féodale à Kamakura, près de l'actuelle Tokyo, la région fait encore figure de front pionnier, et le nord de Honshû ainsi que Hokkaidô demeurent largement le domaine des Aïnou. En 1615, Edo (Tokyo) devient le centre administratif du pays, mais sa culture ne fait d'abord que refléter celle de Kyoto, où résident le souverain et sa cour.

Une autre dissymétrie oppose, de plus en plus nettement à partir du dix-septième siècle surtout, les deux versants (Pacifique et mer du Japon) de l'archipel. Les plus



grandes cités féodales (Sendai, Edo, Shizuoka, Nagoya, Osaka, Okayama, Hiroshima) se trouvaient toutes en vue du rivage de l'océan ou de la mer Intérieure, bien que les seuls liens culturels du pays avant 1868 se fussent noués avec la Chine et la Corée, qui font face au rivage opposé. La présence des capitales shogunales (Kamakura puis Edo) sur ce versant occidental accentua cette prééminence, comme faisait aussi la route féodale reliant Osaka et Kyoto à Edo le long du Pacifique, devenue l'axe vital du pays : le Tokaidô.

Après la révolution de Meiji (1868), les domaines féodaux furent redécoupés en départements, de la taille des nôtres, qui s'y ajustèrent apparemment : les « Quatre pays » de Shikoku donnèrent un nombre égal de préfectures et, à la manière de notre Rouergue devenant l'Aveyron ou le Gévaudan, la Lozère, l'ancien Shinshû devint la préfecture de Nagano, le Kôshû, celle de Yamanashi. Mais 1868 vit surtout la naissance de la grande industrie nipponne et, d'abord, la solidification apparente du schéma régional selon le degré de participation plus ou moins grand aux nouvelles sources de richesse. Les

régions de la capitale (Kantô) et des deux plus grandes cités marchandes (Nagoya et Osaka) en furent les principales bénéficiaires ; la première voie ferrée les réunissant bientôt (Tokaidô), tandis que les hauteurs du centre et les rivages encaignés de la mer du Japon, tout le nord de Honshû, se trouvaient laissés à eux-mêmes.

## Deux grandes familles

La concentration de l'économie aux mains de grandes familles accéléra définitivement l'avantage du versant Pacifique, et les mêmes « zaibatsu » s'établirent simultanément à Osaka, Nagoya, Tokyo, puis tard à Okayama, Hiroshima, Fukuoka, ébauchant le futur axe de la mégalopolis, ignorant largement le reste du pays.

Ainsi s'amorça un partage des régions japonaises en deux grandes familles, qui constituèrent leur caractère dominant jusqu'aux années 50. D'un côté, les régions « actives », bordant le Pacifique et secondairement la mer Intérieure, solidement reliées, industrialisées, modernisées et concentrant l'essentiel de la popula-

tion, des capitaux et des initiatives. De l'autre, les régions « délaissées » : l'essentiel de Kyushu (sauf vers le détroit de Shimonoeki), Shikoku, le San'in et le Hokuriku (étendus le long de la mer du Japon), les hauteurs massives du Centre (Tôsan) ; enfin, tout le Tôhoku depuis le Kantô jusqu'au détroit de Tsugaru, immense région dont le train mettait encore, en 1981, dix heures à parcourir les six cents kilomètres. Hokkaidô bénéficiait depuis Meiji d'une politique particulière de mise en valeur et ébauchait une prospérité qui lui était propre. Au total : un « endroit » prospère, peuplé et un « envers » rural et isolé dans ses rizières, ses forêts, enfoui sous la neige de longs mois durant : tel était le Japon à l'époque impériale qui vit le double essor de son industrie et de ses conquêtes sous la férule d'un pouvoir plus soucieux de puissance et d'orgueil national que d'équilibre interrégional.

La croissance accélérée de l'économie qui s'amorça après la guerre de Corée, et qui se poursuivit surtout jusqu'en 1973, n'a fait qu'accroître ce clivage, au point,

## Honorables prix.

5 980 F Paris-Tokyo aller retour. Il n'existe pas à notre connaissance de tarif plus bas. D'autres formules ? Des circuits organisés qui permettent de découvrir le Japon en profondeur : « Le Japon des villes et des champs » : 18 jours dans les auberges rurales, accompagnés par un japonologue : 14.500 F. Le « Japon en minibus » : 18 jours à travers les campagnes et montagnes japonaises en petits groupes de 8 personnes 14 850 F, et bien d'autres formules... chez nous le Japon on connaît. Tchê et Kyoko en sont.

Violaine et Bernard en ont la passion depuis leur enfance : ils en ont fait leur métier. Cours de langue (4 niveaux), de calligraphie, cours de flûte japonaise (shakuhachi) et de shiatsu (pression des doigts)... brochure comportant 150 adresses japonaises en France. Vous êtes déjà au Japon...

**Carrefour du Japon.**  
**Le Japon mode d'emploi.**  
12, rue Sainte-Anne 75001 Paris. Tél. : 261-60-83.

# VOS RESSOURCES FINANCIÈRES

Depuis les tout premiers jours de notre histoire, Saturne est honoré comme le Dieu de la moisson. Aujourd'hui, Nomura se consacre à accroître la prospérité de l'ensemble de sa clientèle en lui offrant ce qu'on fait de mieux en investissement professionnel et en installations techniques modernes. Par exemple, Nomura Securities d'autres sociétés du Groupe Nomura ainsi que des bases opérationnelles dans le monde entier sont en liaison avec CAPITAL, le réseau d'ordinateurs en direct, et en temps réel. Grâce à ce système, nous pouvons fournir à tous nos clients où qu'ils soient des informations rapides et mises à jour chaque fois qu'il en ont besoin. Nomura est en mesure de vous aider à recueillir les bénéfices provenant d'opérations financières dans le monde entier.

## NOMURA

NOMURA FRANCE : 18-21, rue de Pontneuf, 75008 Paris. France. Tél. : (01) 562-1170.  
NOMURA INTERNATIONAL LIMITED : 3, Oldchurch Street, Londres, EC3V 0AD, Angleterre. Tél. : (01) 253-8811.  
NOMURA EUROPE N.V. : De Boelelaan, 7, 1083 HJ, Amsterdam, Pays-Bas. Tél. : (020) 444860.  
NOMURA EUROPE GmbH : Hamburger Allee 2-10, 6000 Frankfurt 90, R.F.A. Tél. : (069) 11 770621.  
NOMURA (SWITZERLAND) LTD., GENÈVE. OFFICE : 5, route de Chêne, 1207 Genève, Suisse. Tél. : (022) 35-70-07.  
BUREAU DE ZÜRICH, P.O. Box 6635, 8023, Zurich, Suisse. Tél. : (01) 211-60-25.  
NOMURA INVESTMENT BANKING (MIDDLE EAST) Ltd. : Room 700 Part 2, Manama Centre, P.O. Box 26693, Manama, Bahreïn. Tél. : 271089, 254282, 233432.  
THE NOMURA SECURITIES CO., LTD., Rue de la Loi, 15, BTE 112, B-1040, Bureau de représentation de Bruxelles : Bruxelles, Belgique. Tél. : (02) 230-7167.  
Nous avons ouvert le bureau de représentation de Bruxelles le 21 novembre, de manière à renforcer nos activités en Europe.  
THE NOMURA SECURITIES CO., LTD., Siège social à Tokyo : 1-1, Nishinomiya, Chuo-ku, Tokyo 103 Japon. Tél. : (03) 211-1811, 211-3811. Telex : J22392 (NOMURASHI). Réseau mondial : Londres, Amsterdam, Francfort, Genève, Zurich, Paris, New-York, Hong-Kong, Singapour et 19 autres villes.

## Le Japon

l'ancienne... profit d'une... oppose la... l'archipel... Meiji... les ré... adminis... économie... la même... (sur u... toire)... résea... aux... urbain)... esthé... plus... et puis... sources lo... à trou... de la... chaîne... indus... long des ri... jusqu'à Fu... 1000 kilom... (sauf au... l'est)... et dont la... est à la... et le sym...

## Les collectivités et l'Etat japonais

La Documentation française... son dernier... problèmes... (série Extrême-orient) « Etat et collectivités locales au Japon ».

Cette étude comporte quatre principales :

- Les structures font l'objet de deux articles de M. Muretsuki Shindo et Takashi Tsuyama traitant l'un du thème d'autonomie locale, l'autre des compétences déléguées par le pouvoir central aux gouvernements locaux et aux maires.
- Les finances locales et les services administratifs sont traités en trois documents, tous d'origine japonaise, appuyés sur des tableaux statistiques détaillés et examinant en détail le cas de Tokyo.

## Une liaison parfaite: The Bank of Tokyo, Ltd.

ent... inter... len... du... de... nai... soc... 190... cor... dan... fon... d'... fia... De... sy... co... lo... Ba... un...

مركز من الأصول



# Le Japon de M. Nakasone



presque, d'oblitérer l'ancienne trame régionale au profit d'une dualité tyrannique qui oppose la mégalopolis au reste de l'archipel. L'évolution qui, depuis Meiji, avait peu à peu dépouillé les régions de leur autonomie administrative (fédérale), économique (spécialisation de la production par région), industrielle (« avancement » sans cesse la même frange de l'espace national), commerciale (concentrant les réseaux de distribution aux mains des fabricants situés eux-mêmes aux « nœuds » du réseau urbain), culturelle enfin (les idéaux esthétiques en vigueur venant de plus en plus de la capitale et puisant de moins en moins aux sources locales), cette évolution a trouvé son terme dans la formation de la mégalopolis : cette longue chaîne de villes et de combinats industriels échelonnés le long des rivages depuis Tokyo jusqu'à Fukuoka, sur quelque 1000 kilomètres de longueur pour moins de 10 kilomètres de largeur (sauf au niveau des métropoles), et dont la voie ferrée du Shinkansen est à la fois l'artère maîtresse et le symbole.

Comme les travaux de Berque (1) l'ont notamment montré, l'archipel était passé, en cent ans, de l'état de mosaïque d'aires d'existence à celui de réseau aux mailles relativement homogènes, enfin à celui d'axe animé d'une ainsanisation centrée, et dont dépendent désormais tous les aspects de la vie nationale.

Cette évolution, que toutes les formes possibles d'intégration de

la vie publique et privée ont suscité depuis les années 50, cette mutation spatiale, temporelle et sociale de l'environnement japonais (60 % de la population vivant sur un peu plus de 2 % du territoire), se sont faites d'abord sans résistance, tant était puissant le mirage de la croissance.

Mais, depuis la fin des années 60, une réaction inverse se fait jour, entraînée par les procès aux entreprises polluantes, le plafonnement de l'émigration de la province vers les métropoles et son débordement vers les cités moyennes, puis la récession, et surtout par une certaine volonté chez les jeunes provinciaux de rester « au pays » et leur refus de se laisser « mégapoliser ».

## Un nouveau « localisme »

Mais, encore une fois, rien qui puisse évoquer les rébellions de nos vieux « pays » contre le centralisme parisien : l'unicité ethnique, culturelle et politique est bien trop fortement ressentie ici pour que de telles motivations puissent se faire jour. Non, plutôt un refus de la « fonctionnalisation » à outrance dont les théoriciens de la croissance à tout prix avaient fait leur maître mot, un

choix délibéré contre un système socio-économique envahissant (s'accompagnant-il de salaires meilleurs) et qui n'a, semble-t-il, que peu à voir avec la crise actuelle de l'emploi.

Ce nouveau « localisme » — qui n'est ainsi nullement un repli sur des structures prémodernes, mais une réaction profonde, animée en outre par le spectacle de portions croissantes de l'archipel en voie de dépeuplement et d'abandon (Ardèche ou Lozère à la japonaise), la destruction des aires traditionnelles d'existence (le village, le quartier), et exprimée avec véhémence dans des revues et des mouvements associatifs — se trouve pourtant frappé d'une double contradiction et n'est peut-être qu'un accident de parcours sur la voie de l'intégration. Il se trouve d'abord privé de véritables ferment locaux capables de développer jusqu'à maturité ses velléités présentes. On a dit que les régions actuelles résultent du découpage *a posteriori* d'un espace ethno-culturel d'une impressionnante homogénéité. On peut se demander avec quelle force un tel passé saura entretenir un véritable régionalisme économique ou même en favoriser la naissance.

Cette dernière, surtout, ne saurait avoir lieu sans la bénédiction du pouvoir, organe de cette intégration qu'il s'agit justement de contrer. Or, comme au cas de tant d'autres innovations de ces années (des « mouvements d'habitants » aux « communautés »), le pouvoir a senti très tôt la réelle profon-

deur du mouvement régionaliste et tenté de le chevaucher afin d'en corriger la tendance. La création, proposée par le III<sup>e</sup> plan d'aménagement national, de « zones de résidence stabilisées » dont le tracé ne concorde plus avec les aires d'aménagement industriel précédemment prévues, va peut-être dans le sens des nouvelles aspirations locales. A coup sûr, elle les oriente aussi.

De fait, si le régionalisme ou le localisme japonais est déjà un mouvement complet, avec ses théoriciens et ses aspirations populaires, si les journaux s'en font quotidiennement les hérauts, si des mesures prises par tel ou tel gouverneur départemental semblent en amorcer la concrétisation, il reste encore à franchir des étapes essentielles dont la première est, tout le monde semble d'accord là-dessus, le transfert de certains pouvoirs financiers aux administrations locales. Faut-il de cela, il ne restera guère que des slogans et une poussière de mesures de détail qui laisseront intact le puissant courant intégrateur initié au moment de Meiji, mais devenu, depuis les débuts de la haute croissance, un torrent dévastateur. Et puis, cette uniformité que leur a léguée leur passé et qui seule a permis leur soudaine prospérité, par quoi les Japonais la remplaceront-ils ?

J. PEZEU-MASSABUAU.

(1) A. Berque : *Le Japon. Flammarion*, 1976.

## Votre banque au Japon la Société Générale dix années d'expérience à Tokyo

Nouvelle adresse!

**Succursale de Tokyo**  
9 and 10th floor - Hibiya Central Bldg  
n° 2-9, Nishi - Shinbashi 1-chome  
Minato-ku - Tokyo, 105  
Tél. (813) 503.97.81 - Telex J. 28811

**Bureau de Représentation Financier**

10th floor  
(même adresse que la succursale de Tokyo)  
Tél. (813) 501.64.22 - Telex J. 23637

**Sogelease Japan (Crédit-Bail)**

9th floor  
(même adresse que la succursale de Tokyo)  
Tél. (813) 591.24.78 - Telex J. 23637

**Agence d'Osaka**  
Midosuji Mitsui Building  
1-bingo-machi 5-chome  
Higashi-ku - Osaka 541  
Tél. (816) 226.18.12 - Telex J. 65133



**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

Direction des Affaires Internationales - Secteur Japon  
5, rue des Mathurins 75009 PARIS - Tél. 298.20.00

## Les collectivités locales et l'Etat japonais

La Documentation française consacre son dernier dossier sur les problèmes politiques et sociaux (série Extrême-Orient) au thème « Etat et collectivités locales au Japon ».

Cette étude comporte trois parties principales :

— Les structures font l'objet de deux articles de MM. Muneyuki Shindo et Takano Tsujiyama traitant l'un du système d'autonomie locale, l'autre des « compétences déléguées » par le pouvoir central aux gouvernements et aux maires.

— Les finances locales et le centralisme administratif sont traités en trois documents, tous les trois d'origine japonaise, appuyés sur des tableaux statistiques détaillés et examinant en particulier le cas de Tokyo.

— Deux plaidoyers pour une décentralisation sont enfin présentés par l'Association nationale des gouvernements et grandes villes et de préfectures au Japon ainsi que par un groupe d'auteurs japonais sur le thème « Le nouveau centralisme et les choix des collectivités locales ».

Dans un avant-propos, le maître d'œuvre de ce dossier, M. Sungbeh Chung, constate « la force des grandes constantes, l'absence d'une véritable volonté politique de réforme et la méfiance traditionnelle à l'égard de la compétence du pouvoir local ». « Autant de facteurs », observe-t-il, « qui constituent en fin de compte le support du système centralisateur actuel ».

## Une liaison parfaite: The Bank of Tokyo, Ltd.



The Bank of Tokyo, Ltd. est en mesure d'assurer une liaison parfaite entre vos opérations locales et internationales grâce à l'excellence de ses services et à l'étendue de son réseau, le plus vaste de toutes les banques japonaises. Plus de 240 bureaux, succursales et filiales ainsi que 1900 banques correspondantes constituent un atout-maître dans l'extension de vos opérations financières. Essayez et comparez.

Nous sommes certains d'être les plus rapides, les plus fiables et les plus économiques. Dans la mise en place des prêts syndiqués internationaux comme dans les transactions locales les plus simples, The Bank of Tokyo, Ltd. vous offre un service soigné digne de vous.

**BANK OF TOKYO**  
Bureau de Paris: 44, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. 311-00-31

## CANON FRANCE S.A.

## & CANON FRANCE PHOTO CINÉMA S.A.

Cher Client,

Canon, à travers ses produits, photos, photocopieurs, machines à écrire et autres matériels de bureau, essaie de contribuer à l'économie et à la culture de la France.

En France, nos 1500 collaborateurs sont chaque jour en contact avec vous, pour mieux vous comprendre, pour mieux vous servir.

Canon France vend tous les mois plus de 3 000 photocopieurs. A partir de 1984, 3 000 photocopieurs seront fabriqués tous les mois en Bretagne.

**Canon**



Fournisseur officiel du Championnat d'Europe de Football 1984.







# Le Japon de M. Nakasone



dentaires tentent de découvrir les secrets d'une économie prospère en étudiant les méthodes japonaises.

Mais la confiance en soi n'a pas fait disparaître la peur. Il est tout à fait étonnant de constater à quel point, après toutes ces années d'intenses échanges avec le reste du monde, l'influence étrangère effraie encore les Japonais. Justement, c'est pour leur capacité à adopter et à adapter ce qui est étranger, ils ne sont pas pour autant à l'aise avec les étrangers et leurs manières. Les diplomates ou les hommes d'affaires étrangers traitent avec les Japonais par l'intermédiaire d'un groupe de Japonais anglophones et internationalisés qui font office de tampons entre leurs sociétés ou les institutions gouvernementales et l'imprévisible monde extérieur. En raison de ces tampons, de nombreux étrangers qui ont longtemps vécu à Tokyo ne sont pas entièrement conscients de la vigueur avec laquelle la communauté japonaise rejette ce qu'elle ressent comme de menaçantes intrusions étrangères.

## Sensibilité de « victime »

Mais leur histoire et la manière dont ils ont été élevés donnent aux Japonais un sens très vif de la séparation entre ce qui se situe à l'intérieur et ce qui demeure à l'extérieur d'un groupe social. Il est tenu pour acquis que les étrangers ne peuvent pas réellement comprendre la société japonaise. Pour commencer, ils ne semblent nullement conscients de la nécessité de se comporter différemment avec les gens de « l'intérieur » et ceux de « l'extérieur ». Leur présence dérange et est presque toujours source d'ennuis. Ils viennent d'un monde lointain, difficilement prévisible et qui a toujours été perçu, à travers l'histoire, comme lourd de menaces pour le Japon. Ce sentiment d'être, si on se laisse entraîner dans les affaires internationales, à la merci de forces extérieures incontrôlables, est lié à celui, dominant, qui est connu sous le nom de *higashi isshiki*, ou « sensibilité de victime ».

L'une des illustrations les plus frappantes de ce point est l'attitude générale envers la guerre du Pacifique. « Par bonheur, le Japon a finalement pu échapper à la guerre », a-t-on pu lire un jour dans la rubrique la plus suivie d'un des plus célèbres journaux japonais. La guerre se trouve placée dans la même catégorie que les tremblements de terre ou les typhons, comme relevant de phénomènes naturels — ou peut-être due à l'action des hommes, mais, dans ce cas, d'autres que soi-même. Presque tous les films de guerre de la dernière décennie montrent les souffrances du peuple japonais, et beaucoup de jeunes Japonais sont sidérés lorsque leur explication que les peuples des pays voisins ont également souffert, peut-être plus, et du fait des Japonais.

Cette sensibilité nationale de « victime », qui entrave les tentatives pour saisir le monde international, est plus forte aujourd'hui qu'il y a vingt-trois ans. Elle se nourrit, par exemple, des critiques que ses partenaires occidentaux adressent au Japon en raison du déséquilibre des balances commerciales. Les idées qui accompagnent cette sensibilité, comme celle que le Japon est une nation unique en son genre et par conséquent très mal comprise, sont aussi fortes que jamais.

Que le Japon soit unique, c'est-à-dire appartenant à une catégorie qui lui est propre, infiniment plus différent des autres nations que celles-ci le sont entre elles, est un article de foi dans la perception que les Japonais ont de leur propre identité. Les journaux, les revues, la télévision et les livres propagent, en s'appuyant parfois sur des théories pseudo-scientifiques, l'idée que la culture japonaise possède une dimension spirituelle qui fait défaut à d'autres cultures et la place pour toujours hors d'atteinte de l'intelligence ou de l'intuition des non-Japonais.

Vous ne pouvez pas comprendre parce que vous n'êtes pas japonais — est pour un Japonais un argument parfaitement légitime et logique qui permet de mettre un terme à

une discussion peut-être difficile avec un étranger sur un problème japonais. Et cela s'harmonise bien avec le sens d'« acceptation » ou de « tolérance » que le terme de « compréhension » a dans la société japonaise. Vous manifestez une véritable compréhension des hommes et des choses en les acceptant, tels qu'ils sont — si vous n'êtes pas assez fort pour les changer. Si vous avez la force nécessaire pour cela, l'autre partie montrera sa compréhension par un certain degré d'adaptation à vos vœux. Les étrangers qui, en dépit de toutes les explications japonaises, continuent de protester sur toutes sortes de sujets touchant au commerce font la démonstration de leur incompréhension. Les Européens, qui sont moins puissants que les Américains, sont considérés à cet égard comme pires dans leur compréhension du Japon.

Les différents aspects de l'imaginaire nationale que nous décrivons ici se conforment bien entendu à un dessein d'ensemble. Ils se confortent l'un l'autre et s'accroissent aux traits psychologiques des individus, tels qu'ils ont été souvent décrits par des psychologues ou des sociologues aussi bien japonais qu'étrangers. Un moyen de les voir sous leur vrai jour est d'observer comment le pouvoir s'exerce au Japon. Comme nous venons de le dire, les Japonais n'osaient pas de résister au pouvoir d'autrui ou de le limiter en faisant appel à des arguments rationnels.

La pratique du pouvoir dans des pays d'héritage grec-romain est masquée par l'illusion de principes. Les Japonais, au contraire, considèrent comme suspects les vérités définitives, les principes politiques ou toute notion intellectuelle qui se prétendrait indépendante de leur vie sociale, ici et maintenant. Les Japonais n'ont jamais fait de révolution. Et ils n'ont jamais justifié un bouleversement politique au nom de quelque vérité ou idéal suprême. Pendant des siècles de guerres civiles, ils ne se sont jamais combattus entre eux au nom d'une certitude religieuse.

## La protection américaine

La pratique du pouvoir, au Japon, se cache au contraire sous l'illusion du bon vouloir. Les moyens employés sont soumis à leur propre individu aux exigences du groupe (sans lequel il ne pourrait fonctionner) à un point qui serait inacceptable en Occident. Il agit ainsi en considérant comme établie que ses puissants supérieurs ne valent que son bien. Les mécanismes de dépendance qui contribuent à maintenir en vie cette tradition ont été analysés par le psychologue internationallement le plus célèbre du Japon, Takeo Doi. Et cette omniprésente « structure de dépendance » n'a aucunement faibli avec le passage des générations. Bien au contraire, le principal protagoniste de bien des articles sur le



Chaque année, durant une quinzaine de jours, à l'été à Tokyo, le festival de Sumo (Sumo signifie « se défendre »). Avec leur chignon et leur pagne pour se protéger, deux hommes — gros — s'affrontent. Celui qui jette l'autre à terre gagne.

thème « du Japon à la croisée des chemins », « la nouvelle génération », ne peut se caractériser que comme plus dépendant de ses aînés.

D'une manière qui lui est très particulière, le Japon dépend de larges régions du monde pour sa survie économique. De cette dépendance provient sa vulnérabilité, et celle-ci peut elle-même conduire à une position de victime si l'on n'agit pas en temps utile et efficacement sur le monde. Le Japon a préféré conserver « un profil bas » ou, comme l'ont dit des commentateurs locaux, rester un géant économique mais un nain politique. S'il a réussi à rester aussi longtemps à l'écart de la politique internationale, c'est grâce à la protection qu'offre l'Amérique.

De part d'autre, il est admis que les relations avec les États-Unis sont d'un type spécial. Mais rares sont ceux qui réalisent à quel point. Il n'est pas d'autre exemple dans l'histoire où une grande nation dotée d'une puissance économique est demeurée dans un tel état de dépendance à l'égard d'une autre nation sans perdre sa propre identité. Tout ce qui comporte extérieurement la reconnaissance d'un État se fait par l'intermédiaire des Américains.

Dans ces rapports hautement délicats, le Japon ne dépend pas seulement intégralement des États-Unis pour sa défense mais encore, au bout du compte, pour sa diplomatie. Il n'aurait pu non plus devenir une puissance économique autonome sans la tolérance et la protection de l'Amérique.

Cette dépendance n'est pas seulement fortement rassurante pour le Japon. C'est une nécessité qui découle de la manière dont il a organisé, chez lui, le pouvoir politique. A deux reprises seulement dans son histoire, il a tenté de mettre sur pied un gouvernement réellement centralisé, dans le but de faire face au monde extérieur. La première tentative a été suivie par des siècles d'isolement presque total. La seconde, œuvre de la restauration Meiji, s'est terminée dans les années 30 par la désintégration du gouvernement central, victime d'un groupe relativement restreint de militaires qui n'ont pas véritablement pris le pouvoir mais ont entraîné le Japon sur la voie de l'inévitable désastre où conduisait leur action indépendante.

La technique de l'État, au Japon, a toujours comporté la sauvegarde d'un équilibre entre des groupes partiellement autonomes qui participent au pouvoir mais ne sont pas représentés dans un corps central régnant sur l'ensemble du système. Il n'existe pas de centre politique fort qui puisse être tenu pour responsable et prendre des décisions contraignantes.

Pour des raisons intérieures, cet État sans noyau fonctionnel, fort bien. Le Japon poursuit sa route en jouant continuellement sur des ajustements politiques mineurs, entre des bureaucrates, des politiciens ou des hommes d'affaires sans qu'aucun de ces groupes qui partagent le pouvoir ne devienne trop puissant aux yeux des deux autres ou de tout autre composant du système.

Le problème est que le nécessaire marchandage qui a lieu à l'intérieur entre en conflit avec la nécessité de faire face au monde international d'une manière qui ne soit pas seulement passive. Particulièrement au cours des douze dernières années, les gouvernements étrangers qui ont cherché à parvenir à des accords avec les Japonais, commerciaux ou autres, ont éprouvé la frustration de ne pas rencontrer de personnes ou d'organes d'État suffisamment puissants non seulement pour accepter telles ou telles mesures, mais encore pour les appliquer.

La prise en charge par l'Amérique de la défense et de la diplomatie de l'État japonais a rendu inutile une nouvelle tentative pour former un gouvernement central efficace. Mais les autres pays, y compris les États-Unis, critiquent maintenant sévèrement l'incapacité du Japon à prendre des décisions dignes d'un État souverain de ses responsabilités internationales. Aussi, de nombreux Japonais éprouvent-ils le sentiment que, à la différence de leurs dirigeants dans leur propre société, le monde ne semble pas vouloir le plus

grand bien du Japon, et ne cherche pas à comprendre ses problèmes, bref, qu'il n'est pas bienveillant.

Mais cet apitoiement sur soi-même et cette déception du monde sont-ils si envahissants qu'ils puissent perpétuer le relatif isolement du Japon ? Deux faits récents peuvent annoncer d'importants changements. Il y a des signes, d'abord, indiquant que Washington veut modifier le type de ses relations avec le Japon. Sont demandées aux Japonais une contribution à « la défense du monde occidental », des initiatives dans ses rapports avec ses voisins asiatiques comme la Corée du Sud et des mesures efficaces pour ouvrir leur marché. En même temps — et partiellement du fait de ces exigences — le Japon a depuis un an un premier ministre d'un caractère inhabituellement résolu. Dans ses promesses touchant au rôle international du Japon, Yasuhiro Nakasone semble aller à la limite de ce qu'autorise le maintien de l'équilibre intérieur.

Les questions qui se posent maintenant sont de savoir si l'Amérique sera assez conséquente pour continuer à insister sur ses exigences et si l'actuel premier ministre japonais pourra rester assez longtemps au pouvoir pour transformer ses engagements oraux en actes politiques concrets.

KAREL G. VAN WOLFFEREN.

## Le Monde HORS SÉRIE

### LA MICRO INFORMATIQUE



Que fait-on aujourd'hui avec un micro-ordinateur ? Quel sera l'impact de la micro-informatique sur la famille, l'école, la société ?

Dans cette brochure de 100 pages, des reportages, des enquêtes, des analyses pour nourrir la réflexion de tous ceux qui s'intéressent à ce phénomène ou s'en inquiètent.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ET AU MONDE 28 F

## CREDIT LYONNAIS



### UN RESEAU MONDIAL

- 2500 agences en France et à l'étranger.
- Filiales, banques associées, représentation et correspondants dans le monde entier.



## CREDIT LYONNAIS

Affaires Internationales  
16 rue du 4 Septembre, 75002 Paris. Tél. 295.70.00. Télex : 612400 CRED

### AU JAPON :

#### A TOKYO

#### AGENCE ET REPRESENTATION FINANCIERE

Hibiya Park Building - 7th Floor  
1-8-1 Yurakucho - Chiyoda Ku  
Tél. : 284.12.81 - Télex : J 26390 CLYTOK

#### A OSAKA

#### REPRESENTATION REGIONALE

Umeda Shin-Michi Building 3 F  
1-1-5 Dojima, Kita-Ku  
Tél. : 341.31.71 - Télex : J 26390 CLYTOK

EUROPARTENAIRES : BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS



### Les escales.

De Bangkok à Hong Kong, de Sydney à Tokyo, de Tokyo à Shanghai ou Honolulu, le plus grand nombre d'escales, c'est JAL.



### Affaires et loisirs.

JALTOUR et « Tour du Monde » : des tarifs économiques qui permettent de cumuler voyages d'affaires et de loisirs. Qui dit mieux ?



### Les hôtels.

« L'Executive Hotel Service » et le « Budget Hotel Service » : les meilleurs hôtels à un tarif de faveur. Pour les passagers JAL. Exclusivement.

APPELEZ JAL : 225.55.01.



Les petites attentions font les grands vols.

JAPAN AIR LINES

La classe Affaire



# Le Japon de M. Nakasone

## CULTURE SAMOURAI ET STÉRÉOTYPES OCCIDENTAUX

hension politique de sa réalité sociale conduisent en fait à une perte de sens critique mais aussi, tout bonnement, d'esprit d'analyse. Depuis vingt ans, cette représentation du Japon n'a guère évolué. En 1970, dix ans après le Lotus et le robot, de Koei, Time comparait les hommes d'affaires nippons aux « guerriers marchands du quinzième siècle » et aux « soldats bureaucrates de la seconde guerre mondiale », tandis qu'au début des années 80 nos hebdomadaires affectivement l'image du « samouraï chevauchant une moto » et ses dérivés - pour caractériser le Japon moderne, c'est-à-dire signifier la relation « magique » entre tradition et modernité qui expliquerait ses succès.

Contrairement à la Chine, le Japon n'a jamais suscité d'investissement proprement politique - qui engendrerait, lui aussi, d'ailleurs, ses avènements. L'approche, dans son cas, a toujours été culturaliste. L'efficacité du système économique, la stabilité politique et sociale, tout est supposé tenir à ce consensus, expression, dit-on, des « valeurs traditionnelles » d'un « Japon profond ». Et le plus souvent on a simplement retourné les pinceaux d'antan sur la nature nipponne : de négatifs, ils sont devenus positifs. Du « péril jaune » on est passé au « défi », du « despotisme oriental » au « Japon Inc. » (l'usine Japon), de l'« enrégimentement » au « sens du groupe » et du qualificatif péjoratif « imitateur » à l'aimable « désireux d'apprendre », etc.

A cette vision vulgarisée de l'approche culturaliste s'est ajoutée, depuis le début des années 80, l'utilisation idéologique du « modèle » que le Japon est censé représenter et qui fascine tous les pouvoirs, qu'ils se réclament d'une droite ou d'une gauche éclairée. Le Japon serait le modèle de la société « post-industrielle », technologique et « consensuelle », un pays qui, dans le Japon des technocrates, serait parvenu à une « adéquation des structures politiques aux objectifs de la production ». Et, de modèle économique, le Japon est devenu un

modèle social. Car outre son efficacité économique, il sert d'illustration aux thèmes sur la « transparence communicationnelle » : la politique humaine, la motivation, la communication qu'on croit découvrir dans l'entreprise nipponne sont devenus le *ne plus ultra* du discours patronal, qui prend exemple de l'archipel pour démontrer ce que l'on pourrait faire avec le « *calme social* ». Idéologiquement, ce discours l'est à plus d'un titre, et d'abord en ce qu'il se préoccupe moins d'un minimum d'adéquation de ses énoncés à la réalité supposée décrite qu'il ne poursuit des visées politiques précises : illustrer les thèmes sur les bienfaits de la cohésion sociale et la société scientifique.

### Les quarante-sept ronins...

Une telle approche du Japon occulte la réalité de cette société non seulement en identifiant l'économie de ses dirigeants aux aspirations populaires mais aussi en évacuant l'histoire. On a tort de confondre ce qui nous apparaît comme le Japon Inc. et les Japonais : cette société est plus diversifiée, plus complexe, plus contradictoire que l'Occident ne se la représente à travers ses stéréotypes sur la culture samouraï.

On a trop tendance, par exemple, à lire l'histoire du Japon en termes de continuité, d'harmonie, de respect de l'autorité et de conformisme. Cette société a aussi ses ruptures, ses contradictions et ses marginales. Elle s'est bâtie comme les autres sur l'exploitation et le conflit, et l'on peut trouver dans le caractère national maints exemples d'une certaine instabilité, d'une disposition à la résistance à l'autorité. Le sens du groupe, de la communauté, particulièrement prononcé dans le cas des Japonais et sur lequel reposent les mécanismes d'intégration sociale, autorise aussi des formes de résistance, de haine, et l'apparition de clivages horizontaux, sous forme d'associations ou autres qui s'opposent à la discipline hiérarchique.

La culture samouraï est en réalité moins représentative qu'on ne le pense de la civilisation nipponne. Déjà, au début de ce siècle, l'écrivain Kunio Yanagida a montré comment, à partir de Meiji, lorsque le Japon, confronté à l'Occident, entreprit lui-même, aussi bien matériellement que spirituellement, s'est opérée une sorte de « samouraïsation » de la société par l'extension

à celle-ci des valeurs de sa minorité dirigeante. Sur le plan idéologique, il est d'ailleurs significatif que *Musashi*, qui est le type même du roman idéalisant une certaine représentation du samouraï, ait été écrit dans les années 30 : sa publication est fortement liée au climat idéologique de l'époque.

La culture samouraï n'a pas été uniformément un idéal pour la grande masse des Japonais. A la fin du règne des Tokugawa (1603-1867), au début du dix-neuvième siècle, le fameux mythe fondateur, - s'il en fut - des quarante-sept ronins (samouraïs), c'est-à-dire celui de l'apologie de la morale féodale et de la fidélité des samouraïs à leur maître, était retourné comme un gant par les auteurs de kabuki : dans la soumission de l'individu à un intérêt supérieur, on passait à une dimension critique, presque anarchisante. Ce n'est plus dans la morale du groupe qu'on cherche le salut mais dans l'aventure individuelle, le crime faisant bon marché des fidélités féodales : dans la pièce *Famille à Yotsuya* (*Yotsuya Kaidan*) (2), c'est, comme on a pu l'écrire, à une « *relecture presque brechtienne du répertoire classique* » que s'est livré l'auteur. Cette pièce est sans doute symptomatique d'une époque de décadence du pouvoir féodal, mais elle constitue en fait l'aboutissement d'un processus de contestation diffuse qui a animé toute la culture de l'époque des Tokugawa.

### ... et la « voie des marchands »

Les deux siècles et demi de fermeture du Japon sous le règne des Tokugawa furent le creuset historique dans lequel naquit et se façonna une culture urbaine, populaire, affranchie dans une large mesure de l'esthétique alambiquée de l'aristocratie, débarrassée également du pessimisme du bouddhisme, et qui aujourd'hui imprègne encore profondément les mentalités. Une culture qui fut celle des marchands d'Edo (ancien nom pour Tokyo) et d'Osaka, quelque peu négligée par les par les Japonais eux-mêmes, depuis que Meiji a mis à l'ordre du jour l'objectif de rattraper l'Occident, en ce qu'elle n'apparaissait ni tout à fait classique ni, pour autant, moderne.

Cette culture constitue une part importante, sinon essentielle, de la civilisation japonaise : s'est forgée

alors une esthétique, se sont structurées des mœurs, s'est affirmé un esprit, volontiers pragmatique et frondeur, sont nés un « humanisme » et un art de vivre qui ne devaient rien - ou fort peu - à l'éthique samouraï. Cette culture, avant tout urbaine, est le fait des marchands et des artisans. Cette « voie des marchands » (*chonin-do*), par analogie et opposition à la « voie des guerriers » (*bushi-do*), a sans doute joué un rôle civilisateur beaucoup plus marquant, au cours des siècles de fermeture du Japon, que le pouvoir de la classe guerrière. Parallèlement à la culture des lettres, plongée dans la scolastique confucéenne ou dans l'exégèse des classiques, naquit en ville une culture étonnamment riche, à la fois raffinée et sophistiquée - comme l'art du thé - mais aussi sensuelle et hétéroclite, s'exprimant dans un art concis, minimaliste et un esprit pragmatique, volontiers ironique, dans son sens aigu de l'humour. Et les villes de l'époque des Tokugawa portèrent d'ailleurs beaucoup plus l'empreinte des marchands et des artisans, des classes populaires que celle de l'aristocratie.

### L'« esprit d'Edo »

L'époque de fermeture du Japon est loin d'avoir été obscurantiste. Elle se révèle au contraire comme une sorte de « Siècle des Lumières ». Et cela à deux points de vue au moins. D'abord s'est développée alors une civilisation qui n'avait rien à envier à celle de l'Occident à la même époque, dans les domaines tant de l'alphabétisation, de la diffusion des connaissances (notamment scientifiques) que de la réflexion intellectuelle. Cette période, qui a vu naître des romanciers comme Saikaku ou des dramaturges comme Chikamatsu, a connu une production littéraire prolifique, mais aussi en prise directe sur son temps. Elle révèle un Japon turbulent, frondeur, une culture populaire naissante qui marque encore profondément les mentalités. Cette culture préparait le Japon à accueillir et, plus encore peut-être, à savoir gérer les techniques qu'il allait importer massivement d'Occident à l'époque Meiji.

Cette culture des villes qui naît pendant l'ère des Tokugawa est caractéristique d'un second point de vue. Le conformisme était certes le principe de vie dans une société où le pouvoir entendait tout réglementer. Il n'existait pas de littérature engagée, mais cette période n'en fut

pas pour autant une époque de passivité. Au contraire, l'esprit de résistance au pouvoir est partout présent. En raison des interdictions, et à cause d'elles, s'est forgé un esprit de l'esquive, de la dérision voilée qu'alimentait cet « esprit d'Edo » fait de vivacité, de spontanéité et d'ironie, volontiers acerbe à l'égard des samouraïs - le *curé-dent aux lèvres mais le ventre creux* -, qui caractérisait l'Edokko (c'est-à-dire l'enfant d'Edo, comme nous dirions « le Parisien »). Cette critique de la société, on la trouve, voilée par la transposition ou l'allusion, dans les pièces de Chikamatsu, chez Saikaku ou dans des contes philosophiques sous couvert de voyages fictifs. On trouve également cette critique sociale dans certaines estampes, ou dans les épigrammes qui fleurissent au dix-huitième siècle et que l'on nomme *senryu*. Celles-ci, souligne Jean Chollet, expriment un « mépris de la tradition » et un comique d'observation porté au plus haut degré (3).

Il y a là toute une tradition, sans doute aussi prégnante - sinon plus - que celle des samouraïs, dans la vie quotidienne des Japonais. On retrouve aujourd'hui cet état d'esprit dans la mentalité de la ville basse (*shitamachi*) : cette ironie sur soi-même ou à l'égard de l'autorité, des rapports sociaux, dans les bandes dessinées, et notamment, celles destinées aux salariés (*sarariman manga*).

Philippe PONS.

- (1) *Le Sabre et la Terre*, de Eiji Yoshikawa, Editions Bantam.
- (2) *Le Mythe des quarante-sept ronins*, présentation et traduction de René Sieffert et Michel Wasserman, Publications orientalistes de France.
- (3) *Un haïku satirique, le senryu*, de Jean Chollet, Publications orientalistes de France.

## L'empire de la lumière

Ceux qui s'intéressent aux progrès en photo connaissent bien Minolta. Et le succès du X-700, appareil reflex automatique programmé, ne les a pas surpris. Ce boîtier Minolta, élu « 1er appareil européen de l'année » en 1982, couronne un demi-siècle d'inventions et de persévérance de la firme japonaise créée en 1928 par Kazuo Tashima.

Les abonnés du *Sicob* sont aussi des familiers du sigle bleu rayé de Minolta. Pour d'autres raisons : car la série EP des copieurs Minolta sur papier ordinaire connaît aujourd'hui un succès mérité par sa qualité optique. Et certains se souviennent qu'en 1965, une marque japonaise inconnue sur le marché français, lançait le premier photocopieur permettant une réduction des documents. Et que cette marque s'appelait Minolta.

Mais pour d'autres hommes, d'autres femmes dans le monde, le nom de Minolta est familier. Pour d'autres raisons encore. Qu'ils soient astronautes, médecins, techniciens télé, pilotes de ligne ou horticulteurs. Car la lumière crée un monde d'applications dans tous les domaines d'activités, pour qui sait la mesurer, l'analyser, l'utiliser. Information par l'image, information par l'optique, grâce aux instruments de mesure de lumière Minolta. Et aussi conversion électronique de la lumière en « digital ». Le secret de la puissance de Minolta est ici : celui qui maîtrise la lumière aujourd'hui découvre un empire de possibilités.

### La maîtrise de la lumière

Savez-vous comment, dans les maternités du monde entier, on diagnostique les jaunisses des nouveau-nés ? Avec le bilirubinmètre Minolta, un instrument résultant de la technologie de mesure de la lumière, de même que l'oxymètre, instrument de précision rare, utilisé pour les diagnostics difficiles.

D'autres applications ? Certaines sont à la portée du grand public - amateur de photos. C'est le cas des spotmètres, flashmètres et autres instruments de mesure disponibles chez les revendeurs photographiques. D'autres sont réservées au monde scientifique et médical. D'autres enfin, ne sont employées que par des techniciens, comme l'analyseur de couleurs télé et autres chromamètres. Ou bien encore dans les bureaux, comme les lecteurs imprimés de microfilms (banques). Sans parler des copieurs devenus à ce point intelligents qu'on les couple aujourd'hui à des ordinateurs.

Artificielle ou naturelle, incidente ou réfléchie, la maîtrise de la lumière forme

un tout pour Minolta, qui construit aussi bien des planétariums (c'est même l'une des rares sociétés dans le monde à le faire) que des instruments de mesure pour la photographie dans l'espace, depuis que la Nasa lui a accordé - et renouvelé - sa confiance lors des vols des programmes Apollo et Columbia.

### La passion du verre

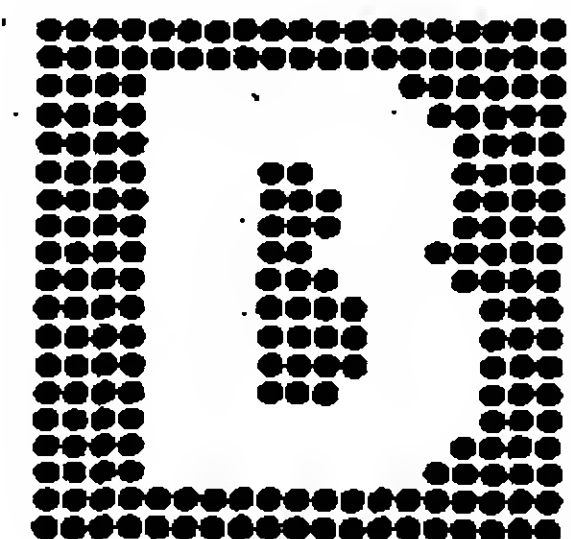
On ne saurait pousser aussi loin que Minolta le fait la recherche dans le domaine de l'optique, sans un contrôle total des processus de fabrication. Et d'abord la fabrication même du verre de ses objectifs. Minolta est l'une des seules firmes japonaises à le faire. Cette vocation a une histoire : 1946 : premier revêtement, antireflet du multicouche. 1957 : premier objectif à revêtement multicouche. 1959 : premier appareil reflex mono-objectif Minolta (cette même année, Minolta construisait le premier planétarium du Japon). 1965 : premier copieur au monde capable de réduction. Ensuite vient l'époque du développement mondial, de la collaboration avec Leitz, avec la Nasa, de l'implantation de filiales dans tous les pays du monde.

Kideo Tashima, successeur de son père, peut mesurer à sa juste valeur le chemin parcouru depuis un demi-siècle. Un demi-siècle d'inventions, d'idées nouvelles et ouvertes, comme celle - fondamentale - de refuser l'enfermement dans le domaine de la photo. Domaine d'où pourtant Minolta est issu, et auquel il aura permis de progresser, comme peu de sociétés l'ont fait.

Aujourd'hui, Minolta a défini son empire. C'est celui de la lumière. C'est un monde inépuisable où chaque découverte se répercute très vite sur les objets de tous les jours. Pensez-y si vous arrive de prendre en main un petit appareil photo tout automatique comme l'AF-S. L'héritage est là - en partie du moins. Et comme un explorateur ne s'arrête jamais en chemin, Minolta ne s'est pas contenté d'apprivoiser la lumière pour mettre au point l'AF-S. Il lui a aussi donné la parole. Mais qui s'étonnerait encore aujourd'hui de ce que le premier 24x36 parlant de l'histoire de la photo soit signé Minolta ?.



MINOLTA



BNP

## パリ国立銀行

fête cette année  
le 10<sup>e</sup> anniversaire  
de son implantation  
au JAPON

### Tokyo

- BNP Succursale  
Yusen Building  
3-2 Marunouchi  
2 Chome Chiyoda-Ku

- BNP Bureau de représentation Financier  
Yusen Building, 3-2 Marunouchi  
2 Chome Chiyoda-Ku

### Osaka

- BNP Agence  
Ohbayashi Building  
37, Kyobashi  
3 Chome Higashi-Ku



BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social : 16, boulevard des Italiens, 75009 PARIS  
Tél. : 244.45.46 - Télex : 280 605

## Le Monde

### SOCIAL

#### DES DÉPUTÉS SOCIALISTES VOUDRAIENT UN PLAN PLUS VOLONTARISTE EN MATIÈRE D'EMPLOI

Le groupe parlementaire de l'Assemblée nationale a décidé de la situation de l'emploi. Ses membres ont décidé de consacrer le mardi 28 novembre à l'examen de la loi relative à la deuxième loi de l'Assemblée nationale. Ils ont décidé de consacrer la semaine prochaine à discuter la semaine prochaine.

#### DES CONDUCTEURS D'AUTOBUS C.G.T. DE LA U.T.P. LE 24 NOVEMBRE

Le syndicat C.G.T. des autobus a décidé de mener, ainsi, une action de grève en matière de transport public. M. Le Garrec, qui est le secrétaire public, a noté que les conditions financières de la planification qu'il a proposée ne saient pas encore s'élargir. Les amendements, ceux-ci, ont été déclarés irrecevables. Le 24 novembre, les députés de la C.G.T. ont décidé de faire plus de travail. Ils ont décidé de faire plus de travail.

#### UN AVERTISSEMENT DU DIRECTIONAIRE A CERTAINS DE SES

#### Des initiatives inattendues

Le directeur général des impôts a décidé de main morte. En adressant le 10 octobre dernier, une lettre d'invitation aux trois secrétaires généraux F.O., C.F.D.T. et U.N.C., il a décidé de reproduire le *Figaro* du 10 octobre. M. Jean-Michel Lamy a réagi très vivement. Il a décidé de reproduire le *Figaro* du 10 octobre. M. Jean-Michel Lamy a réagi très vivement. Il a décidé de reproduire le *Figaro* du 10 octobre.

#### ski de fond en Finlande

Nouvel An au Paradis de la Neige  
Manoir de Messila  
28 déc. - 2 janv.  
F. 4.450

La ferme de l'Éleveur de Rennes (Laponie)  
28 déc. - 2 janv.  
F. 4.650

demandez la brochure "Destination Finlande Laponie"  
pour tout voyage ou séjour

ALANT'S TOURS  
5 rue Danielle Casanova  
75001 Paris  
296.59.78

مكتبة من الأصل



SOCIAL

LES DÉPUTÉS SOCIALISTES VOUDRAIENT UN PLAN PLUS VOLONTARISTE EN MATIÈRE D'EMPLOI

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale s'inquiète de la situation de l'emploi. Ses membres ont été nombreux à l'expliquer, le mardi 22 novembre, à M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé du Plan, venu leur présenter la deuxième loi sur le IX<sup>e</sup> Plan, que l'Assemblée doit commencer à discuter la semaine prochaine.

Rendant compte de cette audition, M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, députée de la Seine-Saint-Denis, porte-parole du groupe, a convenu que le niveau actuel du chômage est « fragile » et que, de toute façon, les députés socialistes ne peuvent se satisfaire d'une non-augmentation du nombre des chômeurs. Ils souhaitent « une politique volontariste » permettant « la création d'emplois ». Pour cela, il faut, pensent-ils, « faire plus travailler les machines et moins les hommes ».

Pour que soit menée, ainsi, « une politique plus volontariste en matière d'emploi », les députés socialistes ont expliqué à M. Le Garrec qu'il faut que le secteur public, « notamment les institutions financières », soit plus lié par la planification qu'il ne l'est dans le projet gouvernemental. Le groupe ne sait pas encore s'il déposera des amendements, ceux-ci pouvant être déclarés irrecevables au titre de l'article 40 de la Constitution, qui interdit aux députés de proposer une diminution des recettes de l'Etat ou une augmentation de ses charges.

GRÈVE DES CONDUCTEURS D'AUTOBUS C.G.T. DE LA R.A.T.P., LE 24 NOVEMBRE.

Le syndicat C.G.T. des autobus a lancé le 24 novembre, à Paris, une grève de 24 heures. Le 24 novembre, dans le cadre de la semaine d'action organisée par l'Union syndicale C.G.T. de la R.A.T.P., qui représente 34,5 % dans cette catégorie de personnel (F.O. 27 %; Antonomas 29 %), revendiquant une augmentation des salaires, une prime correspondant à un 13<sup>e</sup> mois et l'ouverture de négociations sur l'accord social 1984.

UN AVERTISSEMENT DU DIRECTEUR DES IMPÔTS A CERTAINS DE SES AGENTS

Des initiatives inacceptables

Le directeur général des impôts n'y va pas de main morte. En adressant, le 10 octobre dernier, une lettre d'avertissement aux trois secrétaires syndicaux F.O., C.F.D.T. et Syndicat national unifié des impôts (lettre que reproduit le Figaro du 23 novembre), M. Jean-Michel Bloch-Lainé a réagi très vivement aux propos tenus par les syndicats du fisc en septembre dernier. Ceux-ci, en apprenant que le projet de budget pour 1984 ne prévoyait aucune augmentation des effectifs des agents du fisc, avaient déclaré publiquement (1) que, faute de personnel, des congés seraient donnés pour que les contrôles soient plus sévères. En clair : plus sur les non-salariés que sur les salariés, plus sur les hauts revenus que sur les bas revenus. La C.G.T. s'était désolidarisée.

Le C.N.P.F. refuse tout rattrapage des salaires

(Suite de la première page.)

La difficulté tient au fait que les syndicats avaient signé des accords ou acceptés tacitement des recommandations patronales prévoyant une hausse de salaires en niveau de 8 % en escomptant que l'objectif pour les prix en 1983 pourrait être atteint. Ce qui n'est plus le cas.

Sans attendre que le gouvernement annonce ses directives pour le secteur public, le S.N.P.F., après un débat en son sein, (le Monde du 7 novembre) recommande d'appliquer les mêmes principes pour 1984. Mais il s'est finalement refusé à opter pour une norme chiffrée unique. Le chiffre et le rythme de la hausse des salaires devant, indique la circulaire, être négociés ou fixés « au niveau de chaque profession », en tenant compte de la situation économique de chacune. Mais ajoute M. Chouard, « les taux d'augmentation ne pourront être que très inférieurs à ceux de 1983 ». M. Delors avait indiqué de son côté que « en moyenne annuelle 1984 par rapport à 1983, tout compris, le salaire moyen ne pourra pas augmenter de plus de 6 % ».

Le C.N.P.F. indique que la périodicité des augmentations salariales devra être « au moins semestrielle ». Et surtout il incite les branches professionnelles à raisonner en prenant en compte l'évolution de la masse salariale. Or cette recommandation ne donne qu'une très faible marge de manœuvre aux professions. Va jouer en effet de façon déterminante le fameux « effet de report » : plus une augmentation salariale en niveau intervient tard dans l'année plus son effet de report sur la masse salariale est accablant pour l'année suivante. Ainsi là où les salaires ont augmenté de 8 % en 1983, l'effet de report attendu sur la masse salariale 1984 est déjà de 4 %, ce qui laisse prévoir des augmentations en niveaux faibles ou même dans certains cas nulles.

M. Gattaz a mis les points sur les « i » le 22 novembre à l'Antenne 2 en demandant aux branches de « bien tenir compte de tous les éléments de hausse des salaires : les promotions, les changements de qualification, les effets de report car ce qui est

important en 1984, ce n'est pas de définir des hausses en niveau mais en masse ». La recommandation du C.N.P.F. du 26 novembre va être d'autant plus mal accueillie qu'elle demande aux pouvoirs publics qu'ils « renouent à une politique de revalorisation du S.M.I.C. ».

Le patronat de la métallurgie, l'U.I.M.M., dans une recommandation adressée à ses entreprises dès le 18 novembre a été encore plus net : « un calendrier de hausses de salaires préétablies sans référence aux prix pourraient être retenus et pourraient être différents suivant les catégories de salariés. Mais il faut savoir que la situation de beaucoup d'entreprises ne leur permettrait que des augmentations réduites et qu'un certain nombre ne pourrait supporter aucune augmentation en 1984 ».

Après avoir rappelé les 8 % pour 1983 l'U.I.M.M. demande que « les augmentations durant l'année 1984 du niveau moyen des salaires réels bruts restent à l'intérieur d'une limite de 5 % au total par rapport au niveau moyen au 1<sup>er</sup> janvier 1984, toutes causes confondues ». Une exception, c'est-à-dire même en tenant compte de l'application des versements du S.M.I.C. « En tout état de cause, ajoute-t-elle, l'augmentation moyenne des salaires réels bruts au 1<sup>er</sup> juillet 1984 devra se situer entre 0 % et 2,25 % ».

Les organisations patronales ont donc choisi la voie de la fermeté. Reste à savoir si, contrairement à ce qui s'est produit en 1983, les syndicats intensifieront leur pression pour obtenir ce que coûte le maintien du pouvoir d'achat.

La balle dans le camp de l'Etat

Cela repose tout le problème de la responsabilité des salaires dans l'inflation. Pour le C.N.P.F., qui réclame la liberté des prix, il n'y a pas de responsabilité à ce titre avec M. Delors sur une éventuelle modulation des prix industriels en 1984 et la liberté des salaires, aucun doute n'est permis. Les hausses de salaires nourrissent l'inflation, et c'est parce que la France a encore une inflation supérieure à celle des autres pays industrialisés qu'il faut réduire encore davantage les coûts salariaux.

Les syndicats récusent un tel raisonnement : la C.F.T.C. vient d'affirmer que la responsabilité de la persistance d'une forte hausse des prix « ne peut plus être imputée aux salaires », et la FEN a écrit à

M. Mauroy qu'« il n'est pas imaginable qu'une organisation syndicale donne son aval à des mécanismes salariaux qui programmeront une baisse du pouvoir d'achat ». Pour les syndicats, les salaires ne sont plus viciés que les prix : ainsi, les salaires horaires ouvriers ont progressé de 1,7 % au troisième trimestre contre 2,5 % au second trimestre et 3,1 % au premier. Par ailleurs, le dérapage de l'inflation n'est pas dû aux prix industriels, qui demeurent plutôt sages, mais à la fièvre qui se manifeste dans les secteurs de l'alimentation et des services. La conclusion vient logiquement : ce n'est pas aux salariés de payer par une baisse du pouvoir d'achat les errements des prix.

Le gouvernement ne pourra rester longtemps absent d'un tel débat. Il devra lui aussi dire quelle est la responsabilité des salaires dans l'inflation.

Au moment de la sortie du blocage des salaires, M. Mauroy avait été quelque peu ambigu, commençant par affirmer que les salaires n'étaient pas responsables de l'inflation, puis concédant, le 5 septembre 1982, qu'« il ne faut plus indexer les salaires sur les prix, car cela entraîne l'inflation ». Mais refusant l'indexation a posteriori suppose de ne pas en rétrograder les mécanismes par le biais des clauses de sauvegarde comme celle de la fonction publique. Le gouvernement paie aujourd'hui les ambiguïtés et les contradictions de la politique salariale mise en œuvre il y a un an. Il devra choisir rapidement entre la rigueur salariale et la paix sociale, choix d'autant plus difficile qu'il est tendu, respectant ses engagements vis-à-vis de la fonction publique. Rude dilemme.

MICHEL NOBLECOURT.

« Classes de sauvegarde dans la fonction publique : profonde indignation » de la FEN. M. Jacques Pommatuau, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, regrette, dans une lettre adressée au premier ministre en date du 18 novembre, que la réunion de concertation avec les organisations syndicales de fonctionnaires sur l'application des clauses de sauvegarde pour les salaires des fonctionnaires, bien qu'ayant été promise à plusieurs reprises, ne se soit toujours pas tenue.

Face à cela, M. Pommatuau « fait part de la profonde irritation des adhérents de la FEN ».

A ALSTHOM-BELFORT

La C.F.D.T. régresse au profit de F.O.

De notre correspondant

Belfort. — A l'usine Alsthom-Atlantique de Belfort, premier établissement industriel de la C.G.E., où des élections professionnelles ont eu lieu jeudi 17 novembre, la C.F.D.T. régresse au profit de F.O. Dans les deux collèges, les cégétistes perdent plus de quatre points, tandis que F.O. en gagne trois dans le premier collège et plus de cinq dans le second, où elle fait plus que doubler son score de l'an passé. La C.G.T. confond ses positions (gain de 0,8 % à 0,5 %), sans pour autant combler les pertes subies l'an passé, mais en redevenant la première organisation syndicale de l'entreprise. En application des lois Auroux, trente-cinq sièges étaient à pourvoir contre vingt-deux précédemment.

— Premier collège (ouvriers). — Inscriptions, 2 530 ; votants, 1 556 (61,50 %) ; exprimés, 1 493. Ont obtenu : C.F.D.T. 567 voix (37,98 % contre 422 en 1982), 5 sièges (+1) ; C.G.T. 453 voix (30,04 % contre 38,53 %), 4 sièges (+1) ; C.G.T., 226 voix (15,14 % contre 14,65 %), 2 sièges (+1) ; F.O., 145 voix (9,71 % contre 4,86 %), 1 siège (+1).

— A l'usine Citroën de Trémery (Moselle), les élections au comité d'établissement ont confirmé les résultats des élections de délégués du personnel, qui, en octobre, avaient enlevé à la C.S.L. sa situation de monopole. Ainsi, dans le collège ouvrier (1 744 inscrits, 1 478 exprimés) la C.S.L. obtient 74,16 % contre 100 % lors du scrutin précédent, en 1981. La C.G.T. et la C.F.T.C., absentes en 1981, recueillent respectivement 17,59 % et 8,25 % des voix.

LA CONVENTION ENTRE LES MÉDECINS ET LA SÉCURITÉ SOCIALE SERA-T-ELLE ANNULÉE ?

La convention de 1980 qui régit les relations entre les médecins libéraux et la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (C.N.A.M.T.S.) va-t-elle être annulée ? Devant le Conseil d'Etat, examinant un recours déposé en juillet 1980 par la Confédération des médecins libéraux français (C.S.M.F.), le commissaire du gouvernement a conclu à l'annulation.

La C.S.M.F. faisait valoir d'une part que cette convention avait été signée par une organisation qu'elle considérait comme non représentative, la Fédération des médecins de France, d'autre part que les cotisations d'assurance-maladie des médecins conventionnés à « honoraires libres » étaient imputées à la charge des assurés, alors que la loi du 31 décembre 1970 prévoit que la « couverture sociale » des praticiens conventionnés est assurée partie par une cotisation des intéressés partie par une contribution des caisses d'assurance-maladie. C'est ce dernier argument qui a été repris par le commissaire du gouvernement.

AFFAIRES

UN AN APRÈS SA DÉSIGNATION

Le directeur général de Boussac démissionne

Moins d'un an après avoir officiellement pris ses responsabilités de directeur-général de la Compagnie Boussac - Saint Frères (C.B.S.F.), M. Jean-Marie Lépagneux a présenté sa démission pour « convenance personnelle », a annoncé la compagnie dans un communiqué diffusé le mardi soir 22 novembre. Le conseil d'administration de la C.B.S.F. s'était réuni quelques heures auparavant.

C'est M. Gérard Belorgey qui succèdera, le 1<sup>er</sup> janvier prochain, à M. Lépagneux. Il est actuellement délégué général auprès de M. René Mayer, président de la compagnie. Ce sera aussi le troisième directeur général de l'entreprise en dix-huit mois, c'est-à-dire depuis que M. Mayer a été nommé par les pouvoirs publics à la tête du groupe.

Le premier, M. Georges Jollès (du groupe Bidermann) avait été proposé à ce poste par l'Institut de développement industriel (I.D.I.), actionnaire principal de la firme. Mais entre un conflit de personne avec son président, le plan de redressement de la firme qu'il voulait présenter avait été refusé.

L'arrivée du deuxième directeur général, M. Lépagneux, avait été saluée avec une certaine solennité par M. Mayer, qui avait souligné sa manière d'appréhender la « gestion des hommes et des faits économiques ».

« (Le Monde du 20 octobre). Il avait été recruté par l'intermédiaire d'un « chasseur de têtes ». Il semble que l'on ait bémot reproché précisément à M. Lépagneux sa façon de « gérer » les hommes.

En fait, c'est la politique industrielle du groupe qu'il convient de définir d'abord (elle ne l'est toujours pas), puis de l'appliquer afin de rétablir la situation de la firme qui est l'explication centrale des errements de la C.B.S.F.

Les oppositions de doctrine entre M. Mayer et les représentants de l'I.D.I. au conseil d'administration de la compagnie sont patentées.

M. Belorgey est un ancien conseiller technique de l'I.D.I. Il est un ami de M. Dominique de la Martinière, qui a donné sa démission de la présidence de l'Institut, pour la façon dont est géré Boussac actuellement. La nomination de M. Belorgey devrait donc faciliter les rapports entre direction actuelle du groupe et l'I.D.I.

Mais ce n'est qu'une nouvelle étape — et assurément pas la dernière — dans l'« affaire » Boussac. En attendant, la firme devient de plus en plus fragile et le personnel (dix-huit mille salariés) de plus en plus sceptique, sinon découragé.

A.T.

LES ACCORDS C.G.E.-THOMSON

Confusion dans la micro-informatique

La division « communications » de Thomson négocierait un accord avec le fabricant américain de micro-ordinateurs Eagle Computer. Le groupe nationalisé avait songé un moment à prendre une participation dans le capital de cette entreprise et une licence de fabrication. Finalement il ne s'agit que d'un accord de distribution des « micros » Eagle en France. Ils devraient compléter dans le cadre des accords conclus en septembre entre le groupe et Thomson. Est-ce à dire que la C.G.E. entend, à l'avenir, développer une activité dans l'informatique ? Dans ce cas, comment va réagir Bull ? Le groupe de M. Stern, déjà fort ébranlé de l'accord C.G.E.-Thomson, verra-t-il d'un bon œil une C.G.E. bardée des « micros » de l'industrie américaine, dont la particularité est d'être compatible avec le fameux « P.C. » d'I.B.M. ? — E.L.B.

que mois. La division « communications » de Thomson désire-t-elle revenir dans le secteur informatique avec des matériels américains importés ?

Ensuite, parce que cette division doit être filialisée sous le nom de Thomson-Telecom (I.T.T.) puis rattachée à la C.G.E. dans le cadre des accords conclus en septembre entre le groupe et Thomson. Est-ce à dire que la C.G.E. entend, à l'avenir, développer une activité dans l'informatique ? Dans ce cas, comment va réagir Bull ? Le groupe de M. Stern, déjà fort ébranlé de l'accord C.G.E.-Thomson, verra-t-il d'un bon œil une C.G.E. bardée des « micros » de l'industrie américaine, dont la particularité est d'être compatible avec le fameux « P.C. » d'I.B.M. ? — E.L.B.

C.E.E.

DÉSACCORD BUDGÉTAIRE ENTRE LES MINISTRES DES FINANCES ET L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

Bruxelles (A.F.P.). — Les ministres du budget des Dix qui, adoptés, mardi 22 novembre, à la majorité — l'Italie votant contre, — un projet de budget pour le fonctionnement de la C.E.E. en 1984. Les ministres n'ont pas suivi l'Assemblée européenne, qui avait souhaité des dépenses supplémentaires. Ils ont décidé de mettre en réserve 350 millions d'ECU de crédits agricoles, alors que l'Assemblée avait demandé le gel dans une réserve budgétaire de 5 % des crédits agricoles, soit 825 millions d'ECU, dans l'attente d'une réforme de la politique agricole commune et des contributions budgétaires.

De même les ministres ont-ils refusé la demande de l'Assemblée européenne de mettre en réserve les crédits de 1,2 milliard d'ECU destinés au remboursement des contributions britanniques et allemandes.

Le projet de budget, pour être adopté, doit passer en seconde lecture devant l'Assemblée lors de la session du 12 au 16 décembre. Son président, M. Piet Dankert, ayant annoncé qu'aucun compromis n'avait pu être trouvé au cours d'une réunion extraordinaire qui s'est tenue à Bruxelles, on s'attend à une nouvelle crise budgétaire. Avec cependant cette année un élément nouveau, le sommet d'Athènes, au cours duquel les chefs d'Etat et de gouvernement discuteront de la réforme financière et agricole de la C.E.E.

L'affaire Besnier-Préval

LA C.F.D.T. DEMANDE A L'OFFICE DU LAIT DE RÉUNIR UNE « TABLE RONDE »

Après le jugement du tribunal de commerce de Paris dans l'affaire Besnier-Préval, qui accorde au premier le contrôle du second, jusqu'alors dans l'orbite de l'Union laitière-normande, la Fédération générale de l'agro-alimentaire C.F.D.T., expliquant que « les salaires de l'industrie laitière ne sont pas à vendre », s'étonne dans un communiqué « de la rapidité et des conclusions du jugement », et notamment du fait que des actionnaires fauchés tels que ceux de la Société civile des producteurs Préval (S.C.P.P.), qui n'ont jamais détenu plus de 12 % du capital de Préval, avec une avance de fonds publics, soient autorisés à disposer de la majorité du capital d'une entreprise pour en faire ce que bon leur semble.

La C.F.D.T. voit dans ce jugement le coup d'envoi d'une vaste restructuration laitière embrassant le Grand Ouest, qui représente la moitié de la production nationale. La C.F.D.T. demande à participer aux négociations à venir et réclame la tenue d'une « table ronde » avec les transformateurs laitiers, à l'initiative de l'Office du lait et en liaison avec les pouvoirs publics.

CONJONCTURE

1703 ENTREPRISES DÉFAILLANTES EN OCTOBRE

Mille neuf cent quatre-vingt-deux entreprises ont été mises en règlement judiciaire ou en liquidation de biens en octobre 1983. Après correction de variations saisonnières, et pour l'ensemble des activités économiques, on enregistre 1703 nouvelles entreprises défaillantes contre 1523 en septembre et 2072 en août. L'INSEE note donc une coexistence de défaillances particulièrement sensible dans l'industrie et les services rendus aux entreprises. Pour dix mois enregistre 18378 défaillances nouvelles (en série brute) soit une progression de 9,4 % par rapport aux dix premiers mois de 1982.

O. FADEL  
EXPORT EN ALGERIE  
pièces détachées, véhicules et machines industrielles  
— DÉCODEURS T.V.  
— MOTOCYCLETTES  
— TRACTEURS  
— FROID  
Etudes de marchés pour licences d'import  
162, rue de Tabaco, 75013 PARIS  
Tél. : 626-65-44 - 688-24-63  
Téléc. 649251

**ski de fond en FINLANDE**

Nouvel An au Paradis de la Neige

Manoir de Messila  
28 déc - 2 janv.  
F. 4.450

La ferme de l'Éleveur de Rennes (Laponie)  
28 déc - 2 janv.  
F. 4.650

demandez la brochure "destination Finlande Laponie" à votre agent de voyages ou

**ALANT'S TOURS**

5, rue Danielle Casanova  
75001 Paris

☎ 296.59.78

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	Rep. + ou dép.	+ ou dép.
S.E.U.	2,215	2,225	+ 130	+ 220	+ 340	+ 365	+ 720	+ 1040
S.m.	6,285	6,340	+ 140	+ 200	+ 315	+ 365	+ 865	+ 985
Yen (100)	3,470	3,490	+ 175	+ 195	+ 335	+ 365	+ 975	+ 1045
D.M.	3,040	3,075	+ 170	+ 185	+ 310	+ 330	+ 910	+ 965
Flora	2,710	2,715	+ 140	+ 160	+ 270	+ 300	+ 790	+ 830
F.R. (100)	14,975	14,985	+ 305	+ 390	+ 545	+ 690	+ 1485	+ 1690
F.S.	2,745	2,770	+ 285	+ 360	+ 515	+ 600	+ 1380	+ 1555
L.G. (100)	5,035	5,045	+ 225	+ 185	+ 440	+ 385	+ 1410	+ 1300
C.....	12,040	12,070	+ 320	+ 375	+ 620	+ 715	+ 1690	+ 1905

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8
S.E.U.	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8
D.M.	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
Flora	8 1/2	9 1/2	8 1/2	10 1/2	11	10	11	10	11
F.R. (100)	16 3/4	17 1/2	16 3/4	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
F.S.	16 3/4	17 1/2	16 3/4	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
L.G. (100)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
C.....	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### La Compagnie Lebon

annonce la prochaine  
INTRODUCTION EN BOURSE  
(second marché)

de sa filiale  
**CDME**

Premier distributeur  
en France  
de matériel électrique

Cette introduction est dirigée par :

Paluel-Marmont Merrill Lynch  
Banque Worms  
Crédit Industriel et Commercial

**ISTH** depuis 1953  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES  
ET TECHNIQUES HUMAINES  
EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE  
CONFIRMÉE DEPUIS 1953  
Préparations complètes  
au diplôme d'état de  
L'EXPERTISE COMPTABLE  
**C.P.E.C.F.**  
Certificat Préparatoire  
aux Études Comptables  
et Financières  
**D.E.C.S.**  
trois certificats  
(Novembre à juin)  
CENTRE TOLBIAC  
83, av. d'Italie - 75013 PARIS  
Tél. : 585.59.35

**M.M.B.**  
Un certain nombre d'aménagements  
viennent d'intervenir au sein du capital  
de la Société D.N.S. (Dernières Nou-  
velles de Strasbourg), editrice du quoti-  
dien régional « Dernières Nouvelles  
d'Alsace ».

À l'issue de ces mouvements, la réparti-  
tion du capital de D.N.S. est la sui-  
vante :

- Librairie Ariste Quillet (filiale de M.M.B.) 51 %
- Banque fédérative du Crédit mu-  
tuel (Alsace) 20 %
- Autres investisseurs alsaciens 13 %
- M.M.B. 13 %
- Divers 3 %

**TÉLEX PARTAGÉ**  
ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 345.21.62

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE - DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT  
SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE - 32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

**COMMUNE DE MEUDON**

**CHEMIN DÉPARTEMENTAL N° 406 - RUE DE LA RÉPUBLIQUE**  
AMÉNAGEMENT AU DROIT DE LA RUE HÉRAULT

**ENQUÊTES CONJOINTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE**

Le Préfet, commissaire de la République  
du département des Hauts-de-Seine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,  
Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant  
réforme de la publicité foncière et notamment ses articles 5 et 6,  
Vu la liste départementale des commissaires enquêteurs pour  
1983 établie par arrêté préfectoral du 28 décembre 1982,

Vu la délibération en date du 18 décembre 1980 par laquelle  
le Conseil général des HAUTS-DE-SEINE a adopté le projet  
d'aménagement du chemin départemental n° 406 au droit de la  
rue Hérault à MEUDON et a autorisé l'engagement des procé-  
dés d'enquête nécessaires à l'acquisition des parcelles situées  
dans l'emprise de l'opération,

Vu les pièces du dossier transmis par l'ingénieur en chef des  
Ponts-et-Chaussées, directeur départemental de l'Équipement,  
pour être soumis à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité  
publique de cette opération, dossier comprenant les pièces dont la  
liste est énumérée à l'article R.11-3 du code rural,

Vu le plan parcellaire des terrains à acquérir sur le territoire  
de la commune de MEUDON, ainsi que la liste des propriétaires  
dressée en application de l'article R.11-19 du code rural,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la  
préfecture,

**ARRÊTÉ**

**DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX ENQUÊTES**

**ARTICLE PREMIER** - Il sera procédé dans la commune de  
MEUDON :

1) à une enquête sur l'utilité publique de l'aménagement du  
chemin départemental n° 406, rue de la République, au droit de  
la rue Hérault ;

2) à une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les  
immeubles à acquérir pour permettre la réalisation du projet.

**ARTICLE 2** - Monsieur P. DUTEUR, directeur départemen-  
tal honoraire des P.T.T., 24-26, boulevard des Frères-Voisin à  
ISSY-LES-MOULINEAUX (92), est désigné en qualité de  
commissaire-enquêteur.

**DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUÊTE PRÉALABLE  
À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

**ARTICLE 3** - Les pièces du dossier d'enquête préalable à la  
déclaration d'utilité publique ainsi qu'un registre d'enquête  
seront déposés à la direction générale des Services techniques de  
la ville de MEUDON, 18 à 20 rue des Bigots, pendant 20 jours,  
de lundi 20 novembre au samedi 10 décembre 1983 inclus, afin  
que chacun puisse en prendre connaissance, sauf dimanches et  
jours fériés :

- du lundi au vendredi : de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 ;
- le samedi matin : de 8 h 30 à 12 h 30 ;

et consigner éventuellement ses observations sur le registre prévu  
à cet effet, ou les adresser pendant ce même délai, au maire ou au  
commissaire-enquêteur qui les annexera au registre.

**ARTICLE 4** - À l'expiration du délai fixé à l'article 3, le  
registre d'enquête sera clos et signé par le maire de MEUDON et  
transmis par ce dernier dans les vingt-quatre heures avec le dossier  
d'enquête au commissaire-enquêteur.

**ARTICLE 5** - Le commissaire-enquêteur examinera les obser-  
vations consignées ou annexées au registre, entendra s'il y a lieu  
toute personne susceptible de l'éclairer et fera un avis sur  
l'utilité publique de l'opération dans un délai de quinze jours à  
compter de la clôture de l'enquête.

**ARTICLE 6** - À l'expiration du délai fixé à l'article 5, le  
commissaire-enquêteur transmettra le dossier, le registre  
d'enquête et ses conclusions au sous-préfet, commissaire-adjoint  
de la République de l'arrondissement de BOULOGNE-  
BILLANCOURT qui fera un avis sur l'utilité publique de l'opération  
avant de faire suivre l'ensemble de ces pièces au préfet, commissaire de la République du département  
des HAUTS-DE-SEINE, direction départementale de l'Équipement,  
subdivision des Études foncières et de topographie, 32,  
quai Gallieni, 92151 SURESNES CEDEX.

- Ces opérations dont il est dressé procès-verbal devront être ter-  
minées dans un délai de trente jours de la clôture de l'enquête.

**ARTICLE 7** - Copies des conclusions du commissaire-  
enquêteur sur l'utilité publique du projet seront tenues à la dis-  
position du public à la mairie de MEUDON et à la préfecture des  
HAUTS-DE-SEINE, direction départementale de l'Équipement,  
accueil du public, niveau +1.

**DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUÊTE PARCELLAIRE**

**ARTICLE 8** - Le dossier d'enquête parcellaire ainsi qu'un  
registre d'enquête seront également déposés à la mairie de  
MEUDON pendant la période fixée à l'article 3 afin que chaque  
intéressé puisse en prendre connaissance aux heures indiquées  
au présent arrêté et consigner éventuellement ses observations sur  
les limites des biens à exproprier ou les adresser au commissaire-  
enquêteur ou au maire qui les annexera au registre.

**ARTICLE 9** - À l'expiration du délai d'enquête fixé à  
l'article 3, le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par  
le maire de MEUDON qui le transmettra dans les vingt-quatre  
heures avec le dossier au commissaire-enquêteur. Celui-ci don-  
nera son avis sur l'emprise des ouvrages projetés et dressera  
procès-verbal de l'opération après avoir entendu toutes personnes  
susceptibles de l'éclairer.

**ARTICLE 10** - La transmission du dossier d'enquête parcel-  
laire, du registre et de l'avis du commissaire-enquêteur se fera  
conjointement dans les mêmes formes et dans les mêmes délais que ceux  
prévus aux articles 5 et 6.

**DISPOSITIONS CONCERNANT LA PUBLICITÉ  
DES ENQUÊTES CONJOINTES**

**ARTICLE 11** - Le présent arrêté sera publié par voie d'affiches  
qui seront apposées avant le début de l'enquête pour le rester pen-  
dant toute la durée de celle-ci, et éventuellement par tous autres  
procédés en usage dans la commune de MEUDON.

L'accomplissement de cette formalité d'affichage sera justifié par  
un certificat du maire qui sera annexé au dossier à la clôture de  
l'enquête.

Cet arrêté sera, en outre, inséré en caractères apparents HUIT  
JOURS au moins avant le début de l'enquête et réapposé dans les  
HUIT PREMIERS JOURS de celle-ci dans deux journaux  
publiques dans tout le département.

**ARTICLE 12** - MM. le secrétaire général de la préfecture, le  
sous-préfet, commissaire-adjoint de la République de l'arrondisse-  
ment de Boulogne-Billancourt, le maire de MEUDON, le direc-  
teur départemental de l'Équipement et le commissaire-enquêteur  
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du pré-  
sent arrêté.

Fait à NANTERRE, le 20 octobre 1983

Le préfet, commissaire de la République  
Signé Dénodonné MANDELKERN

## AFFAIRES

### AUX CHAMBRES DE MÉTIERS

#### Le déclin du CID-Unati se confirme parmi les artisans

L'Union professionnelle artisane (UPA), la principale des organisations regroupant les artisans (1), renforce ses positions dans le milieu artisan. C'est l'un des enseignements des résultats aux élections de métiers du 21 novembre. Ces élections n'ont cependant pas recueilli un plus grand nombre de suffrages que par le passé : 27 % environ seulement des deux millions de professionnels ont exprimé leur choix.

Sur les soixante résultats définitifs (sur cent trois chambres) l'UPA a la majorité dans cinquante-sept établissements consulaires (dans trente-neuf chambres elle a relevé tous les sièges).

En revanche le déclin de l'influence du CID-Unati de M. Gérard Nicoud se confirme. Cette organisation devrait perdre - selon les obser- vateurs - environ la moitié des sept chambres dont elle avait conservé la majorité il y a trois ans. Elle maintiendrait son influence dans l'Isère, mais la perdrait dans l'Oise, l'Eure-et-Loir, la Seine et la Seine-et-Marne (Meaux).

Enfin le CID, organisation dissidente du CID-Unati, semble avoir perdu les quelques chambres où il était majoritaire, et notamment celle de Paris où M. Conrad Ibarrièche a été battu par ses concurrents de l'UPA.

(1) L'UPA regroupe trois organisations artisanales : la CAPEB (bâti- ment), la CGAD (alimentation) et la C.N.A.M. (métiers divers). La C.F.A.R. (artisans ruraux) vient rejoindre cette dernière organisation.

#### La bonne santé de l'industrie automobile suédoise

De notre correspondant

Stockholm. - L'industrie automobile suédoise se porte bien. Le groupe Volvo a réalisé au cours des neuf premiers mois de l'année un chiffre d'affaires de 71,5 milliards de couronnes (autour de 11 milliards de francs français), contre 51,5 milliards pendant la période correspondante de 1982, et ses bénéfices sont passés de 1,9 à 3,2 milliards de couronnes. En un an, la division « voitures particulières », qui ne représente plus qu'un quart de l'ensemble des activités du constructeur, a doublé la valeur de ses ventes, et ses profits sont largement supérieurs aux 1 800 millions enregistrés en 1982. Deux cent soixante-sept mille véhicules (+ 32 000) ont été livrés durant les trois premiers trimestres, et Volvo améliore sa position pratiquement sur tous les marchés, notamment aux États-Unis.

« Une gamme de produits très compétitive, une qualité élevée et un personnel compétent », tel est le secret de la réussite, selon M. Pehr G. Gyllenhammar, président-directeur général du groupe. Il voit l'avenir avec sérénité et ne redoute pas la concurrence japonaise : « La force des constructeurs européens, nous confie-t-il récemment, réside dans une certaine identité et une image qu'il convient de soigner. Les consommateurs achètent une Mercedes, une Citroën, une B.M.W. ou une Volvo pour des raisons bien précises de confort, de performances ou de résistance. En revanche, on achète une « japonaise » sans trop se soucier de la marque car tous les modèles se ressemblent ».

La direction de l'entreprise a mis en route, en octobre, un programme d'investissement de 150 millions de couronnes visant à porter la capacité de production de voitures particulières (haut de gamme) de 105 000 à 120 000 unités en 1985.

Volvo et Saab sont relativement optimistes pour 1984. « Dans le secteur automobile », dit M. Gyllenhammar, les Suédois sont actuellement compétitifs, mais cet avantage pourrait être rapidement réduit à moins qu'une forte augmentation des salaires en 1984 - d'autant plus que l'inflation progresse, en rythme annuel, deux fois plus vite en Suède que dans les pays concurrents - ne soit compensée par une baisse des prix.

ALAIN DEBOVE.

### Productique

#### RENAULT ET COHERENT RADIATION CRÉENT UNE FILIALE COMMUNE

La régie Renault a annoncé, le 22 novembre, les termes de son accord avec Coherent Radiation, leader américain du laser industriel (Le Monde du 22 novembre). Renault-Automation, qui regroupe les activités productives du groupe, a constitué avec Coherent Radiation une filiale commune dénommée Laser Systems par une prise de participation à hauteur de 51 % dans le capital de la filiale française de Coherent, Laser Optonics.

Laser Systems sera chargée de concevoir, de dessiner et de commercialiser les machines utilisant les sources laser, tandis que Renault-Automation, qui fournira les composants, sera chargée de leur montage et de leur maintenance. Cette filiale commune permettra de répondre aux besoins des clients dans le domaine de la machine-outil et des systèmes automatisés. Le projet reste cependant ouvert à des partenaires français, et Laser Systems pourra d'ailleurs acquérir des sources laser auprès d'autres entreprises françaises.

Le laser est devenu un outil fiable et rentable en milieu industriel, notamment pour la découpe, le perçage, la soudure ou le traitement thermique.

● La C.G.T. appelle les utilisateurs à défendre la marque Talbot. - Pour assurer l'avenir industriel de l'usine Talbot à Poissy (Yvelines) la C.G.T. demande aux utilisateurs d'exprimer leur volonté de continuer à rouler et conduire Talbot. Alors que la direction du groupe P.S.A. veut consacrer l'usine de Poissy à la construction de modèles Peugeot, et faire fabriquer les voitures Talbot en Espagne et en Grande-Bretagne, la C.G.T. veut sensibiliser la clientèle à la défense de la marque et à sa production en France.

● Licenciements de délégués chez Chausson. - Le tribunal administratif a annulé le refus de l'inspection du travail et du ministère des affaires sociales d'accepter le licenciement de trois délégués du personnel C.G.T. (dont deux représentants du syndicat) des usines Chausson à Asnières (Hauts-de-Seine). Il est répondu à ces trois délégués d'avoir participé à une délégation qui avait retenu durant plusieurs heures le directeur dans son bureau.

Lisez  
**Le Monde de L'ÉDUCATION**

**si vos lignes sont trop souvent occupées  
vos clients risquent de faire appel ailleurs**

Prendre de la construction résidentielle - 4 lignes - 50 personnes - 24 appels par jour ne leur paraissent pas.

Et souvent sans qu'ils le sachent. C'est un exemple parmi tant d'autres. Un nombre de lignes insuffisant, un standard mal adapté, une mauvaise répartition géographique des postes, et votre installation ne peut recevoir que le trafic destiné à votre entreprise.

Il y a des embouteillages : vos affaires, comme votre image, peuvent en souffrir.

Des solutions existent, simples et rapides à mettre en œuvre. Appelez votre agence commerciale des Télécommunications en composant le 14. Un agent technico-commercial saura vous conseiller.

**Pensez à ceux qui vous appellent  
Adaptez votre installation téléphonique à votre activité**

### Une association de vétérinaires sans frontières

Vétérinaires sans frontières est une association créée en 1979, à la fois française et internationale. Ses membres sont des vétérinaires, médecins, infirmiers, pharmaciens, biologistes, etc. Ils se consacrent à la lutte contre les maladies infectieuses, parasitaires, et autres, dans les pays tropicaux et sous-développés. L'association a financé la construction d'un centre de soins vétérinaires à la Salpêtrière, de défense sanitaire, de lutte contre les maladies infectieuses, etc. Elle a financé la construction d'un centre de soins vétérinaires à la Salpêtrière, de défense sanitaire, de lutte contre les maladies infectieuses, etc. Elle a financé la construction d'un centre de soins vétérinaires à la Salpêtrière, de défense sanitaire, de lutte contre les maladies infectieuses, etc.

### FRANÇER

#### Le Fonds monétaire programme de redress et débloque les cré

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a approuvé mardi un programme de redressement pour le Brésil. Ce programme vise à réduire l'inflation, à améliorer la balance des paiements, et à augmenter la production. Le F.M.I. a également débloqué des crédits pour le Brésil, afin de lui permettre de financer ses opérations.

Le F.M.I. a également débloqué des crédits pour le Brésil, afin de lui permettre de financer ses opérations. Le F.M.I. a également débloqué des crédits pour le Brésil, afin de lui permettre de financer ses opérations. Le F.M.I. a également débloqué des crédits pour le Brésil, afin de lui permettre de financer ses opérations.

Le F.M.I. a également débloqué des crédits pour le Brésil, afin de lui permettre de financer ses opérations. Le F.M.I. a également débloqué des crédits pour le Brésil, afin de lui permettre de financer ses opérations. Le F.M.I. a également débloqué des crédits pour le Brésil, afin de lui permettre de financer ses opérations.

**INSTITUT SUPÉRIEUR**  
78350 JOLY-EN-JOSAS - TÉL. (3) 956 24 26 (LIGNE SPÉCIALE)  
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
CHAMBRE DE COMMERCE

En vue de la rentrée  
date limite de  
candidature pour  
lundi 5 décembre



## Une association de « vétérinaires sans frontières » a été créée

Une association Vétérinaires sans frontières vient d'être créée dans le but d'intervenir dans le tiers-monde, où les troupeaux sont victimes d'épidémies, à la fois conséquence et vecteur du sous-développement. Les trois membres fondateurs de cette association, calquée sur les organisations similaires de médecins, sont M.M. Charles Pilet, directeur de l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort, Alain Provost, directeur de l'Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux, et le professeur Robert Gentilini, spécialiste de médecine tropicale à l'hôpital de la Salpêtrière. Les syndicats de praticiens et les groupements de défense sanitaire du bétail qui emploient des vétérinaires se sont montrés très favorables au projet. Un questionnaire sera adressé, par l'intermédiaire de la presse spécialisée, aux vétérinaires, leur demandant leur disponibilité et leur spécialité et leur zone d'intervention pour servir dans le tiers-monde. L'annonce de ce service nouveau sera faite aux pays en développement par l'intermédiaire des ambassades.

D'ores et déjà, la demande est forte tant est grave la situation du cheptel dans de nombreux pays, en

Afrique bien sûr, où sévit une importante épidémie de peste bovine (et de rage en Éthiopie), mais aussi en Amérique centrale et du Sud et en Asie où la coopération française est moins active. L'accent sera mis autant sur les animaux de trait que sur les animaux d'élevage. La participation des praticiens membres de l'association sera bénévole. Ces activités devraient être financées par le fonds de coopération internationale, créé, au ministère de l'Agriculture, lorsque M. Cresson en avait la charge, pour les besoins métropolitains (fraîcheur, fonctionnement, formation) des associations tiers-mondistes.

Un fonds comparable, dépendant du ministère de la coopération, pourra être mis à contribution pour les actions outre-mer. M. Édouard Saouma, directeur général de la F.A.O., a fait savoir que l'activité des Vétérinaires sans frontières pourrait rentrer dans le cadre des programmes d'aide d'urgence de l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation. Au plan européen enfin, l'association pourrait être agréée par le fonds de développement.

J. G.

## ÉTRANGER

### Le Fonds monétaire approuve le programme de redressement du Brésil et débloque les crédits promis

Le conseil d'administration du Fonds monétaire a approuvé mardi le nouveau programme de redressement que lui avait présenté le gouvernement du Brésil et dont une des dispositions les plus importantes vise à limiter à 87 % du taux d'inflation (mesuré par le pourcentage de hausse des prix à la consommation) l'augmentation moyenne des salaires. En conséquence de quoi, le Fonds monétaire va immanquablement mettre à la disposition du Brésil une somme de 1,12 milliard de dollars, à valoir sur le crédit global d'un peu plus de 5 milliards de dollars (5 milliards de droits de tirage spéciaux) accordé par le F.M.I. à la fin du mois de février dernier. Les versements avaient été suspendus depuis le mois de mai parce que le Brésil n'avait pas satisfait aux engagements politiques et économiques qu'il avait pris envers cette institution.

Le déblocage des crédits du Fonds monétaire devrait entraîner une décision similaire de la part des banques commerciales qui avaient, également au premier trimestre de cette année, consenti au Brésil un crédit de 4,4 milliards de dollars. Les banques devraient ainsi, dans les jours prochains, mettre à la disposition du Brésil quelque 2 milliards de dollars. Les autorités brésiliennes devraient, à l'aide des ressources ainsi reçues du Fonds monétaire et des banques, être en mesure de régler avant la fin de l'année des arriérés d'intérêt s'élevant à quelque 3 milliards de dollars.

Le Fonds monétaire attendait, avant de se prononcer, qu'un nombre suffisant de banques aient promis leur participation au nouveau programme d'aide au Brésil, approuvé en principe, dans le bureau de M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds monétaire, à la fin du mois de septembre. On sait que ce programme, qui s'élève à 11 milliards de dollars, se décompose de la façon suivante : un rééchelonnement d'environ 2 milliards de dollars de crédits à moyen et long terme garantis par les États ; des crédits nouveaux de même nature garantis par les mêmes États pour un montant de 2,5 milliards de dollars et, enfin, 6,5 milliards de dollars de nouveaux crédits bancaires (non garantis). Selon la Citibank, dont un des dirigeants préside le comité restreint de quatorze banques censées représenter les intérêts de quelque 850 banques commerciales (américaines, européennes, japonaises) créancières du Brésil, les réponses positives reçues permettent actuellement de compter sur presque 6 milliards de dollars. De pressantes démarches sont faites auprès des banques récalcitrantes. Le Club de Paris, composé des

hauts fonctionnaires de quelque seize pays créanciers, réuni mardi rue de Rivoli pour cela, ce mercredi, des négociations avec le ministre brésilien des finances, M. Ernane Galveas, au sujet du rééchelonnement des 2 milliards de dollars de crédit garanti. Le Brésil réclame un délai de neuf ans, au lieu de huit comme par le passé. En ce qui concerne les nouveaux crédits garantis (2,5 milliards de dollars), la Grande-Bretagne continue à refuser sa participation, estimant qu'elle a déjà consenti des efforts suffisants pour aider le Brésil.

#### Prochains prêts des pays européens et du Japon au F.M.I.

M. Fritz Leutwiler, président de la Banque des règlements internationaux (et gouverneur de la Banque nationale suisse), vient d'annoncer que le Fonds monétaire international recevra bientôt le crédit de 3 milliards de dollars qu'il a demandé à un certain nombre de pays européens, dont la France, et au Japon. Une fois que ce prêt aura été décidé, l'Arabie Saoudite, selon la promesse qu'elle a faite, ouvrira à son tour un nouveau crédit de 3 milliards de dollars au Fonds monétaire.

#### En Allemagne fédérale

#### LA CROISSANCE DÉPASSERAIT 2,5 % EN 1984 SELON LES C.N.O. « SAGES »

Bonn (A.F.P.). - L'économie ouest-allemande devrait enregistrer, en 1984, un taux de croissance compris entre 2,5 % et 3 %, a annoncé, mardi 22 novembre à Bonn, le ministre de l'Économie, Otto Lasch, en citant les travaux des cinq « sages », organisme regroupant des universitaires indépendants chargés de conseiller le gouvernement.

Selon leur rapport annuel, qui sera publié prochainement, ce taux aura des conséquences positives sur le marché du travail. Il va de pair avec une amélioration de l'économie mondiale, la tendance à la reprise atteignant la plupart des pays industrialisés, estiment les experts.

L'indice des prix à la production a augmenté, en Allemagne fédérale, de 0,1 % en octobre par rapport à septembre, indique par ailleurs l'office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Il a augmenté de 1,2 % par rapport à octobre 1982.

## Le revenu agricole en 1983 : retour à la baisse

Le revenu agricole moyen par exploitation, qui couvre à la fois le revenu disponible des ménages et les résultats des entreprises diminue de 3,8 % en francs constants en 1983. C'est l'estimation faite le 22 novembre par la commission des comptes de l'agriculture de la nation. Il s'agit donc d'une évaluation provisoire, généralement révisée dans le mois d'avril suivant, et affinée trois années de rang. Mais le retournement par rapport à 1982, où le revenu avait progressé de 9,1 %, est évident. Il s'agit d'un retour à la baisse, enregistrée chaque année depuis 1973, à l'exception des années 1977, 1981 et 1982.

Trois explications à cela : les conditions climatiques du printemps et de l'été ont été défavorables en général, influant notamment sur les productions animales, dont la progression des livraisons est très faible en volume (0,3 %) et inférieure en prix à la hausse de l'indice du produit intérieur brut marchand (7 % contre 9,5 %). La hausse des prix des consommations intermédiaires (produits nécessaires à la production) est avec 9,4 % supérieure à celle des prix de l'ensemble des livraisons (9 %). La responsabilité en incombe surtout aux aliments pour le bétail (+ 11,5 %) du fait de l'appréciation du dollar et de la remontée

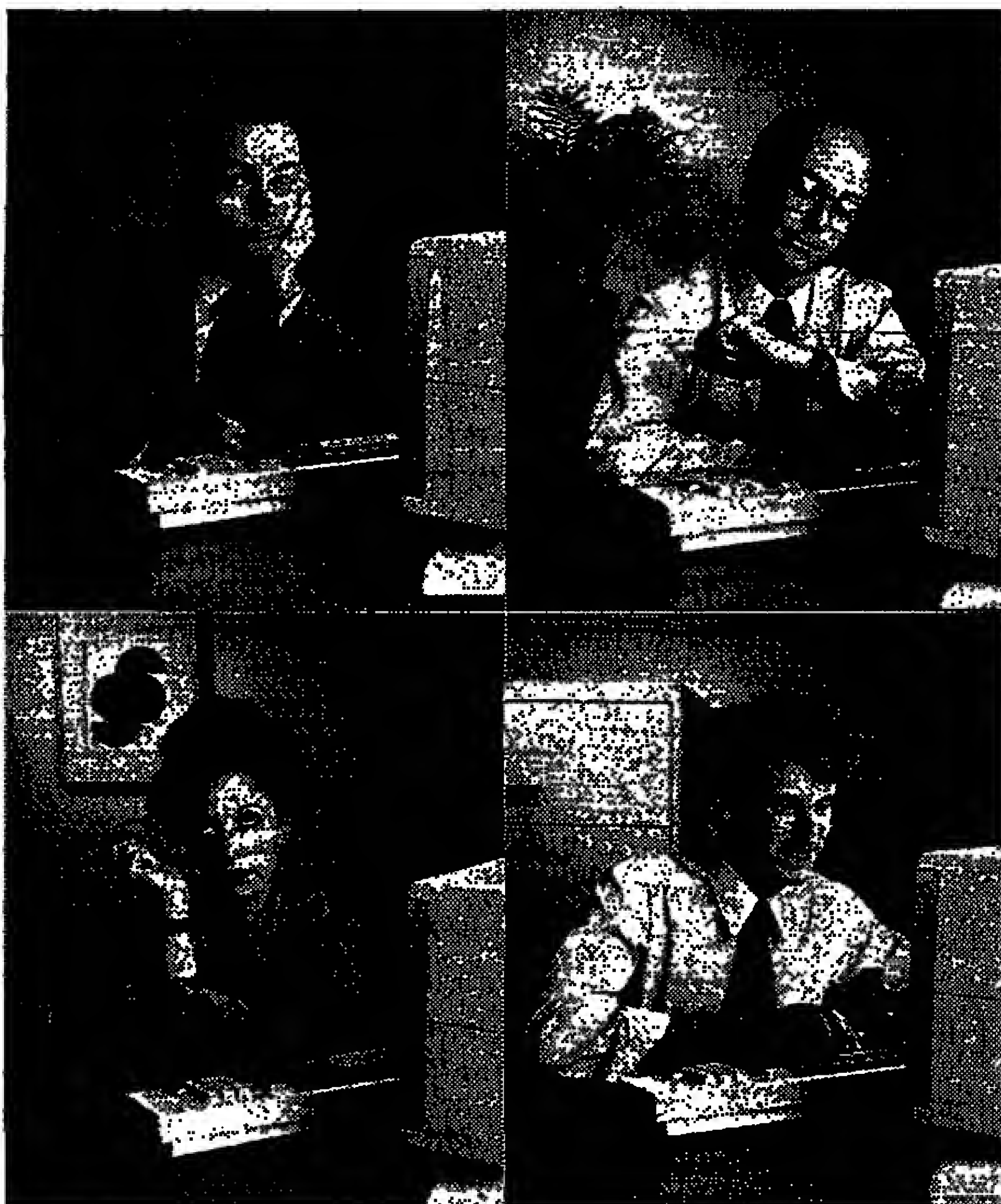
des cours des céréales et du soja, par contre, la progression du prix des engrais a été raisonnable (7 %). Dans une certaine mesure, les productions végétales tirent leur épingle du jeu avec une réduction en volume de 1,6 %, mais une hausse en prix de 11,4 %. La troisième raison de la diminution tient à la faiblesse des subventions d'exploitations versées pour 1983, à la différence de 1982.

La commission des comptes précise encore que sur quatre années (1980-1983), le revenu agricole moyen aurait augmenté de 6,7 % en terme réel. De plus, la balance commerciale agro-alimentaire devrait retrouver un excédent légèrement inférieur au

record de 1981, de l'ordre de 23 à 24 milliards contre 25,4 milliards. Cet excédent était tombé en 1982 à 18,6 milliards de francs.

Pour sa part, l'assemblée permanente des chambres d'agriculture avait estimé la baisse du revenu agricole à 5 %, et M. Guillaume, président de la F.N.S.E.A., avait parlé d'une chute de 5 % à 10 %, que traduisait bien une diminution des investissements. Dans le cas particulier du porc, dont les producteurs manifestent violemment ces jours-ci, le compte fait apparaît une stabilité du volume et un maintien du prix en francs courants, ce qui correspond donc à une baisse du pouvoir d'achat de 9 % à 10 %. - J. G.

# LE B20 DE BURROUGHS POUR CEUX QUI VEULENT LA BONNE INFORMATION DISPONIBLE AU BON MOMENT



Partager des données entre plusieurs micro-ordinateurs est une bonne idée. Malheureusement, ils n'ont pas été conçus pour.

Résultat : l'information n'est accessible qu'à un seul utilisateur. Les autres n'ont plus qu'à attendre.

Heureusement, il y a le B 20 de Burroughs. Spécialement conçu pour travailler aussi bien en partageant les ressources communes à une grappe de B 20 qu'en poste de travail autonome.

Avec le B 20, plusieurs personnes d'un même service peuvent utiliser (et actualiser) la même information, en même temps. Essayez donc avec la plu-

part des micro-ordinateurs actuels : l'écran vous répondra poliment "Votre demande est irrecevable."

Et, puisqu'il s'agit de partager, le B 20 va encore plus loin. Non seulement il partage les données, mais aussi les périphériques : une imprimante branchée sur l'un des postes de travail est à la disposition de l'ensemble.

Le B 20 de Burroughs n'a pas fini de vous étonner. Pour connaître les autres raisons qui en font le choix le plus judicieux en micro-informatique, renvoyez simplement le bon ci-contre.

## Burroughs

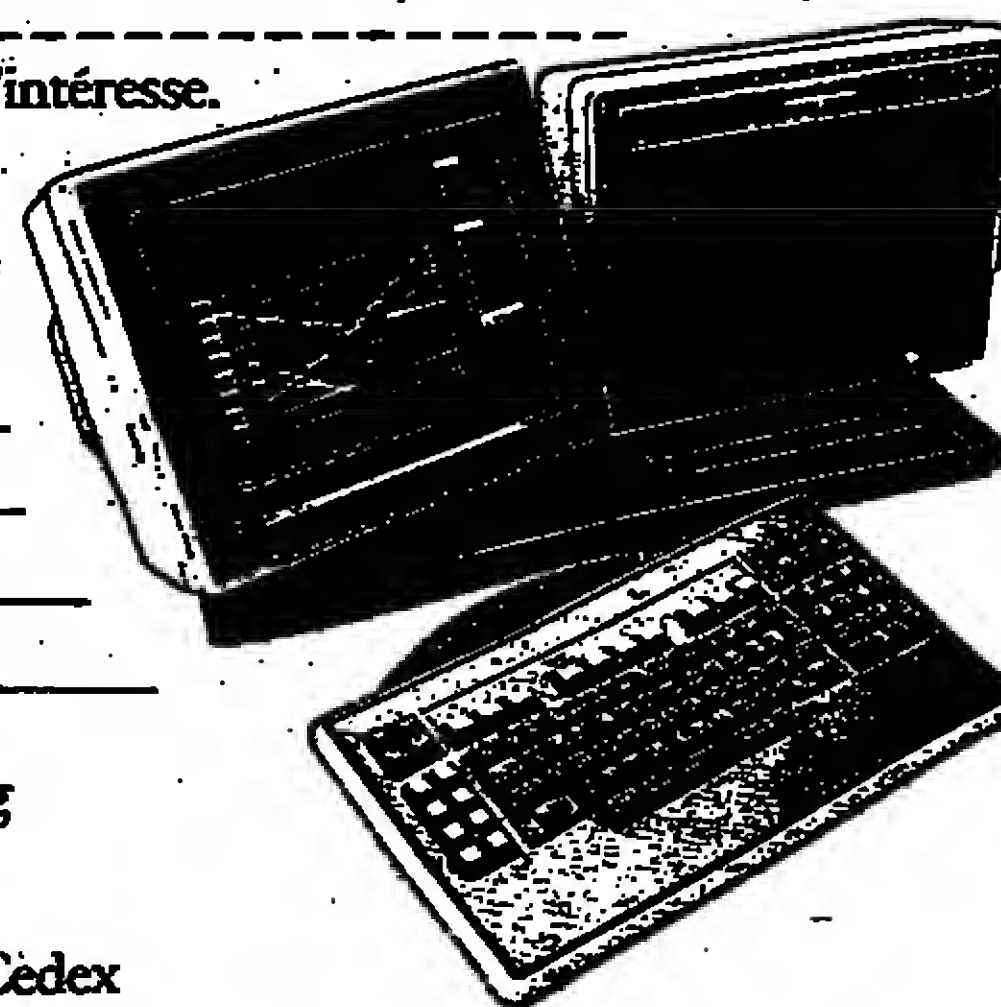
LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

Le petit système de gestion B 20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_

A envoyer : Direction du Marketing  
Système B20  
S.A. Burroughs  
95815 Cergy-Pontoise Cedex

LM 112 43



© 1983 BURROUGHS CORPORATION

## isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES  
78350 JOUY-EN-JOSAS - TEL. (3) 956.80.00 POSTE 476 OU  
(3) 956.24.28 (LIGNE SPÉCIALE RENSEIGNEMENTS)  
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (NED-ISA-CFO)  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1984  
date limite de dépôt des dossiers de  
candidature pour la première session :  
lundi 5 décembre 1983.

op souvent occupés  
de faire appel à l'ailleur

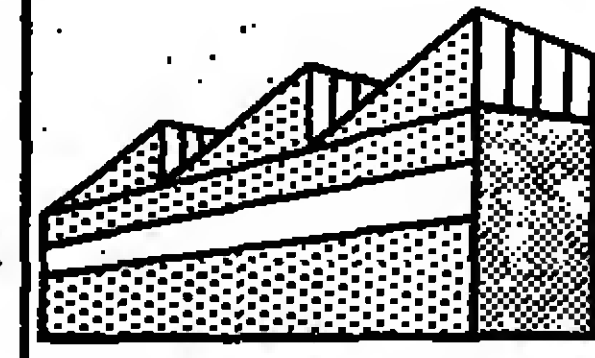


## Les PME françaises investissent, souscrivez aux emprunts du Crédit d'équipement des PME.

Garantis par l'Etat

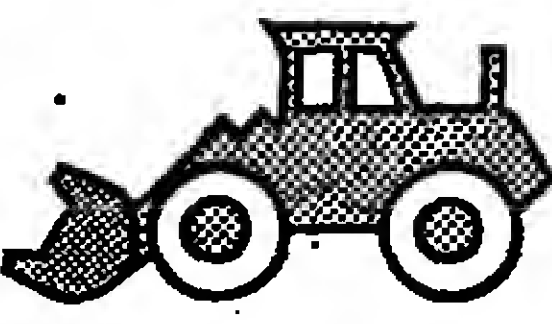
**Emprunt à fenêtre**  
1 milliard de francs  
Durée: 18 ans  
Prix d'émission: 4975 F  
Taux actuariel brut: 14,28 %

Possibilité de remboursement anticipé à la fin des 7, 10 et 14 années au gré du porteur ou de l'émetteur.

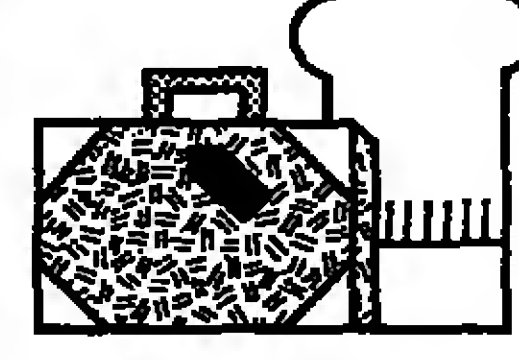


**Emprunt à taux révisable**  
800 millions de francs  
Durée: 10 ans  
Prix d'émission: 4997 F  
Intérêt annuel: 14,10 % la première année.

Pour les coupures supérieures, les obligations bénéficieront d'un taux d'intérêt variable égal au taux de rendement au règlement des coupures passées par l'Etat (minimum 9,50 %).



**Les PME investissent**  
Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983, 50 000 PME ont fait appel au Crédit d'équipement des PME. 20 milliards de francs ont été mis à leur disposition pour financer leurs investissements à moyen et long terme.



Renseignements et souscription dans les banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Caisses d'Épargne, les bureaux de poste et chez les agents de change.  
Clôture sans préavis.



Une note d'information (Visa COB n° 83315 du 17 novembre 1983) est disponible sans frais au Crédit d'équipement des PME, 14 rue du 4-Septembre 75002.

BALE du 21 novembre 1983.

# C.E.P.M.E.

## ÉTRANGER

### L'Asie du Sud-Est en crise de développement III. - Des investissements coûteux

Dans cette Asie du Sud-Est que ses dirigeants veulent faire entrer dans la modernité, l'Etat, face de bourgeoisie nationale, a joué un grand rôle dans la croissance intervenue au cours de la dernière décennie (le Monde daté 20-21 et du 22 novembre).

L'Asie du Sud-Est représente une zone-clé dans la stratégie du monde industrialisé, en raison de ses richesses en matières premières et en main-d'œuvre mal payée, en raison aussi de ses marchés locaux (potentiels, du moins). Le problème est de savoir si ces investissements apportent une réelle chance de développement à la région.

Historiquement, la volonté de préserver l'accès aux matières premières et le développement d'industries de substitution aux exportations ont joué un rôle majeur dans le flux des capitaux. C'est ensuite, à la fin de la décennie 1960 et dans la décennie suivante, qu'est apparue la vague des investissements dans les secteurs tournés vers l'exportation. Dans ce domaine, l'action des Etats-Unis a été décisive. La concurrence se faisant de plus en plus vive sur leur marché national, les firmes américaines ont été amenées à investir dans des pays à main-d'œuvre bon marché pour demeurer compétitives aux Etats-Unis mêmes. Ce type d'investissement ne concerne donc que de façon tout à fait marginale le développement des pays hôtes de capitaux. Il reflète essentiellement les rivalités économiques entre pays industrialisés sur leurs propres marchés. D'où l'arrivée, dans le secteur industriel, de capitaux américains (puis japonais) dans les zones franches de Taïwan, de Malaisie, des Philippines (notamment) et à Singapour.

#### Matières premières et industrie

Il est clair que l'Asie du Sud-Est a occupé depuis plus de dix ans une place centrale dans la stratégie japonaise d'investissement à l'étranger. Environ trois quarts du total se concentrent dans les pays producteurs de matières premières. Ce qui ne veut pas dire que ces investissements ont été concentrés dans ce secteur. L'important, pour le Japon, ne semble pas être de contrôler entièrement et directement les gisements de matières premières, mais

De notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

d'inclure, par des moyens divers, les pays qui les possèdent dans son aire d'influence économique. A cet égard, le premier ministre nippon a, lors de son voyage de cette année, impressionné les diplomates en poste dans la région par l'ampleur de ses vues à long terme sur l'Asie du Sud-Est. Et le temps n'est plus où une visite d'un chef de gouvernement japonais provoquait des réactions violentes de l'occupation pendant la seconde guerre mondiale.

Une étude publiée par les Nations unies a analysé en ces termes la stratégie japonaise :

« Les opérations d'investissements à l'étranger d'entreprises japonaises ont constitué, en termes relatifs, le cas le plus important d'augmentation des activités des firmes transnationales dans le monde entier au cours des années 70. De plus, les Japonais, afin de soutenir leurs propres intérêts économiques, ont réinvesti une grande partie de leurs bénéfices à l'étranger dans des entreprises à capitaux mixtes ou à des accords où ils sont minoritaires (ces derniers impliquant souvent un financement à long terme lié à la fourniture de machines et de technologie pour la livraison future de matières premières). Pour cette raison, les statistiques disponibles d'investissements étrangers directs sous-estiment l'expansion réelle de la présence économique japonaise. Il faut aussi noter que la plus grande acceptation des Japonais d'entrer dans des entreprises à capitaux mixtes n'implique pas en soi des bénéfices accrus sur le plan socio-économique pour le pays-hôte. Dans de nombreux cas, en complément du « know-how », les partenaires locaux apportent le « know-how » (know-how), mécanisme permettant éventuellement de coopter et d'adopter les élites locales. »

La même étude note que, par exemple, dans un pays aussi riche en matières premières que l'Indonésie, et donc d'un intérêt capital pour le Japon, les firmes nippones ont énormément investi sans pour autant concentrer leurs capitaux dans le secteur primaire : elles sont aussi très présentes dans les activités manufacturières de substitution aux importations. En revanche, « aux

Philippines, (...) où les investissements japonais ont considérablement augmenté depuis la normalisation des relations économiques entre le Japon et les Philippines au début des années 70, 55 % des investissements directs nippons étaient en 1977 concentrés dans le secteur minier ». Il n'existe donc pas une stratégie applicable à tous les pays. « Il faut cependant souligner que, même quand les investissements japonais du secteur primaire ne sont pas les plus importants, ils doivent être considérés comme le noyau dynamique de la puissance globale des transnationales nippones dans l'économie en question. Ils se situent au cœur de liens économiques pouvant avoir l'implication dans les industries de substitution aux importations ou tournées vers l'exportation (1). »

#### Le cas des zones franches

Le problème des investissements étrangers en Asie a fait couler beaucoup d'encre, mais a souvent été mal posé. Les pays concernés ne sont en effet pas assurés de leur pérennité. L'évolution technique peut être telle dans des secteurs comme l'électronique et le vêtement que ces activités pourraient être, dans un avenir prévisible, au moins en partie rapatriées dans les pays industrialisés si la part de la main-d'œuvre dans les coûts de production devait fortement se réduire. D'autre part, si l'on met à part les cas de Taïwan et surtout de Singapour, la part des exportations qui sont le fait des transnationales dans le total des exportations des pays-hôtes demeure modeste. Encore faut-il noter que, pour produire et ensuite revendre à l'extérieur, les firmes étrangères importent jusqu'à 85 % du produit fabriqué. Des économistes malaisiens ont même calculé que, pendant les premières années d'activité d'entreprises opérant dans des zones franches, les importations ont été supérieures aux exportations, si l'on tient compte des besoins initiaux en équipement lourd.

Ces mêmes économistes, comme certains de leurs collègues philippins et des chercheurs d'organisations internationales, vont jusqu'à se demander si les investissements étrangers, dans les zones franches en particulier, ne finissent pas par coûter aux pays-hôtes plus cher qu'ils ne leur rapportent. Les infrastructures nécessaires en effet de gros apports de capitaux publics qui ne sont pas « remboursés » - quand ils le sont - avant de nombreuses années en raison des extraordinaires facilités fiscales accordées.

Ces investissements créent certes des emplois, mais sans commune mesure avec les besoins des pays concernés. Sans même parler de l'Indonésie ou des Philippines, qui représentent les quelque soixante-dix mille emplois des zones franches par rapport à la population active totale malaisienne... Encore s'agit-il, à 70 % ou 80 %, d'une main-d'œuvre féminine très jeune, directement issue du milieu rural, qui n'acquiert aucune formation en profondeur, est très aisément remplaçable et au sein de laquelle ne se « stocke » aucun savoir technique qui serait ensuite investi dans des industries nationales. Quoi qu'en disent les responsables asiatiques, de tels investissements ne peuvent aider de façon significative au développement des pays. Tout juste contribuent-ils, de façon ambiguë et peut-être passagère, à leur croissance (2).

De Manille à Malacca, de Penang à Kaohsiung, se sont créées des poches d'emplois où des dizaines de milliers de jeunes vendent leur force de travail pendant trois ou quatre ans, acquièrent des « besoins » qu'ils conserveront une fois terminée le passage par l'usine, sans que les économies locales accumulent pour autant un développement endogène. Quand les comptes seront faits, ne découvriront-ils pas d'ailleurs qu'ils ont en fait « décapitalisé » ?

#### Prochain article :

#### DES VILLES MALADES

(1) Transnational Corporation and their Impact on Economic Development in the Asia and the Pacific. ESCAP, U.N.C.T.C. Publication, Bangkok, 1982. D'autre part, la stratégie japonaise vient d'être analysée dans un ouvrage collectif publié en Malaisie, qui vise aussi à mettre en garde les dirigeants de Kuala-Lumpur contre leur orientation pro-nipponne : The Sun Also sets. Lessons in Looking East, publié par l'Institut Analisa Sosial de Petaling Jaya.

(2) Quant aux investissements dans l'agriculture (cas des capitaux américains aux Philippines), ils arment certaines zones rurales au marché mondial en aggravant les contradictions sociales dans les campagnes.

## MARCHÉS

PARIS

22 novembre

Fortes hausses

Le marché des valeurs a été dominé par la hausse de 8,22 F, il s'agit de voir s'envoler le billet vers le ciel. L'optimisme sous-jacent des investisseurs américains se reflète sur les taux de rendement des fonds fédéraux. Les fonds fédéraux à 90 jours ont atteint 11,50 %, soit une hausse de 0,25 point par rapport à la veille. Les fonds à 180 jours ont atteint 11,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 360 jours ont atteint 11,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 540 jours ont atteint 10,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 720 jours ont atteint 10,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 900 jours ont atteint 10,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 1080 jours ont atteint 10,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 1260 jours ont atteint 9,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 1440 jours ont atteint 9,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 1620 jours ont atteint 9,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 1800 jours ont atteint 9,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 2160 jours ont atteint 8,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 2520 jours ont atteint 8,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 2880 jours ont atteint 8,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 3240 jours ont atteint 8,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 3600 jours ont atteint 7,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 3960 jours ont atteint 7,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 4320 jours ont atteint 7,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 4680 jours ont atteint 7,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 5040 jours ont atteint 6,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 5400 jours ont atteint 6,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 5760 jours ont atteint 6,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 6120 jours ont atteint 6,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 6480 jours ont atteint 5,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 6840 jours ont atteint 5,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 7200 jours ont atteint 5,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 7560 jours ont atteint 5,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 7920 jours ont atteint 4,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 8280 jours ont atteint 4,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 8640 jours ont atteint 4,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 9000 jours ont atteint 4,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 9360 jours ont atteint 3,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 9720 jours ont atteint 3,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 10080 jours ont atteint 3,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 10440 jours ont atteint 3,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 10800 jours ont atteint 2,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 11160 jours ont atteint 2,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 11520 jours ont atteint 2,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 11880 jours ont atteint 2,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 12240 jours ont atteint 1,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 12600 jours ont atteint 1,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 12960 jours ont atteint 1,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 13320 jours ont atteint 1,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 13680 jours ont atteint 0,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 14040 jours ont atteint 0,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 14400 jours ont atteint 0,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 14760 jours ont atteint 0,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 15120 jours ont atteint -0,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 15480 jours ont atteint -0,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 15840 jours ont atteint -0,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 16200 jours ont atteint -1,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 16560 jours ont atteint -1,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 16920 jours ont atteint -1,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 17280 jours ont atteint -1,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 17640 jours ont atteint -2,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 18000 jours ont atteint -2,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 18360 jours ont atteint -2,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 18720 jours ont atteint -2,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 19080 jours ont atteint -3,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 19440 jours ont atteint -3,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 19800 jours ont atteint -3,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 20160 jours ont atteint -3,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 20520 jours ont atteint -4,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 20880 jours ont atteint -4,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 21240 jours ont atteint -4,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 21600 jours ont atteint -4,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 21960 jours ont atteint -5,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 22320 jours ont atteint -5,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 22680 jours ont atteint -5,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 23040 jours ont atteint -5,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 23400 jours ont atteint -6,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 23760 jours ont atteint -6,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 24120 jours ont atteint -6,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 24480 jours ont atteint -6,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 24840 jours ont atteint -7,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 25200 jours ont atteint -7,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 25560 jours ont atteint -7,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 25920 jours ont atteint -7,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 26280 jours ont atteint -8,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 26640 jours ont atteint -8,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 27000 jours ont atteint -8,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 27360 jours ont atteint -8,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 27720 jours ont atteint -9,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 28080 jours ont atteint -9,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 28440 jours ont atteint -9,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 28800 jours ont atteint -9,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 29160 jours ont atteint -10,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 29520 jours ont atteint -10,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 29880 jours ont atteint -10,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 30240 jours ont atteint -10,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 30600 jours ont atteint -11,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 30960 jours ont atteint -11,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 31320 jours ont atteint -11,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 31680 jours ont atteint -11,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 32040 jours ont atteint -12,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 32400 jours ont atteint -12,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 32760 jours ont atteint -12,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 33120 jours ont atteint -12,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 33480 jours ont atteint -13,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 33840 jours ont atteint -13,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 34200 jours ont atteint -13,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 34560 jours ont atteint -13,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 34920 jours ont atteint -14,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 35280 jours ont atteint -14,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 35640 jours ont atteint -14,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 36000 jours ont atteint -14,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 36360 jours ont atteint -15,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 36720 jours ont atteint -15,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 37080 jours ont atteint -15,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 37440 jours ont atteint -15,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 37800 jours ont atteint -16,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 38160 jours ont atteint -16,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 38520 jours ont atteint -16,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 38880 jours ont atteint -16,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 39240 jours ont atteint -17,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 39600 jours ont atteint -17,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 39960 jours ont atteint -17,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 40320 jours ont atteint -17,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 40680 jours ont atteint -18,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 41040 jours ont atteint -18,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 41400 jours ont atteint -18,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 41760 jours ont atteint -18,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 42120 jours ont atteint -19,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 42480 jours ont atteint -19,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 42840 jours ont atteint -19,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 43200 jours ont atteint -19,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 43560 jours ont atteint -20,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 43920 jours ont atteint -20,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 44280 jours ont atteint -20,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 44640 jours ont atteint -20,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 45000 jours ont atteint -21,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 45360 jours ont atteint -21,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 45720 jours ont atteint -21,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 46080 jours ont atteint -21,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 46440 jours ont atteint -22,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 46800 jours ont atteint -22,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 47160 jours ont atteint -22,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 47520 jours ont atteint -22,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 47880 jours ont atteint -23,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 48240 jours ont atteint -23,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 48600 jours ont atteint -23,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 48960 jours ont atteint -23,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 49320 jours ont atteint -24,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 49680 jours ont atteint -24,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 50040 jours ont atteint -24,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 50400 jours ont atteint -24,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 50760 jours ont atteint -25,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 51120 jours ont atteint -25,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 51480 jours ont atteint -25,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 51840 jours ont atteint -25,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 52200 jours ont atteint -26,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 52560 jours ont atteint -26,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 52920 jours ont atteint -26,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 53280 jours ont atteint -26,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 53640 jours ont atteint -27,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 54000 jours ont atteint -27,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 54360 jours ont atteint -27,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 54720 jours ont atteint -27,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 55080 jours ont atteint -28,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 55440 jours ont atteint -28,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 55800 jours ont atteint -28,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 56160 jours ont atteint -28,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 56520 jours ont atteint -29,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 56880 jours ont atteint -29,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 57240 jours ont atteint -29,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 57600 jours ont atteint -29,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 57960 jours ont atteint -30,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 58320 jours ont atteint -30,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 58680 jours ont atteint -30,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 59040 jours ont atteint -30,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 59400 jours ont atteint -31,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 59760 jours ont atteint -31,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 60120 jours ont atteint -31,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 60480 jours ont atteint -31,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 60840 jours ont atteint -32,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 61200 jours ont atteint -32,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 61560 jours ont atteint -32,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 61920 jours ont atteint -32,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 62280 jours ont atteint -33,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 62640 jours ont atteint -33,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 63000 jours ont atteint -33,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 63360 jours ont atteint -33,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 63720 jours ont atteint -34,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 64080 jours ont atteint -34,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 64440 jours ont atteint -34,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 64800 jours ont atteint -34,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 65160 jours ont atteint -35,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 65520 jours ont atteint -35,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 65880 jours ont atteint -35,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 66240 jours ont atteint -35,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 66600 jours ont atteint -36,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 66960 jours ont atteint -36,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 67320 jours ont atteint -36,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 67680 jours ont atteint -36,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 68040 jours ont atteint -37,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 68400 jours ont atteint -37,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 68760 jours ont atteint -37,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 69120 jours ont atteint -37,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 69480 jours ont atteint -38,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 69840 jours ont atteint -38,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 70200 jours ont atteint -38,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 70560 jours ont atteint -38,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 70920 jours ont atteint -39,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 71280 jours ont atteint -39,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 71640 jours ont atteint -39,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 72000 jours ont atteint -39,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 72360 jours ont atteint -40,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 72720 jours ont atteint -40,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 73080 jours ont atteint -40,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 73440 jours ont atteint -40,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 73800 jours ont atteint -41,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 74160 jours ont atteint -41,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 74520 jours ont atteint -41,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 74880 jours ont atteint -41,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 75240 jours ont atteint -42,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 75600 jours ont atteint -42,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 75960 jours ont atteint -42,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 76320 jours ont atteint -42,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 76680 jours ont atteint -43,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 77040 jours ont atteint -43,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 77400 jours ont atteint -43,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 77760 jours ont atteint -43,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 78120 jours ont atteint -44,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 78480 jours ont atteint -44,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 78840 jours ont atteint -44,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 79200 jours ont atteint -44,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 79560 jours ont atteint -45,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 79920 jours ont atteint -45,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 80280 jours ont atteint -45,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 80640 jours ont atteint -45,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 81000 jours ont atteint -46,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 81360 jours ont atteint -46,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 81720 jours ont atteint -46,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 82080 jours ont atteint -46,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 82440 jours ont atteint -47,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 82800 jours ont atteint -47,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 83160 jours ont atteint -47,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 83520 jours ont atteint -47,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 83880 jours ont atteint -48,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 84240 jours ont atteint -48,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 84600 jours ont atteint -48,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 84960 jours ont atteint -48,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 85320 jours ont atteint -49,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 85680 jours ont atteint -49,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 86040 jours ont atteint -49,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 86400 jours ont atteint -49,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 86760 jours ont atteint -50,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 87120 jours ont atteint -50,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 87480 jours ont atteint -50,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 87840 jours ont atteint -50,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 88200 jours ont atteint -51,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 88560 jours ont atteint -51,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 88920 jours ont atteint -51,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 89280 jours ont atteint -51,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 89640 jours ont atteint -52,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 90000 jours ont atteint -52,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 90360 jours ont atteint -52,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 90720 jours ont atteint -52,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 91080 jours ont atteint -53,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 91440 jours ont atteint -53,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 91800 jours ont atteint -53,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 92160 jours ont atteint -53,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 92520 jours ont atteint -54,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 92880 jours ont atteint -54,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 93240 jours ont atteint -54,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 93600 jours ont atteint -54,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 93960 jours ont atteint -55,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 94320 jours ont atteint -55,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 94680 jours ont atteint -55,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 95040 jours ont atteint -55,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 95400 jours ont atteint -56,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 95760 jours ont atteint -56,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 96120 jours ont atteint -56,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 96480 jours ont atteint -56,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 96840 jours ont atteint -57,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 97200 jours ont atteint -57,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 97560 jours ont atteint -57,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 97920 jours ont atteint -57,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 98280 jours ont atteint -58,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 98640 jours ont atteint -58,25 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 99000 jours ont atteint -58,50 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 99360 jours ont atteint -58,75 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 99720 jours ont atteint -59,00 %, soit une hausse de 0,25 point. Les fonds à 100080 jours ont atteint -59,25 %, soit une hausse de 0,25 point.



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
22 novembre

Forte hausse

Avec un dollar voisin de 8,22 F, il n'est guère surprenant de voir s'envoler les titres - indexés sur le billet vert - D'autant qu'un vent d'optimisme souffle à nouveau des rives américaines après la détente observée sur les taux d'intérêt, notamment les fonds fédéraux, déclenché à Wall Street une nette remontée des cours tandis que l'indice Dow Jones gagnait près de 18 points.

Ainsi, Moët-Hennessy, qui figurait lundi en tête des valeurs les plus actives de la séance (avec 12 millions de francs sur un total de 217 millions négociés sur le marché à règlement mensuel), s'adjuge encore près de 3 %, devancé par Bepi-Soy, Misprix, Compagnie du Midi, Leroy-Somer, Peugeot, Ciments Français, avec des gains de 3 % à 4 %. B.S.N. et Sereg, à leur plus haut niveau de l'année, gagnent respectivement 4 % et 4,6 %, tandis que le nouveau groupe de ACCOR (issu de la fusion de Novotel et de J.B.I.), fait 7 % à son actif, une hausse qui laisse présager des informations favorables à la société.

Au total, la cote progresse de 0,6 % en ce jour de liquidation, ce qui porte à plus de 5 % la progression des actions françaises en un mois, en dépit de quelques baisses.

Parmi les plus significatives figures Dussault, en baisse de 3 % environ après avoir reculé de 4,5 % la veille, et surtout, Colas (- 6 %) et S.G.E.-S.R. (- 2 %), le bâtiment et les travaux publics étant toujours aussi mal en point.

Sur le marché de l'or, le métal fin s'est inscrit à 375,80 dollars dans la City (374,75 dollars lundi midi).

A Paris, le lingot est passé de 98,800 F à 99,700 F, tandis que le napoléon gagnait 3 F à 5,53 F, la parité ressortant à 377,34 dollars.

Dollar-titre : 10,58/10,60 F, pratiquement inchangé sur lundi midi.

NEW-YORK

La hausse se poursuit

Sur sa lancée précédente, Wall Street a poursuivi, mardi, son ascension, à une allure certes moins rapide mais néanmoins très satisfaisante compte tenu de l'effet de frein exercé par des ventes bénéficiaires.

A la clôture, l'indice des Industriels s'établissait à 1 275,8 (+ 7,01 points) après avoir un moment culminé à 1 287,80.

Le bilan de la séance a été très positif aussi. Sur 2 011 valeurs traitées, 998 ont progressé, 650 ont baissé et 363 ont pas varié.

L'intérêt s'est une nouvelle fois concentré sur les nouvelles actions A.T.T. et l'effet d'entraînement a continué de jouer à fond. Mais les investisseurs ont été également encouragés à prendre position pour la détente observée sur les taux d'intérêt interbancaires. Avec l'atténuation des craintes sur un resserrement des conditions de crédit, l'annonce de bonnes nouvelles économiques a contribué à favoriser les achats : hausse des commandes de biens durables en octobre (+ 3 %), augmentation des bénéfices des entreprises pour le troisième trimestre (+ 11,6 % en moyenne), une des plus fortes depuis l'après-guerre.

L'activité s'est accrue : 117,55 millions de titres échangés contre 97,74 millions.

VALEURS	Cours de 21 nov.	Cours de 22 nov.
Alcatel	43 5/8	44 3/8
A.T.T.	63 1/2	64 1/2
Bouygues	32 1/2	33 1/2
Chem. Manhattan Ind.	46 1/2	47 1/2
Du Pont de Nemours	52 1/2	53 1/2
General Motors	37 1/8	37 3/8
IBM	125 1/4	126 1/4
Intel	27 1/8	27 3/8
Johnson & Johnson	38 5/8	38 7/8
Merck	38 5/8	38 7/8
Novartis	34 5/8	34 7/8
Roche	34 5/8	34 7/8
Schering	34 5/8	34 7/8
Schwarz	34 5/8	34 7/8
Smith Barney	34 5/8	34 7/8
Union Carbide	34 5/8	34 7/8
Westinghouse	34 5/8	34 7/8
Yale	34 5/8	34 7/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

Forte hausse des résultats de B.A.S.F. - A son tour, le groupe chimique allemand de Ludwigshafen, touché par les vents de la reprise, annonce une forte hausse de ses résultats. Pour les neuf premiers mois, son bénéfice avant impôts progresse de 57,4 % pour dépasser le milliard de deutschemarks et atteindre 1 050 millions de DM, un résultat supérieur à celui dégagé pour l'exercice 1982 tout entier (1 010 millions). Au siège de la firme, on ne fournit pas le montant des profits bruts pour le troisième trimestre mais par recoupements on obtient un chiffre de 441 millions de DM (+ 261,4 %).

Cet excellent bilan, tout comme celui affiché par la maison mère, dont le bénéfice s'accroît de 49,2 % au 30 septembre,

témoigne du retournement conjoncturel observé sur un plan international, l'industrialisation pour B.A.S.F. s'étant surtout fait sentir en R.F.A., en Amérique du Nord et au Japon et dans tous ses secteurs d'activité, sauf les engrais. En le présentant, son nouveau président, le docteur Hans Albert, a lancé une mise en garde sur le danger présenté par le retard souvent pris dans la chimie européenne à réduire les capacités excédentaires. Cet avertissement s'adresse tant aux concurrents du groupe qu'à la Commission européenne. Selon le docteur Albert, ce danger est d'autant plus grand qu'il va bientôt falloir compter avec la vive compétition de la pétrochimie du Moyen-Orient et du Canada.

CREDIT MUTUEL - Cet établissement bancaire a mis en place, dans la majorité des caisses locales du Crédit mutuel un service - gratuit - spécialisé d'informations et de conseils aux associations. Résultat d'un accord conclu entre la banque, qui compte près de mille associations parmi ses clients, et le « service associations », centre d'aide technique aux associations, agréé par l'Etat, ce centre sera ouvert à toutes les associations, fédérations, comités d'entreprise et syndicats, qu'ils soient sociaux ou non d'une caisse du Crédit mutuel.

INDICES QUOTIDIENS	21 nov.	22 nov.
FRANÇ. (base 100 à 31 oct. 1982)	1448	1455
VALEURS ÉTRANGÈRES	143,4	145,5
C. DES AGENTS DE CHANGE	1448	1455
(base 100 à 31 oct. 1982)	1448	1455
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	12	12
Effets privés du 23 nov.	12	12
COURS DU DOLLAR À TOKYO	235,30	235,30
1 dollar (en yen)	235,30	235,30

BOURSE DE PARIS Comptant 22 NOVEMBRE

VALEURS	Cours de 21 nov.	Cours de 22 nov.
Alcatel	43 5/8	44 3/8
A.T.T.	63 1/2	64 1/2
Bouygues	32 1/2	33 1/2
Chem. Manhattan Ind.	46 1/2	47 1/2
Du Pont de Nemours	52 1/2	53 1/2
General Motors	37 1/8	37 3/8
IBM	125 1/4	126 1/4
Intel	27 1/8	27 3/8
Johnson & Johnson	38 5/8	38 7/8
Merck	38 5/8	38 7/8
Novartis	34 5/8	34 7/8
Roche	34 5/8	34 7/8
Schering	34 5/8	34 7/8
Schwarz	34 5/8	34 7/8
Smith Barney	34 5/8	34 7/8
Union Carbide	34 5/8	34 7/8
Westinghouse	34 5/8	34 7/8
Yale	34 5/8	34 7/8

Règlement mensuel

COMPAGNIES	VALEURS	Cours de 21 nov.	Cours de 22 nov.
Alcatel	43 5/8	44 3/8	44 3/8
A.T.T.	63 1/2	64 1/2	64 1/2
Bouygues	32 1/2	33 1/2	33 1/2
Chem. Manhattan Ind.	46 1/2	47 1/2	47 1/2
Du Pont de Nemours	52 1/2	53 1/2	53 1/2
General Motors	37 1/8	37 3/8	37 3/8
IBM	125 1/4	126 1/4	126 1/4
Intel	27 1/8	27 3/8	27 3/8
Johnson & Johnson	38 5/8	38 7/8	38 7/8
Merck	38 5/8	38 7/8	38 7/8
Novartis	34 5/8	34 7/8	34 7/8
Roche	34 5/8	34 7/8	34 7/8
Schering	34 5/8	34 7/8	34 7/8
Schwarz	34 5/8	34 7/8	34 7/8
Smith Barney	34 5/8	34 7/8	34 7/8
Union Carbide	34 5/8	34 7/8	34 7/8
Westinghouse	34 5/8	34 7/8	34 7/8
Yale	34 5/8	34 7/8	34 7/8

COURS DES BILLETTS ACH. GUCHETS

MARCHÉ OFFICIEL	COURS de 21 nov.	COURS de 22 nov.
France (100 F)	8 227	8 214
Belgique (100 F)	304 250	304 410
Allemagne (100 M)	271 630	271 450
Italie (100 L)	84 370	84 370
Grande-Bretagne (100 £)	108 780	108 780
Grande-Bretagne (2 £)	12 080	12 078
Grande-Bretagne (5 £)	6 040	6 038
Grande-Bretagne (10 £)	3 020	3 019
Grande-Bretagne (20 £)	1 510	1 509
Grande-Bretagne (50 £)	604	603
Grande-Bretagne (100 £)	302	301

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS de 21 nov.	COURS de 22 nov.
Or fin (100 g)	98000	98000
Or fin (10 g)	9800	9800
Or fin (1 g)	980	980
Or fin (0,1 g)	98	98
Or fin (0,01 g)	9,8	9,8
Or fin (0,001 g)	0,98	0,98
Or fin (0,0001 g)	0,098	0,098
Or fin (0,00001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,000001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,0000001 g)	0,000098	0,000098
Or fin (0,00000001 g)	0,0000098	0,0000098
Or fin (0,000000001 g)	0,00000098	0,00000098
Or fin (0,0000000001 g)	0,000000098	0,000000098
Or fin (0,00000000001 g)	0,0000000098	0,0000000098
Or fin (0,000000000001 g)	0,00000000098	0,00000000098
Or fin (0,0000000000001 g)	0,000000000098	0,000000000098
Or fin (0,00000000000001 g)	0,0000000000098	0,0000000000098
Or fin (0,000000000000001 g)	0,00000000000098	0,00000000000098
Or fin (0,0000000000000001 g)	0,000000000000098	0,000000000000098
Or fin (0,00000000000000001 g)	0,0000000000000098	0,0000000000000098
Or fin (0,000000000000000001 g)	0,00000000000000098	0,00000000000000098
Or fin (0,0000000000000000001 g)	0,000000000000000098	0,000000000000000098
Or fin (0,00000000000000000001 g)	0,0000000000000000098	0,0000000000000000098
Or fin (0,000000000000000000001 g)	0,00000000000000000098	0,00000000000000000098
Or fin (0,0000000000000000000001 g)	0,000000000000000000098	0,000000000000000000098
Or fin (0,00000000000000000000001 g)	0,0000000000000000000098	0,0000000000000000000098
Or fin (0,000000000000000000000001 g)	0,00000000000000000000098	0,00000000000000000000098
Or fin (0,0000000000000000000000001 g)	0,000000000000000000000098	0,000000000000000000000098
Or fin (0,00000000000000000000000001 g)	0,0000000000000000000000098	0,0000000000000000000000098
Or fin (0,000000000000000000000000001 g)	0,00000000000000000000000098	0,00000000000000000000000098
Or fin (0,0000000000000000000000000001 g)	0,000000000000000000000000098	0,000000000000000000000000098
Or fin (0,00000000000000000000000000001 g)	0,0000000000000000000000000098	0,0000000000000000000000000098
Or fin (0,000000000000000000000000000001 g)	0,00000000000000000000000000098	0,00000000000000000000000000098
Or fin (0,0000000000000000000000000000001 g)	0,000000000000000000000000000098	0,000000000000000000000000000098
Or fin (0,00000000000000000000000000000001 g)	0,0000000000000000000000000000098	0,0000000000000000000000000000098
Or fin (0,000000000000000000000000000000001 g)	0,00000000000000000000000000000098	0,00000000000000000000000000000098
Or fin (0,0000000000000000000000000000000001 g)	0,000000000000000000000000000000098	0,000000000000000000000000000000098
Or fin (0,00000000000000000000000000000000001 g)	0,0000000000000000000000000000000098	0,0000000000000000000000000000000098
Or fin (0,000000000000000000000000000000000001 g)	0,00000000000000000000000000000000098	0,00000000000000000000000000000000098
Or fin (0,0000000000000000000000000000000000001 g)	0,000000000000000000000000000000000098	0,000000000000000000000000000000000098
Or fin (0,00000000000000000000000000000000000001 g)	0,0000000000000000000000000000000000098	0,0000000000000000000000000000000000098
Or fin (0,000000000000000000000000000000000000001 g)	0,00000000000000000000000000000000000098	0,00000000000000000000000000000000000098
Or fin (0,0000000000000000000000000000000000000001 g)	0,000000000000000000000000000000000000098	0,000000000000000000000000000000000000098
Or fin (0,001 g)	0,0000000000000000000000000000000000000098	0,0000000000000000000000000000000000000098
Or fin (0,0001 g)	0,00000000000000000000000000000000000000098	0,00000000000000000000000000000000000000098
Or fin (0,001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,0001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,0001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,0001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,0001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,0001 g)	0,0098	0,0098
Or fin (0,001 g)	0,00098	0,00098
Or fin (0,0001 g)	0,0098	0,00098
Or fin (0,001 g)	0,00098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,0098
Or fin (0,001 g)	0,00098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,0098
Or fin (0,001 g)	0,00098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,0098
Or fin (0,001 g)	0,00098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00098	0,0098
Or fin (0,001 g)	0,00098	0,0098
Or fin (0,0001 g)	0,00000000000000000000000000000000000000	



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DOSSIER

#### 2. LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE.

### ÉTRANGER

#### 3. PROCHE-ORIENT

#### 4. DIPLOMATIE

- Le sommet du Commonwealth.

#### 4. AMÉRIQUES

#### 5. EUROPE

- POLOGNE : le remaniement ministériel.  
- JAPON : la visite officielle du chef du P.C. chinois.

### POLITIQUE

6. Des députés socialistes s'inquiètent des positions de l'Élysée sur la réforme de l'enseignement supérieur.  
7. Les attentats en Guadeloupe.

### SOCIÉTÉ

8. Les chiffres de la délinquance en 1982 : la réforme du code pénal.  
9. Informatique et enseignement : l'école privée en Grande-Bretagne.  
10. La grève des médecins hospitaliers.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

13. Raphaël de tous les temps.

### PORTRAITS

14. Jean Bric.

- Marie-Joséphine.

- Vincent S.

16. Henri Cartier-Bresson.

17. Jean-Charles Blais.

### SUPPLÉMENT

27 & 34 LE JAPON DE M. NAKASONE.

### ÉCONOMIE

35. SOCIAL : les députés socialistes voudraient un plan plus volontariste en matière d'emploi.  
36-38. AFFAIRES : le directeur général de Bouscass démissionne.  
37. AGRICULTURE : revenus en baisse en 1983.  
38. ÉTRANGER : « L'Asie du Sud-Est en crise de développement » (III), par Jacques Decroix.

39. RADIO-TÉLÉVISION (22) : Informations « SERVICES » (12) : La maison, « Journal officiel » ; Météorologie : Mots croisés.  
Annonces classées (24-25) : Carnet (26) ; Programme des spectacles (19 à 22) ; Marchés financiers (39).

40. diurne  
« La plus belle collection de tapis du Népal »  
45, rue Jacob, 75006 - 260-94-11

41. HANLET  
L'UNIVERS DU PIANO  
CREDIT GRATUIT ET TOTAL 12 MOIS\*

42. 64, rue de Rennes  
PARIS 6  
présente ses collections croisières pour celles qui partent au soleil

43. à Beaune, en Bourgogne  
PATRIARCHE PÈRE ET FILS  
une gamme unique de Grands Vins.

44. Piano Center  
PIANOS : 71, rue de l'Aigle, 92250 LA GARENNE (La Défense), 781.53.11  
Rue Hélène-Boucher, 21, 78350 BUC (Versailles), 956.02.22  
PIANOS, ORGUES, SYNTHES : 122-124, rue de Paris, 93100 MONTREUIL (Mo Robespierre), 857.53.38

45. Un cadeau signé  
Aldebert  
Joaillier  
a encore plus de valeur  
Bijoux dès F. 2000.

46. Le plaisir d'acheter...  
Là où il y a l'accueil.  
Aldebert  
16, place Vendôme  
1, bd de la Madeleine  
70, rue Saint-Henri  
Palais des Congrès, Porte Maillot

47. Les Soviétiques avaient un excellent moyen d'empêcher le développement occidental, en renouant à leurs SS-20. Ils ne l'ont pas voulu, refusant même d'aller jusqu'au bout de la logique de la proposition faite par M. Andropov il y a un an : après tout, ce sont pas cent quarante SS-20, mais cinquante-quatre SS-20 munis de leurs trois ogives qui suffiraient à « couler » les cent soixante-deux missiles de l'arsenal français et britanniques actuel.

48. Cela dit, l'histoire ne s'arrête pas avec ce geste de mansuétude. Les Soviétiques présentent la rupture de mercredi comme celle de la « phase actuelle » des pourparlers sur les armements intercontinentaux. Une reprise du dialogue global peut-être par une fusion de ces deux négociations est probable à terme : l'U.R.S.S. aura intérêt à limiter le réarmement occidental désormais engagé, et la pression, toujours réelle, du mouvement pacifiste à l'Ouest l'engagera dans cette voie. Et avant que le programme de l'OTAN ne s'étale sur cinq ans encore et comporte des « pauses » de plusieurs mois, Moscou aurait bien tort de ne pas en profiter.

49. Washington p  
Un grave échec pour le Kremlin  
La manœuvre dont une page a été tournée mercredi dans la grande controverse des euro-missiles ne surprendra personne. L'arrivée en R.F.A. aussi bien de l'arsenal non seulement de l'OTAN, mais conformes à la logique dans laquelle chacun des deux camps s'était enfoncé.

50. M. Lemoine annonce l'organisation en 1989 d'un référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie  
De notre correspondant  
Nouméa. - En visite depuis dimanche en Nouvelle-Calédonie, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, s'est rendu, mardi 22 novembre, à l'île des Pins pour à Lifou, l'une des îles Loyauté, à l'ouest de la Grande Terre, « pour prendre directement conscience du fait coutumier », auquel il entend donner une importance prépondérante dans le projet de nouveau statut du territoire qu'il doit présenter jeudi devant l'Assemblée territoriale.

## ALORS QUE LES « PREMIERS ÉLÉMENTS » DES PERSHING-2 SONT ATTENDUS EN R.F.A.

### L'U.R.S.S. « interrompt » sa participation aux négociations de Genève

M. Kviatsinski, le négociateur soviétique aux pourparlers de Genève sur les euro-missiles, a quitté, ce mercredi 23 novembre en fin de matinée, l'immeuble de la délégation américaine où venait de commencer une nouvelle séance de pourparlers. Il a annoncé que « les négociations sont interrompues et aucune date de reprise n'a été fixée ». Cette décision soviétique fait suite au vote du Bundestag favorable à l'installation des euro-missiles de l'OTAN, mardi à Bonn, lequel devrait être suivi dans les tout prochains jours de l'arrivée des « premiers éléments » de fusées Pershing-2 en R.F.A.

La volonté de Moscou de répondre au déploiement américain par la suspension des pourparlers de Genève avait été réaffirmée par M. Ponomarev, secrétaire du P.C. soviétique, dans un article de la Nouvelle Revue internationale diffusé par l'agence Tass mardi. Selon ce responsable, « l'apparition des nouveaux missiles américains rendra impossible la poursuite des négociations en cours ». On note également que l'U.R.S.S. et ses alliés se sont opposés, mardi à l'ONU, à une résolution préconisant la poursuite des négociations aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour parvenir à des progrès. Cette résolution n'en a pas moins été adoptée par l'Assemblée générale par 85 voix contre 18 et 21 abstentions. L'U.R.S.S. s'est par ailleurs abstenue sur un paragraphe d'une autre résolution qui souhaitait une fusion des négociations sur les armements intercontinentaux (START) et eurostratégiques (F.N.I.). Les États-Unis ont voté pour leur part contre ce texte.

En revanche, aucun indice d'une suspension des conversations START n'est enregistré. Les négociateurs ont même autorisé pour la première fois, des journalistes américains à filmer l'ouverture de leur séance régulière, mardi, laquelle a été suivie d'un déjeuner offert par la délégation américaine. La prochaine séance a été fixée au 29 novembre.

Le groupe consultatif spécial s'est dit prêt d'autre part, nous signale notre correspondant Jean Weiz, à « arrêter » le déploiement occidental et à « détruire les missiles déjà en place » si un accord équitable et vérifiable pouvait être conclu après la mise en route du programme. Aucune confirmation n'a été donnée à ce propos aux informations selon lesquelles ce déploiement occidental pourrait connaître une pause de neuf mois entre l'arrivée actuelle des quarante et un premiers engins (neuf Pershing-2 en Allemagne, seize missiles de croisière en Grande-Bretagne et autant en Italie) et celle du contingent suivant. M. Weinberger, ministre américain de la défense, a précisé mardi à Washington que « trois ou quatre mois » seulement s'écouleront entre l'arrivée des deux premiers lots, conformément au calendrier initial et « exactement comme prévu ». - (A.F.P., U.P.I., Tass.)

« Pas de liberté de quitter l'Union soviétique pour Sakharov. - Le porte-parole de l'ambassade d'U.R.S.S., M. Alexandre Avdeev, a démenti, mercredi 23 novembre, les informations selon lesquelles un diplomate soviétique avait affirmé à une délégation du comité des 15 que l'académicien Andreï Sakharov pouvait quitter l'Union soviétique s'il le souhaitait (Le Monde du 23 novembre).

La délégation s'était rendue, lundi après-midi, à l'ambassade d'Union soviétique pour demander la libération d'Andreï Sakharov, exilé depuis près de quatre ans à Gorki et qui a accepté une invitation du gouvernement norvégien à venir s'installer en Norvège.

« Le contenu de la conversation qu'ont eue les membres de cette délégation avec un diplomate de l'ambassade, a déclaré le porte-parole, a été déformé. - Il a encore indiqué qu'à sa connaissance l'académicien n'avait pas demandé à partir, mais que de toute façon cela ne changeait rien. - (A.F.P.)

« La prévision de hausse des prix de détail de 3,9% pour le premier semestre 1984 constitue l'hypothèse la plus élevée avancée par l'INSEE dans ses travaux exploratoires pour la mise au point de sa note de conjoncture pour l'an prochain », indique mercredi 23 novembre, l'Institut national de la statistique et des études économiques dans un communiqué.

L'INSEE ajoute que différentes hypothèses prévisionnelles sont à l'étude et que celle de 3,9% correspond à une concentration des hausses de prix durant le premier semestre de l'année.

Le communiqué de l'INSEE fait suite à un article du Quotidien de Paris de ce jour qui fait état de cette prévision de hausse des prix, ainsi que de pressions qui auraient été exercées à l'encontre de l'INSEE par le ministère de l'économie et des finances en vue d'en empêcher la parution.

L'INSEE précise que ses travaux exploratoires n'ont donné lieu à aucune discussion avec le cabinet de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, et que « l'existence de pressions de la part du ministère sur l'INSEE est donc imaginaire ».

LES PRÉVISIONS D'AUGMENTATION DE PRIX DE L'INSEE

« La prévision de hausse des prix de détail de 3,9% pour le premier semestre 1984 constitue l'hypothèse la plus élevée avancée par l'INSEE dans ses travaux exploratoires pour la mise au point de sa note de conjoncture pour l'an prochain », indique mercredi 23 novembre, l'Institut national de la statistique et des études économiques dans un communiqué.

L'INSEE ajoute que différentes hypothèses prévisionnelles sont à l'étude et que celle de 3,9% correspond à une concentration des hausses de prix durant le premier semestre de l'année.

Le communiqué de l'INSEE fait suite à un article du Quotidien de Paris de ce jour qui fait état de cette prévision de hausse des prix, ainsi que de pressions qui auraient été exercées à l'encontre de l'INSEE par le ministère de l'économie et des finances en vue d'en empêcher la parution.

L'INSEE précise que ses travaux exploratoires n'ont donné lieu à aucune discussion avec le cabinet de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, et que « l'existence de pressions de la part du ministère sur l'INSEE est donc imaginaire ».

LES PRÉVISIONS D'AUGMENTATION DE PRIX DE L'INSEE

« La prévision de hausse des prix de détail de 3,9% pour le premier semestre 1984 constitue l'hypothèse la plus élevée avancée par l'INSEE dans ses travaux exploratoires pour la mise au point de sa note de conjoncture pour l'an prochain », indique mercredi 23 novembre, l'Institut national de la statistique et des études économiques dans un communiqué.

L'INSEE ajoute que différentes hypothèses prévisionnelles sont à l'étude et que celle de 3,9% correspond à une concentration des hausses de prix durant le premier semestre de l'année.

## En Birmanie

### LES INSURGÉS KARENS, QUI DÉTIENNENT DEUX OTAGES FRANÇAIS, MODIFIERAIENT LEURS EXIGENCES

Une presseur raconte à en lieu le mardi 22 novembre entre le représentant de la Croix-Rouge internationale à Bangkok, M. Moud, et le général Bo Mya, chef des insurgés Karens, qui détiennent depuis le 18 octobre deux otages français, M. et M<sup>me</sup> Bous. Des informations en partie contradictoires circulent sur le résultat de cette entrevue. Selon l'envoyé spécial de l'A.F.P., le général Bo Mya a déclaré qu'il n'y avait « aucune raison d'être satisfait, aucune raison d'être optimiste ».

Le Bangkok Post rapporte, en revanche, que les Karens ont semblé modifier leurs exigences pour la libération de M. et M<sup>me</sup> Bous. Dans une lettre adressée au gouvernement français par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, le général Bo Mya ne réclamerait qu'une réduction de l'assistance française à la Birmanie (et non sa suppression totale), ainsi que la reconnaissance par la France (associée d'une aide) du mouvement Karen. Ces informations sont partiellement confirmées par d'autres sources. Le général Bo Mya attendrait d'ici vendredi une réponse des autorités françaises.

Un groupe de journalistes français qui a rencontré les dirigeants Karens à pu voir une cassette vidéo qui aurait été tournée dimanche dernier à l'endroit où les deux otages français sont détenus. M. Bous s'inquiète notamment de la lenteur avec laquelle les contacts ont été établis entre la France et ses ravisseurs. Le commandant Bo Mya apparaît ainsi que son épouse, apparemment en bonne santé, mais visiblement émus et le visage tendu. M. Bous ne semblait pas avoir été informé de la mission de bons offices entreprise par la Croix-Rouge internationale.

## En Géorgie

### SEPT MORTS DANS UNE TENTATIVE DE DÉTOURNEMENT D'UN AVION SOVIÉTIQUE

Moscou (A.F.P.). - Sept personnes sont mortes dans une tentative de détournement d'avion, qui a eu lieu à Tbilissi, à-t-on appris mardi auprès de la tour de contrôle de l'aéroport de la capitale de la Géorgie.

Deux pirates de l'air, deux passagers, une hôtesse, le copilote et le mécanicien de bord ont été tués au cours de cette tentative.

Les pirates de l'air, six jeunes gens et trois jeunes filles, ont tenté de s'emparer, dans la nuit de vendredi à samedi d'un avion de la compagnie soviétique Aeroflot, desservant par le vol 6833 la ligne Tbilissi-Batoumi-Leningrad. Batoumi se trouve à une quinzaine de kilomètres de la frontière turque, sur la mer Noire.

On ignore les détails de cette tentative, et notamment le pays - vraisemblablement la Turquie - vers lequel les pirates voulaient se diriger. De même, le sort de ceux d'entre eux qui ont survécu est inconnu. Quatorze affaires de ce genre ont été révélées en U.R.S.S. depuis 1970.

Le numéro du « Monde » daté 23 novembre 1983 a été tiré à 491 420 exemplaires

« La Renaissance que nous attendons viendra de nos réseaux de l'opposition comme de la majorité. Pour sauver les vieux dinosaures qui prétendent gérer un avenir qui leur échappe plus que jamais, la nécessité est venue de travailler à la multiplication des commandos lucides et actifs de la modernité. »

(Publicité)

à Beaune, en Bourgogne  
PATRIARCHE PÈRE ET FILS  
une gamme unique de Grands Vins.

Piano Center  
PIANOS : 71, rue de l'Aigle, 92250 LA GARENNE (La Défense), 781.53.11  
Rue Hélène-Boucher, 21, 78350 BUC (Versailles), 956.02.22  
PIANOS, ORGUES, SYNTHES : 122-124, rue de Paris, 93100 MONTREUIL (Mo Robespierre), 857.53.38

Un cadeau signé  
Aldebert  
Joaillier  
a encore plus de valeur  
Bijoux dès F. 2000.

Le plaisir d'acheter...  
Là où il y a l'accueil.  
Aldebert  
16, place Vendôme  
1, bd de la Madeleine  
70, rue Saint-Henri  
Palais des Congrès, Porte Maillot

LES SOVIÉTIQUES AVAIENT UN EXCELLENT MOYEN D'EMPÊCHER LE DÉVELOPPEMENT OCCIDENTAL, EN RENOUANT À LEURS SS-20. ILS NE L'ONT PAS VU, REFUSANT MÊME D'ALLER JUSQU'AU BOUT DE LA LOGIQUE DE LA PROPOSITION FAITE PAR M. ANDROPOV IL Y A UN AN : APRÈS TOUT, CE SONT PAS CENT QUARANTE SS-20, MAIS CINQUANTE-QUATRE SS-20 MUNIS DE LEURS TROIS OGIVES QUI SUFFIRAIENT À « COULER » LES CENT SOIXANTE-DEUX MISSILES DE L'ARSENAL FRANÇAIS ET BRITANNIQUES ACTUEL.

Cela dit, l'histoire ne s'arrête pas avec ce geste de mansuétude. Les Soviétiques présentent la rupture de mercredi comme celle de la « phase actuelle » des pourparlers sur les armements intercontinentaux. Une reprise du dialogue global peut-être par une fusion de ces deux négociations est probable à terme : l'U.R.S.S. aura intérêt à limiter le réarmement occidental désormais engagé, et la pression, toujours réelle, du mouvement pacifiste à l'Ouest l'engagera dans cette voie. Et avant que le programme de l'OTAN ne s'étale sur cinq ans encore et comporte des « pauses » de plusieurs mois, Moscou aurait bien tort de ne pas en profiter.

M. Lemoine annonce l'organisation en 1989 d'un référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie  
De notre correspondant  
Nouméa. - En visite depuis dimanche en Nouvelle-Calédonie, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, s'est rendu, mardi 22 novembre, à l'île des Pins pour à Lifou, l'une des îles Loyauté, à l'ouest de la Grande Terre, « pour prendre directement conscience du fait coutumier », auquel il entend donner une importance prépondérante dans le projet de nouveau statut du territoire qu'il doit présenter jeudi devant l'Assemblée territoriale.

Washington p  
Un grave échec pour le Kremlin  
La manœuvre dont une page a été tournée mercredi dans la grande controverse des euro-missiles ne surprendra personne. L'arrivée en R.F.A. aussi bien de l'arsenal non seulement de l'OTAN, mais conformes à la logique dans laquelle chacun des deux camps s'était enfoncé.

Washington p  
Un grave échec pour le Kremlin  
La manœuvre dont une page a été tournée mercredi dans la grande controverse des euro-missiles ne surprendra personne. L'arrivée en R.F.A. aussi bien de l'arsenal non seulement de l'OTAN, mais conformes à la logique dans laquelle chacun des deux camps s'était enfoncé.

## Sur le vif

### Bonne nuit

Trois heures du matin. Impossible de trouver le sommeil. C'est l'angoisse, la boule, la déprime. Je me dis tiens, je vais aller compter les moutons sur France-Inter avec la mignonne de service, une fille aux accents gentiment cajoleurs, enjôleurs, apaisants. J'appuie d'une main saccadée sur le bouton de mon transistor. Et j'entends une voix, insolente celle-là, injurieuse, provocante, une voix de femme, m'assurer qu'elle se fout éperdument de nos états d'âme, à nous autres, les pumés de la nuit. Si on a envie de se jeter par la fenêtre et qu'on habite un rez-de-chaussée, on n'a qu'à se tirer une belle dans le tête.

Elle tient au bout de sa ligne téléphonique un malheureux tout balbutiant, tout contorsionné, tout confus. Il aimerait se faire chouchouter. Il essaie de se faire bien voir. Il la trouve formidable. Il le lui dit. Elle l'envoie promener. Inutile de lui crier les bottes : elles sont en plastique. Oh ! Et puis en voilà assez ! Il la fait gémir. Allez, dégage, va te coucher ! Elle raccroche.

Moi j'allume, sidérée, pour voir sur quoi je suis tombée. Sur Ici et Maintenant, une radio libre

qui vient d'inventer cette « super nana » - elle faisait autrefois les beaux soirs de Carbone 14 - à se moquer ouvertement des gens, à leur décocher des grands coups de pied au cul au lieu de leur donner des petites tapes dans le dos.

Et ça marche. Ça renverse. Ça sacroche. On reste là, collé au poste. Plus question de dormir, de se pendre, de se flinguer. Qu'est-ce qu'elle va encore inventer ? Un truc génial. Après avoir rembarqué un auditeur particulièrement colérique - il a eu le front de s'étonner de la trouver là, de se demander pourquoi elle a été embauchée, - elle appelle son patron. Elle le réveille. Elle l'oblige à venir répondre lui-même, pieds nus sur le carreau de la cuisine pour ne pas déranger les copains qui l'ont hébergé, à ce curieux, à ce conard. Il s'y emploie très aimablement. Et lui signale en passant qu'elle a largement dépassé son temps d'antenne et qu'il est l'heure de faire ses paquets. Nous on est tout contents. On se sent à la fois vengés et libérés. Allez salut, bonne fin de nuit. Et merci !

CLAUDE SARRAUTE.

M. Lemoine annonce l'organisation en 1989 d'un référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie  
De notre correspondant  
Nouméa. - En visite depuis dimanche en Nouvelle-Calédonie, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, s'est rendu, mardi 22 novembre, à l'île des Pins pour à Lifou, l'une des îles Loyauté, à l'ouest de la Grande Terre, « pour prendre directement conscience du fait coutumier », auquel il entend donner une importance prépondérante dans le projet de nouveau statut du territoire qu'il doit présenter jeudi devant l'Assemblée territoriale.

En dépit d'une représentation politique locale à dominante indépendantiste, les Mélanésiens lui ont réservé un accueil chaleureux où la présence du drapeau français a largement dominé celle du drapeau indépendantiste.

Dans les discours qu'il a prononcés à Lifou, M. Lemoine a répondu au désir d'un « langage clair », réclamé par les grands chefs coutumiers et les élus locaux. Répondant ainsi à M. Edouard Wapae, maire de Lifou et conseiller territorial, membre de l'Union calédonienne (U.C.), principale composante de la coalition indépendantiste, M. Lemoine a, pour la première fois, évoqué la perspective d'un référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, en avançant la date de 1989 pour une telle consultation. Se plaçant dans la logique politique définie au mois de mai lors de son passage à Nouméa, puis lors de la rencontre de Nainville-Roches (Essonne) au mois de juillet, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM a indiqué que les engagements pris en ces deux occasions seraient tenus : « Nous allons maintenant nous orienter vers un statut de large autonomie qui sera spécifique et évolutif et qui conduira à l'autodétermination, à une consul-

tion appelée référendum. Aujourd'hui nous allons mettre en place une phase qui suivra en 1984 et qui se poursuivra jusqu'en 1989 ; ensuite il y aura l'interrogation normale qui sera conforme à la Constitution. »

Par l'annonce de ces dates, M. Lemoine a implicitement confirmé le maintien des prochaines élections territoriales à la date prévue, en juillet 1984. Toutefois, on n'exclut pas un léger report de cette échéance pour qu'elle coïncide avec la mise en place de nouveau statut de « large autonomie ». Le Festival des arts du Pacifique, qui se tiendra à Nouméa en octobre 1984, pourrait aussi influencer sur la date de ces élections territoriales. Ces déclarations du secrétaire d'Etat n'ont provoqué, pour l'instant, aucune réaction, ni chez les indépendantistes ni chez les dirigeants de l'opposition qui continuent de boycotter cette visite officielle.

FREDERIC FILLOUX.

FORSHO  
LA MAISON  
DU LODEN  
le véritable  
LODEN  
AUTRICHIEN  
146, rue de Rivoli Paris 1<sup>er</sup>  
Tél : 260.13.51

Un cadeau signé  
Aldebert  
Joaillier  
a encore plus de valeur  
Bijoux dès F. 2000.

Le plaisir d'acheter...  
Là où il y a l'accueil.  
Aldebert  
16, place Vendôme  
1, bd de la Madeleine  
70, rue Saint-Henri  
Palais des Congrès, Porte Maillot

LES SOVIÉTIQUES AVAIENT UN EXCELLENT MOYEN D'EMPÊCHER LE DÉVELOPPEMENT OCCIDENTAL, EN RENOUANT À LEURS SS-20. ILS NE L'ONT PAS VU, REFUSANT MÊME D'ALLER JUSQU'AU BOUT DE LA LOGIQUE DE LA PROPOSITION FAITE PAR M. ANDROPOV IL Y A UN AN : APRÈS TOUT, CE SONT PAS CENT QUARANTE SS-20, MAIS CINQUANTE-QUATRE SS-20 MUNIS DE LEURS TROIS OGIVES QUI SUFFIRAIENT À « COULER » LES CENT SOIXANTE-DEUX MISSILES DE L'ARSENAL FRANÇAIS ET BRITANNIQUES ACTUEL.

Cela dit, l'histoire ne s'arrête pas avec ce geste de mansuétude. Les Soviétiques présentent la rupture de mercredi comme celle de la « phase actuelle » des pourparlers sur les armements intercontinentaux. Une reprise du dialogue global peut-être par une fusion de ces deux négociations est probable à terme : l'U.R.S.S. aura intérêt à limiter le réarmement occidental désormais engagé, et la pression, toujours réelle, du mouvement pacifiste à l'Ouest l'engagera dans cette voie. Et avant que le programme de l'OTAN ne s'étale sur cinq ans encore et comporte des « pauses » de plusieurs mois, Moscou aurait bien tort de ne pas en profiter.

M. Lemoine annonce l'organisation en 1989 d'un référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie  
De notre correspondant  
Nouméa. - En visite depuis dimanche en Nouvelle-Calédonie, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, s'est rendu, mardi 22 novembre, à l'île des Pins pour à Lifou, l'une des îles Loyauté, à l'ouest de la Grande Terre, « pour prendre directement conscience du fait coutumier », auquel il entend donner une importance prépondérante dans le projet de nouveau statut du territoire qu'il doit présenter jeudi devant l'Assemblée territoriale.

Washington p  
Un grave échec pour le Kremlin  
La manœuvre dont une page a été tournée mercredi dans la grande controverse des euro-missiles ne surprendra personne. L'arrivée en R.F.A. aussi bien de l'arsenal non seulement de l'OTAN, mais conformes à la logique dans laquelle chacun des deux camps s'était enfoncé.

Washington p  
Un grave échec pour le Kremlin  
La manœuvre dont une page a été tournée mercredi dans la grande controverse des euro-missiles ne surprendra personne. L'arrivée en R.F.A. aussi bien de l'arsenal non seulement de l'OTAN, mais conformes à la logique dans laquelle chacun des deux camps s'était enfoncé.

Washington p  
Un grave échec pour le Kremlin  
La manœuvre dont une page a été tournée mercredi dans la grande controverse des euro-missiles ne surprendra personne. L'arrivée en R.F.A. aussi bien de l'arsenal non seulement de l'OTAN, mais conformes à la logique dans laquelle chacun des deux camps s'était enfoncé.

Washington p  
Un grave échec pour le Kremlin  
La manœuvre dont une page a été tournée mercredi dans la grande controverse des euro-missiles ne surprendra personne. L'arrivée en R.F.A. aussi bien de l'arsenal non seulement de l'OTAN, mais conformes à la logique dans laquelle chacun des deux camps s'était enfoncé.

## En Birmanie

### LES INSURGÉS KARENS, QUI DÉTIENNENT DEUX OTAGES FRANÇAIS, MODIFIERAIENT LEURS EXIGENCES

Une presseur raconte à en lieu le mardi 22 novembre entre le représentant de la Croix-Rouge internationale à Bangkok, M. Moud, et le général Bo Mya, chef des insurgés Karens, qui détiennent depuis le 18 octobre deux otages français, M. et M<sup>me</sup> Bous. Des informations en partie contradictoires circulent sur le résultat de cette entrevue. Selon l'envoyé spécial de l'A.F.P., le général Bo Mya a déclaré qu'il n'y avait « aucune raison d'être satisfait, aucune raison d'être optimiste ».

Le Bangkok Post rapporte, en revanche, que les Karens ont semblé modifier leurs exigences pour la libération de M. et M<sup>me</sup> Bous. Dans une lettre adressée au gouvernement français par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, le général Bo Mya ne réclamerait qu'une réduction de l'assistance française à la Birmanie (et non sa suppression totale), ainsi que la reconnaissance par la France (associée d'une aide) du mouvement Karen. Ces informations sont partiellement confirmées par d'autres sources. Le général Bo Mya attendrait d'ici vendredi une réponse des autorités françaises.

Un groupe de journalistes français qui a rencontré les dirigeants Karens à pu voir une cassette vidéo qui aurait été tournée dimanche dernier à l'endroit où les deux otages français sont détenus. M. Bous s'inquiète notamment de la lenteur avec laquelle les contacts ont été établis entre la France et ses ravisseurs. Le commandant Bo Mya apparaît ainsi que son épouse, apparemment en bonne santé, mais visiblement émus et le visage tendu. M. Bous ne semblait pas avoir été informé de la mission de bons offices entreprise par la Croix-Rouge internationale.

## En Géorgie

### SEPT MORTS DANS UNE TENTATIVE DE DÉTOURNEMENT D'UN AVION SOVIÉTIQUE

Moscou (A.F.P.). - Sept personnes sont mortes dans une tentative de détournement d'avion, qui a eu lieu à Tbilissi, à-t-on appris mardi auprès de la tour de contrôle de l'aéroport de la capitale de la Géorgie.

Deux pirates de l'air, deux passagers, une hôtesse, le copilote et le mécanicien de bord ont été tués au cours de cette tentative.

Les pirates de l'air, six jeunes gens et trois jeunes filles, ont tenté de s'emparer, dans la nuit de vendredi à samedi d'un avion de la compagnie soviétique Aeroflot, desservant par le vol 6833 la ligne Tbilissi-Batoumi-Leningrad. Batoumi se trouve à une quinzaine de kilomètres de la frontière turque, sur la mer Noire.

On ignore les détails de cette tentative, et notamment le pays - vraisemblablement la Turquie - vers lequel les pirates voulaient se diriger. De même, le sort de ceux d'entre eux qui ont survécu est inconnu. Quatorze affaires de ce genre ont été révélées en U.R.S.S. depuis 1970.

Le numéro du « Monde » daté 23 novembre 1983 a été tiré à 491 420 exemplaires

« La Renaissance que nous attendons viendra de nos réseaux de l'opposition comme de la majorité. Pour sauver les vieux dinosaures qui prétendent gérer un avenir qui leur échappe plus que jamais, la nécessité est venue de travailler à la multiplication des commandos lucides et actifs de la modernité. »

(Publicité)

à Beaune, en Bourgogne  
PATRIARCHE PÈRE ET FILS  
une gamme unique de Grands Vins.